

TESTAMENT POLITIQUE

D'Armand du Plessis

Cardinal Duc
DE RICHELIEU

Centre de Philosophie politique et juridique

1985

Bibliothèque
de
philosophie politique
et juridique

Textes et Documents



Centre de philosophie
politique et juridique

Université de Caen

Directeur de la publication :

Simone Goyard-Fabre

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droits ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

© Centre de Philosophie politique et juridique

ISSN 0758-0428

TESTAMENT
POLITIQUE
D'ARMAND DU PLESSIS
CARDINAL DUC
DE RICHELIEU
PAIR ET GRAND AMIRAL
DE FRANCE,

Premier Ministre du Conseil d'Etat sous le
Regne de LOUIS XIII. Roy de France
& de Navarre, Commandeur des Ordres
de Sa Majesté Très-Chrétienne, Evêque
de Luçon, Fondateur & Bienfaiteur de la
Maison & Société de Sorbonne.



A AMSTERDAM,
Chez HENRY DESBORDES, dans le
Kalver-Straat, près le Dam.

M. DC. LXXXIX,



AVERTISSEMENT.

IL seroit fort surprenant que ce Testament Politique du Cardinal de Richelieu, eût pu demeurer caché si long temps, si son importance, & l'usage auquel il l'avoit destiné, ne donnoient à connoître qu'il n'avoit pas intention qu'on le manifestât. Mais comme les mysteres ne vivent ordinairement qu'un certain âge, & qu'il n'est pas possible que des Ecrits de cette nature ne se confient à des gens peu discrets, il n'y a pas lieu de

AVERTISSEMENT.

s'étonner s'ils tombent enfin
en des mains liberales, qui
sont bien-aîsés d'en faire part
à tout le monde.

Ce seroit faire tort au ju-
gement du public, de s'ima-
giner qu'il pût méconnoître
cet Ouvrage ; & quoique
l'on ne puisse être trop cir-
conspect pour ne se point
prévenir fausement ; il est
impossible après avoir lu ce-
luy-cy, de n'y pas apperce-
voir tous les caracteres de
l'esprit de ce grand Hom-
me. L'élevation & la beau-
té de son genie, le plus grand
& le plus vaste qui se soit
vû depuis long-temps, joint
à la noblesse de ses expres-
sions, se rencontrent entie-
rement icy ; mais outre cela

AVERTISSEMENT.

quelle diversité de matieres n'y trouve-t-on pas ? Elles sont toutes traitées avec tant de solidité, que l'on voit bien qu'il les connoissoit par une profonde meditation soutenue d'une experience consommée, & qu'il estoit seul capable de les mettre au jour.

Si l'on prend un extrême plaisir à lire dans les meilleurs Auteurs, les Reflexions & les Préceptes Politiques qu'ils donnent sur les principaux événemens qu'ils racontent ; il se trouve bien diminué, quand on considere que la plupart ne raisonnent qu'après coup, & dans le Cabinet, & qu'ils seroient eux-mêmes bien empêchez à se démêler de la moindre ne-

AVERTISSEMENT.

gociation, ou de la moindre intrigue épineuse.

Mais il n'en est pas de même de ce Testament Politique. C'est un Favori & un premier Ministre d'Etat, qui a gouverné plus de 25. ans l'un des plus considérables Royaumes de l'Europe; qui l'a guidé, & pour ainsi dire, l'a tenu par la main dans les premiers pas de son aggrandissement; qui ne prescrivait aucun conseil, qu'il ne l'eût mis luy-même en pratique plusieurs fois; & qui enfin par sa fermeté & par son courage a surmonté une infinité d'obstacles & d'intrigues, qui auroient accablé tout autre que luy.

Il n'y eut donc jamais Ou-

AVERTISSEMENT.

vrage plus utile à ceux qui sont appelez au maniement des grandes affaires. Les Rois, les Princes, les Favoris, les Ministres, les Conseillers d'Etat, les Ecclesiastiques, les Nobles, les Magistrats, les Courtisans, enfin toutes sortes de Personnes trouvent icy un amas d'instructions d'un prix inestimable.

Ce n'est pas que cet Ouvrage soit dans l'état où il seroit sans doute, s'il eût pu le repasser avec quelque loisir ; mais quoiqu'on y découvre quelques negligences, & des expressions moins heureuses que les autres ; néanmoins toutes ces Parties composent un si beau Corps, que

AVERTISSEMENT.

ces petits défauts ne doivent estre confiderez que comme les endroits de ces beaux Tableaux, lesquels quoique negligez, font cependant connoître l'habileté de l'Artisan.

Ce seroit une temerité extraordinaire de vouloir par des paroles relever l'excellence d'un Ouvrage, qui se souvient si bien par luy-mesme, & qui est infiniment au dessus de tous les éloges qu'on luy voudroit donner. La lecture d'un seul Chapitre en fera beaucoup plus comprendre que tout ce qu'on en pourroit dire.

Quant à cette Edition, elle a esté faite sur un Manuscrit, qui paroist au moins de tren-

AVERTISSEMENT.

te ans, & qui a esté écrit avec beaucoup de precipitation, estant de deux différentes mains, sans rature, mais ayant beaucoup de fautes. Quelques-unes ont esté rétablies, & l'on a mieux aimé laisser les autres, crainte de donner un sens éloigné de celuy de l'Auteur. Comme il n'est pas possible que la Copie dont on s'est servi, soit la seule qui ait esté faite, on supplie ceux qui en auront une meilleure, & qui appercevront quelques fautes capitales, d'en vouloir faire part, afin qu'on les corrige dans une autre Edition.

Il n'y a pas jusqu'à la Table qui ne paroisse avoir esté faite par le Cardinal de Richelieu

AVERTISSEMENT.
luy-mesme. Comme il estoit
extremement methodique ,
peut-estre a-t-il commencé
son Ouvrage par cette Ta-
ble , afin que les Matieres
n'anticipassent pas les unes
sur les autres.

On sera sans doute surpris
du Titre du premier Chapi-
tre, qui parle de la Paix Ge-
nerale , & dont il vouloit
marquer l'année qu'il a lais-
sée en blanc , puisque pour
lors il n'y eust point de Paix
Generale. Mais on a vou-
lu suivre en cela le Manu-
scrit, & c'étoit apparemment
son dessein d'y parvenir, &
de conclure par là le recit
des grandes Actions du Roy
son Maistre.

Pour le temps auquel cer

AVERTISSEMENT.

Ouvrage a esté fait, il est à présumer qu'il y a travaillé à diverses reprises. Dans le premier Chapitre il conduit le recit des Actions du Roy jusques en 1638. Cependant en d'autres endroits il paroist qu'il écrivoit en 1635. puis qu'il ne donne alors au Roy que vingt-cinq ans de Regne. On peut douter aussi, si ce qu'il a écrit sur les Jesuites, est avant ou après les intrigues que le Pere Caussin Confesseur du Roy, & le Pere Monod Confesseur de la Duchesse de Savoye, firent pour l'éloigner de la Cour, ce qui leur pensa réussir. Que s'il a écrit ce Chapitre après qu'il eut dissipé cette intrigue, on ne sau-

AVERTISSEMENT.

roit trop admirer la modération qu'il a eüe d'en parler si sobrement ; & s'il l'a écrit auparavant , on ne peut que le louer beaucoup , d'avoir laissé son Ouvrage dans son premier état , & de n'y avoir pas fait paroître plus de marques de ressentiment.

Ce qui semblera de plus surprenant , c'est que dans tout ce Testament Politique il ne parle point de la naissance du Roy aujourd'huy regnant ; d'où l'on peut inferer qu'il estoit fait auparavant , cet événement étant trop considerable , pour avoir oublié d'en parler.

Il faut considerer d'ailleurs , que long-temps avant sa mort il n'écrivoit plus , à cause de

A P E R T I S S E M E N T.

l'incommodité qu'il avoit au bras, étant obligé de dicter toutes ses dépêches; & comme apparemment il n'a pas voulu faire écrire son Testament Politique par une autre main, il ne s'est plus trouvé en état d'y travailler luy même, & c'est ce qui peut avoir causé cette omission.

Toutes les Notes qui se trouvent dans cette Edition sont du Manuscrit. Mais s'il y a jamais eu d'Ouvrage qui méritast d'estre enrichi de remarques, on peut dire que c'est celui-cy. L'Histoire, & les Memoires de ce grand Homme, en fourniroient quantité; mais ce n'est pas assez, il faudroit quelque

AVERTISSEMENT.
chose de plus particulier, &
qui revelât plusieurs intrigues
de cette Cour, qui ne se sont
pas divulguées, ce qui seroit
d'un grand secours pour la
connoissance de l'Histoire. Il
y auroit encore des remar-
ques tres-utiles à faire sur
l'état où la France se trou-
voit alors, & sur celui où
elle est parvenue depuis ; en
quoy l'on peut avoir suivi les
conseils & les maximes de ce
Grand Ministre, & en quoy
l'on s'est écarté ; & plusieurs
autres remarques de cette na-
ture, non seulement curieu-
ses, mais importantes. Si l'on
se veut donner la peine de faire
part de toutes ces choses, on
les communiquera volontiers
au Public dans une autre édi-

AVERTISSEMENT.
tion qui sera beaucoup plus
parfaite & plus belle que cel-
le-cy, qui répondra à l'im-
portance d'un Ouvrage si ad-
mirable.



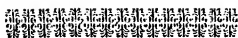


TABLE
DES CHAPITRES
DE LA
PREMIERE PARTIE.

CHAP. I.	<i>Vecinte narration de toutes les grandes Allions du Roy, jusques à la Paix, faite en l'an</i>	Page 5.
CHAP. II.	<i>De la Réformation de l'Ordre Ecclesiastique.</i>	58
SECTION I.	<i>Qui représente le mauvais état où l'Eglise estoit au commencement du Règne du Roy ; celui auquel elle est maintenant ; & ce qu'il faut faire pour la mettre en celui auquel elle doit estre.</i>	58
SECTION II.	<i>Des Appels comme d'Abus.</i>	64
SECTION III.	<i>Des Cas privilegiez.</i>	73
SECTION IV.	<i>De la Régale prétendue par la Sainte Chapelle sur les Evêchez de France.</i>	82
SECTION V.	<i>De la Réformation des trois Sentences conformes, requises par les Camens pour la punition des Clercs.</i>	91

T A B L E.

Section VI. <i>Qui traite des Exemptions.</i>	95
Section VII. <i>Du droit que divers Ecclesiastiques & autres Personnes laïques ont de presenter aux Cures.</i>	109
Section VIII. <i>De la Réformation des Monastères.</i>	113
Section IX. <i>De l'Obeissance qu'on doit rendre au Pape.</i>	115
Section X. <i>Des Lettres.</i>	117
Section XI. <i>Moyens de regler les abus qui se commettent par les Graduez, en l'obtention des Benefices.</i>	126
Section XII. <i>Du Droit d'Indult.</i>	128
CHAP. III. <i>De la Noblesse.</i>	132
Section I. <i>Divers moyens d'avantager la Noblesse, & la faire subsister avec dignité.</i>	134
Section II. <i>Qui traite des moyens d'arrêter les Duels.</i>	137
CHAP. IV. <i>Du troisiéme Ordre du Royaume.</i>	143
Section I. <i>Qui touche en gros les desordres de la Justice, & examine particulièrement, si la suppression de l'inaliénabilité & d'Heredité des Offices seroit un bon remède à tels maux.</i>	143
Section II. <i>Qui propose les moyens généraux qui se peuvent pratiquer pour arrêter le cours des desordres de la Justice.</i>	157
Section III. <i>Qui représente combien il est important d'empêcher que les Officiers</i>	

T A B L E	
<i>de la Justice n'empieant sur l'autorité du Roy.</i>	162.
Section IV. <i>Des Officiers des Finances.</i>	165
Section V. <i>Du Peuple.</i>	168
CHAP. V. <i>Qui considere l'Etat en soy-mesme.</i>	171
Section I. <i>Qui represente combien il est important que les diverses Parties de l'Etat demeurent chacune dans l'étendue de ses bornes.</i>	171
Section II. <i>Qui examine s'il vaut mieux rendre les Gouvernemens Triennaux en ce Royaume, que les laisser perpetuels selon l'usage qui a esté pratiqué jusqu'à present.</i>	173
Section III. <i>Qui condamne les Survivances.</i>	177
CHAP. VI. <i>Qui represente au Roy ce qu'on estime qu'il doit considerer à l'égard de sa Personne</i>	180
CHAP. VII. <i>Qui fait voir l'Etat present de la Maison du Roy, & met en avant ce qui semble nécessaire pour la mettre en celuy auquel elle doit estre.</i>	195
CHAP. VIII. <i>Du Conseil du Prince.</i>	205
Section I. <i>Qui montre que les meilleurs Princes ont besoin d'un bon conseil.</i>	205
Section II. <i>Qui represente quelle doit estre la capacité des Conseillers.</i>	207

DES CHAPITRES.

Section III. *Qui represente quelle doit
estre la probité des Conseillers.* 210

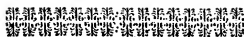
Section IV. *Qui represente quel doit être
le cœur & la force d'un Conseiller d'Etat.* 216

Section V. *Qui represente quel doit estre
l'application des Conseillers d'Etat.* 219

Section VI. *Qui represente quel doit être
le nombre des Conseillers d'Etat, &
qu'entre eux il doit y en avoir un qui
ait l'autorité supérieure.* 227

Section VII. *Qui represente quel doit être
le Roy envers ses Conseillers.* 227





T A B L E
DES CHAPITRES
DE LA
SECONDE PARTIE.

CHAP. I.	L E premier fondement du bonheur d'un Etat est l'é- tablissement du Regne de Dieu,	244
CHAP. II.	La Raison doit être la règle de la conduite d'un Etat,	247
CHAP. III.	Qui montre que les intérêts publics doivent être l'unique fin de ceux qui gouvernent les Etats ; ou du moins qu'ils doivent être préférés aux Parti- culiers.	253
CHAP. IV.	Combien la prévoyance est né- cessaire au gouvernement d'un Etat,	257
CHAP. V.	La peine & la récompense sont deux points tout à fait nécessaires à la conduite des Etats	261
CHAP. VI.	Une négociation continuelle ne contribue pas peu au bon succès des affaires.	271
CHAP. VII.	Un des plus grands avanta-	

T A B L E.

qui qu'on puisse procurer à un Etat , est de destiner un chacun à l'employ qui luy est propre.	282
CHAP. VIII. Du mal que les flatteurs, médisans , & faiseurs d'intrigues cau- sent d'ordinaire aux Etats , & combien il est important de les éloigner d' auprès des Rois , & les bannir de leur Cour.	290
CHAP. IX. De la puissance du Prince.	298
SECTION. I. Le Prince doit estre Puissant pour estre considéré de ses Sujets & des Etrangers.	298
SECTION II. Le Prince doit estre puissant par sa réputation & ce qui luy est né- cessaire à cette fin.	300
SECTION III Le Prince doit estre Puissant par la force de ses Frontières.	302
SECTION IV. De la Puissance qu'un Etat doit avoir par ses forces de Terre.	306
SECTION V. De la Puissance sur la Mer.	364
SECTION. VI. Qui traite du Commerce , comme une dépendance de la Puissance de la Mer , & spécifie ceux qu'on peut faire commodément.	369
SECTION VII. Qui fait voir que l'or & l'ar- gent sont une des principales & plus né- cessaires Puissances de l'Etat : qui met en avant de rendre Puissant ce Royaume en ce genre : qui fait voir quel est son reve- nu présent , & quel il peut estre à l'a-	

TABLE DES CHAP.

venir, en déchargeant le peuple des trois
quarts du faix qui l'accable mainte-
nant.

373

Section VIII. Qui montre en peu de mots
que le dernier point de la puissance des
Princes doit consister en la possession du
cœur de ses Sujets.

410

CHAP. X. Qui conclut cet Ouvrage, en
faisant connoître que tout le contenu en
iceluy sera inutile, si les Princes & leurs
Ministres ne sont si attachés au Gouver-
nement de l'Etat, que nonobstant aucu-
ne chose de ce à quoy leur Charge les af-
faires, ils n'abusent pas de leur puissan-
ce.

411



TESTA:

TESTAMENT
POLITIQUE
DU CARDINAL
DUC DE RICHELIEU.

AU ROY.

SIRE,

Aussi-tôt qu'il plut à Votre Majesté me donner part au maniement de ses affaires, je me proposay de n'oublier aucune chose qui pût dépendre de mon industrie, pour faciliter les grands desseins qu'Elle avoit, aussi utiles à cet Etat, que glorieux à sa Personne.

Dieu ayant beni mes intentions jusques à tel point, que la vertu & le bonheur de V. M. ont étonné le siècle présent, & seront en admiration à ceux de l'avenir, j'estimay que les glorieux succès qui luy sont arrivés m'obligeroient à luy faire son histoire, tant pour empêcher que beaucoup de circonstances dignes de ne mourir jamais dans la memoire

A

des hommes, ne fussent enservelies dans l'oubly par l'ignorance de ceux qui ne les peuvent sçavoir comme moy, qu'afin que le passé servit de tegle à l'avenir. Peu de temps après avoir eu cette pensée je m'y mis à travailler, croyant que je ne pouvois commencer trop tost, ce que je ne devois finir qu'avec ma vie.

J'amassay non seulement avec soin la matière d'un tel Ouvrage, mais qui plus est, j'en réduisis une partie en ordre, & le mis pendant le cours de quelques années quasi en l'état auquel je pretendois le mettre au jour.

J'avoué qu'encore qu'il y ait plus de contentement à fournir la matière de l'histoire, qu'à luy donner la forme; ce ne m'étoit pas peu de plaisir de représenter ce qui ne s'étoit fait qu'avec peine.

Comme je goûtois la douceur de ce travail, les maladies & les continuelles incommoditez auxquelles la foiblesse de ma complexion s'est trouvée sujete, jointe au faix des affaires, me contraignirent de l'abandonner, pour estre de trop longue haleine.

Estant réduit à cette extrémité de ne pouvoir faire en ce sujet ce que je desirois avec passion pour la gloire de votre Personne, & pour l'avantage de votre Etat; j'ay eu qu'au moins je ne pouvois me dispenser de laisser à V. M. quelques Mémoires de ce que j'estime le plus important pour le gouvernement de ce Royaume, sans en être responsable devant Dieu.

Deux choses m'obligent à entreprendre cet Ouvrage. La premiere est la crainte & le desir que j'ay de finir mes jours avant que la cour des vôtres se termine.

La seconde est la fidelle passion que j'ay pour les interêts de V. M. laquelle me fait non seulement desirer de la voir comblée de prospérité durant ma vie, mais me fait encore souhaiter ardemment d'avoir lieu d'en pouvoir voir la continuation, lorsque le tribut inévitable que chacun doit payer à la nature, m'empêchera d'en pouvoir être le témoin.

Cette piece verra le jour sous le titre de mon Testament Politique parce qu'elle est faite pour servir après ma mort à la Police & à la conduite de votre Royaume, si V. M. l'en juge digne : parce qu'elle contiendra mes derniers desirs à cet égard ; & qu'en vous la laissant, je confie à V. M. tout ce que je luy puis leguer de meilleur, quand il plaira à Dieu m'appeller de cette vie.

Elle sera conçue en termes les plus courts & les plus nets qu'il me sera possible, tant pour suivre mon genie & ma façon d'écrire ordinaire, que pour m'accommoder à l'humeur de V. M. qui a toujours aimé qu'on vint au point en jeu de mots, & qui fait autant d'état de la substance des choses, qu'Elle appréhende les longs discours dont la plupart des hommes se servent pour les exprimer.

Si mon ombre qui paroitra dans ces Me-

moires , peut après ma mort contribuer quelque chose au reglement de ce grand Etat , au maniement duquel il vous a plu me donner plus de part , que je n'en merite , je m'estimeray extrêmement heureux.

Pour parvenir à cette fin , jugeant avec raison que le succès qu'il a plu à Dieu donner par le passé aux résolutions que V. M. a prises avec ses plus fideles creatures , est un tres-puissant motif pour la convier à suivre les avis que je luy veux donner pour l'avenir. Je commenceray cet Ouvrage , en luy mettant devant les yeux un Tableau raccontant de ses grandes actions passées , qui la comblent de gloire , & peuvent être dites à tres-juste titre , le fondement solide de la felicité future de son Royaume.

Ce rapport sera fait avec tant de sincerité au jugement de ceux qui sont fideles témoins de l'Histoire de votre temps , qu'il donnera lieu de croire à tout le monde , que les conseils que je donne à V. M. n'auront autre motif que les intérêts de l'Etat , & l'avantage de votre Personne , de laquelle je seray éternellement ,

SIR E ,

Tres-humble, tres-fidele, tres-obeissant , tres-passionné , & tres-obligé sujet & serviteur,
ARMAND DU PLESSIS.

PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE I.

*Succinte narration de toutes les grandes
actions du Roy jusqu'à la Paix
faite en l'an . . .*

LORS que Votre Majesté se resolut de me
donner en mesme temps & l'entrée de
ses Conseils, & grande part en la confiance
pour la direction de ses affaires, je puis
dire avec verité que les Huguenots parta-
geoient l'Etat avec elle, que les Grands se
conduisoient comme s'ils n'eussent pas été
ses Sujets, & les plus puissans Gouverneurs
des Provinces comme s'ils eussent été Sou-
verains en leurs Charges.

Je puis dire que le mauvais exemple des uns & des autres étoit si préjudiciable à ce Royaume, que les Compagnies les plus réglées le sentoient de leur dérèglement, & diminuoient en certains cas votre légitime autorité autant qu'il leur étoit possible, pour porter la leur au delà des termes de la raison.

Je puis dire que chacun mesuroit son mérite par son audace : qu'au lieu d'estimer les bienfaits qu'ils recevoient de V. M. par leur propre prix, ils n'en faisoient cas qu'au-

6
tant qu'ils étoient proportionnez au dérèglement de leur fantaisie : & que les plus entreprenans étoient estimez les plus sages, & se trouvoient souvent les plus heureux.

Je puis encore dire que les Alliances étrangères étoient méprisées ; les interêts particuliers préférez aux publics ; en un mot la dignité de la Majesté Royale étoit tellement ravallée , & si différente de ce qu'elle devoit être par le défaut de ceux qui avoient lors la principale conduite de vos affaires, qu'il étoit presque impossible de la reconnoître.

On ne pouvoit tolérer plus long-temps le procédé de ceux à qui V. M. avoit confié le timon de son Etat, sans tout perdre ; & d'autre part on ne pouvoit aussi le changer tout d'un coup, sans violer les loix de la prudence, qui ne permet pas qu'on passe d'une extrémité à l'autre sans milieu.

Le mauvais état de vos affaires sembloit vous contraindre à des résolutions précipitées, sans élection de temps & de moyens ; & cependant il faloit faire choix en tous les deux , pour tirer profit du changement que la nécessité exigeoit de votre prudence.

Les meilleurs esprits n'estimoient pas qu'on pût passer sans naufrage tous les écueils qui paroissent en un temps si peu assuré ; la Cour étoit pleine de gens, qui blâmoient déjà de témérité ceux qui vou-

7

droient l'entreprendre; & tous sçachant que les Princes sont faciles à imputer à ceux qui sont près d'eux, les mauvais succès des choses qui leur ont été bien conseillées, si peu de gens se promettoient un bon événement du changement qu'on publioit que je voulois faire, que beaucoup tenoient ma chute assurée, avant même que V.M. m'eût élevé.

Nonobstant toutes ces difficultez que je representay à V. M. connoissant ce que peuvent les Rois, lors qu'ils usent bien de leur puissance, j'osay vous promettre, sans temerité à mon avis, que vous vous trouveriez bien de votre État; & que dans peu de temps votre prudence, votre force, & la benediction de Dieu donneroient une nouvelle face à ce Royaume.

Je luy promis d'employer toute mon industrie, & toute l'autorité qu'il luy plaisoit me donner, pour ruiner le party Huguenot, rabaisser l'orgueil des Grands, reduire tous ses Sujets en leur devoir, & relever son Nom dans les nations étrangères, au point où il devoit être.

Je luy representay que pour parvenir à une si heureuse fin, sa confiance m'étoit tout-à-fait nécessaire, & que bien que par le passé tous ceux qui l'avoient servi n'eussent point estimé de meilleur & de plus leur moyen pour l'acquiescir & pour la conserver, que d'en éloigner la Reine sa Mere, je prendrois un chemin tout contraire, &

n'obmettrois aucune chose qui dépendit de moy pour maintenir V. M. en une étroite union , importante à leur reputation , & avantageuse au bien du Royaume.

Ainsi que le succès qui a suivi les bonnes intentions qu'il a p'û à Dieu me donner pour le reglement de cet Etat , justifiera aux siècles à venir la fermeté avec laquelle j'ay constamment poursuivi ce dessein ; aussi V. M. sera-t-elle fidèle témoin , que je n'ay rien oublié de ce que j'ay pu pour empêcher que l'artifice de beaucoup de mauvais esprits ne fût assez puissant pour diviser ce qui étant uni par nature , devoit aussi l'être par la grace. Si après avoir heureusement résisté plusieurs années à leurs divers efforts , leur malice a enfin prévalu ; ce n'est une extrême consolation qu'on ait souvent ouï sortir de la bouche de V. M. que lors que je pensois le plus à la grandeur de la Reino sa Mere , elle travailloit à ma ruine.

Je remets à éclaircir cette matiere en un autre lieu , pour m'attacher presentement à mon sujet , & ne rompre pas l'ordre que je dois garder en cet Ouvrage.

Les Huguenots qui n'ont jamais perdu aucune occasion d'augmenter leur party , ayant surpris en 1614. certains Vaisseaux que le Duc de Nevers préparoit contre le Turc , firent ensuite un attemement très-puissant contre V. M.

Bien que le soin de la Marine eût été jusqu'alors tellement abandonné , qu'elle

n'eût pas un seul Vaisseau, Elle se conduisit avec tant d'adresse & de courage, qu'avec ceux qu'elle put ramasser de ses Sujets, vingt de Hollande, & sept Roborges d'Angleterre, Elle défit l'Armée que les Rochelois avoient mis en Mer. Ce qui arriva avec d'autant plus de merveille & de bonheur, qu'elle tira cet effet avantageux d'un secours qui ne luy avoit été donné que pour la servir en apparence.

Elle prit par mesme moyen l'Isle de Ré dont les Rochelois s'étoient injustement dès long temps emparez; Elle mit en déroute quatre à cinq mille hommes qu'ils y avoient fait entrer pour la défendre, & contraignit Soubize qui en étoit le Chef, de s'enfuir en Oleron, d'où ses amis ne le chasserent pas seulement, mais mesme hors du Royaume.

Cet heureux succès reduisit ces Ames rebelles à une Paix si glorieuse pour V. M. que les plus difficiles à contenter en furent fort satisfaits, & tous avouèrent qu'il ne s'en étoit point encore fait de pareille.

Les Rois vos Predecesseurs avoient par le passé plutôt reçu que donné la Paix à leurs Sujets: quoiqu'ils ne fussent divertis d'aucune guerre, ils perdoient en tous les Traités qu'ils faisoient avec eux, & bien que V. M. eût en ce tems-là beaucoup d'autres occupations, elle la donna lors en se réservant le Fort-Louis comme une Citadelle à la Rochelle; & les Isles de Ré &

d'Oleron comme deux autres Places qui n'en formoient pas une mauvaise circonvallation.

Au meſme temps V. M. garentit le Duc de Savoye de l'oppreſſion des Eſpagnols, qui l'avoient attaqué ouvertement; & bien qu'ils euſſent une des grandes Armées qu'on ait vu de long-temps en Italie, & qu'elle fût commandée par le Duc de Feria homme de tête, elle les empêcha de prendre Veruë, dont vos Armes jointes avec celles du Duc de Savoye ſoutinrent le ſiege avec tant de gloire, qu'ils furent enſui contraincts de le lever avec honte.

Les Eſpagnols s'étant peu après rendus maîtres de tous les paſſages des Grifons, & ayant fortiſié les meilleurs poſtes de toutes leurs Vallées, V. M. ne pouvant par une ſimple negociation délivrer ſes anciens Allies de cette invasion, en laquelle ces injuſtes uſurpateurs ſ'aſſeimiſſoient d'autant plus aiſément, que le Pape les favoriſoit ſous la vaine eſperance qu'ils luy donnoient de procurer quelques avantages à la Religion, ſit par la force de ſes armes ce qu'elle n'avoit pu obtenir par celle de la raiſon.

Elle eût par ce moyen aſſeſſé pour jamais cette Nation de la tyrannie de la Maiſon d'Autriche, ſi ſon Ambaſſadeur en Eſpagne n'eût à la ſollicitation du Cardinal de Berule (ainſi qu'il l'a conſeillé depuis) ſans votre ſçu, & contre les ordres exprès de V. M. fait un Traité fort deſa-

vantageux , auquel vous adherâtes enfin pour plaire au Pape, qui pretendoit être aucunement interellé dans cette affaire.

Le feu Roy votre Pere d'immortelle memoire, ayant fait dessein de marier une de Mesdames vos Sœurs en Angleterre, les Espagnols estimerent devoir troubler un tel projet, & se mirent en tête d'y marier une de leurs Infantes. Le Traité en étant conclu, le Prince de Galles fut si mal conseillé, qu'il voulut bien se commettre à la discretion d'un Prince, qui étant maître de sa personne luy pouvoit donner telle loy que bon luy sembleroit, & passa inconnu par la France pour l'aller épouser en Espagne.

Aussi-tôt qu'on en eut eu avis on négocia de telle sorte, que nonobstant les honneurs indicibles qui luy furent rendus en cette Cour, où le Roy luy donna toujours la main droite, bien qu'il n'eût pas lors la Couronne sur la tête, le mariage se rompit, & peu de temps après, celuy de France se traita, se conclut & s'accomplit, avec des conditions trois fois plus avantageuses pour la Religion, que celles qu'on avoit projeté de proposer du temps du feu Roy.

Peu de temps après il se forma des caballes dans la Cour, ceux qui avoient lors la conduite de Monsieur votre Frere l'y embarquerent autant que son âge l'en rendoit capable.

Étant contraint de dire à mon grand regret, qu'une personne de la plus grande con-

sideration s'y trouva insensiblement engagé avec plusieurs autres qui fomentoient & suivoient ses passions. Je ne puis omettre le mérite que vous acquîtes devant Dieu & devant les hommes, en supprimant l'éclat qu'eût eu la conduite peu prudente, si vous n'eussiez sagement dissimulé ce que vous pouviez repriimer avec autant de sagesse que de raison.

Les Anglois se portèrent aveuglément dans ces caballes ; beaucoup de Grands du Royaume s'y mirent bien avant ; le Duc de Rohan & le Party Huguenot devoient faire la guerre au dedans, au même temps que les Anglois attaqueroient avec une puissante Armée navale les Isles & les Côtes de cet État.

La partie sembloit si bien faite, que peu croyoient qu'on pût résister à la force des Conjurez. Cependant la prise du Colonel Dornano, du Duc de Vandôme, & du Grand Prieur ; le châtimement de Chalais, & l'éloignement de quelques Princesses dissipèrent si-bien cette caballe, que tous les desseins projetez dans la Cour contre V. M. furent dissipés & sans effet.

Comme ce ne fut pas sans grande bonté & sans prudence tout ensemble, que vous consentîtes à Nantes au mariage de Monsieur votre Frere ; la sincérité avec laquelle vos vrais serviteurs tirent la hardiesse de vous représenter auparavant les inconveniens qui en pouvoient arriver, fut une preuve

bien loyale de leur fidélité , & un témoignage assuré qu'ils n'avoient pas dessein de vous surprendre.

Dans tous ces embarras qui sembloient affoiblir votre puissance, rien ne vous put empêcher d'arrêter le cours des duels, que le châtement des Sieurs de Boutteville & des Chapelles. J'avoué que mon esprit ne fut jamais plus combattu qu'en cette occasion, où à peine pûs-je m'empêcher de céder à la compassion universelle que le malheur & la valeur de ces deux jeunes Gentilshommes imprimoit au cœur de tout le monde, aux prières des personnes les plus qualifiées de la Cour, & aux importunités de mes plus proches pareils.

Les larmes de leurs femmes me touchoient très-sensiblement; mais les ruisseaux de sang de votre Noblesse, qui ne pouvoient être arrêtés que par l'effusion du leur, me donnèrent la force de résister à moy-mesme, & d'affermir V. M. à faire exécuter pour l'utilité de son Etat, ce qui étoit quasi contre le sens de tout le monde, & contre mes sentimens particuliers.

Ayant été tout-à-fait impossible d'arrêter le cours, & d'empêcher l'effet des grands préparatifs que les Anglois avoient fait pour la guerre, V. M. fut obligée de s'y opposer par la force.

Ces anciens ennemis de l'Etat descendirent en Ré, & y alliégerent le Fort de Saint Martin, au même tems que Dieu voulut

affliger la France par la grande maladie dont il luy plut vous visiter à Ville-Roy.

Ce fâcheux accident, & la mauvaise conduite que le Coigneux & Puy-Lautens voulurent de nouveau faire prendre à Monsieur n'empêcherent pas qu'on ne résistât par votre seule ombre à tous les efforts de cette Nation belliqueuse. Et V. M. ne fut pas plutôt guérie, qu'Elle secourut la Place qu'ils avoient assiégée; qu'Elle défit leur Armée par un combat signalé sur terre; qu'Elle chassa leurs forces navales de ses côtes, & les contraignit de regagner leurs Ports.

Vous attaquâtes ensuite la Rochelle, & la prîtes après le siège d'un an de durée. Et V. M. se conduisit avec tant de prudence, que bien qu'Elle sçût que les Espagnols ne desiroient ny la prise particulière de cette Place, ny en general la prospérité de ses affaires, jugeant que la seule apparence de leur union luy pouvoit servir dans la réputation du monde, & qu'Elle ne seroit pas peu, si par un Traité Elle les empêchoit de se joindre aux Anglois, qui étoient lors ses ennemis déclarez, Elle en passa un avec eux, qui produisit le seul effet qu'Elle s'en étoit promis.

Les Espagnols qui n'avoient autre dessein que de vous donner de simples apparences, à l'ombre desquelles ils pussent en effet traverser les desseins de V. M. & la prise de cette ville, animèrent autant qu'il

leur fut possible les Anglois à la secourir, & le Cardinal de la Cueva leur promit à cette fin en termes exprès que son Maître n'envoyeroit aucun secours à V. M. quo lors qu'Elle n'en auroit plus de besoin, & qu'il le retireroit avant qu'il leur pût nuire. Ce qui fut si religieusement accompli, que Dom Federic Amiral d'Espagne qui étoit parti de la Courogne avec quatorze Vaisseaux, après avoir séu la défaite des Anglois en Ré, ne voulut jamais demeurer à la Rochelle un seul jour, sur le bruit qui couroit qu'il venoit une nouvelle flotte pour secourir cette Place.

Cette assurance donna l'audace aux Anglois d'en tenter par deux fois plus hardiment le secours, & la gloire à V. M. de la prendre par ses seules forces à la vue d'une puissante armée navale, qui après deux combats inutiles eut la honte de se voir entièrement privée de ses fins.

Ainsi en même temps l'infidélité & les ruses de l'Espagne furent sans effort, & celles des Anglois surmontées d'un même coup.

Pendant ce siege les Espagnols attaquèrent le Duc de Mantouë en Italie, ils prirent expressément ce temps, croyant que V. M. ne le pourroit secourir.

Le Cardinal de Berule & le Garde des Sceaux de Marillac conseilloyent à V. M. d'abandonner ce pauvre Prince à l'injustice & à l'avidité insatiable de cette Nation

ennemie du repos de la Chrestienté, pour empêcher qu'elle ne le troublât; le reste de votre Conseil fut d'avis contraire, tant parce que l'Espagne n'eust osé prendre une telle resolution incontinent après avoir fait un Traité d'union entre les Anglois; que quand mesme elle eût pris un aussi mauvais conseil, elle n'eût sçu arrester le progrès de vos desseins.

On luy representa que c'estoit assez qu'Elle ne se declarât point pour Monsieur le Duc de Mantouë, pendant qu'Elle estoit attachée à ce grand Siege, & qu'Elle n'eût sçu faire davantage, sans commettre une bassesse indigne d'un grand Prince, qui n'y doit jamais consentir, quelque avantage qu'il en puisse tirer d'ailleurs.

Je commettrois un crime, si je ne remarquois en cet endroit, que V. M. suivant les sentimens de son cœur & sa pratique ordinaire, prit en cette occasion le meilleur & le plus honorable parti, qui fut suivi d'un succès si heureux, que peu de tems après la Rochelle fut prise, & ses Armes en état de secourir ce Prince injustement attaqué.

Bien que dès lors Monsieur vostre Frere, devenu veuf un an après son mariage, eust dessein d'épouser la Princesse Marie, il fut si mal conseillé, qu'au lieu de favoriser le Duc de Mantouë son pere, il le traversa plus que ses propres ennemis, en se séparant

de V. M. & se retirant en Lorraine, lorsqu'il devoit s'unir étroitement avec Elle, pour rendre sa puissance plus considérable.

Cette mauvaise conduite n'empêcha pas V. M. de continuer le voyage qu'Elle avoit entrepris pour un si glorieux dessein, & Dieu le benit si visiblement, qu'Elle ne fut pas plutôt arrivée aux Alpes, qu'Elle en força les passages dans le cœur de l'hiver, battit le Duc de Savoie assisté des Espagnols, fit lever le Siege de Casal, & contraignit tous ses ennemis de s'accorder avec Elle.

Cette glorieuse action qui établit la Paix en Italie, ne fut pas si-tôt faite, que V. M. dont l'esprit & le cœur n'ont jamais trouvé le repos que dans le travail, passa sans relâche en Languedoc, où après avoir pris les Villes de Privas & d'Alais par force, Elle réduisit par sa fermeté le reste du Parti Huguenot de tout son Royaume à l'obéissance, & donna par sa clemence la Paix à ceux qui avoient osé luy faire la guerre, non en leur procurant des avantages préjudiciables à l'Etat, ainsi qu'on avoit fait par le passé, mais en chassant hors du Royaume celui qui estoit l'unique Chef d'un si malheureux parti, & qui l'avoit toujours fomenté.

Ce qui est de plus grande considération en une action si glorieuse, est que vous ruinâtes absolument ce parti lors que le Roy d'Espagne tâchoit de le relever

& de l'affermir plus que jamais.

Il venoit fraîchement de faire un Traité avec le Duc de Rohan pour former en cet Etat un Corps d'Etats rebelles à Dieu & à V. M. tout ensemble, moyennant un million qu'il luy devoit donner tous les ans, & dont par ce moyen il rendoit les Indes tributaires à l'Enfer. Mais ces projets furent sans effet ; & au même tems qu'il eut le déplaisir de sçavoir que celuy qui de sa part estoit porteur d'un si glorieux établissement, estoit mort sur un échafaut par Arrest du Parlement de Tholozé qui s'en trouva saisi, V. M. eut le contentement & l'avantage de pardonner à ceux qui ne se pouvoient plus defendre ; d'anéantir leur faction, & de bien traiter leurs personnes lors qu'ils attendoient le châtiment des crimes qu'ils avoient commis.

Je sçay bien que l'Espagne pense se laver d'une action si noire, par le secours que Vous donniez aux Hollandois ; mais cette defense est aussi mauvaise que leur cause.

Le sens commun fait connoître à tout le monde, qu'il y a bien de la difference entre la continuation d'un secours établi par un sujet legitime, si la defense naturelle l'est ; & un nouvel établissement manifestement contraire à la Religion & à la legitime autorité que les Rois ont reçu du Ciel sur leurs Sujets.

Le Roy votre Pere n'entra jamais en Traité avec les Hollandois, qu'après que

le Roy d'Espagne eut formé une ligue en ce Royaume pour usurper la Couronne.

Cette vérité est trop évidente pour pouvoir être revoquée en doute ; de il n'y a pas de Theologien au monde , qui ne puisse dire , sans aller contre les principes de la lumière naturelle , qu'ainfi que la nécessité oblige celui à qui on veut ôter la vie , de se servir de quelque secours que ce puisse être pour la garantir , aussi un Prince a-t-il droit de faire le même pour éviter la perte de son Etat.

Ce qui est libre en son commencement , devient quelquefois nécessaire dans la suite. Il n'y en a point aussi qui puissent trouver à redire à la liaison que V. M. entretient avec ces peuples , non seulement en consequence des Traitez du feu Roy , mais de plus parce que l'Espagne ne pouvant n'estre pas censée ennemie de cet Etat , tandis qu'elle luy retiendra une partie de ses anciens Domaines , il est clair que la cause qui a donné lieu à ces Traitez n'étant pas cessée , la continuation de l'effet est aussi legitime que nécessaire.

Or tant s'en faut que les Espagnols puissent prétendre être en pareils termes , qu'au contraire leurs desseins sont d'autant plus injustes , qu'au lieu de reparer les premières injures qu'ils ont faites à ce Royaume , ils les augmentent tous les jours.

De plus le feu Roy ne s'est joint aux Hollandois , qu'après qu'ils ont esté mis

en corps d'Etat, & qu'il y a été contraint par l'oppression dont il ne pouvoit se garantir entierement : Il n'a été cause ny de leur revolte, ny de l'union de leurs Provinces.

Et ce n'a pas été assez à l'Espagne de favoriser plusieurs fois les revoltes des Huguenots contre vos Prédécesseurs ; Elle a voulu les unir en corps d'Etat dans le vôtre : un saint zele les a portez à vouloir être auteurs d'un si bon établissement ; & ce qui est à remarquer, sans nécessité, & partant sans raison ; si ce n'est que la continuation de leurs anciennes usurpations, & les nouvelles qu'ils ont dessein de faire, redoublent tellement leurs actions, que ce qui est défendu à tout le monde, leur soit permis à cause de leurs bonnes intentions.

Ayant traité plus au long cette matiere en un autre Ouvrage, je la quitte pour continuer la suite de vos actions.

La mauvaise foy des Espagnols les ayant porté à attaquer de nouveau le Duc de Mantouë, au préjudice des Traitez qu'ils avoient fait avec V. M. Elle porta pour la seconde fois ses armes en Italie, où elles furent tellement benies de Dieu, qu'après avoir glorieusement passé une riviere, dont le Duc de Savoye défendoit le passage avec 14000. hommes de pied & 4000. chevaux, contre la foy du Traité qu'il avoit fait avec V. M. l'an précé-

dent, elles prirent Pignerol en présence des forces de l'Empereur, de celles du Roy d'Espagne, & de la Personne & de toute la puissance du Duc de Savoye, & ce qui rend cette action plus glorieuse, à la vuë du Marquis de Spinola l'un des plus grands Capitaines de son temps.

Par ce moyen vous prîtes Suze, & surmontâtes en même tems les trois plus considérables Puissances de l'Europe, la peste, la famine & l'impuissance des François, de quoy l'on trouvera peu d'exemples dans l'Histoire.

Ensuite vous conquîtes la Savoye, chassant une armée devant vous de 10000. hommes de pied & de 2000. chevaux, qui avoient plus d'avantage à se défendre dans un païs de montagnes pareil à celui où ils estoient, que 30000. hommes pour les attaquer.

Les combats de Veillane & de Coriane signalerent peu de temps après vos armes en Piemont: & la prise de Valence fortifiée par le Duc de Savoye pour s'opposer à vos desseins, fit connoître que rien ne peut résister aux justes armes d'un Roy aussi heurieux qu'il est puissant.

Cazal fut secouru, non seulement contre l'opinion commune de la plus grande partie du monde, mais encore contre la propre pensée du Duc de Montmorency qui avoit esté employé à ce dessein, & contre celle de Marillac substitué à sa place,

qui publioient tous deux hautement cette
entreprise tout-à-fait impossible.

Le secours de cette Place fut d'autant
plus glorieux, qu'une armée plus forte
que la vôtre, retranchée à la teste du Mi-
lanois qui luy fournissoit toute sorte de
commoditez, & à l'abri des murailles de
Cazal qui leur avoit été assigné entre
les mains, fut contrainte de le consentir
& de le quitter, & en mesme tems cinq au-
tres Places que les Espagnols tenoient aux
environs, dans l'étendue du Mont-Ferrat.

Si l'on sçait qu'au fort de ce dessein V.
M. fut à l'extremité, & que si votre Per-
sonne étoit dangereusement malade, votre
œur l'estoit davantage.

Si l'on considère que la Reine votre
mere à la suscitation de quelques esprits
envenimez forma un puissant parti, qui
vous affoiblissant, fortifia beaucoup vos
ennemis; si l'on se représente encore qu'ils
recevoient tous les jours divers avis, que
bien-tôt les plus fidelles Serviteurs de
V. M. qu'ils haïssoient & craignoient tout
ensemble, ne seroient plus en état de leur
faire du mal; il sera impossible de ne pas
reconnoître que la Bonté de Dieu a plus
contribué à ses bons succès, que la pru-
dence & la force des hommes.

Ce fut alors que la Reine votre mere
fit toute sorte d'efforts imaginables pour
renverser le Conseil de V. M. & en éta-
blir un à sa fantaisie.

Ce fut alors que les mauvais esprits qui possédoient celui de Monsieur, travailloient sous son nom, autant qu'il leur étoit possible, pour me perdre.

La mere & le fils avoient fait un accord plus contraire à l'Etat, qu'à ceux dont ils poursuivoient ouvertement la ruine, puis qu'en l'état présent des affaires il étoit impossible d'y apporter aucun changement sans les perdre.

Le fils avoit promis de n'épouser point la Princesse Marie, ce que la mere apprehendoit de telle sorte, que pour l'empêcher, elle l'avoit fait mettre en votre absence au Château de Vincenne, d'où il ne sortit que par cette convention, & la mere s'étoit obligée en échange à me faire tomber en la disgrâce de V. M. & m'éloigner d'Elle.

Pour rendre ces promesses plus inviolables, elles furent mises par écrit, & le Duc de Bellegarde les porta long-tems entre sa peau & sa chemise, pour marque qu'elles luy touchoient au cœur, & pour assurance à ceux qui les avoient faites, qu'il ne les perdrait qu'avec la vie.

Jamais faction ne fut plus forte en un Etat; il seroit plus aisé de rapporter ceux qui n'y trempoient pas, que ceux qui s'y étoient engagez.

Et ce qui augmenta la merveille de votre conduite en cette occasion, est que recherchant moy-même mon éloignement pour

plaire à la Reine qui le desiroit passionné-
ment, V. M. pour lors destituée de tout
autre conseil, estoit seule à se conseiller, &
seule à résister à l'autorité d'une mere, aux
artifices de tous ses adherans, & aux prieres
que je luy faisois contre moy-mesme.

Je parle ainsi, parce que le Marechal de
Schomberg qui vous étoit fidelle, n'étoit
pas lors près de V. M. & que le Garde des
Sceaux de Marillac estoit un de ceux qui
secondant la Reine en ses desseins, la ser-
voient contre elle-mesme.

Votre prudence fut telle, qu'en éloi-
gnant de votre propre mouvement le Gar-
de des Sceaux, vous vous delivrâtes d'un
homme tellement rempli de l'opinion qu'il
avoit de luy - mesme, qu'il n'estimoit
rien de bien fait, s'il ne l'estoit par son
ordre, & croyoit que beaucoup de mau-
vais moyens luy estoient licites, pour ve-
nir aux fins qui luy estoient suggerées par
un zele qu'on peut nommer indiscret.

Enfin votre procedé fut si sage, que
vous n'accordâtes rien à la Reine qui fût
contraire à votre Etat, & ne luy refu-
sâtes aucune chose, quo ce que vous n'eus-
siez pu luy accorder sans bleiser votre con-
science, & agir autant contre elle que con-
tre vous-mesme.

Je pourrois m'exempter de parler de la
Paix qui fut conclue à Ratisbonne entre
V. M. & la Maison d'Autriche, parce
qu'ayant été arrêtée par votre Ambassa-
deur

deur à des conditions dont l'Empereur même reconnut qu'il n'avoit aucun pouvoir, elle ne peut par cette raison estre mise au nombre de vos actions : mais si l'on considère que bien que la faute de votre Ambassadeur ne vous puisse estre imputée, comme il ne falloit pas peu de bonté pour la supporter, il ne fallut pas aussi peu d'adresse pour la reparer en quelque sorte, & ne se priver pas de la paix nécessaire à cet Etat, en un temps où V. M. avoit tant de traverses.

Cette action sera jugée des plus grandes que vous ayez jamais faites, & telle par conséquent qu'elle ne peut être omise en ce lieu.

La raison & la conduite des Etats requeroit un châtimement exemplaire en celuy qui avoit outrepassé vos ordres en une matière si délicate, & dans une occasion si importante ; mais votre bonté ba les mains à votre justice, parce que bien qu'il fût seul Ambassadeur, il n'avoit pas agi seul en cette affaire, mais avec un Adjoint d'une condition, dont le respect vous fit plutôt considérer le motif de la faute que la faute même.

Ils furent tellement surpris l'un & l'autre de l'extrême maladie dans laquelle vous tombâtes à Lion, qu'ils agirent plutôt sur le pied de l'Etat auquel ce Royaume pouvoit être par le malheur de votre pers-

les ordres qu'ils avoient reçus.

Nonobstant les mauvaises conditions de leurs Traitez, les Imperiaux furent contraints de restituer bientôt après Mantoue : la crainte de vos armes les obligea à rendre ce qu'ils avoient usurpé sur les Vénitiens & sur les Grisons ; & après que V. M. eut laissé entrer les Troupes du Duc de Savoye dans Pignerol, dans le Fort & dans la Vallée de la Perouse, pour satisfaire au Traité de Querasque, elle s'accorda si bien avec luy, qu'en vertu d'un nouveau Traité ces Places sont devenues à la puissance de V. M. au contentement & à l'avantage de toute l'Italie, qui craindra d'autant moins à l'avenir une injuste oppression, qu'elle voit une porte ouverte à son secours.

En ce temps les mécontentemens que le Duc de Baviere avoit reçus de l'Empereur & des Espagnols, & la crainte que tous les autres Electeurs Catholiques & Protestans avoient d'estre dépourvûs de leurs Etats, comme beaucoup d'autres Princes l'avoient déjà été à sa sollicitation, les ayant portez à desirer secrettement votre appuy, vous traitâtes avec eux si adroitement & avec tant de succès, qu'ils empêchèrent, en la présence mesme de l'Empereur, l'élection du Roy des Romains, bien que la Diette de Ratisbonne eût été convoquée à cette seule fin.

Ensuite pour contenter Baviere, satisfi-

faire les Electeurs & plusieurs autres Princes, & pour les affermir tous en la resolution qu'ils avoient prise de rendre la Ligue Catholique indépendante, non de l'Empire, mais de l'Espagne qui en usurpoit la direction: Vos Ambassadeurs se gouvernerent avec tant de correspondance avec ces Princes, qu'ils leur faciliterent les moyens de faire déposer Vvalstein du Commandement des Armées de l'Empire, ce qui n'apporta pas peu de retardement aux affaires de son Maître.

Le credit de V. M. ne fut pas moindre vers le Nord, puisque le Baron de Charnacé sans titre d'Ambassadeur, procura presque en même temps la Paix entre les Rois de Pologne & de Suede; Paix qui avoit été inutilement tentée par plusieurs autres Potentats;

Cette Paix donna lieu à l'entreprise que le Roy de Suede fit peu après pour empêcher l'oppression des Princes de l'Empire en Allemagne; & ce dessein ne vous fut pas plutôt connu, que pour prévenir le préjudice que la Religion Catholique en pourroit recevoir, V. M. fit un Traité avec luy, qui l'obligeoit à n'en point troubler l'exercice dans tous les lieux de ses conquêtes.

Je sçay bien que vos ennemis, qui pensent justifier leurs actions en décriant les vôtres, n'ont rien oublié de ce qu'ils ont pu, pour rendre cette convention odieu-

se ; mais leur dessein ne produisit autre effet , que de faire paroître leur malice.

L'innocence de V. M. est d'autant plus claire , que son Ambassadeur n'entra jamais dans aucun Traité avec ce Conquerant , que six mois après qu'il fut entré en Allemagne : ce qui justifie évidemment que les conventions qui furent faites avec ce Prince furent le remède du mal, dont elles ne peuvent être estimées la cause.

Les Traitez passez non seulement avec ce grand Roy , mais aussi avec beaucoup d'autres Princes d'Allemagne , sont d'autant plus justes , qu'ils étoient absolument nécessaires pour le salut du Duc de Mantouë injustement attaqué , & pour celui de toute l'Italie , sur laquelle les Espagnols n'avoient pas moins de droit , que sur les États de ce pauvre Prince , puis qu'ils estimoient que leur commodité en étoit un assez légitime.

L'ébranlement que ce Royaume avoit reçu par la division que les Espagnols avoient ouvertement suscitée en votre Maison Royale , obligeoit V. M. à recourir à des expédiens qui vous donnassent lieu de le raffermir,

Monsieur étant sorti de la Cour & de la France pour la troisième fois , par divers artifices , dont on peut dire avec vérité que les Espagnols étoient les principaux auteurs , & le Cardinal Infant ayant retiré la Reine votre mère en Flandres ,

comme il fit en ce temps ; il est aisé de juger que si ces bons Voisins n'eussent eu quelque notable occupation chez eux , ils eussent poussé les affaires plus avant , & se fussent occupez à vos dépens en ce Royaume.

Il falloit par nécessité détourner l'orage , & qui plus est , se préparer à en soutenir l'effort , au cas qu'on ne pût l'éviter.

En cette considération, après que V. M^{te} fut assurée d'une si puissante division , Elle fit comme ceux qui pour prévenir la contagion dont la corruption de l'air les menace , se purgent avec d'autant plus de soin , que de se nettoyer au dedans , est à leur avis le meilleur & le plus seur moyen qu'ils ayent pour se garantir des injures externes.

La Providence de Dieu vous fut si favorable en ce rencontre , que ceux qui animant la Reine & Monsieur contre la France, pensoient les porter à luy procurer beaucoup de mal , ne les portèrent qu'à ce qui les rendoit incapables d'en faire ; & votre conduite parut d'autant plus merveilleuse en cette occasion , qu'en rappelant l'un , & desirant le retour de l'autre , votre bonté à leur égard fut reconnue de tout le monde , au mesme temps que les effets de votre justice tomberent sur ceux qui les avoient aidez à prendre de mauvais conseils.

Le Duc de Bellegarde fut privé du Gouvernement de Bourgogne, & par conséquent des clefs des portes qu'il avoit ouvertes à Monsieur pour le faire sortir du Royaume.

Le Duc d'Elbeuf fut pareillement dépouillé de celui de Picardie, que V. M. luy avoit donné peu de temps auparavant.

Le Duc de Guise pressé des craintes de sa conscience, s'étant retiré en Italie, lors que vous l'appellâtes à la Cour pour y rendre compte de ses actions, cette retraite criminelle luy fit perdre celui dont le feu Roy votre Pere l'avoit honoré.

Ainsi vous l'êtes délié des Gouverneurs ingrats & infidèles, & la Bourgogne, la Picardie & la Provence, Provinces de grande considération, demeurent en vos mains, libres de ces esprits dangereux.

Vous mîtes en la première le premier Prince de votre Sang qui la desiroit avec passion ; & par ce moyen vous l'intéressâtes prudemment aux affaires du temps, & donnâtes beaucoup à penser à Monsieur, qui avec raison n'apprehendoit rien tant au monde, que l'établissement d'une personne qui le talonnoit de si près.

Vous établîtes en la seconde le Duc de Chevreuse Prince de Lorraine, pour témoigner que les fautes sont personnelles, & que votre indignation ne s'étendoit que

sur ceux de cette Maison , qui s'estoient rendus coupables par leur mauvaïse conduite.

Vous gratifiâtes le Marechal de Vitry de la troisiéme , tant à cause de sa fidelité, que parce qu'estant maintenu par votre autorité , il étoit de son naturel capable de faire tête à celuy qui en étoit sorti.

Cependant les Declarations que vous fîtes en ces occasions enregistrées en Parlement , furent d'autant plus approuvées de tout le monde , qu'en condamnant les auteurs & les sectateurs de la Reine & de Monsieur , elles excusoient ces deux Personnes , qui sont aussi cheres que proches à V. M. bien que par le passé on en eût usé tout autrement en des faits presque semblables.

Votre Majesté éluda alors avec beaucoup de vigilance divers desseins & beaucoup d'entreprises méditées & tentées sous le nom de la Reine & de Monsieur , sur diverses Places du Royaume ; & votre patience fut telle en ces malheureuses rencontres , que je puis quasi dire que vous ne fîtes connoître que ce que vous ne pouviez dissimuler de leur mauvaïse conduite.

Cependant pour en arrêter le cours , & retrancher la licence avec laquelle il sembloit qu'il fût permis de tout entreprendre à leur ombre , vous fîtes trancher la tête au Marechal de Marillac , avec d'au-

tant plus de raison qu'ayant été condamné avec justice, la constitution présente de l'Etat requeroit un grand exemple.

Ces grandes & fâcheuses affaires ne vous empêchèrent pas de reprimer avec autant d'autorité que de raison certaines entreprises du Parlement de Paris, qui avoient été souffertes en beaucoup d'autres occasions; & ce qui est plus remarquable, pour avoir été faites tant dans la chaleur des mécontentemens de la Reine, de Monsieur & de tous leurs Partisans, que pour la chose même.

Ensuite Monsieur entra à main armée en France, à la suscitation des Espagnols & du Duc de Lorraine, avec des Troupes dont ces bons Voisins avoient fourni la plus grande partie.

Il sembloit que la connoissance que V. M. eut aussi-tôt, qu'il étoit attendu en Languedoc par le Duc de Montmorency, fut autorisée en cette Province dont il étoit Gouverneur, vous deût détourner du dessein qui vous avoit conduit en Lorraine pour dégager ce Duc du mauvais parti où il s'étoit mis; mais achevant ce que vous aviez commencé à de si bonnes fins, vous fîtes suivre Monsieur votre Frere de si près par le Maréchal de Schomberg, & vous avançâtes si promptement vous-même, après avoir reçu trois Places du Duc de Lorraine pour gage de sa foy, que tous les efforts de tous ceux qui

s'étoient liez contre vous demurerent vains.

La victoire que les armes de V. M. commandées par ce Marechal remportèrent à Castelnau-dary, fut un argument aussi assuré de la benediction de Dieu sur V. M. comme les graces que vous accordâtes ensuite à Monsieur & aux siens, lorsque le mauvais état de ses affaires vous donnoit lieu d'en user autrement, furent un témoignage évident de votre bonté.

La sincerité avec laquelle vous voulûtes observer toutes les promesses qui leur furent faites à Beziers de votre part, bien que vous sçussiez assurément que Puy-Laurens n'avoit d'autre dessein que d'éviter à l'ombre d'un repentir le peril auquel il se trouvoit, dont il ne pouvoit se garantir par autre voye, fut une preuve aussi authentique du grand cœur de V. M. que de sa foy inviolable.

Le châtement du Duc de Montmorency, qui ne se pouvoit omettre sans ouvrir la porte à toutes sortes de rebellions dangereuses en tout temps, & particulièrement en celui auquel un heritier présomptif de la Couronne se rendoit par mauvais conseil, Chef de ceux qui se separoient de leur devoir, fit voir à tout le monde, que votre fermeté égaloit votre prudence.

Cette punition fit voir aussi que vos Serviteurs préféroient les interets publics aux leurs particuliers, puis qu'ils res-

B. 7.

soient en cette occasion & aux sollicitations de plusieurs personnes, qui leur devoient être de grande considération, & aux menaces de Monsieur, que Puy-Laurens portoit jusqu'à ce point, qu'il leur fit dire que si Monsieur de Montmorency mourait, Monsieur les feroit mourir un jour eux-mêmes.

La patience avec laquelle vous avez souffert les nouveaux monopoles que Puy-Laurens fit en Flandres sous le nom de Monsieur, où il se retira pour la troisième fois, est toute semblable à celle qui porte un pere à excuser les comportements qu'on fait commettre à un de ses enfans qui est sorti de son obéissance.

Celle qui vous a fait endurer aussi longtemps que le bien de l'Etat & votre conscience l'ont pu permettre, la malice & la légèreté qui ont porté plusieurs fois le Duc de Lorraine à s'armer contre vous, est une vertu qui se trouvera dans l'Histoire avoir fort peu d'exemples.

La bonté avec laquelle vous avez voulu vous contenter pour la réparation de ses secondes fautes, du dépôt de quelques-unes de ses Places, capable de le contenir en son devoir, si la folie n'eût pas égalé son manquement de parole, se trouvera peut-être d'autant plus incomparable, qu'il y a peu de Princes qui perdent l'occasion de se rendre maîtres d'un Etat voisin, quand ils en ont le sujet légitime, & le pouvoir tout ensemble.

Après tant de rechutes commises par le Duc votre Vassal ; après qu'il vous eut ravvy contre sa foy, e ntre le droit divin & celuy des Constitutions faites par les hommes, un gage presque aussi précieux que votre Etat ; la prudence avec laquelle vous le dépouillâtes, lors que sa malice & son inconstance ne pouvoient plus avoir d'autres remèdes que ceux de l'extrémité, est d'autant plus estimable, que si vous l'eussiez fait plutôt, ont eût pu revoquer en doute votre justice. Aussi ne pouviez-vous attendre davantage, sans vous faire paroître insensible, & commettre par omission une faute égale à celle que commettoit un Prince, qui par pure violence en dépouilleroit un autre sans raison.

Que ne doit-on pas dire du bon naturel qui vous a porté à procurer le retour de Monsieur en France pour la troisième fois, lors qu'il sembloit qu'on ne pouvoit plus s'assurer de sa foy, à cause des diverses rechutes & de l'extraordinaire infidélité des siens. Beaucoup estimoient avec raison qu'il ne pouvoit revenir, sans mettre en compromis la sécurité de vos plus fidèles Serviteurs ; & cependant ils étoient seuls à vous solliciter de le retirer du péril où ils s'étoient mis.

Cette action trouvera peu d'exemples dans l'Antiquité, si l'on en considère les circonstances, & peut-être peu d'imitation à l'avenir.

Comme on ne put sans une extrême hardiesse conseiller à V. M. de donner à Monsieur, contre vos propres sentimens, une notable augmentation d'appanage, un Gouvernement de Province, & une Place, lors qu'il fut question de le retirer de la Lorraine la premiere fois qu'il sortit du Royaume; on n'a pu aussi sans grande fermeté résister un au durant aux instances qu'il faisoit d'en avoir une sur la frontière, où il voulut se retirer quitant la Flandre.

Ce n'a pas été peu de bonheur, que ces deux conseils ayent si bien réussi, que la concession de la premiere Place fut cause de son premier retour, & cause si innocente, qu'étant utile en cette occasion, on n'ait pu depuis en abuser, lors que les siens l'ont voulu faire.

Et que tant s'en faut que le refus de la seconde l'ait empêché de rentrer en son devoir, & en son païs natal, seul lieu de son salut; qu'au contraire c'est ce qui l'obligea de revenir enfin avec une intention aussi droite, que luy, & les siens ont depuis confessé qu'il l'avoit mauvaise, lors que sous pretexte de la sécurité de la personne il demandoit une retraite pour troubler de nouveau le repos de la France.

Les bienfaits extraordinaires que V. M. fit à Puy-Laurens pour l'obliger d'inspirer une bonne conduite à son Maître, sont si dignes de memoire, qu'ils ne doivent pas estre oubliés en cet endroit.

Le châtimēt qu'il reçut lors que vous connusētes qu'il continuoit à abuser de vos graces, étoit trop juste & trop nécessaire, pour ne l'insérer pas ensuite.

La Postérité remarquera, je m'assure, trois choses bien considérables en ce sujet ; un entier détachement de tous autres intérêts que ceux du public, en vos créations, qui l'ayant reçu par votre expriēs commandement dans leur alliance, ne faisoient pas de vous conseiller de l'arrêter, parce que le bien de l'Etat le requeroit ainsi ; une grande prudence d'avoir exécuté cette action en présence de Monsieur, qui ne pouvoit qu'approuver de près un Conseil, qu'il eust de loin appréhensé pour luy-mesme, si l'expérience ne luy eust fait connoître, que ce n'étoit pas à luy qu'on en vouloit. Une grande hardiesse à luy laisser en mesme temps autant de liberté, qu'il en avoit auparavant ; sur ce seul fondement, que ne s'étant mal conduit que par de mauvais conseils, l'effet cesseroit quand la cause seroit cessée, & qu'il n'en seroit pas plutôt destitué, qu'il suivroit par ses propres sentimens un chemin contraire à celuy où ceux d'autrui l'avoient porté.

Cette action & plusieurs autres arrivées pendant votre regne, seront, je m'assure, tenir pour maxime certaine, qu'il faut en certaines rencontres où il s'agit du salut de l'Etat, une Vertu mâle qui passe quel-

quelquefois par-dessus les regles de la prudence ordinaire : & qu'il est quelquefois impossible de se garantir de certains maux, si l'on ne commet quelque chose à la fortune, ou pour mieux dire, à la providence de Dieu, qui ne refuse gueres son secours, lors que nostre sagesse épuisée ne peut nous en donner aucun.

Au reste votre conduite sera reconnue d'autant plus juste, que ceux qui liront votre Histoire, verront que V. M. ne fait punir personne qu'après avoir tâché par de notables-bienfaits de le contenir en son devoir.

Le Marechal d'Ornano fut fait Marechal à cette fin.

Le Grand Prieur étoit assésuré du Commandement de la Mer, lors qu'il pervertit l'esprit de son frere, & que tous deux vous donnerent sujet de leur ôter la liberté.

Le Marechal de Bassompierre ne subsistoit que par vos bienfaits, quand sa maniere de parler & d'agir à la Cour vous contraignit de le resserrer à la Bastille.

Le Garde des Sceaux de Marillac étoit d'autant plus obligé à bien faire, que le degré où sa bonne fortune l'avoit élevé, ne luy laissoit pas lieu de pouvoir desirer davantage, quelque ambition qu'il pût avoir.

Le Marechal son frere établi dans Verdun, & élevé à un Office de la Couronne, avoit toutes occasions par ces graces

d'éviter le supplice qu'il mérita par son ingratitude & par ses mauvais deportemens.

Les divers commandemens que le Duc de Montmorency a eu en vos armées, bien qu'il fût encore jeune pour les mériter, la Charge de Marechal de France, le libre accès que V. M. lui donnoit auprès de sa Personne, & la familiarité qu'il avoit avec vos creatures, étoient des graces & des privileges assez grands pour l'empêcher de courir imprudemment à sa ruine.

Il y avoit si peu que Châteauneuf avoit été honoré des Sceaux, quand on commença à découvrir son mauvais procédé, qu'il y a lieu de soupçonner, qu'au commencement de la Magistrature il avoit presqu'que les mêmes intentions que lors qu'il la finit.

Cependant cette première Charge de la Justice à laquelle V. M. l'appella contre son attente, cent mille écus qu'il reçut de votre libéralité en une année, le Gouvernement d'une de vos Provinces, qui sont des graces assez extraordinaires pour un homme de sa profession, ne furent pas des considerations assez puissantes pour l'empêcher d'estre l'artisan de sa ruine.

Les divers & grandes graces que Pny. Laurens reçut en peu de temps de la bonté de V. M. sont si extraordinaires, que ceux qui les sçauront s'en étonneront peut-être davantage que son mauvais procédé,

assez ordinaire à ceux que la fortune élève en un instant sans mérite.

L'abolition de ses crimes que V. M. luy accorda à son retour de Flandres ne sera pas estimée médiocre par la posterité.

Les sommes immenses qu'il reçut de vos libéralitez, le Gouvernement de Bourbonnois, la qualité de Duc & Pair, & mon alliance, étoient des liens assez forts pour contenir en son devoir toute autre personne que luy, qui n'étoit pas capable de se prescrire des bornes.

Lors que le Comte de Cramail fut mis à la Bastille, il venoit de recevoir par son rappel à la Cour, un effet de l'oubly de ses premières fautes. Mais ce favorable traitement ne l'empêcha pas de prendre son premier train, en deservant l'Etat present des affaires, & en tâchant de détourner V. M. de son ancienne conduite, dont les événemens justifioient le bonheur, la benediction de Dieu & la justice.

Le choix qu'on avoit fait du Marechal de Vitry pour la Provence l'obligeoit de vivre avec beaucoup de regle dans un grand employ, que son courage & sa fidelité luy avoient procuré. Mais la trop grande avidité & son humeur insolente & altière ne contribuèrent pas peu à l'en priver, pour le loger dans un Gouvernement de moindre étendue.

S'il faut parler de ceux qui ont été l'un.

plement éloignez de la Cour, quelles obligations n'avoit point reçu le Duc de Bellegarde de V. M. & de ses Serviteurs ?

La bonté de l'un & l'adresse des autres l'avoient tiré de certains embarras de cabinet, où son extrême vanité & le débèglement de ses passions l'avoient jeté. Il étoit Duc par votre grace, & d'autant plus obligé à se bien conduire auprès de Monsieur lors qu'il l'aïda à sortir du Royaume, que vous l'aviez établi dans les premières Charges de sa maison, dont il ne reçut pas peu d'utilité.

De pauvre & simple Gentilhomme qu'étoit Thoiras, on le vit en un instant Maréchal de France; si chargé de vos bienfaits, qu'il reçut non seulement les plus beaux emplois & les plus grands Gouvernemens du Royaume, mais plus de six cens mille écus de gratifications.

La Fargis étoit d'autant plus obligée à bien faire, que V. M. la mettant auprès de la Reine sa femme, l'avoit mis au-dessus des discours qu'on avoit fait d'elle.

Les Ducs de Guise & d'Elbœuf ont reçu au vu & sçu de tout le monde des graces indicibles de V. M.

Au mesme temps que la Princesse de Conty étoit échauffée à former des cabales dans la Cour, elle tira beaucoup de votre Epargne pour la vente de Château Renault; mais ce n'étoit pas assez pour la soutenir en son devoir.

L'éloignement du Duc de la Vallette, quoique volontaire & non forcé, me donnant lieu de le mettre en cette classe; je ne puis ne pas représenter que peu de temps auparavant qu'il sollicitât Monsieur votre Frere & le Comte de Soissons de tourner vos Armes, dont ils avoient pour lors le commandement, contre votre Personne, V. M. l'avoit honoré de la qualité de Duc & Pair. Je ne puis me dispenser d'ajouter ensuite, que pour le lier davantage à votre service, vous avez trouvé bon qu'il prît liaison avec ceux qui en étoient tout-à-fait inseparables, & qu'en consideration de mon alliance vous luy aviez accordé la survivance du Gouvernement de Guyenne, & augmenté sa Charge de Colonel d'Infanterie de trente mille livres de revenu. Je puis dire de plus, que le pardon que V. M. luy accorda par une bonté extraordinaire, d'un crime si sale & si honteux, avéré par la bouche de deux Princes irréprochables en cette occasion, ne put empêcher que sa foiblesse & sa jaloussie contre le Prince de Condé & l'Archevesque de Bordeaux, ou le dessein qu'il avoit de traverser la prospérité de vos affaires, ne luy fissent perdre beaucoup d'honneur, en perdant l'occasion de prendre Montauban lors que les Ennemis ne pouvoient plus la défendre.

Si c'est un effet d'une prudence singulière d'avoir occupé dix ans durant toutes

lès forces des ennemis de votre Etat, par celles de vos Alliez, en mettant la main à la bourse, & non aux Armes: Estre entré en Guerre ouverte lors que vos Alliez ne pouvoient pas subsister seuls, en est un autre de sagesse & de courage tout ensemble, qui justifie bien que ménageant le repos du Royaume, vous avez fait comme ces Oeconomies, qui ayant été soigneux d'amasser de l'argent, savent le dépenser à propos pour le garantir de plus grande perte.

Après avoir fait en mesme temps diverses attaques en divers lieux, ce que ne firent jamais les Romains ny les Ottomans, semblera sans doute à beaucoup de gens une imprudence & une temerité bien grande. Et cependant si c'est une preuve de votre puissance, c'en est une bien forte de votre jugement, puisqu'il étoit nécessaire d'occuper tellement vos Ennemis de toutes parts, qu'ils ne pussent être invincibles en aucune.

La guerre d'Allemagne étoit un peu forcée, puis que cette partie de l'Europe étoit le Theatre sur lequel depuis long-temps elle étoit commencée.

Bien que celle de Flandre n'ait pas eu le succès qu'on en pouvoit attendre, il étoit impossible de ne la pas concevoir avantageuse en son projet.

Celle des Grisons étoit nécessaire pour embarquer les Princes d'Italie à prendre

les armes , en leur ôtant l'apprehension des Allemands : & pour donner cœur à ceux qui les avoient en Allemagne , en leur faisant voir que l'Italie ne pouvoit secourir les ennemis qu'ils avoient en telle en leur païs.

Celle d'Italie n'étoit pas moins importante , tant parce que c'étoit le vray moyen d'engager le Duc de Savoye , que parce qu'aussi le Milanois étant comme le cœur des Etats que possède l'Espagne , c'étoit cette partie qu'il falloit attaquer.

Au reste si l'on considère que V. M. avoit de tous côtez des Alliez qui devoient joindre leurs forces à vos armes , on trouvera que la raison vouloit que par telle union les Espagnols attaquent en plusieurs lieux succombassent sous l'effort de votre puissance.

Ce n'est pas que pendant le cours de cette guerre qui a duré cinq ans , il ne vous est arrivé aucun mauvais accident , qui n'ait semblé estre permis que pour votre gloire.

En 1635. l'armée que V. M. envoya dans les Païs-Bas , gagna à son entrée une celebre bataille avant qu'estre jointe à celle des Etats Generaux. Et si le Prince d'Orange les commandant toutes deux , n'eut aucun succès-digne de ses grandes forces , & de l'attente qu'on avoit d'un Capitaine de sa réputation , la faute ne vous en peut estre imputée.

Ayant soumis vos armes au commandement de ce Prince , c'étoit à luy à pour-

suivre la pointe d'une armée qu'il recevoit victorieuse. Mais la lenteur d'une Nation pesante ne sçut profiter de l'ardeur de la vôtre, qui demande des exécutions plutôt que conseils, & qui ne venant pas promptement aux mains, perd l'avantage que le feu de sa nature luy donne sur toutes les autres Nations du Monde.

Cette même année les forces de l'Empire ayant passé le Rhin à Brisac, vinrent si près de vos frontières, que si vous ne pûtes les exempter de peur, vous sçutes bien les garantir du mal dont vos ennemis ne furent pas exempts.

On vit perir dans la Lorraine une des plus puissantes armées que l'Empereur eût de long-temps mis sur pied; & sa perte est d'autant plus considérable, que la seule patience de ceux qui commandoient vos forces en ces quartiers en fut la cause.

En même temps le Duc de Rohan, favorisé des principales testes des Grisons qui desiroient leur liberté, entra heureusement dans leur pays à force ouverte, se saisit des passages & des postes les plus importants, & les fortifia nonobstant les oppositions que le voisinage du Milanois donnoit moyen aux Espagnols d'y apporter commodément.

Les Ducs de Savoye & de Crecquy qui commandoient vos armées en Italie, prirent un Fort dans le Milanois, & en bâtirent un autre sur le Po, qui fut une lâcheuse épine aux pieds de vos Ennemis.

En 1636. la lâcheté de trois Gouverneur de vos Places frontieres ayant donné lieu aux Espagnols de prendre pied en ce Royaume, & d'y acquerir à bon marché un avantage tres-notable; sans vous abbatre le courage, lors que chacun sembloit estre perdu, vous mîtes en six semaines une si puissante Armée sur pied, qu'on se pouvoit promettre la deffaire entiere de vos Ennemis, si ceux à qui vous en commîtes le commandement l'avoient bien employée. Leurs defauts vous obligerent vous-même à en prendre la conduite, & Dieu vous assista de telle sorte, que la même année vous reprites à la vuë de ceux qui n'avoient emporté ces Places que parce que vous en étiez éloigné, la seule qui importoit à votre Etat.

Vous surmontates en cette execution beaucoup de traverses, qui vous furent données par les vôtres mêmes, qui pre-venus d'ignorance ou de malice, improuvoient hautement un si haut dessein.

Si le Siege de Dôle ne vous réussit pas, la raison qui oblige un chacun à courir au plus pressé en sur la seule cause. V. M. en divertit ses forces avec d'autant plus de prudence, qu'il étoit plus important de reprendre Corbie, que de prendre Dôle.

Au mesme temps Galas étant entré dans ce Royaume à la tête des principales forces de l'Empire, auxquelles le Duc de Lorraine s'étoit joint avec les siennes, tous deux furent chassés de la Bourgogne avec

la honte de lever le Siege de Saint Jean de Laune , mauvaise Place , & le domage de perdre une partie de leur canon , & si grand nombre de leurs gens , que de trente mille homme avec lesquels ils étoient entrez en ce Royaume , ils n'en sortirent pas avec dix.

Le Thesin fut dans cette mesme année témoin d'une action non moins heureuse en Italie, où les vôtres gagnèrent un celebre & sanglant combat. Et vous eutes dans la Vvalteline des avantages d'autant plus considerables, que vos Ennemis s'étant plusieurs fois resolus de venir aux mains avec vos troupes pour les en chasser par la force , jamais ils ne tâcherent d'effectuer leurs desseins , que combattre & être battus ne leur fût une mesme chose.

En 1637. vous emportâtes deux Places sur vos Ennemis dans la Flandre , & reprîtes une de celles qui l'an precedent leur avoit été livrées par la lâcheté des Gouverneurs.

Une troisième alliée dans le Luxembourg fut prise peu après , & vos Ennemis reçurent autant de domage par l'entrée de vos armes en leur pays , qu'ils auroient eu dessein de vous en faire par la mesme voye.

Si une terreur panique de celui qui commandoit vos forces dans le Vvalteline , & l'infidelité de quelques-uns de ceux pour la liberté desquels vous les aviez ptises , vous firent perdre & par lâcheté & par trahison tout ensemble les avantages que vous y aviez

acquis par la force & par la raison ; cette arinée fut heureusement couronnée par la reprise des Isles de Sainte Marguerite & de S. Honorat , & par le secours de Leucate assiégée par les Espagnols.

Par la premiere de ces deux actions, deux mille cinq cens François descendirent en plein jour en une Ile gardée par autant d'Espagnols & d'Italiens ; une Ile fortifiée par cinq forts reguliers , conjoints les uns aux autres par des lignes de communication, qui s'enfermoient presque toute entiere d'un bon parapet. Vos gens à leur descente combattirent, & désirerent vos Ennemis qui leur firent teste ; & après avoir contraint la plus grande partie de se retirer dans leurs remparts, ils les y forcerent en six semaines pied à pied, par autant de sieges qu'il y avoit de Forts ; bien qu'il y en eût un de cinq Bastions Royaux, si bien munis de canons, de gens & de toutes choses necessaires, qu'il sembloit ne devoir pas estre attaqué.

Par la seconde, une armée puissante, si bien retranchée, qu'il n'y avoit qu'une seule teste de mille toises par laquelle on pût l'aborder ; teste si bien fortifiée, que de deux cens en deux cens pas il y avoit des Forts & Redoutes garnies de canon & bordées d'Infanterie ; fut attaquée de nuit, & forcée par une Armée, qui pour être moins nombreuse ne laissa pas de la défaire entièrement après plusieurs combats,

Ces deux actions sont si extraordinaire

qu'on ne peut dire que ce sont des effets si-
gnaletz du courage des hommes, sans ajoû-
ter, qu'ils étoient secondez de la providen-
ce & de la main de Dieu, qui combattit vi-
siblement pour nous.

En 1638. bien que le commencement de
l'année vous fût malheureux en Italie, à
Saint Omer, & à Fontarabie par le mau-
vais sort des armes, & par l'imprudence,
la lâcheté ou la malice de quelques-uns de
ceux qui commandoient les vôtres, la fin
couronna l'œuvre par la prise de Brisac
emportée par un long siege, deux batailles,
& divers combats tentez pour le secourir.

Au reste vous ne scûtes pas plutôt le
mauvais événement du siege de Saint Omer,
que V. M. portant sa Personne au lieu où il
sembloit qu'on pouvoit craindre quelques
fâcheux événemens, elle arrêta le cours du
malheur de ses armes, en faisant prendre
& razer Renty, Fort grandement incom-
mode à la frontière.

Ensuite de quoy le Casteler, la seule de
vos Places qui étoit entre les mains de vos
Ennemis, fut emportée par force à leur
vuë, sans qu'ils osassent s'opposer à l'effet
de vos armes.

La bataille navale en laquelle quatorze
Galeres & quatre Vaisseaux Dunckerquois,
vous retirez dans l'Anse de Gattary sous cinq
Batteries de terre, pour n'oser tenir la Mer
devant dix-neuf des vôtres, furent tous
brulez, ou coulez à fond, avec perte de

plus de quatre à cinq mille hommes, de cinq cens canons, & d'une grande quantité de munitions de guerre pour le secours de Fontarabie, sont de bons contrepoids, non des pertes que vous fistes à Saint Omer & à Fontarabie, qui ne furent pas grandes, mais du gain que vous manquâtes à faire par la prise de ces Places.

Si l'on joint à cet avantage celui que vous eûtes auparavant, lors que vos armes firent perdre à vos Ennemis dans le Port du passage quatorze grands vaisseaux, grand nombre de canons, drapeaux, & de toutes sortes de munitions, on trouvera que si les Espagnols marquent cette année pour leur avoir été favorable, ils s'estiment heureux quand leur malheur est moindre que leur crainte.

Enfin le combat des Galeres, peut-être le plus celebre qui ait jamais été donné en Mer, où quinze des vôtres en attaquèrent autant d'Espagne, & les combattirent avec un si grand avantage, que vos Ennemis y perdirent quatre à cinq mille hommes, & six Galeres, entre lesquelles une Capitaine & deux Patronnes ne signalèrent pas peu une si glorieuse action.

Ce combat, dis-je, fait voir que la prudence de votre conduite n'a pas été seulement accompagnée de bonheur ; mais que la hardiesse de ceux qui ont commandé vos Armes en a été suivie.

Plusieurs choses sont à remarquer dans cette guerre.

La première chose est , que V. M. n'y est entrée que lors qu'Elle n'a pu l'éviter ; & qu'Elle n'en est sortie que lors qu'Elle l'a dû faire.

Cette remarque est d'autant plus glorieuse à V. M. qu'étant en Paix Elle a été plusieurs fois conviée par ses Alliez à prendre les Armes , sans le vouloir faire ; & que pendant la guerre , ses Ennemis luy ont souvent proposé une paix particuliere , sans qu'Elle y ait jamais voulu entendre , parce qu'Elle ne devoit pas se separer des interets de ses Alliez.

Ceux qui sçauront que V. M. a été abandonnée de divers Princes qui avoient liaison avec Elle , sans en vouloir abandonner aucun ; & qu'encore que quelques-uns de ceux qui sont demeurez fidèles en son party , luy aient manqué en diverses choses importantes , ils ont toujours reçu de V. M. des effets conformes à ses promesses ; ceux-là , dis-je , reconnoîtront que si le bonheur de V. M. a paru grand dans le bon succès de ses affaires , la vertu n'est pas moindre que son bonheur.

Je sçay bien que si elle eût manqué à sa parole , elle eût beaucoup perdu de sa réputation , & que la moindre perte de ce genre fait qu'un grand Prince n'a plus rien à perdre : mais ce n'est pas peu que d'avoir satisfait à son devoir en diverses occasions , où la vengeance & le repos naturellement desiré après la guerre , donnoient lieu de faire le contraire.

Il n'a falu pas moins de prudence que de force, ny moins d'effort d'esprit que d'armes, pour persister presque seul au misme dessein qu'on pensoit faire réussir par l'union de plusieurs.

Cependant il est vray que la defection de plusieurs Princes * d'Allemagne, Que la retraite que le Duc de Parme fut contraint de faire de votre Party par la necessité de ses affaires ; Que la mort du Duc de Mantouë, & la legereté de sa Douairière mere du jeune Duc, qui ne fut pas plûtoſt maſtreſſe, qu'oubliant les obligations qu'elle avoit à la France, elle se tourna contre elle ouvertement : Que le decès du Duc de Savoye, & l'imprudence de sa veuve, qui se perdit pour ne vouloir pas souffrir qu'on la sauvât, il est vray, dis-je, que tous ces accidens n'ont point ébranlé la fermeté de V. M. & qu'encore qu'ils alteraſſent ses affaires, ils ne luy firent jamais changer ses desseins.

La seconde remarque digne de grande consideration en ce sujet, est que V. M. n'a jamais voulu pour se garantir du peril de la guerre, exposer la Chrétienté à celuy des Armes des Ottomans, qui luy ont souvent été offertes.

* *Saxe abandonna premièrement le Roy de Suède, Brandebourg, le Landgrave de Hesse, plusieurs Villes Anſealiques Virmberg, Parme & Mantouë.*

Ellen'ignoroit pas qu'elle accepteroit un tel secours avec justice ; & cependant cette connoissance n'a pas été assez forte pour luy faire prendre une resolution hazardeuse pour la Religion , mais avantageuse pour avoir la Paix.

L'exemple de quelques-uns de ses Prédecesseurs , & de divers Princes de la Maison d'Autriche , qui affecte particulièrement de paroître aussi religieuse devant Dieu , qu'elle l'est en effet à ses propres interêts , s'est trouvé trop foible pour la porter à ce que l'Histoire nous apprend avoir plusieurs fois été pratiqué par d'autres.

La troisième circonstance qui a causé de l'étonnement en cette guerre , est le grand nombre d'armées & de sommes avec lesquelles il a falu la soutenir.

Les plus grands Princes de la terre ayant toujours fait difficulté d'entreprendre deux guerres à la fois ; la Posterité aura de la peine à croire que ce Royaume ait été capable d'entretenir séparément , à ses seuls dépens , trois Armées de terre , & deux navales , sans compter celles de ses Alliez , à la subsistance desquelles il n'a pas peu contribué.

Cependant il est vray, qu'outre une puissante Armée de vingt mille hommes de pied & de six à sept mille chevaux que vous avez toujours eue en Picardie pour attaquer vos Ennemis. vous en avez eu en la même Province une autre composée de dix mille hom-

mes de pied, & de quatre mille chevaux, pour empêcher l'entrée de cette frontière.

Il est vray de plus, que vous en avez toujours eu une en Champagne de mesme nombre que cette dernière.

Une en Bourgogne de pareille force.

Une non moins puissante en Allemagne.

Une autre aussi considerable en Italie, & encore une dans la Vvalteline pendant certain temps. Et ce qui est digne d'admiration, la plus grande part ont plutôt été destinées à attaquer qu'à se défendre.

Bien que vos Predecesseurs aient méprisé la Mer jusqu'à ce point, que le feu Roy votre Pere n'avoit pas un seul Vaisseau, V. M. n'a pas laissé d'avoir en la Mer Méditerranée pendant le cours de cette guerre, vingt galères & vingt Vaisseaux fonds, & plus de soixante bien équipés en l'Océan. Ce qui n'a pas seulement diverté vos Ennemis de divers desseins qu'ils avoient formez sur vos côtes, mais leur a fait autant de mal, qu'ils pensoient nous en causer.

Vous avez de plus tous les ans secouru les Hollandois de douze cens mille livres, & quelquefois de davantage, & le Duc de Savoie de plus d'un million.

La Couronne de Suede de pareille somme.

Le Landgrave de Heile de deux cens mille risdallcs, & divers autres Princes de diverses autres sommes, selon que les occasions l'ont requis.

Ces charges si excessives ont fait que la

dépense de chacune des cinq années que la France a supporté la guerre, a monté à plus de soixante millions; ce qui est d'autant plus admirable, qu'elle a été soutenue sans prendre les gages des Officiers, sans toucher au revenu des particuliers, & mesme sans demander aucune aliénation du fonds du Clergé; tous moyens extraordinaires, auxquels vos Predecesseurs ont été souvent obligez de recourir en de moindres guerres.

Ainsi soixante millions de dépense par chacune de ces cinq années, cent cinquante mille hommes de pied, tant pour les Armées que pour les Garnisons de vos Places, & plus de trente mille chevaux, seroit à la Postérité un argument immortel de la puissance de cette Couronne.

Si j'ajoute que ces diverses occupations ne l'ont pas empêché de fortifier en mesme temps si parfaitement toutes les frontiéres, qu'au lieu qu'elles étoient auparavant ouvertes de toutes parts à ses Ennemis, ils ne peuvent maintenant les regarder qu'avec étonnement; je toucheray un nouveau point non moins considérable à la Postérité, puis que mettant pour jamais ce Royaume en sécurité, elle en recevra à l'avenir autant de fruit, que V. M. en a reçu par le passé de travaux & de peines.

Ceux à qui l'Histoire apprendra les traverses que V. M. a rencontrées dans tous ces grands desseins, par l'envie que ses profpérez, & la crainte de sa puissance luy

ont attirée de divers Princes étrangers , par le peu de foy de quelques-uns de ses Alliez , par la perfidie de ses mauvais Sujets , par un Frere mal conseillé en certain temps , par une Mere toujours possédée de mauvais esprits , depuis que s'étant voulu priver des Conseils de V. M. elle avoit distingué ses interets de ceux de son Etat , reconnoissant que tels obstacles ne relèvent pas peu votre gloire ; reconnoissant aussi que les grands cœurs ayant formé de grands dessein , ne peuvent estre détournés par les difficultez qui s'y rencontrent : S'ils considerent de plus la legereté naturelle de cette Nation , l'impatience des gens de guerre , peu accoutumés aux fatigues inévitables dans le cours des Armes ; & enfin la foiblesse des instrumens dont la nécessité vous a contraint de vous servir en ces occasions , entre lesquels je prens le premier rang , ils seront contraints d'avouer , que rien n'a suppléé au défaut des outils , que l'excellence de V. M. qui étoit l'Artisan. * * * *

Voilà , SIR , jusqu'à present quelles ont été les actions de V. M. que j'estimeray heureusement terminées , si elles sont suivies d'un repos qui vous donne moyen de combler votre Etat de toutes sortes d'avantages.

Pour ce faire il faut considerer les divers Ordres de votre Royaume ; l'Etat qui en est composé ; votre Personne qui est chargée de sa conduite , & les moyens qu'Elle doit re-

nir pour s'en acquitter dignement ; ce qui ne requiert autre chose en general , que d'avoir un bon & fidele Conseil ; faire état de ses avis ; & suivre la raison dans les principes qu'elle prescrit pour le gouvernement de ses Etats. C'est à quoy se reduira le reste de cet Ouvrage , traitant distinctement ces matieres en divers Chapitres subdivisez en diverses Sections , pour les éclaircir plus méthodiquement.



REFORMATION

DES

DIVERS ORDRES

DE

L'ÉTAT.

ON pourroit faire des volumes entiers sur le sujet des divers Ordres de ce Royaume ; mais ma fin n'étant pas telle que celle de beaucoup d'autres , qui se contentent de bien discourir de toutes les parties d'un Etat , sans considerer si le Public tirera utilité de leur raisonnement , ou n'en tirera pas : je me restreindray à représenter en peu de mots à V. M. ce qui est le plus im-

58
portant pour procurer l'avantage de tous
vos Sujets en leurs diverses conditions.

CHAPITRE II.

De la Réformation de l'Ordre Ecclé-
siastique.

SECTION I.

*Qui représente le mauvais état où l'Eglise
étoit au commencement du Règne du Roy ;
celuy auquel elle est maintenant ; & ce
qu'il faut faire pour la mettre en celuy au-
quel elle doit estre.*

Q U A N D je me souviens que j'ay vu
dans ma jeunesse les Gentilshom-
mes & autres Personnes Laïques
posséder par confidence, non seulement la
plus grand part des Prieurez & Abbayes,
mais aussi des Cures & Evêchez, & quand
je considère qu'en mes premières années la
licence étoit si grande dans les Monastères
d'hommes & de femmes, qu'on ne trouvoit
en ce temps-là que des scandales & de
mauvais exemples en la plupart des lieux
où l'on devoit chercher de l'édification ; j'a-
vois que je ne reçois pas peu de consola-
tion, de voir que ces desordres aient été si
absolument bannis sous votre Règne, que
maintenant les confidences & le déregle-

nient des Monasteres soient plus rares, que les legitimes possessions & les Religions bien vivantes l'étoient en ce temps-là.

Pour continuer & augmenter cette benediction, V. M. n'a autre chose à faire, à mon avis, que d'avoir un soin particulier de remplir les Evêchez de personages de merite & de vie exemplaire; de ne point donner les Abbayes & autres Benefices simples de sa nomination, qu'à des personnes de probité; de priver de sa vuë & de sa grace ceux qui mènent une vie trop libre dans une si sainte condition, comme est celle qui lie particulièrement les hommes à Dieu; & de châtier exemplairement les scandaleux.

On pourroit proposer beaucoup d'autres expediens pour la reformation du Clergé; mais pourvu que V. M. veuille observer ces quatre conditions, & traiter favorablement les gens de bien de cette profession, Elle satisfiera à son devoir, & rendra les Ecclesiastiques de son Etat, ou tels en effet qu'ils doivent estre, ou au moins si prudents, qu'ils travaillent à le devenir.

Je dois à ce propos représenter à V. M. qu'il faut bien prendre garde à ne se tromper pas au jugement de la capacité des Evêques.

Tel pour estre sçavant, peut estre capable, qui en effet se trouvera mal propre à cette charge, qui outre la science requiert zele, courage, vigilance, pieté, charité & activité tout ensemble.

Il ne suffit pas seulement d'estre honnête

& homme de bien, pour estre bon Evêque; mais étant bon pour soy, il faut de plus l'estre pour les autres.

J'ay souvent apprehendé que les gens de bonne maison se continssent plus difficilement en leur devoir, & fussent moins réglés en leur vie, que d'autres. Beaucoup touchés de cette crainte, estiment que les Docteurs d'aussi bonne vie que de basse naissance sont plus propres à tels emplois, que ceux qui sont d'extraction plus haute; mais il y a beaucoup de choses à considérer sur ce sujet.

Pour avoir un Evêque à souhait, il le faudroit sçavant, plein de pieté, de zèle, de bonne naissance; parce que d'ordinaire l'autorité requise en telles Charges ne se trouve que dans les personnes de qualité. Mais étant difficile de rencontrer toutes ces conditions en un mesme sujet, je dis-ay hardiment que les bonnes mœurs, qui sans contredit doivent estre considérées plus que toutes autres choses, étant présupposées, la qualité, & l'autorité qui d'ordinaire est la compagne, doit estre préférée à la plus grande science: ayant souvent vu des gens doctes fort mauvais Evêques, ou pour n'estre pas propres à gouverner à cause de la bassesse de leur extraction, ou pour vivre avec un ménage, qui ayant du rapport avec leur naissance, approche beaucoup de l'avarice; au lieu que la Noblesse qui a de la vertu, a souvent, un particulier desir d'hon-

neur & de gloire, qui produit les mêmes effets que le zele causé par le pur amour de Dieu ; qu'elle vit d'ordinaire avec lustre & liberalité conforme à une telle Charge, & sçait mieux la façon d'agir & converser avec le monde.

Il faut sur tout qu'un Evêque soit humble & charitable, qu'il ait de la science & de la pieté, un courage ferme, & un zele ardent pour l'Eglise, & pour le salut de ses ames.

Ceux qui recherchent les Evêchez par ambition & par interest, pour faire leur fortune, sont d'ordinaire ceux qui s'attachent à faire leur cour, pour obtenir par importunité ce qu'ils ne peuvent esperer de leur merite ; aussi ne doit-on pas les choisir, mais ceux qui sont appelez de Dieu à cet état ; ce qui se connoît par leur maniere de vie differente, ceux-cy s'exerçant aux fonctions Ecclesiastiques qui se pratiquent dans les Seminaires ; & il seroit fort utile que V. M. declarât qu'Elle ne choisira que ceux qui auront passé un temps considerable après leurs études, à travailler qu'dites fonctions dans les Seminaires, qui sont les lieux établis pour les apprendre ; n'étant pas raisonnable que le plus difficile & le plus important métier du monde s'entreprenne sans l'avoir appris, vu qu'il n'est pas permis d'exercer les moindres & les plus vils sans en avoir fait plusieurs années d'apprentissage.

Après tout, la meilleure règle qu'on puisse avoir en ce choix, est de n'en avoir point de générale ; mais de choisir quelquefois des gens sçavans, d'autres fois des personnes moins-lettrées & plus nobles ; des jeunes gens en certaines occasions, & des vieux en d'autres, selon que les sujets de ces diverses conditions se trouveront propres au gouvernement.

J'ay toujours eu cette pensée ; mais quelque soin qu'on ait pu prendre de s'en bien servir, j'avoue avoir esté quelquefois trompé ; aussi est-il très-difficile de ne l'estre pas en des jugemens d'autant moins aisez, qu'il est presque impossible de pénétrer l'intérieur des hommes, ou d'arrestor leur inconstance.

Ils n'ont pas plutôt souvent changé de condition, qu'ils changent d'humeur, ou pour mieux dire, qu'ils découvrent celle qu'ils avoient dissimulée jusqu'alors ; pour parvenir à leurs fins.

Pendant que de tels esprits vivent dans la misère, ils n'ont autre soin que de donner des apparences de beaucoup de bonnes qualités qu'ils n'ont pas ; & lors qu'ils sont parvenus à ce qu'ils desirerent, ils ne se contraignent plus à cacher les mauvaises, qu'ils ont toujours eues.

Cependant si on apporte les précautions que je propose au choix qu'on voudra faire, quand même elles ne réussiroient pas toujours, on sera suffisamment déchargé de-

vant Dieu ; & je dis hardiment que V. M. n'aura rien à craindre, pourvu qu'obligeant ceux qui auront esté choisis, avec cette circonspection de résider dans leurs Dioceses, d'y établir des Seminaires pour l'instruction de leurs Ecclesiastiques, d'y visiter leur troupeau ainsi qu'ils y sont obligez par les Canons, Elle leur donne le moyen de s'acquitter de ce devoir avec fruit.

Je parle ainsi, Sire, parce qu'il leur est maintenant tout à fait impossible par les entreprises que les Officiers de V. M. font tous les jours sur leur Jurisdiction.

Six choses sont pareillement à désirer pour faire que les Ames qui leur sont commises reçoivent d'eux toute l'assistance qu'elles en doivent attendre.

Trois dépendent de votre propre autorité, une de Rome simplement, & les deux autres de Rome & de votre autorité tout ensemble.

Les trois premières sont les Reglemens des Appels comme d'abus, celui des cas privilégiés, & la suppression de la Regale prétendue par la Sainte Chapelle de Paris sur la plus grande partie des Evêchez de ce Royaume, jusques à ce que ceux qu'y nomme V. M. ayent fait leur serment de fidélité.

La quatrième est un Reglement en la pluralité des Sentences requises par les Canons pour la punition d'un crime commis par un Ecclesiastique, afin que les coupables

ne puissent à l'avenir s'exempter du châti-
ment qu'ils méritent, par les longueurs des
formalités qui se pratiquent.

Et les deux autres, qui dépendent de l'au-
torité souveraine de l'Eglise & de la vôtre
tout ensemble, sont les exemptions des Cha-
pitres, & le droit de présenter aux Cures,
qu'ont divers Abbez & divers Seculiers.

Il faut examiner distinctement ces points
l'un après l'autre.

SECTION II.

Des Appels comme d'abus.

IL n'entreprends pas en ce lieu d'éclaircir
l'origine des Appels comme d'abus, com-
me une chose dont la connoissance soit ab-
solutement nécessaire ; pourvu qu'on sçache
apporter du remède à un tel mal, il importe
peu de sçavoir quand il a commencé.

Je sçay bien qu'il est si difficile de dé-
couvrir la vraie source de cette pratique ;
que l'Avocat General Servien avoit accou-
tumé de dire, que s'il eût connu l'auteur
d'un si bon reglement, il luy eût fait eriger
une statue.

Cependant il y a tres-grand lieu de croire
, que le premier fondement de cet usa-
ge vient de la confiance que les Ecclesia-
stiques prirent en l'autorité royale, lors
qu'étant maltraités par les Anti-Papes Cle-
ment VII. Benoist XI I. I. & Jean XXII I.

refugiez à Avignon , ils eurent recours au Roy Charles V I. lors regnant , pour estre déchargés des annates , des pensions , & des subfides extraordinaires qu'ils leur imposeroient fort souvent.

Les plaintes du Clergé de France ayant porté ce Roy à faire une Ordonnance qui defendoit l'exécution des Refcrits, Mandats & Bulles que les Papes pourroient donner à l'avenir au préjudice des Franchises & Libertez dont l'Eglise Gallicane étoit jouïssante ; cet ordre donna lieu aux premières entreprises des Officiers du Roy sur la Jurisdiction Ecclesiastique.

Cependant il ne fut pas plutôt fait , que la crainte qu'ils eurent d'en recevoir du préjudice , au lieu d'en retirer l'avantage qu'ils desiroient , porta le Roy à en surseoir l'exécution quelques années. Ensuite la continuation des vexations dont les Benefices étoient travaillez , les fit exécuter pendant le cours de quelques années ; après lesquelles il fut enfin supprimé par le Roy Charles V I I. au commencement de son regne , à cause des divers abus qui se commettoient en sa pratique.

L'expérience du mauvais usage d'un tel Ordre obligea le Clergé à supporter patiemment pour un temps les mauvais traitemens qu'ils recevoient des Officiers de la Cour de Rome.

Mais enfin le redoublement des exactions qui se faisoient sur eux les contraignit de

s'assembler à Bourges en 1428. pour aviser aux moyens de s'en delivrer. Cette assemblée celebre par le nombre & le merite des Prelats qui s'y trouverent , examina soigneusement les divers maux dont l'Eglise étoit assligée , & jugea que le meilleur remede qu'on y pouvoit apporter étoit de recevoir les Decrets du Concile de Bâle , qui reduisant presque toutes choses à la constitution du Droit Commun & Canonique , étoit tout moyen aux Officiers de la Cour de Rome de rien entreprendre contre le Clergé :

Ensuite elle forma une Pragmatique des Decrets de ce Concile , dont elle resolut l'exécution , sous le bon plaisir du Roy , qu'elle supplia d'en être le Protecteur.

Le Roy adherant aux supplications de son Clergé , enjoignit par Ordonnance expresse à ses Juges Royaux * de faire observer religieusement la Pragmatique qu'il avoit resoluë ; & c'est de là que le mal que l'Eglise souffre maintenant en ce Royaume par l'entremise des Officiers du Roy , reprit nouvelles forces , après le commencement qu'il avoit eu sous le regne de Charles

* Les Juges Royaux avoient déjà un peu commencé à s'attirer la connoissance de ce qui n'appartient qu'à l'Eglise , sous pretexte du possessoire des Benefices , dont la Bulle du Pape Martin faite en l'an 1439. leur attribuoit la connoissance.

VI. Et c'est delà que les Parlemens ont pris occasion de s'attirer la connoissance de la plus grande partie de ce qui n'appartient qu'au tribunal de l'Eglise de Dieu.

Il leur fut fort aisé de s'attribuer à l'exclusion des Juges Subalternes, ce qui premierement n'avoit été commis qu'à eux, & d'étendre sous ce pretexte leur pouvoir au delà de ses justes bornes, puisqu'ils n'avoient à combattre en ce point que des inférieurs.

Dans l'établissement du premier ordre, fait pour remédier aux infractions de la Pragmatique Sanction, les Appels * n'avoient point de lieu. On châtoit seulement ceux qui obtenoient des Rescrits. ou des Mandats de la Cour de Rome contre le Droit Commun, sur la seule plainte qui en étoit faite & averée, & ce sans prendre connoissance du fond de la cause.

Depuis, le temps qui change toutes choses, joint à la puissance, qui semblable au feu attire tout à soy, a fait que d'un tel Ordre établi pour la conservation du droit commun, & des franchises de l'Eglise Gallicane contre les entreprises de Rome, on a passé aux Appels comme d'abus, dont le dérèglement auantit tout à fait la Jurisdiction des Prelats François, & celle du

*. Ce premier Reglement n'ent jamais ny le nom, ny la fin, ny l'effet des Appels comme d'abus.

Saint Siege tout ensemble.

Je sçay bien que les plus subtils Partisâns des Parlemens, pour autoriser leur pratique peuvent dire que les Prelats assemblez à Bourges, ayant supplié le Roy d'empêcher par ses Officiers que le Saint Siege ne contrivint à la Pragmatique, luy ont tacitement donné droit de s'opposer aux conventions qui pourroient y être faites par eux-mesmes. Ce qui donne lieu de prendre connoissance des Sentences qui se donnent tous les jours en leur Tribunal.

Mais on peut en ce lieu alleguer le Proverbe qui est véritable, qu'il n'y a dans le marché que ce qu'on y met, & que c'est une chose aussi certaine qu'évidente, que l'Eglise Gallicane assemblée à Bourges n'a jamais pensé à ce que prétendent ces Messieurs, & qu'elle n'a pas même eu lieu de le faire.

Elle a eu recours au Roy contre les entreprises de Rome, parce que le Saint Siege n'ayant point de Tribunal supérieur en terre, les seuls Princes Temporels, comme Protecteurs de l'Eglise peuvent arrêter le cours des déreglemens des Officiers de Rome, au lieu que les entreprises des Evêques peuvent être reprimées par leurs Supérieurs, vers lesquels l'on peut & l'on doit se pourvoir.

Enfin celui qui donne des armes à son ami pour le défendre, ne doit jamais être censé les luy mettre en main pour le tuer. Les Par-

lemons ne sçauroient pretendre que la protection que les Prelats assemblez à Bourges ont demandée au Roy, donne droit à ses Officiers d'opprimer leur Jurisdiction.

Cependant comme les maux sont plus grands en leurs progrès & en leur periodes, qu'en leur commencement ; le dessein des Parlemens couvert de diuers voiles en certain temps ; commença de paroître sans masque au siecle precedent * sous le Roy François premier, qui a été celuy qui s'est le premier servi du nom * d'Appel comme d'abus dans ses Ordonnances.

Plusieurs connoissant le mauvais fondement de cet usage, dont l'Eglise se plaint maintenant, penseront peut-être, que pouvant être aboli avec justice, il seroit à propos d'en user ainsi ; mais j'estime qu'un tel changement seroit plus de mal que celuy qu'on veut éviter, & qu'il n'y a que l'abus d'un tel Ordre qui soit dommageable.

Quelque fondement que puisse avoir l'usage qui est maintenant pratiqué, il est certain que lors qu'on l'a voulu établir ouvertement, on n'a prétendu s'en servir que pour attester le cours des entreprises que les Ju-

* Ordonnance de 1539.

* Ce mot tira son origine de la pratique des Procureurs & des Avocats, lesquels suivant l'ordre de se pourvoir au Parlement par appel, donnerent aussi ce nom au recours que les Ecclesiastiques y avoient.

ges Ecclesiastiques pouvoient faire sur la Jurisdiction Royale.

Depuis on ne s'est pas contenté de s'en servir contre les contraventions faites aux Ordonnances du Royaume, qui embrassent beaucoup de matieres autres que la Jurisdiction ; mais on l'a encore étendu à celles des Saints Canons, & des Decrets de l'Eglise & du Saint Siege, & enfin par excès d'abus, à toutes sortes de matieres, où les Laïques prétendent lezion de Police, laquelle il soutiennent appartenir aux seuls Officiers du Prince.

On pourroit demander avec raison, que l'effet de ce remede fût restreint dans ses premiers termes, qui n'avoient autre étendue que l'entreprise de la Jurisdiction Royale, suffisamment réglé par l'Article premier de l'Ordonnance de 1539. Mais pour ôter tout pretexte de lezion aux Officiers du Prince, & faire qu'ils ne puissent avec apparence prétendre qu'il leur est impossible de faire observer les Ordonnances à cause des entreprises de l'Eglise ; j'estime qu'elle peut consentir au lieu d'Appel comme d'abus, lors que les Juges prononceroient directement contre les Ordonnances, qui est le seul cas où Charles I X. & Henry I I I. par l'Article 59. de l'Ordonnance de Blois veulent qu'ils soient admis ; pourvu que sous ce pretexte on ne les étende pas aux contraventions faites aux Canons & aux Decrets, entant que beaucoup d'Or-

donnances , particulièrement les Capitulaires de Charlemagne , repètent souvent la même teneur de celle de l'Eglise.

Je sçay qu'il sera mal-aisé de faire une indication si exacte des Ordonnances aux fins que je pretens , qu'il n'arrive quelquefois du déreglement à quelque reglement qu'on puisse faire ; mais il est vray que s'il ne se trouve point de difficulté dans la volonté des Officiers du Roy qui auront charge d'exécuter les siennes , l'ordre qu'il luy plaira sans peine leur donner leur servira de regle.

La prétention qu'ont les Parlemens , que lors que les Juges Ecclesiastiques jugent contre les Canons & Decrets , dont les Rois sont Exécuteurs & Protecteurs , c'est à eux à corriger l'abus de leurs Sentences , est en effet une entreprise si dénuée de toute apparence de justice , qu'elle est tout à-fait insupportable.

Si toute l'Eglise jugeoit contre les Canons & Decrets , on pourroit dire que le Roy qui en est Protecteur , pourroit & devoit les soutenir par une voye extraordinaire , émanée de son autorité ; mais puis que lors qu'un Juge a prononcé contre leur teneur , la Sentence peut être infirmée , & luy redressée par son Supérieur , les Officiers du Prince ne peuvent , sans mettre la main à l'encaensoir , & sans un abus manifeste , vouloir faire ce qui n'appartient qu'à ceux qui sont particulièrement consacrés à Dieu , & lors

qu'ils en usent ainsi auparavant que la dernière Sentence de l'Eglise soit donnée, leur entreprise n'est pas seulement dénuée de justice, mais même de toute apparence.

Le dessein qu'ont encore les Parlemens de traduire toute la Jurisdiction Spirituelle & Ecclesiastique au Tribunal des Princes, sous prétexte de la Justice temporelle, n'est pas moins dénué de fondement & d'apparence. Cependant il n'y a point de Préfidal ny de Juge Royal, qui ne veuille ordonner du temps des Processions, de l'heure des grandes Messes, & de plusieurs autres ceremonies, sous couleur de la commodité publique. Ainsi l'accessoire tire le principal, & au lieu que le culte de Dieu doit marcher le premier, & donner la règle à toutes les actions civiles, il n'aura plus de lieu, qu'entant que les Officiers temporels des Princes le voudront permettre.

Je sçay bien que la mauvaise justice qui se rend quelquefois par ceux qui exercent la Jurisdiction Ecclesiastique, & les longueurs de formalitez prescrites par les Canons, donnent un prétexte specieux aux entreprises des Officiers du Roy, mais ce ne peut estre avec raison, puis qu'un inconvenient n'en établit pas un autre, mais oblige à les corriger tous deux, qui est ce que je pretens faire voir cy-après.

Je passerois volontiers sous silence la prétention qu'ont encore les Parlemens de rendre

rendre abusif tout ce qui se juge contre leurs Arrets , auxquels par ce moyen ils veulent donner mesme force qu'aux Ordonnances, si je n'étois obligé de faire voir que cet abus est d'autant moins supportable, que par une telle entreprise ils veulent égaler leur autorité à celle de leur Maître & de leur Roy. ¹

Le mal que l'Eglise reçoit de pareilles entreprises est d'autant plus insupportable, qu'il empêche absolument les Prelats de faire leurs Charges. Si un Evêque veut punir un Ecclesiastique, il se soustraît aussi-tôt à sa Jurisdiction par un Appel comme d'Abus; Si en faisant sa visite il fait quelque Ordonnance, l'effet en est aussi-tôt empêché, par ce que bien qu'en matiere de discipline les Appels soient seulement devolutifs, les Parlemens les rendent suspensifs contre toute raison.

Enfin on peut dire avec verité que l'Eglise est aux fers, & que si ses Ministres ont les yeux ouverts, ils ont les mains liées, en sorte qu'en connoissant les maux, il n'est pas en leur pouvoir d'y apporter remede.

Ce qui me console en cette extremité, c'est que ce qui est en ce sujet impossible à l'Eglise, sera facile à V. M. de la seule volonté de laquelle dépend le remede à de tels dereglemens.

La premiere chose qu'il faut faire pour s'en garentir, est d'ordonner qu'à l'avenir les Appels comme d'Abus ne soient plus admis qu'en cas d'une manifeste entreprise fa-

la Jurisdiction Royale , & d'une Évidente contravention aux Ordonnances purement émanées de l'autorité temporelle des Rois , & non de la spirituelle de l'Eglise.

Cette Ordonnance présumposée, si pour la faire religieusement observer V. M. fait un Règlement qui contienne six Chefs, Elle empêchera par même moyen , & les entreprises de l'Eglise , & celles des Parlemens.

Le premier Chef de ce Règlement doit obliger à faire qu'à l'avenir tous les Appels comme d'Abus soient scellez du grand Sceau pour le Parlement de Paris ; & qu'en tous les autres que l'éloignement de votre Cour contraint à se servir du petit Sceau , ils ne puissent être scellez , qu'au préalable trois anciens Avocats n'ayent affirmé sous leur seing , qu'il y a lieu d'abus , se soumettant à l'amende , s'il se trouve autrement.

Le second doit declarer , que tout Appel interjeté en matiere de discipline sera seulement * devolutif , & non suspensif.

** Pareil remède fut pratiqué 15. ans après la Pragmatique , pour arrêter le cours des usurpations des Juges Seculiers sur la Jurisdiction Ecclesiastique ; il fut ordonné que ceux qui voudroient obtenir des Lettres de la Chancellerie , pour s'opposer aux Rescrits & Lettres de Papes , seroient obligez de constater évidemment les moyens par lesquels ils prétendoient justifier que la Pragmatique étoit enfreinte,*

Le troisiéme doit faire que l'Abus dont on se plaindra soit spécifié & dans le Relief d'Appel, & dans la Sentence qui interviendra sur iceluy; ce qui est d'autant plus nécessaire, qu'il est souvent arrivé par le passé, que bien qu'il n'y ait abus qu'en un défaut de formalité, ou en un seul point de la Sentence qui en contient plusieurs, lorsque le Parlement prononce qu'il y a abus, on tient la Sentence infirmée en tous ses Chefs, bien qu'elle ne le doive être qu'en une de ses circonstances, qui d'ordinaire n'est pas importante.

Le quatrième doit astreindre les Parlemens à mettre les causes des Appels comme d'Abus les premiers sur le Rôle, & à les faire appeller & juger préferablement à toutes les autres, sans les appointer, pour éviter la longueur, qui est souvent désirée par ceux qui n'ayant autre fin que d'éluder la punition de leurs crimes, n'ont autre but que de laisser leurs Juges ordinaires, dont ils sont Appellans; & qu'il n'est pas raisonnable de priver le Public de l'administration de la Justice Ecclesiastique, rendant ceux qui en sont les principaux Officiers, simples Solliciteurs devant un Tribunal inférieur au leur.

Le cinquiéme imposera la nécessité aux Parlemens de condamner toujours à l'amende & aux dépens ceux qui auront mal appelé, sans les en pouvoir dispenser pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, & à les renvoyer devant les

mesmes Juges dont ils se seront portez pour Appellans sans raison. Ce qui est d'autant plus necessaire, que sans ce remede il seroit libre à tous criminels de se soustraire à la Jurisdiction ordinaire, en interjettant un Appel comme d'Abus sans raison.

Or parce que les meilleures Ordonnances & les plus justes Reglemens sont souvent meprisez par ceux qui doivent plus religieusement les observer, & que la licence des Cours Souveraines passe souvent jusqu'à ce point, que de violer ou reformer vos ordres ainsi que bon leur semble: pour rendre vos volontez effectives, & faire que V. M. soit obeïe en un point si important, la raison veut qu'à ces cinq premiers Chels vous en ajoutiez un sixième, qui sera un remede aussi puissant pour contraindre vos Officiers à faire leur devoir en ce sujet, comme celuy des Appels comme d'Abus est excellent pour empêcher les Juges Ecclesiastiques de manquer au leur dans l'exercice de leur Jurisdiction.

Ce remede ne requiert autre chose que la permission que vous demande tout votre Clergé d'appeller de vous à vous-même, se pourvoyant à votre Conseil, lorsque les Parlemens manquent à observer vos Ordres & vos Reglemens.

Cela est d'autant plus raisonnable, qu'au lieu que pour reprimer les entreprises de l'Eglise, se pourvoyant devant vos Juges, on se pourroit à un Tribunal d'un Ordre dif-

serent & inferieur par sa nature ; & qu'en se pourvoyant à votre Conseil , pour atténuer le cours de celles de vos Parlemens , on se pourroit à un Ordre qui est de même espèce. Et sans contredit ceux-mêmes qui envient les franchises de l'Eglise, n'y scauroient trouver à redire , puisqu'au lieu de la rendre indépendante de la Jurisdiction temporelle, il augmente d'un degré sa sujétion.

Enfin il sera d'autant plus avantageux à V. M. qu'en contenant la puissance de l'Eglise dans ses propres bornes , il restreindra aussi celle des Parlemens dans la juste étendue qui leur est prescrite par la raison & par vos Loix.

Et outre le commandement que V. M. fera à son Conseil d'user en ce sujet de la puissance qu'il a d'empêcher par votre autorité les entreprises de tous vos Sujets , & particulièrement celles de vos Officiers qui exercent votre Justice en ce Royaume ; Elle prend un soin de le remplir , non de gens dont la prétention & l'importunité sont les principaux titres qu'ils peuvent produire pour obtenir leurs fins ; mais de personnes choisies par leur pur mérite dans toute l'étendue de votre Royaume : Elle aura le contentement de voir que ceux qui ne voudront pas se contenir dans les bornes de leur devoir par la raison , y seront contraints par la force de la Justice, ce qui ne sera pas longtemps continué , qu'on ne voye clairement que c'est qui aura été forcé au commence-

ment, sera enfin devenu volontaire.

SECTION III.

Des Cas privilégiés.

Les personnes qui se consacrent à Dieu, s'attachant à son Eglise, sont si absolument exemptes de la Jurisdiction temporelle des Princes, qu'elles ne peuvent être jugées que par leurs Supérieurs Ecclesiastiques.

Le Droit divin & celui des gens établisent clairement cette immunité. Le Droit des gens, en ce qu'elle a été reconnuë de toutes les Nations. Celui de Dieu, par l'aveu de tous les auteurs qui en ont écrit auparavant la Jurisprudence moderne du dernier siècle.

L'Eglise a demeuré dans cette possession jusqu'à ce que le mauvais ordre qui s'est trouvé dans l'administration de la Justice Ecclesiastique a donné lieu à l'ambition des Officiers des Princes temporels d'en prendre connoissance.

Elle-même reconnoissant que le malheur des temps l'empêchoit de pouvoir reprimer par sa propre force beaucoup de desordres qui avoient pris pied en ceux qui étoient soumis à sa Jurisdiction, se résolut pour ôter tout sujet de plainte, à raison de l'impunité des crimes qui se commettoient à l'ombre de son autorité, de donner pouvoir

aux Juges Seculiers d'en connoître en certains cas appelez privilégiez, * parce qu'ils n'en pouvoient prendre connoissance qu'en vertu du privilège qui leur étoit particulièrement accordé à cet effet.

Il faut noter à ce propos, qu'autres sont les cas qui sont ceulx privilégiez en tous Etats, & autres ceux qui sont particulièrement prétendus tels en France.

Les premiers se peuvent reduire à deux, qui sont l'Homicide volontaire fait de propos délibéré; & l'Apostasie manifeste, comme porter les Clercs à mépriser & délaisser la vie Ecclesiastique, à en quitter l'habit, & vivre avec scandale dans le monde, soit en faisant quelque autre action toute contraire à leur profession.

Les seconds étoient au commencement en petit nombre. Lorsque la Pragmatique fut établie; il n'y en avoit que deux, le port d'armes, & l'infraction de la Sauvegarde du Roy; mais peu à peu leur étendue s'est augmentée.

Toute contravention à la Pragmatique a été estimée cas privilégié.

Celle des Concordats a été mise ensuite en mesme catégorie.

** Il y a 50. ans que cette distinction des cas privilégiés du délit commun étoit inconnue à l'Eglise: Le délit commun contieno toutes les fautes dont la connoissance appartenant au Tribunal Ecclesiastique.*

La reconnoissance de cedule devant le Juge Royal s'est aussi trouvée de même genre.

Les rapt, les vols faits sur les grands chemins, le faux-témoignage, la fausse monnoye; le crime de lèse majesté, & tous les cas énormes sont censés de même nature par les Parlemens.

Enfin s'ils en sont crus, toutes les fautes des Ecclesiastiques, même les simples injures se trouveront cas privilégiés, il n'y a plus de délit commun.

Les crimes reconnus privilégiés en tous Etats, le sont par le consentement & par l'avis commun, de toute l'Eglise; & beaucoup de ceux qui sont tels en ce Royaume, le sont par abus & par la seule entreprise des Officiers Royaux.

Ils se sont attribuez d'autant plus hardiment la connoissance de tous les déportemens des Clerges, que selon l'ordre des Canons qui requiert trois Seigneurs conformes pour la condamnation de leurs fautes, il est très-difficile même de punir les plus notables, & impossible de le faire en peu de temps.

Bien que ce prétexte soit plausible, & qu'il oblige à la réformation des formalitez observées en l'administration de la Justice de l'Eglise; néanmoins les anciens Jurisconsultes n'ont pu voir une telle entreprise sans la blâmer ouvertement. Et il ne sert de rien de dire que ces crimes qui ren-

dent les Ecclesiastiques indignes de leur caractère, les privent en même temps de leurs immunités, puisque par un semblable raisonnement on inferoit des conclusions aussi fausses que préjudiciables à ceux mêmes qui tirent de telles conséquences.

La seule conséquence qu'on peut tirer de sa longueur & du dérèglement, qui se remarque en l'administration de la Justice de l'Eglise, est qu'il y faut apporter l'ordre requis; & qu'ainsi que les Ecclesiastiques y sont obligez, aussi les Rois le sont-ils de les maintenir dans les immunités que Dieu a voulu attacher à son Eglise.

Pour satisfaire à ces deux obligations l'Eglise doit remédier par les voyes que nous proposerons cy après, aux insupportables longueurs de trois Sentences requises par les anciens Canons; & ensuite se rendre si exacte à la punition des crimes qui seront commis par ceux qui sont soumis à sa puissance, qu'on ne s'apperçoive pas plutôt d'un scandale, qu'on n'en voye en même temps la punition exemplaire.

Et le Roy faisant une Declaration qui exprime tous les cas privilégiés, qui peuvent être réduits à ceux qui peuvent être commis par tels, & en tous Etats & en tout Ordre, & en outre au port d'armes, à l'infraction de la Sauvegarde du Roy, à la reconnaissance des cedules, à l'apostasie manifeste, ainsi qu'elle est expliquée cy-dessus, aux vols sur les grands chemins, à la faul-

se monnoye, & à tout autre crime de lésé-majesté, doit si absolument défendre à ses Officiers de connoître de tous autres cas, jusqu'à ce que les accusez leur soient envoyez par les Juges de l'Eglise; que s'ils contreviennent à cet ordre, on sçache presqu'aussi-tôt leur punition que leur délit.

Or parce que la Justice veut qu'on prenne une exacte connoissance d'une faute, auparavant que de penser à son châtement, & que les Rois ne sçauoient pas eux mêmes rendre la justice à tous leurs Sujets: Sa Majesté satisfera à son obligation, si Elle commande à son Conseil Privé de recevoir les plaintes des contraventions que ses Officiers, de quelque qualité qu'ils puissent être, feront à un tel Reglement; & de punir sévèrement leurs entreprises. Auquel cas l'Eglise étant contente d'un tel ordre, se rendra d'autant plus soigneuse de rendre la justice, qu'elle la recevra de son Prince.

SECTION. I V.

De la Régale prétendue par la Sainte Chapelle sur les Evêchez de France.

ENCORE que les Chanoines de la Sainte Chapelle^a de Paris soutiennent que la

^a Par Lettres Patentes de 1453. Charles VII fit cette grace à la Ste. Chapelle, au lieu du don que Charles V. leur avoit fait du reste de tous les comptes rendus à la Chambre, qu'il vouloit être employé à la réparation tant du R. A. lais qu'à la Ste. Chapelle.

Régale leur a été donnée par S. Louïs leur Fondateur ; il est néanmoins vray. que la premiere cession qui s'en trouve est de Charles VII. qui leur donne pour trois ans seulement le droit de jouir du revenu temporel des Evêchez vacans, auxquels la Régale se trouveroit avoir lieu. Le terme de cette grace étant expiré, il la leur continua pour trois autres années, & pour quatre suivantes ; le tout à condition que la moitié des deniers qui en proviendroient, seroit employée à l'entretien des Chantres qui devoient faire le Service ; & l'autre aux réparations, aux vitres, aux ornemens, & à la nourriture des Enfans de chœur, ainsi qu'il seroit ordonné par la Chambre des Comptes de Paris.

Charles VII. étant mort, son fils Louïs XI. continua cette mesme grace à la Sainte Chapelle pour tout le cours de sa vie ; ce qui sembla alors si extraordinaire, que la Chambre des Comptes ne voulut verifier les Lettres que pour neuf ans.

Ensuite du Regne de Louïs XI. ses Successeurs Charles VIII. François I. & Henry II. continuèrent cette mesme grace, chacun pendant sa vie.

Charles IX. passa outre, * & accorda à perpetuité à la Sainte Chapelle, ce que ses Prédécesseurs ne luy avoient accordé que pour un temps.

* Par l'Edit de Février 1565.

L'intention qu'eurent ces Princes est digne de louange , puisqu'ils donnerent à bonne fin un droit qui leur appartenoit. Mais la façon avec laquelle ceux de la Sainte Chapelle en ont usé ne sçauroit être assez blâmée, en ce qu'au lieu de se contenter de ce qui leur avoit été donné, ils ont voulu sous ce prétexte assujettir tous les Evêchez de France à la Régale.

Le Parlement de Paris qui prétend seul avoir la connoissance des Régales, s'est aveuglé jusqu'à ce point en son propre intérêt, qu'il n'a pas craint d'assujettir à cette servitude tous les Evêchez mêmes qui de notre temps ont été unis à la Couronne, & d'ordonner en termes exprès aux Avocats de ne plus douter que l'étendue de la Régale ne fût aussi grande que celle du Royaume.

Cette entreprise trop ouverte pour avoir effet, donna lieu aux Eglises qui se trouvent exemptes de ce droit, de ne vouloir plus connoître ce Tribunal pour Juge, & aux Rois d'évoquer toutes les instances de cette nature à leur Conseil.

L'étendue de ce droit sur tous les Evêchez du Royaume est une prétention si mal fondée, que pour en connoître l'injustice il ne faut que lire un li^rre, * dont l'original est à la Chambre des Comptes, & que le

* *Le Titre commence par ces mots, Dominus Rex.*

Président le Maître a fait imprimer, qu'il fait une énumération des Evêchez qui sont sujets à la Régale, & de ceux qui en sont exempts.

Autrefois l'opinion commune étoit, qu'au delà du fleuve de Loire il n'y avoit point de Régale, * les Rois Louïs le Gros & Louïs

* L'Ordonnance, Dum Episcopus alicujus Episcopatus, ubi Rex habet Regaliam.

Philippe IV. en ses *Philippiques* de l'année 1302. use de ces mots, In aliquibus Ecclesiis Regni.

Philippe VI. en son Ordonnance de l'année 1334. parle de la sorte, aux Evêchez auxquels nous avons Régales.

Louïs XII. en son Ordonnance de 1499. citée par le Premier Président le Maître, Nous avons descendu & descendons à tous nos Officiers, qu'aux Archevêchez, Evêchez & Abbayes, & autres Benefices auxquels nous n'avons Droit de Régale ou de Garde, ils ne le mettent, sur peine d'être punis comme Sacrileges.

Pajquier au Liv. III. des Recherches Ch.
13.

Le feu Roy Henry IV. par son Edit de l'année 1606. Article 17. N'entendons jouir des Droits de Régale, sinon en la même façon que nos Prédécesseurs & Nous l'avons fait, sans l'étendre au préjudice des Eglises qui en sont exemptes. *As ce bon Prince croyant que le Parlement de Paris jugeroit au con-*

le Jeune en exempterent l'Archevêché de Bourdeaux & ses Suftragans. Raymond Comte de Thoulouze accorda même grace aux Evêques de Languedoc & de Provence, ce qu'il leur fut depuis confirmé par Philippe le Bel, & S. Louis céda la Régale de

traire, surfit pour un an toutes les instances de Régale par ses Lettres du 6. Octobre 1609.

Le Roy à présent regnant, devenu héritier de sa piété aussi-bien que de son Royaume, déclare par l'Ordonnance de 1629. Art. 16. Qu'il ne veut jouir de la Régale. qu'ainfi qu'il a été fait par le passé : Et Messieurs du Clergé s'estant plaints que ces termes n'étoient pas assez précis, S. M. fit donner cette Réponse écrite par ses Commissaires. Que l'Ordonnance étant référée à celle de 1506. ces termes suffisoient pour témoigner qu'Elle ne vouloit jouir de la Régale aux lieux où elle n'en a pas joui par le passé.

L'Ordonnance, Dominus Rex, usa de ceteris, Consuevit capere Regalia.

Philippe IV. en son Ordonnance de 1302. dit, Regalias, quas Nos & Prædecessores nostri consuevimus percipere.

Et la Philippine de l'an 1334. Nos Prædecesseurs Rois, pour cause de Régale, & de la Noblesse de la Couronne de France, ont usé & accoutumé d'être en possession & saisine; Et depuis tous les Rois en leurs Ordonnances n'ont parlé que de la coutume Et de leurs possessions.

soute la Bretagne aux Ducs du païs, par le Traité qu'il fit avec Pierre Mauclerc ; ce qui montre bien qu'il ne la donna pas à la Sainte Chapelle lors qu'il la fonda.

Plusieurs autres Evêchez, comme Lion, Autun, Auxerre, & divers autres, sont si certainement exempts de cette sujettion, qu'on ne le revoque pas en doute.

Les Ordonnances faites en divers tems sont clairement connoître que jamais les Rois n'ont prétendu que la Régale eût lieu sur tous les Evêchez ; & cette verité est si évidente, que Pasquier Avocat du Roy en la Chambre des Comptes est contraint de confesser que celui qui soutient cette doctrine est plutôt *un flatteur de Cour qu'un Jurisconsulte François*. Ce sont ses termes.

L'ignorance, ou pour mieux dire, la lâcheté & l'intérêt de quelques Evêques n'a pas peu contribué à la vexation que souffrent présentement les Prelats de ce Royaume, en ce que pour se delivrer de la persecution qu'ils reçoivent en leur particulier, ils n'ont pas craint de recevoir de la Sainte Chapelle quittance de ce qu'en effet ils ne luy payoient pas.

La creance qu'ils ont eüe qu'en disputant leur droit devant des Juges qui étoient leurs parties ils seroient condamnés, leur a fait estimer qu'ils pouvoient innocemment commettre une telle faute, dont la suite seroit d'une tres-dangereuse consequence, si la bonté de V. M. ne repaçoit le mal de leur foiblesse.

Le droit commun voulant que la disposition des fruits d'un Benefice vaquant soit réservée au futur successeur ; on ne peut en user autrement sans un titre authentique qui en donne le pouvoir.

Cependant il ne s'en trouve point qui établissent si clairement la prétention qu'ont les Rois d'en disposer. ainsi que bon leur semble ; & pour la justifier il faut avoir recours à la coutume.

Cette vérité est si certaine , que toutes les Ordonnances faites sur ce sujet ne font mention que de leur ancienne possession.

Or parce qu'il est aisé aux Puissances Souveraines de s'attribuer sous divers pretexts ce qui ne leur appartient pas ; & que par ce moyen une usurpation injuste en son origine , peut estre quelque temps après censée légitime en vertu de leur possession ; il semble que l'on pourroit douter avec raison , que la coutume peut avoir la force d'un titre authentique au fait des Souverains.

Mais n'ayant pas résolu de disputer les droits de V. M. mais seulement pour exciter à les régler en sorte , qu'ils ne portent point de conséquence au salut des âmes, sans vouloir approfondir davantage l'origine & le fondement des Regales que je suppose valables ; je ne pretens autre chose qu'éclaircir ce que la Sainte Chapelle peut prétendre en vertu des concessions qu'elle a reçues de vos Prédécesseurs , & proposer

les remedes qu'il faut apporter à l'abus qui se commet en la jouissance d'une telle grace.

Il arrive souvent qu'un Eveſque riche en toutes les qualitez que luy donnent les Canons , & que la pieté des gens de bien luy peut deſirer , mais pauvre par ſa naiſſance , demeure deux ou trois ans dans l'impoſſibilité de faire ſa Charge, tant par le payement des Bulles auquel les Concordats l'ont obligé , qui emporte ſouvent une année entiere de ſon revenu , qu'à cauſe que ce nouveau droit luy en ſouſtrait un autre ; de ſorte que ſi l'on joint à ces deux dépenſes celle qu'il faut qu'il faſſe pour acheter des ornemens dont il a beſoin , & ſe meubler ſelon ſa dignité , il ſe trouvera ſouvent que trois ans ſe paſſent avant qu'il puiſſe rien tirer pour ſa nourriture , ce qui fait que beaucoup ne vont pas à leurs Eveſchez , ſ'excuſans ſur la neceſſité , ou quit- tant ſe menage qu'ils ſont obligez d'y faire , ſe privent de la réputation qu'ils doivent avoir , pour paſſer leur troupeau auſſi bien par pluſieurs actions de charité que par leurs paroles.

Il arrive auſſi quelquefois que pour éviter ces inconveniens , ils s'engagent de telle ſorte , que quelques-uns ſe laiſſent aller à pratiquer de mauvais moyens pour acquitter leurs dettes ; & ceux qui ne tombent pas dans cette extremité , vivent en perpetuelle miſere , & fruiſtent enfin leurs

ercanciers de ce qu'ils leur doivent , par l'impuissance de les pouvoir payer.

Le remède de ce mal est aussi aisé qu'il est nécessaire , puisqu'il ne consiste qu'à annexer à la Sainte Chapelle une Abbaye d'un pareil revenu que celui qu'ils peuvent retirer de cet établissement.

On dira peut-être qu'il ne sera pas aisé d'éclaircir ce point nettement , à cause de la difficulté que fera cette Compagnie de mettre au jour ce qu'elle veut tenir caché. Mais si vous ordonnez qu'en deux mois elle justifiera par les Actes de ses Registres ce dont elle jouissoit auparavant la concession perpetuelle que luy fit Charles IX. & ce sur peine d'estre déchu de son droit ce procédé fort juridique sera voir justement le pied qu'il faut prendre pour recompenser le bienfait qu'elle a reçu de vos predecesseurs.

Je sçay bien que ce Chapitre pretendra qu'on doit considerer le revenu qu'il reçoit de la Regale , selon qu'il en jouit presentement ; mais étant certain qu'ils ne furent pas plutôt asseurez de la perpétuité de cette grace , qu'ils l'étendirent sur divers Evêchez qui de soy sont exempts , il est clair que le temps que je propose est celui sur lequel on peut justement prendre ses mesures.

Si V. M. en use ainsi , Elle procurera à peu de frais un bien indécible à son Eglise, par le moyen duquel les âmes pourrônt

plus aisément recevoir la nourriture qui leur est si nécessaire , & qu'elles doivent attendre de leurs Pasteurs.

Si ensuite elle continuë en la résolution qu'elle a prise , & qu'elle a toujours continuée depuis long-temps de ne mettre aucune pension sur les Evêchez , ce qui est absolument nécessaire ; Elle n'omettra aucune chose qui soit en sa puissance , pour empêcher que la nécessité des Evêques les mette hors d'état de faire leur devoir.

SECTION V.

De la reformation des trois Sentences conformes , requises par les Canons pour la punition des Clercs.

IL n'y a personne qui ne sçache que les ordres qui sont de la pure Police en l'Eglise , peuvent & doivent souvent estre changez selon le changement des temps. En la pureté des premiers siècles du Christianisme tel établissement de ce genre a été bon , qui maintenant seroit tres-prejudiciable.

Le temps qui est le pere de toute corruption , ayant rendu les mœurs des Ecclesiastiques différentes de ce qu'elles étoient en la ferveur de leur premier zèle, il est certain qu'au lieu que pendant le cours de plusieurs innocentes années de l'Eglise

dans lequel le zele des Prelats les rendoit aussi severes en la punition des crimes , qu'ils y sont à present lâches & negligens : Il est certain , dis-je , qu'au lieu qu'en ce temps-là les longueurs des formalitez de la Jurisdiction Ecclesiastique n'étoient point à craindre , elles sont maintenant tres-préjudiciables , & la raison ne permet pas de les continuer.

Cette consideration fait qu'il est necessaire d'abolir l'ancien ordre prescrit par les Canons , qui requierent trois Sentences conformes pour la conviction des Clercs.

Le mauvais usage qui s'est fait depuis long-temps d'un tel ordre , auteur de toute impunité , & par consequent des desordres en l'Eglise , l'oblige à se faire justice en ce point pour ôter tout pretexte aux Juges temporels de suivre l'opinion de certains Theologiens , qui n'ont point craint de dire , qu'il vaut mieux que l'ordre soit apporté par un Juge incompetent , que de voir regner le desordre.

Il est impossible d'ôter le droit de Jurisdiction des Archevêchez , des Primats du Saint Siege ; mais d'autant qu'il arrive souvent qu'il se donne six ou sept Sentences auparavant qu'il s'en trouve trois conformes , on peut remedier à cet inconvenient , en ordonnant que la Sentence des Juges deleguez du Pape , sur l'Appel du Primat ou de l'Archevêque , sera délini-

rive & souveraine : & afin que ce dernier Jugement puisse estre obtenu promptement ; & que le zele de l'Eglise paroisse en la bonne administration de sa Justice , il est à propos qu'il plaise au Roy se joindre à son Clergé , pour obtenir du Saint Siege , qu'au lieu de recourir à Rome en tous les cas particuliers qu'il faut juger , il veuille deleguer en toutes les Provinces du Royaume des personnes de capacité & de probité requise , qui sans nouveaux Rescrits puissent juger souverainement tous les Appels qui se feront en son Tribunal.

Cette proposition ne peut estre odieuse à Rome , puis que le Concordat oblige les Papes de deleguer , *in partibus* , pour la decision des causes qui s'y presentent ; seulement il y aura cette difference , qu'au lieu que maintenant il faut en chaque cause se pourvoir à Rome pour la delegation de ces Juges , ils se trouveront lors tous nommez pour la decision de toutes les causes du Royaume ; ce qui facilitant la punition des crimes des Ecclesiastiques , doit ôter tout pretexte aux Parlemens d'entreprendre , comme il font , sur la Justice de l'Eglise , & aux Ecclesiastiques tout sujet de se plaindre d'eux.

Aussi ceux qui sont ennemis declarez de l'Eglise , ou envieux de ses immunittez , auront à l'avenir la bouche fermée contre elle : & les meilleurs de ses enfans , qui n'ont pas voulu parler en ce sujet jusqu'à

présent pour soutenir la cause , parleront hardiment & la teste levée , défendans son autorité contre ceux qui la voudroient opprimer sans raison.

Je sçay bien que le Saint Siege apprehendera que ses Deleguez établis , comme je le propose , puissent prendre avec le temps une Dictature perpetuelle ; mais les changeant de temps en temps , comme je l'estime à propos & nécessaire , cet inconvenient ne sera point à craindre ; & si l'on continuë à obtenir de Rome des Reliefs d'Appel en chaque cause , comme on le peut souffrir , les droits du Saint Siege demeureront en leur entier sans aucune diminution.

On dira peut-être qu'il ne faudroit pas plus de temps pour obtenir de Rome une nouvelle Delegation de Juges à chaque crime qui se commettra, que pour avoir un Relief d'Appel pour renvoyer à ceux qui seront déjà deleguez ; mais il y a bien de la difference , étant certain qu'un des principaux abus qui empêchent la punition des crimes des Cleres, consiste en ce que l'Appellant obtient d'ordinaire à Rome son renvoy devant tel Juge que bon luy semble en France , par collusion avec des Banquiers , qui pour de l'argent servent leurs parties comme ils veulent.

SECTION VI.

Qui traite des Exemptions.

Exemption est une dispense ou relaxation de l'obligation que l'on a d'obéir à son Supérieur. Il y en a de différentes espèces ; les unes sont de droit, les autres de fait.

Les exemptions de droit sont celles dont on jouit par la concession d'un Supérieur légitime, qui les donne avec connoissance de cause.

L'exemption de fait est celle dont on est en possession sans titre, * mais seulement par l'usage d'un temps immémorial.

Au lieu que le premier genre des exemptions est approuvé des Caluistes, comme fait d'une légitime autorité : Le dernier, qui de soy n'est pas toujours condamné par eux ; parce que ceux qui jouissent de temps immémorial d'un Privilège, ont en autresfois des Bulles qui le leur accordent, bien qu'ils ne les puissent montrer.

Il y a trois diverses exemptions des lieux ; La première est celle des Monastères des Mendians, que l'Evesque ne visite pas, bien qu'il y soit reçu solennellement quand

(*) *Quod enim, quæ sine privilegio potest acquisi, consuetudine immemoriali, dicunt les Canons.*

il y va ; qu'il y puisse tenir ses Ordres , & faire toutes les fonctions Episcopales quand bon luy semble.

La seconde est de beaucoup d'autres lieux auxquels il ne sont point reçus , & ne peuvent faire aucune fonction Episcopale , s'ils ne donnent une declaration que c'est sans préjudice des droits & privileges desdits lieux. L'Abbaye de Marmoutier , celle de Vandôme , & plusieurs autres sont en ces termes.

La troisième est de certains territoires , en l'étenduë desquels l'Evesque n'exerce aucune Jurisdiction , non pas mesme sur les Laïques , sur lesquels ceux qui jouissent d'une telle exemption ont seuls la Jurisdiction & la puissance appelée communément , *Lex Diœcesana*. Les Abbayes de Saint Germain des Prez , de Corbie , de Saint Florent le Vieil , de Fecamp & plusieurs autres , sont en ces termes dans toute l'étenduë de leur territoire , les seuls Religieux exercent toute la Jurisdiction Episcopale.

Ils donnent dispensé de bans , ils decernent les Monitoires , ils publient les Jubilez , assignent les Stations en suite des Provisions de Rome ; les *Visa* s'expedient en leurs noms ; ils pretendent mesme avoir droit de choisir tels Evesques que bon leur semblera pour donner les Ordres , sans permission de leur Evesque Diocesain.

Enfin ils donnent les Demissoires pour recevoir

recevoir les Ordres de tel Evêque que bon leur semble.

Telle est l'exemption du Chapitre de Chartres, en vertu de laquelle l'Evêque ne peut faire son entrée dans l'Eglise, qu'il ne donne acte par lequel il promet de conserver tous les Privilèges de l'Eglise, & n'y faire aucune visite ny du Saint Sacrement ny des Saintes Huiles.

Ces personnes sont tellement exemptes de la juridiction des Evêques, que lors qu'un Chanoine vient à delinquer, le Chapitre lui donne des Juges pour lui faire son procès; & s'il y a Appel du Jugement, on se pourvoit à Rome pour avoir des Juges *in paribus*, parce que cette Eglise se dit *Sanciam Romanam Ecclesiam*, *admissa nullo medio, persinet*.

Ils publient des Indulgences; ils ont cent tant de Paroisses; ils exercent toute la Jurisdiction Diocésaine, & l'Appel de toutes leurs Sentences va à Rome; ils ordonnent de toutes les Processions générales.

De cette même nature est Saint Martin de Tours.

Quatre sortes de personnes se trouvent principalement exemptes dans l'Eglise; les Archevêques des Primats; les Evêques des Archevêques; les Moines & les Religieux des Evêques; & les Chanoines des Evêques & Archevêques.

Telles exemptions se trouvent différentes en plusieurs circonstances. Les unes seu-

lement exemptent les personnes , & les autres exemptent aussi les lieux de leurs demeures , & cela différemment.

Anciennement les Archevesques étoient sujets au Primats , * auxquels le Pape envoyoit le *Pallium* pour exercer puissance & autorité sur les Métropolitains. Depuis ce temps ceux de France , à la réserve de ceux de Tours , de Sens & de Paris , ont obtenu ou par Bulle ou par Prescription, permission de ne relever pas des Primats.

Quelques Evêques * se sont aussi fait exempter par le Pape de la sujettion de leurs Archevesques.

Les Moines sont presque tous exempts de la Jurisdiction Ordinaire , & leur droit est fondé en la propre concession des Evêques.

* Depuis 60. ans seulement l'Archevesque de Roën a secoué le joug du Primat de Lyon , & s'est fait Primat de Normandie.

* L'Evêque du Puy est exempt de l'Archevesché de Bourges , & plusieurs en Italie le sont aussi ; ils doivent pourtant se trouver aux Conciles Provinciaux que l'Archevesque tient.

S. Gregoire de Tours exempta un Hôpital, une Eglise , & un Monastere de la Jurisdiction de l'Evêque d'Aulun , à la priere de la Reine Brunehaut & de son petit-fils le Roy Thierry.

Croisbert Archevesque de Tours exempta de sa Jurisdiction le Monastere de S. Martin.

ques, ou en celle des Papes. Leurs exemptions les plus anciennes, comme sont celles qui leur ont été accordées il y a sept à huit cens ans, viennent des Evêques & Archevêques, mais toutes celles qu'ils ont obtenues depuis ce temps, leur ont été accordées par les Papes, à l'une de ces fins, ou pour empêcher que l'aboid & la Cont des Evêques ne troublât leur solitude, ou pour les garantir de la rigueur de quelques-uns, dont ils étoient ou présupposaient estre traittez rudement.

Les derniers qui se sont exemptez de leurs Supérieurs, sont les Chanoines. En leur première institution ils étoient si étroitement liez & unis à leurs Evêques, qu'ils ne pouvoient rien faire sans leur permission, & se soustraire de leur obéissance, c'eût été le plus grand crime qu'ils eussent pu commettre en ce temps-là.

Plusieurs ont estimé que toutes leurs exemptions viennent des Antipapes, ou qu'elles sont manifestement subreptices, ou simplement fondées sur la possession d'un temps immemorial; mais c'est chose très-certaine qu'il y en a quelques-unes plus anciennes que les Schismes, & plus autorisées que celles qui tirent leur force & leur vertu des Antipapes.

Les plus légitimes en ont accordé quelques-unes; * ou ensuite des Concessions

* Une Lettre d'Alexandre III. donnée 1155

des Evêques , ou des Transactions faites avec eux ; ou de leur propre mouvement , sous prétexte de garantir les Chanoines des mauvais traitemens qu'ils reçoivent d'eux.

Pour pénétrer cette matière jusqu'au fond , & distinguer clairement les bonnes exemptions des mauvaises , il faut considérer différemment les Bulles qui les autorisent.

Autres sont celles qui ont été accordées par les Papes auparavant le malheur des Schismes.

Et autres celles qui ont été données depuis l'extinction des Schismes.

Celles du premier genre doivent estre tenues bonnes & valables ; mais telles Bulles étant une exemption du droit commun qui est toujours odieuse , il faut les examiner soigneusement , afin de ne se tromper pas en leur teneur , étant certain que beaucoup peuvent estre mises en avant , comme Bulles d'exemption , qui sont simples Bulles de protection qui s'obtenoient anciennement , & Bulles qui accordent quelques privilèges particuliers , mais non pas une exemption de la Jurisdiction Ordinaire ; ou Bulles qui donnent seulement pouvoir aux Chapitres d'exercer une Jurisdiction subalterne des Evêques , semblable à celle des Archidiaques , qui en certaines Eglises ont droit d'excom-

Chapitre de Paris , justifie que les Papes ont accordé des exemptions.

munier, d'interdire, & ordonner des Pé-
nitences publiques, bien qu'ils soient tou-
jours soumis à la Jurisdiction des Evêques.

Quant aux Bulles du second genre, étant
nulles de plein droit par le défaut de la puis-
sance legitime en ceux qui les ont octroyées,
particulièrement par la constitution du Pa-
pe Martin V. * laquelle casse toutes les
Bulles obtenues durant les Schismes, on
ne peut sans malice ou sans ignorance vou-
loir s'en prévaloir au préjudice du droit
commun,

Celles du troisième genre ont été accor-
dées, ou pour servir de nouvelle exemption,
ou pour en confirmer des précédentes.

Les premières doivent estre réputées nul-
les; ou parce qu'elles sont directement con-
traires au Decret dont a parlé Martin V. ou
parce qu'elles ont été subreptivement obté-
nues, ainsi que les Parlemens de Paris &
de Thoulouze l'ont jugé contre les Chapi-
tres d'Angers & de Cahors.

Les secondes n'ayant été accordées que
pour confirmer un droit ancien qui ne se
trouve jamais valablement établi, doivent,
au jugement de toutes personnes dépoüil-
lées de passion, estre sans effet.

Il reste à voir si les exemptions † fondées

* Les exemptions de Sens, Paris, Bourges,
Bordeaux, Limoges, Meaux, Auxerre, &
le Mans ont été obtenues des Antipapes.

† Les exemptions d'Auxerre, Noyon, Or-
léans

sur les simples concessions faites par les Evêques, ou aux Transactions & Sentences arbitrales intervenues sur ce sujet contre eux & leurs Chapitres, sont bonnes & valables.

S'il n'est jamais permis aux Evêques d'aliéner leur Temporel sans un avantage & un profit manifeste, moins peuvent-ils renoncer à leur autorité spirituelle, au grand préjudice de l'Eglise, qui voit par ce moyen diviser ses membres de leur chef, & changer la règle qui la fait subsister, en conséquence qui la perd & la ruine.

La nullité des Transactions, des Compromis, ou des Sentences arbitrales est par ce principe toute évidente. Nul ne peut compromettre ny transiger de ce dont la disposition ne luy est pas libre; & s'il se trouve des Auteurs qui estiment qu'on peut transiger des choses spirituelles, tous en exemptent quelques-unes, entre lesquelles la sujétion de cette nature a le premier lieu. Et en effet ces sortes de Titres sont si invalides au fait dont il s'agit, que quand même ils seroient confirmés par les Papes, ils n'auroient pas assez de force pour priver de leur droit les Successeurs des Evêques, qui se seroient dépouillés de leur supériorité en l'un des trois façons spécifiées cy-dessus.

Comme la raison fait connoître qu'au-

lans, Beauvais, Châlons, Angers, Poitiers, & Lyon, sont fondées aux concessions des Evêques & Transactions passées avec eux.

cune de ces voyes ne peut valoir contre le Droit commun ; elle fait voir aussi que les bulles simplement confirmatives des susdites Concessions , Transactions , ou Sentences arbitrales , ne donnent aucun droit à ceux qui s'en veulent servir , parce qu'elles ne peuvent avoir plus de force que les fondemens qu'elles supposent.

Un seul point demeure sujet à examen , savoir si la coutume & l'ancienne possession en laquelle se trouvent les Chapitres contre l'autorité de leurs Evêques , est un titre assez valable pour faire souffrir à l'Eglise le mal que luy apportent les exemptions.

* La coutume est une regle bien trompeuse ; les mauvaises quoyque tres-anciennes sont universellement condamnées ; & toutes celles qui sont contre le Droit commun , & qui renversent un ordre établi par des Constitutions Ecclesiastiques , doivent estre tenues pour telles , & ne peuvent estre un juste fondement de prescription , beaucoup moins encore en ce qui est du Droit Canon qu'au Civil , vû que les établissemens de l'Eglise tirent leur origine d'un principe alleuré ; & par tout on doit de-

* *Cyprianus*. Frustra quidam qui ratione vincuntur , consuetudinem nobis opponunt , quasi consuetudo major sit veritate , aut non fuerit in spiritualibus sequendum , & melius fuerit à Spiritu sancto reyelatum.

cider la difficulté proposée , en disant que la coutume doit servir de titre en ce qui peut estre possédé par le Droit commun , mais jamais en ce dont la possession le viole , auquel cas elle est tout-à-fait inutile , si elle n'est accompagnée d'un titre si authentique , qu'il soit exempt de tout soupçon : d'où il résulte que le Droit commun assujettissant tous les Chanoines à leurs Evêques ; il n'y a point de coutume assez puissante pour les exempter de cette sujétion.

Il est impossible de s'imaginer les divers maux dont les exemptions sont l'origine & la cause. Elles renversent l'ordre que l'Eglise a établi conformément à celui de la raison , qui veut que les Inferieurs soient soumis à leurs Supérieurs. Elles ruinent la concorde qui doit estre entre le chef & ses membres ; elles autorisent toutes sortes de violences , & rendent plusieurs crimes impunis , tant en la personne des Privilèges qu'en celle de beaucoup de libertins , qui cherchent le couvert à leur ombre.

On peut pourvoir à ce mal par deux moyens , ou en abolissant absolument toutes ces exemptions , ou en se contentant de les régler.

Je sçay bien que le premier expédient , comme plus absolu , est plus difficile ; mais puisqu'il n'est pas impossible , je ne laisse pas de le proposer à V. M. qui a toujours pris plaisir à faire ce que ses Predecesseurs n'ont osé tent er.

Je n'estime pas cependant à propos d'abolir en ce qui est des exemptions dont jouissent les Religieux & leurs Monasteres. Etant épars en divers Dioceses, l'uniformité de l'esprit qui les doit regir, requiert qu'au lieu d'estre gouvernez par divers Evêques, dont les esprits sont differens, ils le soient par un seul chef regulier; & sur ce fondement je soutiens hardiment qu'il est aussi necessaire de les laisser dans la possession des legitimes exemptions dont ils jouissent, comme il est juste d'en connoître la validité par l'examen de leurs Bulles, qu'ils étendent quelquefois plus que la raison ne permet.

Mais je dis bien plus, qu'on ne peut abolir les autres exemptions avec tant de profit pour l'Eglise, que ce motif universel est suffisant pour faire mépriser les interets particuliers en cette occasion.

Il suffit qu'une chose soit juste pour se porter à l'entreprendre, & l'on y est absolument obligé lors qu'elle est tout-à-fait necessaire.

L'Eglise ayant subsisté jusqu'à present sans le changement que je propose, je ne suppose pas qu'il ait cette dernière qualité, mais je dis qu'il seroit extrêmement utile, en ce qu'il ôteroit tout sujet d'excuse aux Evêques s'ils manquoient à faire leurs charges.

Pour se servir de ce premier moyen, il ne faudroit autre chose qu'une revocation

faite par Sa Sainteté des exemptions & privilèges dont il est question, & un pouvoit aux Evêques d'exercer leur Jurisdiction sur leurs Chapitres & tous autres exempts, & l'exception de ceux que j'ay dit cy-dessus.

Une Bulle de cette teneur, accompagnée d'une Declaration de V. M. verifiée en ses Parlemens & en son Grand Conseil, rompt les chaînes qui lient les mains aux Prelats de son Royaume, & les rendroit responsables des desordres de leurs Diocèses, dont il leur est quasi impossible de répondre maintenant.

L'obtention de cette Bulle seroit à mon avis d'autant plus aisée, qu'elle est conforme aux ouvertures du Concile de Treſte, qui declare nommément, * que les Chapitres & les Chanoines ne peuvent en vertu de quelque exemption, coutume, possession, sentence, serment, & concordat que ce puisse estre, s'empêcher d'estre visitéz,

* *Eff. 14. ob. de Res. 1. Capitula Cathedralium & aliarum majorum Ecclesiarum illorum personarum exemptionibus, consuetudinibus, sententiis, juramentis, concordatis, fieri si possint. quominus à suis Episcopis & aliis majoribus Prelatis per se ipsos solos, vel illis sine quibus videtur adjunctis, juxta Canonicas Sanctiones, toties quoties opus fuerit visitari, corrigi & emendari, etiam auctoritate Apostolicâ possint & valeant.*

corrigez & châtiez par leurs Evêques, ou autres personnes députées de leur part : & quand même cet expédient ne seroit pas goûté à Rome, où les nouveautez bien qu'utiles sont assez souvent odieuses, & où la moindre opposition empêche d'ordinaire de grands biens ; V. M. faisant observer en ce sujet le Décret du Concile, n'aura besoin d'aucune nouvelle expédition.

Je sçay bien que ce remède sera improuvé des Parlemens, dans l'esprit desquels l'usage & la pratique prévalent souvent à quelques raisons qui puissent estre apportées : mais après avoir prévu ce bien, & considéré tous les obstacles qui s'y peuvent rencontrer, je dis hardiment qu'il seroit beaucoup meilleur de passer par dessus, que de s'arrêter pour quelque opposition qu'on puisse faire, & V. M. peut se porter au changement avec d'autant plus de raison, qu'en remettant les choses au Droit commun, Elle les rétablirait en leur nature, & qu'il est quelquefois bien-séant aux Souverains d'estre hardis en certaines occasions, qui ne sont pas seulement justes, mais dont l'importance ne peut estre révoquée en doute. †

Les Chanoines tiennent leurs titres si

† *Isidore.* Saepe per regnum terrenum, ecclesie regnum profecit, ut qui infra Ecclesiam positi contra fidem & disciplinam Ecclesie agunt, vigore Principum conterantur.

E vj

eachez, qu'il est impossible d'en avoir connoissance, si ce n'est par autorité du Roy; ils en supposent mesme souvent lors qu'ils n'en ont point; dont Pierre de Blois & Pierre le Venerable se plaignent ouvertement.

Bien que l'utilité de ces deux expédiens, qui ne sont qu'un en effet, les doive faire approuver; néanmoins la crainte que j'ay que la difficulté qui se trouveroit en leur execution les rendit inutiles, me fait passer au second; qui consiste à faire nommer des Commissaires, Evêques, Chanoines & Religieux; qui joints à des Députés du Conseil & des Parlemens, se fassent représenter toutes les exemptions & les privilèges des Eglises, afin qu'étant rapportées à V. M. celles qui se trouveront bonnes & valables, puissent estre réglées, & celles qui n'auront point de legitime fondement soient retranchées & abolies. Il y a d'autant plus d'ouverture à la pratique de cet expédient, que les Ordonnances d'Orleans * faites sous

* *L'Ordonnance d'Orleans Article XL.*
Tous Chanoines & Chapitres tant Seculiers que Reguliers, & des Eglises Cathedrales ou Collegiales, seront indifferemment sujets à l'Archevesque ou Evêque Diocesain, sans qu'ils puissent s'aider d'aucun privilege d'exemption, pour le regard de la vifitation & punition des crimes; nonobstant opposition ou appellation quelcon-

François II. ont un article exprès pour le Reglement des exemptions.

Si ensuite il plaïtoit au Pape de donner pouvoir en chaque Metropole, aux Juges deleguez que nous avons proposez cy-dessus, de regler par l'autorité du Saint Siege ce que les Evêques ne pourront faire par eux-mêmes, à cause des exemptions qui demeureront en leur force & vigueur, & que V. M. commande à son Conseil de prendre connoissance des differens qui surviendront sur un tel sujet : Elle remediera absolument sur tous les maux dont tels privileges sont cause.

SECTION VII.

Du Droit que divers Ecclesiastiques & autres personnes laïques ont de presenter aux Cures.

RESTE à parler du mal qui vient de ce que les Evêques ne disposent pas de la plus grande partie des Cures de leurs Diocèses, auxquelles les Patrons Ecclesiastiques ou Laïques ont droit de presenter :

Les Ecclesiastiques commenceront à jouir du Droit de Patronage † au Concile

que, sans préjudice d'icelles, desquelles nous avons évoqué la connoissance, & icelle retenuë à nostre Conseil Privé.

† L'AN 441.

d'Orange, où il fut ordonné que les Evêques, qui feroient bâtir des Eglises dans un autre Diocèse, auroient droit d'y mettre des Prêtres à leur volonté, pourvu qu'ils fussent jugés capables par l'Evêque Diocésain.

Le même † droit fut aussi donné par Justinien aux Laïques qui voudroient fonder des Chapelles ; ce qu'ils obtinrent en suite à l'égard des Fondateurs mêmes, dont ils se rendroient Fondateurs.

Le neuvième * Concile de Tolède étendit encore le droit de Patronage Laïque aux Eglises Paroissiales, permettant aux Fondateurs de nommer les Cures, de peur que la négligence avec laquelle les Evêques satisferoient à leurs fondations, ne détournât d'en faire de nouvelles.

Le droit se perdoit au commencement, lorsque les Fondateurs perdoient la vie. Justinien, Grégoire & Pelagius l'étendirent à leurs enfans ; enfin sous Charlemagne il passa aux héritiers quels qu'ils pussent être, ce qui a continué jusqu'à présent.

Ce droit qui est loué par plusieurs Pères de l'Eglise, ayant été confirmé par divers Conciles, & spécialement par celui de Trente, doit être considéré comme saint & inviolable, pour son ancienneté, pour son

† *Novvel. 123. Ch. 18. An. 541.*

* *L'Épître de saint Grégoire à Secundinus l'an 598. justifie ce point.*

autorité fondée sur les Canons des Peres & des Conciles, & pour l'utilité qui en revient à l'Eglise; en faveur de laquelle on fait beaucoup de fondations pour s'acquiescer par ce moyen le pouvoir de nommer ceux qui en doivent jouir.

Mais quand je me remets devant les yeux que la nécessité n'a point de loy, & que l'usage d'un privilège, qui a été bon dans la ferveur des Fondateurs, est maintenant si préjudiciable par la corruption de ceux qui sont héritiers de leurs biens, & ne le sont ny de leur zèle ny de leur vertu, ny quelquefois même de leur Religion, qu'il est impossible de le continuer sans exposer beaucoup d'ames à leur perte: j'ose dire hardiment qu'on ne peut s'exempter de remédier à un désordre de telle conséquence, sans en être responsable devant Dieu.

Beaucoup penseront que le meilleur remède de ce mal est d'en abolir entièrement la cause; mais lorsque je considère que ce qui est légué à titre onéreux, c'est à dire par le transport de son propre bien, ne peut être possédé avec justice qu'en accomplissant les conditions auxquelles il a été donné; & que les Peres du Concile de Trente, qui en connoissoient les abus, n'ont osé penser à le changer, je me trouve arrêté, & je ne crois pas qu'un particulier puisse sans témérité proposer un tel remède, il vaud mieux avoir recours à un moyen plus doux, aucunement proposé par le Concile de

Trento , bien qu'il ne l'ait pas proposé autrement.

Ce moyen est ; que le Synode élise des Examineurs, par lesquels tous les Aspirans aux Benefices chargez d'ames soient soigneusement examinez , afin que leur capacité & leur probité étant connues , ils puissent ensuite en proposer deux ou trois des plus capables aux Patrons des Cures qui y aqueront , à ce qu'ils choisissent & presentent à l'Evesque celui qui leur sera le plus agreable.

Je sçay que cet expedient ôte un peu de la liberté qu'ont aujourd'huy les Patrons en France ; mais puis qu'en la leur restreignant il la leur laisse toutefois , & qu'il ôte le moyen de mettre des personnes incapables dans les Cures , il doit estre reçu , & ce d'autant plus volontiers à mon avis , qu'on remédiant au mal qui arrive des presentations aux Cures , si l'ordre du Concile est observé , il remedira à ceux qui sont causez par la facilité avec laquelle les Archevesques pourvoyent souvent les Prestres que leurs Suffragans ont refusez , en ce que comme le Concile veut que les examineurs qu'il propose pour estre Juges de la capacité de ceux qui doivent estre nommez aux Cures , soient obligez de rendre compte de leurs actions aux Conciles Provinciaux ; aussi ne veut-il pas que les Archevesques passent par-dessus leur Jugement , sans un sujet si legitime , qu'il ne puisse estre revoqué en doute.

SECTION VIII.

De la Reformation des Monastères.

APrès de si justes reglemens que ceux qui sont rapportez cy-dessus, il est de la pieté de V. M. d'autoriser autant qu'Elle pourra la reforme des Religions.

Je sçay bien que beaucoup de considérations donnent lieu de craindre que celles qui se sont faites de notre temps ne soient pas si austeres en leur progrès qu'en leur commencement ; mais il ne faut pas laisser d'y tenir la main , & de les favoriser , vu que le bien ne change pas de nature pour estre de peu de durée , mais qu'il est toujours bien ; & que celui qui fait ce qu'il peut avec prudence pour une bonne fin , fait ce qu'il doit , & satisfait à ce que Dieu demande de ses soins.

Il est bien vray que j'ay toujours pensé, ainsi que je l'estime encore à present, qu'il vaudroit mieux établir des Reformes moderées , dans l'observation desquelles les corps & les esprits pussent subsister aucunement à leur aise , que d'en entreprendre de si austeres , que les plus forts esprits & les corps les plus robustes ayent de la peine à en supporter la rigueur. Les choses temperées sont d'ordinaire stables & permanentes ; mais il faut une grace extraordinaire , pour faire subsister ce qui semble forcer la nature.

Il est encore à remarquer que les reformes des Religions de ce Royaume doivent estre différentes de celles des autres Etats, lesquels estant exempts d'heresie, requierent plutôt une profonde humilité, & une simplicité exemplaire aux Religieux, que la doctrine tout à fait nécessaire en ce Royaume, auquel l'ignorance des plus vertueux Religieux du monde peut estre aussi prejudiciable à quelques ames qui ont besoin de leur érudition, comme leur zela & leur vertu sont utiles à d'autres & à eux-mêmes.

Je dois dire en passant sur ce sujet, qu'en ce qui concerne particulièrement la reformation des Monasteres des Filles, c'est un expedient qui n'est pas toujours infailible; de remettre les elections, particulièrement les triennales, au lieu de la nomination du Roy.

Les brigues & les factions qui prennent pied dans la foiblesse de ce sexe, sont si grandes quelquefois, qu'elles ne sont pas supportables; & j'ay vu par deux fois V. M. estre contrainte de l'ôrer des lieux où elle l'avoit mise, pour remettre les choses en leur premier état.

Comme il est de la pitié de V. M. de travailler au reglement des anciennes Religions; il est de sa prudence d'arrester le trop grand nombre de nouveaux Monasteres qui s'établissent tous les jours.

Il fut en ce faisant mépris. l'opinion

de certains esprits aussi foibles que devots , & plus zelez que prudens , qui estiment souvent que le salut des ames & celuy de l'Etat dependent de ce qui est préjudiciable à tous les deux.

Ainsi , qu'il faudroit estre ou mechant ou aveugle , pour ne voir & n'avouer pas que les Religions sont non seulement utiles , mais mesme necessaires ; aussi faut-il estre prevenu d'un zele trop indiscret , pour ne connoître pas que l'excès en est incommode , & qu'il pourroit venir à un tel point , qu'il seroit ruineux.

Ce qui se fait pour l'Etat , se faisant pour Dieu qui en est la baze & le fondement ; reformer les Maisons déjà établies , & arrester l'excès des nouveaux établissemens , sont deux œuvres agreables à Dieu , qui veut la regle en toutes choses.

SECTION IX.

De l'obéissance qu'on doit rendre au Pape.

L'Ordre que Dieu veut estre observé en toutes choses , me donne lieu de représenter à V. M. qu'ainsi que les Princes sont obligez à reconnoître l'autorité de l'Eglise , à se soumettre à ses saints Decrets , & y rendre une entiere obéissance en ce qui concerne la puissance spirituelle que Dieu luy a mise en main pour le salut des hommes , & qu'ainsi qu'il est de leur

devoir de maintenir l'honneur des Pape comme Successeurs de Saint Pierre , & Vicaires de Jesus-Christ ; aussi ne doivent-ils pas ceder à leurs entreprises , s'ils viennent à étendre leur puissance au delà de ses limites.

Si les Rois sont obligez de respecter le Thiere des Souverains Pontifes , ils le sont aussi de conserver la puissance de leur Couronne.

Cette verité est reconnüe de tous les Theologiens ; mais il n'y a pas peu de difficulté de bien distinguer l'étenduë & la subordination de ces deux Puissances.

En telle matiere il ne faut croire ny les gens du Palais , qui mesurent d'ordinaire celle du Roy par la forme de sa Couronne , qui étant ronde , n'a point de fin ; ny ceux qui par l'excès d'un zele indiscret se rendent ouvertement Partisans de Rome.

La raison veut qu'on entende & les uns & les autres , pour résoudre ensuite la difficulté par des personnes si doctes , qu'elles ne puissent se tromper par ignorance ; & si sinceres , que ny les interets de l'Etat , ny ceux de Rome , ne les puissent emporter contre la raison.

Je puis dire avec verité avoir toujours trouvé & les Docteurs de la Faculté de Paris , & les plus sçavans Religieux de tous les Ordres , si raisonnables en ce sujet , que je ne leur ay jamais vu aucune foiblesse qui les eût empêché de vouloir défendre

les justes droits de ce Royaume; aussi n'ay-je jamais remarqué en eux aucun excès d'affection pour leur pais natal, qui les pût porter à vouloir contre les vrais sentimens de la Religion, diminuer ceux de l'Eglise pour augmenter les autres.

En telles occasions l'opinion de nos Peuples doit estre de grand poids; les Historiens & les plus celebres Auteurs dépourvûs de passion, qui ont écrit en chaque siecle, doivent estre consultez soigneusement en ces rencontres, auxquelles rien ne nous peut estre si contraire que la foiblesse ou l'ignorance,

SECTION X.

Des Lettres.

L'ignorance que je viens de représenter estre quelquefois préjudiciable à l'Estat, me donne lieu de parler des Lettres, l'un des plus grands ornemens des Etats; & je le dois faire en cet endroit, puis que leur empire est justement dû à l'Eglise, tant que toute sorte de veritez ont un naturel rapport à la premiere, des sacrez Mysteres de laquelle la Sapience Eternelle a voulu que l'Ordre Ecclesiastique fût le Depositaire.

Comme la connoissance des Lettres est tout à-fait necessaire en une Republique, il est certain qu'elles ne doivent pas estre

indifféremment enseignées à tout le monde,

Ainsi qu'un corps qui auroit des yeux en toutes les parties, seroit monstreux : de même un Etat le seroit-il, si tous les Sujets étoient sçavans ; on y verroit aussi peu d'obéissance, que l'orgueil & la presumption y seroient ordinaires.

Le commerce des Lettres banniroit absolument celui de la marchandise, qui comble les Etats de richesses ; ruineroit l'agriculture, vraye mere nourrice des peuples ; & deserteroit en peu de temps la pépinière des soldats, qui s'élevent plutôt dans la rudesse de l'ignorance, que dans la politesse des sciences ; enfin il rempliroit la France de Chicaneurs, plus propres à ruiner les familles particulières, & à troubler le repos public, qu'à procurer aucun bien aux Etats.

Si les Lettres étoient profanées à toutes sortes d'esprits, on verroit plus de gens capables de former des doutes, que de les résoudre ; & beaucoup seroient plus propres à s'opposer aux veritez qu'à les défendre.

C'est en cette considération que les Politiques veulent en un Etat bien réglé, plus de Maîtres ès Arts Mécaniques, que de Maîtres ès Arts Libéraux pour enseigner les Lettres.

J'ay souvent vu pour la même raison le Cardinal du Perron souhaiter ardemment la suppression d'une partie des Colleges de ce

Royaume, il desiroit en faire établir quatre ou cinq celebres dans Paris, & deux dans chaque Ville Metropolitaine des Provinces.

Il ajoutoit à toutes les considerations que j'ay rapportées, qu'il étoit impossible qu'on pût trouver en chaque siecle assez de gens sçavans pour fournir une grande myltitude de Colleges, au lieu que si on se contentoit d'en avoir un nombre moderé, on les pourroit remplir de dignes sujets, qui conserveroient le feu du Temple en sa pureté, & qui transmettroient par succession non interrompuë les sciences en leur perfection.

Il me semble en effet, lors que je considere le grand nombre des gens qui font profession d'enseigner les Lettres, & la myltitude des enfans qu'on fait instruire, que je vois un nombre infini de malades, qui n'ayant autre but que de boire de l'eau pure & claire pour leur guérison, sont pressiez d'une soif si déreglée, que recevant indifferemment toutes celles qui leur sont presentées, la plus grande partie en boit d'impure, & souvenr en des vaisseaux empoisonnez, ce qui augmente leur soif & leur mal, au lieu de soulager l'un & l'autre.

Enfin de ce grand nombre de Colleges indifferemment établis en tous lieux, il arrive deux maux, l'un que je viens de représenter, par la mediocre capacité de ceux qu'on oblige à enseigner, ne pouvant trouver assez de sujets éminens pour remplir les Chaires; l'autre, pour le peu de disposition

naturelle qu'ont aux Lettres beaucoup de ceux que leurs parens font étudier , à cause de la commodité qu'ils en trouvent , sans que la portée de leurs esprits soit examinée; d'où vient que presque tous ceux qui étudient demeurent avec une mediocre teinture des Lettres , les uns pour n'estre pas capables de plus , les autres pour estre mal instruits.

Quoyque ce mal soit de grande consequence, le remede en est aisé , puis qu'il ne faut autre chose que reduire tous les Colleges des Villes qui ne sont pas Métropolitaines , à deux ou trois classes suffisantes pour tirer la jeunesse d'une ignorance grossiere , nuisible à ceux mesmes qui destinent leur vie aux armes, ou qui la veulent employer au trafic.

Par ce moyen , auparavant que des enfans soient determinez à aucune condition, deux ou trois ans feront connoître la portée de leurs esprits ; en suite dequoy les bons , qui seront envoyez aux grandes Villes ; réussiront d'autant mieux , qu'ils auront le genie plus propre aux Lettres , & qu'ils seront instruits de meilleure main.

Ayant ainsi pourvu à ce mal , beaucoup plus grand qu'il ne semble , il faut encore se garentir d'un autre , auquel la France romberoit indubitablement , si tous les Colleges qui sont établis étoient en une même main.

Les Universitez pretendent qu'on leur
fait

fait un tort extrême de ne leur laisser pas privativement à tous autres la faculté d'enseigner la jeunesse.

Les Jésuites d'autre part ne seroient peut-être pas sâchez d'être seuls employez à cette fonction.

La raison qui doit décider de routes sortes de differens, ne permet pas de frustrer un ancien possesseur de ce qu'il possède avec titre ; & l'intérêt public ne peut souffrir qu'une Compagnie, non seulement recommandable pour sa piété, mais célèbre par sa doctrine, comme est celle des Jésuites, soit privée d'une fonction, dont elle peut s'acquitter avec grande utilité pour le public.

Si les Universitez enseignoient seules, il seroit à craindre qu'elles revinsient avec le temps à l'ancien orgueil qu'elles ont eu autrefois, qui pourroit être à l'avenir aussi préjudiciable, qu'il a été par le passé.

Si d'autre part les Jésuites n'avoient point de compagnons en l'instruction de la jeunesse, outre qu'on pourroit apprehender le même inconvénient, on auroit de plus juste sujet d'en craindre plusieurs autres.

Une Compagnie qui se gouverne plus qu'aucune n'a jamais fait, par les loix de la prudence, & qui se donnant à Dieu sans se priver de la connoissance des choses du monde, vit dans une si parfaite correspondance, qu'il semble qu'un même esprit

anime tout son corps : une Compagnie qui est soumise , par un vœu d'obéissance aveugle à un Chef Perpetuel , ne peut suivant les Loix d'une bonne Politique estre beaucoup autorisée dans un Etat auquel une Communauté puissante doit estre redoutable.

S'il est vray, comme c'est une chose certaine, qu'on se plaît naturellement à avancer ceux dont on a reçu les premières instructions , & que les parens ont toujours une particuliere affection pour ceux qui ont rendu ces offices à leurs enfans ; il est vray aussi qu'on ne scauroit commettre l'entiere éducation des jeunes gens aux Jesuites , sans s'exposer à leur donner une puissance d'autant plus suspecte aux Etats , que toutes les Charges & les Grades qui en donnent le manient , seroient enfin remplis de leurs disciples ; & que ceux qui de bonne heure ont pris un ascendant sur des esprits , le retiennent quelquesfois toute leur vie.

Si l'on ajoute que l'administration du Sacrement de Penitence donne à cette Compagnie une seconde autorité sur toute sorte de personnes, qui n'est pas de moindre poids que la première ; si l'on considere que par ces deux voyes ils penetrent les plus secrets mouvemens des cœurs & des familles , il sera impossible de ne conclure pas qu'ils ne doivent pas estre seuls au ministère dont il est question.

Ces raisons ont été si puissantes en tous les États , que nous n'en voyons aucun qui ait voulu jusqu'à présent laisser l'empire des Lettres , & l'entiere instruction de leur jeunesse à cette Compagnie seule.

Si cette Société , bonne & simple en elle-même , donna tant de jalousie à l'Archiduc Albert , Prince des plus pieux de la Maison d'Autriche , qui n'agissoit que par les mouvemens du Conseil d'Espagne , qu'il ne craignit point de l'exclure de certains Universitez où elle étoit déjà établie dans la Flandre , & de s'opposer aux nouveaux établissemens qu'elle vouloit faire dans le pays de Flandre.

Si elle a donné lieu à certaines Républiques de l'éloigner tout-à-fait de leur domination , quoyqu'avec trop de rigueur , c'est le moins qu'on puisse faire en ce Royaume , que de luy donner quelque retenuë, vû qu'elle est non seulement soumise à un Chef perpétuel & étranger, mais qui plus est, sujette & toujours dépendante des Princes ; qui semblent n'avoir rien en plus grande recommandation que l'abaissement & la ruine de cette Couronne.

Ainsi qu'en matiere de Foy tous les États Catholiques du monde n'ont qu'une doctrine , en ce qui ne la concerne pas il y en a beaucoup de différentes , dont souvent leurs maximes fondamentales tirent leur origine , ce qui fait qu'ayant besoin de Theologiens , qui puissent en certaines occasions defen-

dre courageusement les opinions , qui de tout temps y ont été reçues , & qui s'y sont conservées par une transmission non interrompue ; il leur en faut qui soient détachées de toute puissance suspecte , & qui n'ayent point de dépendance qui les prive de liberté aux choses auxquelles la foy l'a laissée à tout le monde.

L'Histoire nous apprend que l'Ordre de S. Benoit avoit été autrefois si absolument maître des Ecoles , qu'on n'enseignoit en aucun autre lieu , & qu'il déchu si absolument des sciences & de la piété tout ensemble au X. Siècle de l'Eglise , qui fut appelé Malheureux en cette considération. Elle nous enseigne encore que les Dominicains ont eu ensuite le même avantage que ces bons Peres avoient possédé les premiers , & quo le temps les en a privés comme les autres ; au grand préjudice de l'Eglise , qui se trouva alors infectée de beaucoup d'heresies. Elle nous apprend par même moyen , qu'il est des Lettres comme des oiseaux de passage , qui ne demeurent pas toujours au même pays. Et partant la prudence politique veut qu'on tâche de prévenir cet inconvénient , qui étant arrivé deux fois , doit par raison être appréhendé une troisième , & qui apparemment n'arrivera pas , si cette Compagnie a des compagnons en la possession des Lettres.

Tout parti est dangereux en matière de doctrine , & il n'y a rien de si aisé que d'en

former un sous prétexte de piété, lorsqu'une Compagnie pense y estre obligée par l'intérêt de sa subsistance.

L'Histoire du Pape Benoist Onzième, contre lequel les Cordeliers piquent sur le sujet de la perfection de la pauvreté, sçavoir du revenu de saint François, s'animerent jusqu'à tel point, que non seulement ils luy firent ouvertement la guerre par leurs Livres, mais de plus par les armes de l'Empereur, à l'ombre desquelles un Antipape s'éleva au grand préjudice de l'Eglise, est un exemple trop puissant, pour qu'il soit besoin d'en dire davantage.

Plus une Compagnie est adherante à son chef, plus elle est à craindre, particulièrement à ceux auxquels il n'est pas favorable.

Puis donc que la prudence n'oblige pas seulement à empêcher qu'on nuise à l'Etat, mais aussi qu'on luy puisse nuire; parce que souvent en avoir le pouvoir, en fait naître la volonté.

Puisque aussi la foiblesse de notre condition humaine requiert un contrepoids en toutes choses, & que c'est le fondement de la justice: Il est plus raisonnable que les Universitez & les Jesuites enseignent à l'en-
vy, afin que l'émulation aiguise leur vertu, & que les sciences soient d'autant plus assésurées dans l'Etat, qu'estant déposées entre les mains de leurs Gardiens, si les uns viennent à perdre un si sacré dépôt, il se trouve chez les autres.

SECTION XI.

Moyens de régler les abus qui se commettent par les Graduez, en l'obtention des Benefices.

PARCE qu'ainsi qu'il est à craindre que toutes sortes d'esprits se portent aux Lettres, il est à desirer que les bons y soient attirés. V. M. ne sçauroit faire une chose plus utile pour cette fin, que d'empêcher les abus qui se commettent en la distribution des Benefices, qui doit estre faite à ceux auxquels ils sont deûs pour la recompense de leurs travaux.

Il faudroit estre ennemy des Lettres & de la Vertu pour revoquer ce droit en doute. Le Concile de Basse † & le Concordat qui fut passé ensuite au Concile de Latran

† Sess. 31. Le Concile de Basse ordonna que la troisième partie des Benefices seroit conférée aux Maîtres ès Arts, Bacheliers Licentiez, & Docteurs de Medecine, Droit & Theologie, lesquels auoient étudié un certain temps dans une Vniuersité privilégiée.

Par le Concordat qui se fit depuis au Concile de Latran entre Leon X. & François I. il fut arrêté que les Graduez jouiroient des Benefices vacans la troisième partie de l'année, à sçavoir aux mois de Ianvier, Avril, Iulles, & Octobre.

entre Leon Dixième & François Premier, l'établissent trop clairement pour avoir cette pensée ; mais il faudroit estre fort contraire à la justice & à la raison, pour n'en vouloir pas corriger les abus si grands par les permutations frauduleuses, par les résignations supposées, par l'artifice des Collateurs, & par l'autorité des Indultaires, plus puissans que les Graduez, & par l'industrie de ceux qui ne doivent leur Grado qu'à leur bourse. Que tant s'en faut que ce privilege soit maintenant le prix de la vertu, qu'il l'est seulement de l'artifice & de la friponnerie de ceux qui estant ignorans aux Lettres, sont doctes & sçavans en la chicane.

Le vray remede de ce mal consiste à faire que conformément aux saints Canons, les Docteurs & Licentiez en Theologie soient prefetez à tous ceux qui auront mesme grade en d'autres Facultez.

Qu'entre les Theologiens égaux en grade, ceux qui auront long temps prêché la parole de Dieu ou la Theologie, soient pourvus devant les autres.

Que les Docteurs & Licentiez en Droit ayent le mesme avantage sur les simples Maîtres es Arts. & qu'entre ces derniers on prefere ceux qui auront regenté longtemps.

Qu'aucun ne puisse recevoir les Lettres de Maistrise es Arts, ny les Degrez en Droit Civil & Canon, qu'aux Universtitez où il aura étudié.

Qu'on ne donne des Lettres de Maîtrise qu'à ceux qui auront actuellement fait leur Cours entier en Philosophie, ny aucun degré en Droit Civil & Canon, qu'à ceux qui auront étudié trois ans entiers aux Ecoles de Droit, & qui auront fait publiquement leurs Actes avec les intervalles de temps requis.

Si on observe soigneusement cet ordre, on verra assurément le mérite des Lettres avoir prix ; & l'ignorance ne pourra plus se couvrir de leur manteau, pour à son aise recevoir ce qui ne luy est pas dû.

Si ensuite V. M. delivre ceux qui se seront rendus celebres aux Lettres, de la persécution des Indultaires, Elle fera que beaucoup redoubleront leurs travaux pour en recevoir le fruit qu'ils méritent.

SECTION XII.

Du droit d'Indult.

LE droit d'Indult tirant son origine & sa force d'une Bulle † du Pape Eugene, qui ne se trouve point, qui le voudroit examiner à la rigueur, trouveroit que le fondement n'en est pas solide, puisque la raison veut qu'on mette les choses qu'on ne peut vérifier, & celles qui ne sont pas, en pareille catégorie.

† *Bulle du Pape Eugene accordée au Roy Charles V. III.*

Je ſçay bien que Paul Troisième voulut obliger les Preſidens & Conſeillers du Parlement de Paris , * qui s'oppoſoient à la verification des Concordats , leur donna pouvoir de nommer aux Benefices tant Reguliers que Seculiers. Je ſçay encore bien que le Chancelier de France , comme Chef de cette Compagnie , reçut pareil privilege par la meſme Bulle. Mais ſi l'on conſidere que cette Bulle affecte de tirer ſa vertu de celle de ſon Predeceſſeur qui ne ſe trouve pas , cette conſideration n'aura point de force , puisſque les Jurisconſultes enſeignent clairement qu'un raport ne peut faire foy , ſi la choſe raportée n'eſt claire & évidente. †

Moins le fondement de ce privilege eſt certain , plus les abus qui ſ'y commettent ſont inſupportables.

Bien que ce droit ſoit perſonnel , c'eſt à dire , qu'il n'ait été accordé qu'à la perſonne des Officiers ſpecifiez par la Bulle du Pape Paul III. il paſſe maintenant à la veuve & aux heritiers comme un heritage temporel , & encore que cette grace ne leur ait été faite , qu'à ce qu'ils puſſent gratifier legitimeſſement ou leurs enfans , ou quelques-uns de leurs parens ou de leurs amis , ca-

* La Bulle fut envoyée au Roy François I. en 1538.

† Non creditur referenti, niſi conſt. & de relato.

pables des Benefices auxquels ils seroient nommez, ils contraignent souvent, contre les Loix divines & humaines, ceux qui obtiennent des Benefices en vertu de leurs Indults, de les résigner à qui bon leur semble, abusant jusqu'à tel point de ce privilege, que souvent ceux qui ne veulent pas estre considens, ne peuvent éviter ce crime que par un autre, qui les rend coupables de simonie devant Dieu.

La foiblesse du fondement de cette grace, & la quantité † d'abus qui s'y commettent, pourroient donner legitime lieu à V. M. de l'abolir : ce qui luy seroit d'autant plus aisé, qu'il ne faudroit autre chose à ceux sin, que refuser à l'avenir aux Indultaires leurs Lettres de nomination, sans lesquelles ils ne peuvent pretendre aucuns Benefices ; Mais l'experience nous faisant connoistre qu'un mal accoutumé est souvent plus suportable qu'un bien dont la nouveauté est sâcheuse, V. M. doit se contenter de faire un si bon Reglement, que ceux qui doivent jouir de cette grace n'en puissent abuser à l'avenir comme ils ont fait par le passé.

Si elle empêche qu'un mesme Officier puisse avoir la nomination sur plusieurs Benefices, si Elle fait que ceux qu'il pre-

† *Augustinus* : Ipsa mutatio consuetudinis etiam quæ adjuvant utilitate novitas perturbat.

sera pour estre nommé, ne le puissent estre qu'après un bon examen fait par les Ordonnances, sans faveur.

Si Elle ordonne que les Lettres de leur nomination porteront en termes exprès : Que les Benefices auxquels ils sont nommez, seront réellement pour eux ; qu'ils ne pourront estre contraincts de les resigner à qui que ce puisse estre ; & que s'il est découvert qu'ils presentent leurs noms comme Confidentaires, outre qu'ils seront pour un tel crime à jamais incapables de Benefices, ils pourront estre châtiez.

Si ensuite Elle defend que ce droit, qui n'est que personnel, soit transmis aux héritiers, l'observation d'un tel Reglement sera que vos Officiers n'estant point privez de la grace que vos Predecesseurs leur ont fait obtenir, les gens de Lettres recevront un grand avantage sous votre regne, & seront delivrez d'une grande vexation qu'ils recevoient d'eux.

On pourroit encore ne permettre pas aux Officiers qui auront nommé un homme à un Indult, d'en substituer un autre en sa place, s'il vient à mourir avant d'estre rempli.

CHAPITRE III.

de la Noblesse.

SECTION I.

*Divers moyens d'avantager la Noblesse, &
de la faire subsister avec dignité.*

A PRES avoir représenté ce que j'estime absolument nécessaire pour le rétablissement du premier Ordre de votre Royaume ; je passe au second, & dis qu'il faut considérer la Noblesse comme un des principaux nerfs de l'Etat, capable de contribuer beaucoup à sa conservation & à son établissement. Elle a été depuis quelque temps si rabaisée par le grand nombre des Officiers que le malheur du siècle a élevés à son préjudice, qu'elle a grand besoin d'être soutenue contre les entreprises de telles gens. L'opulence & l'orgueil des uns accablent la nécessité des autres, qui ne sont riches qu'en courage, qui les porte à employer librement leur vie pour l'Etat, dont les Officiers tirent la subsistance.

Comme il les faut soutenir contre ceux qui les oppriment, il faut avoir un soin particulier d'empêcher qu'ils ne traitent ceux qui sont au dessous d'eux, comme ils l'ont traités des autres.

C'est un defaut assez ordinaire à ceux qui font nez dans cet Ordre, d'user de violence contre le peuple, à qui Dieu semble plutôt avoir donné des bras pour gagner sa vie, que pour la défendre.

Il est tres-important d'arrester le cours de tels desordres par une severité continuë, qui fasse que les foibles de vos sujets, bien que desarmez, ayent à l'ombre de vos Loix autant de seureté, que ceux qui ont les armes à la main.

La Noblesse ayant témoigné en la guerre heureusement terminée par la paix, qu'elle estoit heritiere de la vertu de ses ancestres, qui donna lieu à Cesar de la preferer à toute autre, il est besoin de la discipliner en sorte qu'elle puisse acquérir de nouveau, & conserver sa premiere reputation, & que l'Etat soit utilement servi.

Ceux qui estant préjudiciables au public, ne luy sont pas utiles; il est certain que la Noblesse qui ne luy sert point à la guerre, n'est pas seulement inutile, mais à charge à l'Etat, qui peut en ce cas estre comparé au corps qui supporte le bras paralytique comme un faix qui le charge, au lieu de le soulager.

Comme les Gentilshommes meritent d'estre bien traitez lorsqu'ils sont bien, il faut leur estre severe s'ils manquent à ce à quoy leur naissance les oblige; & je ne fais aucune difficulté de dire, que ceux qui dégènerant de la vertu de leurs ayeuls, man-

quent de servir la Couronne de leurs âmes & de leurs vies avec la constance & la fermeté que les Loix de l'Etat requièrent, mettront d'estre privez des avantages de leur naissance, & reduits à porter une partie du faix du peuple.

L'honneur leur devant estre plus cher que la vie, il vaudroit beaucoup mieux les châtier par la privation de l'un que de l'autre,

Oter la vie à des personnes qui l'exposent tous les jours pour une pure imagination d'honneur, est beaucoup moins que leur ôter l'honneur, & leur laisser la vie, qui leur est en cet état un supplice perpétuel.

S'il ne faut rien oublier pour maintenir la Noblesse en la vraie vertu de ses peres, on ne doit aussi rien omettre pour la conserver en la possession des biens qu'ils luy ont laissez, & procurer qu'elle en puisse acquérir de nouveaux.

Ainsi qu'il est impossible de trouver un remede à tous maux, aussi est-il tres-difficile de mettre en avant un expedient general aux fins que je propose.

Les divers mariages qui se font en ce Royaume en chaque famille, au lieu qu'aux autres Etats il n'y a souvent que l'aîné qui se marie, sont une des vraies causes que les plus puissantes se ruinent en peu de temps. Mais si cette coutume appauvrit les familles particulieres, elle enrichit tel

lement l'Etat , dont la force consiste en la multitude de gens de main , qu'au lieu de s'en plaindre , il s'en faut louer , & au lieu de la changer , tâcher seulement de donner moyen à ceux qu'elle met au monde , de subsister dans la pureté du cœur qu'ils tirent de leur naissance.

Il faut pour ce sujet distinguer la Noblesse qui est à la Cour , d'avec celle qui est à la Campagne.

Celle qui est à la Cour sera notablement soulagée , si l'on retranche le luxe & les insupportables dépenses qui s'y sont introduites peu à peu , étant certain qu'un tel Reglement leur sera aussi utile que toutes les pensions qu'on leur donne.

Quant à celle de la Campagne , bien qu'elle ne reçoive pas tant de soulagement d'un tel ordre , parce que sa misère ne luy permet pas de faire de dépenses superflues , elle ne laissera pas de ressentir l'effet de ce remède si nécessaire à tout l'Etat , qu'il ne peut sans luy éviter sa ruine.

Si V. M. ajoute au Reglement qu'il luy plaira d'apporter à ce desordre , l'établissement de cinquante Compagnies de Gardarmes , & de pareil nombre de Chevaux-Legers , payez dans les Provinces , aux conditions qui seront cy-après spécifiées , Elle ne donnera pas peu de moyen de subsister à la Noblesse qui s'y trouvera la moins aisée.

Si ensuite Elle supprime la venalité des

Gouvernemens du Royaume , & de toutes les Charges militaires que cet Ordre paye assez par le prix de son sang.

Si Elle pratique le mesme ordre en ce qui concerne les Charges de la maison , si Elle fait , qu'au lieu que maintenant toutes sortes de gens y sont reçus par le sale trafic de leur bourse , l'entrée en soit fermée à l'avenir à ceux qui n'auront pas le bonheur d'estre d'une naissance noble ; si mesme elle n'est plus ouverte à ceux qui auront cet avantage que par le choix que V. M. fera d'eux en consideration de leur merite , toute la Noblesse recevra de l'utilité & de l'honneur tout ensemble d'un si bon Reglement.

Au lieu que maintenant les Gentilshommes ne peuvent s'élever aux Charges & Dignitez qu'au prix de leur ruine , leur fidelité sera d'autant plus assurée à l'avenir , que plus ils seront gratifiez , moins ils se croiront redevables des honneurs qu'ils auront à leurs bourses , & à celles de leurs creanciers , qui ne les font jamais souvenir de ce qu'ils leur doivent , qu'ils n'ayent quelque déplaisir d'estre élevez par cette voye.

Si de plus votre bonté s'étend jusqu'à vouloir estre soigneux de gratifier leurs enfans (qui se trouveront avoir la science & la pieté requise) d'une partie des Benefices qui sont en votre Collation , cet Ordre vous sera d'autant plus obligé , que les déchargeant d'une partie du faix qui les ac-

cable, vous leur donnez le vray moyen de maintenir leurs Maisons, puisque le bien & la conservation des meilleures dépend souvent de ceux qui épousant la condition Ecclesiastique, considerent volontiers leurs neveux comme leurs enfans, & n'ont point de plus grand contentement que d'en faire élever quelques-uns aux Lettres & à la Vertu, pour pouvoir, s'ils s'en rendent capables, estre pourvus de quelques-uns de ceux qu'ils possèdent.

On pourroit mettre en avant beaucoup d'autres choses pour le soulagement de la Noblesse; mais j'en supprime toutes les pensées, après avoir considéré qu'ainsi qu'il seroit fort aisé de les écrire, il seroit fort difficile, & peut-estre impossible de les pratiquer.

SECTION II.

Qui traite des moyens d'arrester les Duels.

IL s'est fait tant de divers Edits pour empêcher les Duels, sans que jusqu'à present on en ait pu tirer le fruit qu'on en devoit attendre, & qu'on en desiroit, qu'il est difficile de trouver un moyen assuré pour arrester le cours de cette rage.

Les François méprisent tellement leur vie, que l'expérience nous a fait connoître, que les plus rigoureuses peines n'ont

pas toujours esté les meilleurs pour arrester leur frenesie.

Ils ont souvent estimé, qu'il y avoit d'autant plus de gloire à violer les Edits, qu'ils faisoient voir par une telle extravagance, que l'honneur leur estoit en bien plus grande recommandation que leur vie, étans plus capables d'apprehender de perdre les commoditez, sans lesquelles ils ne peuvent vivre heureux en ce monde, que de mourir hors de la grace de Dieu, sans laquelle ils seroient malheureux dans l'autre; la crainte de perdre leurs Charges, leurs biens & leurs libertez, a fait plus d'effet sur leurs esprits, que celle de perdre la vie.

Je n'ay rien oublié de ce qui m'a esté possible, pour trouver quelque remede propre à la guerison de ce dangereux mal. J'ay souvent consulté pour sçavoir, si ainsi qu'il est permis aux Rois de faire battre deux particuliers pour éviter une bataille, & decider par ce moyen le différend qui leur a mis les armes à la main, ils ne pourroient pas aussi accorder quelques combats pour éviter la multitude de Duels qui se font tous les jours : Je disois qu'il y avoit grande apparence qu'on pourroit par ce moyen garentir la France de cette frenesie, qui luy cause tant de mal, vu qu'en faisant esperer la permission du combat à ceux qui auroient juste sujet de le pretendre, chacun se soumettroit volontiers aux Juges députez pour connoistre la qualité de leur

offense, ce qui vray-semblablement empêcheroit le malheur des Duels, vu qu'il se trouveroit peu de querelles, qui ne pussent estre terminées par un bon accord.

J'ajoutois pour favoriser cette pensée, qu'autrefois on avoit permis plusieurs Duels en ce Royaume, ce qui s'estoit aussi pratiqué en divers Etats.

J'estimois qu'on pourroit par ce moyen abolir l'usage de la barbarie, qui veut que tout homme offensé se fasse justice soy-même, & trouve sa satisfaction dans le sang de son ennemy : mais après avoir lu & relu ce que les Auteurs les plus authentiques disent sur cette matiere, & pensé plusieurs fois sur un sujet si important, j'ay trouvé par l'avis des moindres scrupuleux & plus résolus Theologiens du temps, que les Rois étant établis pour conserver leurs Sujets, & non pour les perdre, ils ne peuvent exposer leur vie sans quelque utilité publique, ou nécessité particulière; qu'ils ne scauroient permettre les combats particuliers, sans exposer l'innocent à recevoir la peine du coupable, vu que Dieu ne s'estant pas obligé à rendre la raison toujours victorieuse, le sort des armes est incertain, & que bien que telles permissions ayent quelque fois esté autorisées, ou au moins en divers Etats, & mesme du consentement de quelques Eglises particulieres, elle ont toujours esté abusives; ce qui paroist bien évidemment, puis qu'enfin l'Eglise

Universelle les a défendus & condamnés sous de tres-grandes peines ; j'ay reconnu qu'il y avoit tres grande difference entre faire battre deux particuliers pour éviter une bataille & finir une guerre ; & les faire battre pour éviter les Duels.

Le premier est permis, parce que la Nature nous enseigne que la patrie doit s'exposer pour son tout, & que la raison veut que le particulier se hazarde pour le general ; parce qu'outre que cet expedient a esté pratiqué de tout temps, on en trouve des exemples dans les saintes Lettres, & que son effet est sain & certain, en ce que quel-que événement qu'ait un Duel, permis en ce cas, il sauve la vie à un grand nombre de personnes, qui peuvent servir le public en d'autres occasions.

Mais il n'en est pas de mesme du second, qui est illicite par la nature, en ce qu'au lieu de sauver certainement le general par le hazard de quelques particuliers, & ainsi garantir d'un plus grand mal par un moindre, il expose déterminément les particuliers à leur perte, sur la seule imagination d'une utilité publique, qui n'a point de fondement certain ; ce moyen est d'autant moins recevable, qu'au lieu d'arrester le cours des Duels, il est capable d'en augmenter la licence, en ce que l'aveuglement de la Noblesse est si grand, que beaucoup estiment que demander le combat par cette voye, seroit rechercher le moyen de ne se

battre pas, feroient vanité de prendre un chemin plus court pour tirer raison de leurs injures, & donner des preuves de leur courage.

Le Roy défunt voulut en 1609. avoir recours à ce moyen, avec toutes les circonstances qui pouvoient le faire valoir : il privoit de biens, de charges & de vie ceux qui se battoient sans en avoir obtenu la permission; mais ce fut inutilement : & c'est ce qui a obligé V. M. après avoir fait la même épreuve au commencement de son regne, de recourir par son Edit du mois de Mars 1626. à un autre remede, qui a eu d'autant plus d'effet, que les peines, pour en estre plus moderées, en sont plus cuisantes à ceux qui sont moins d'état de leur vie que de leurs biens & de leur liberté.

Or parce que les meilleures Loix du monde sont inutiles, si on ne les fait observer inviolablement ; & que souvent ceux qui tombent en ce genre de faute, usent de tant d'artifices pour en éviter les preuves, qu'il est presque toujours impossible de les convaincre.

Je ne crains point de dire à V. M. que ce n'est pas assez de punir les Appels & les Duels avecz, par la rigueur de ses Edits ; mais lorsqu'il y aura notoriété sans preuve, vous devez prendre les delinquans, & les mettre prisonniers à leurs dépens, pour plus ou pour moins de temps, selon

les diverses circonstances de leurs fautes autrement la negligence dont usent ordinairement vos Procureurs Generaux à informer, l'indulgence de vos Parlemiens, & la corruption du siecle, qui est telle, qu'un chacun estime autant à honneur d'aider ceux qui se sont batens à déguiser leurs crimes, qu'un vray Gentilhomme tiendrait à honte de receler le vol d'un larron, rendront vos Edits & vos soins inutiles.

C'est en tel cas où la seule voye de fait peut faire observer vos Loix & vos Ordonnances; c'est en ces occasions où votre autorité doit passer par dessus les formes, pour maintenir la regle & la discipline, sans laquelle un Etat ne peut subsister & donner moyen à vos Officiers de châtier les crimes par les formes, y ayant grande apparence qu'on trouvera plus facilement la cause & la preuve d'un delit, dont les coupables seront arrestez, que si estant en pleine liberté, ils peuvent faire toute sorte de diligence pour en étouffer la connoissance.

Si ensuite V. M. ordonne que les rencontres passeront pour Duels, & seront punies comme tels, jusqu'à ce que ceux qui les auront faites se soient rendus volontairement prisonniers, & en soient absous par Sentence, Elle fera tout ce qui peut probablement arrester le cours de cette frenesie; & le soin qu'Elle prendra de conserver la vie de sa Noblesse, la rendra

maîtresse de leurs cœurs , &c l'obligera à une si étroite fidélité , qu'elle payera avec usure ce que V. M. en peut attendre dans tous les emplois dont ils sont gratifiez.

CHAPITRE IV.

Du troisieme Ordre du Royaume.

P OUR traiter avec methode du troisieme Ordre du Royaume, & voir clairement ce qui est necessaire pour le faire subsister en l'état qu'il doit estre , je le diviseray en trois parties.

La premiere contiendra le corps des Officiers de la Justice.

La seconde , de ceux qui manient ses Finances.

Et la troisieme ; le Peuple , qui porte presque toujours les charges de l'Etat.

SECTION I.

Qui touche en gros les desordres de la Justice , & examine particulièrement , si la suppression de venalité & d'hérédité des Offices seroit un bon remede à tels maux.

I L est beaucoup plus aisé de reconnoître les defauts de la Justice , que d'en prescrire les remedes. Il n'y a personne qui ne

voje , que ceux qui sont établis pour tenir la balance juste en toutes choses , l'ont eux-mêmes tellement chargée d'un côté à leur avantage , qu'il n'y a plus de contre-poids.

Les déreglemens de la Justice sont venus à tel point , qu'ils ne peuvent passer plus avant. J'entrerois dans le detail de ces desordres , & en celui des remèdes qu'on y peut apporter, si la connoissance que j'ay, & de celui qui remplit presentement la premiere Charge de la Justice , & du dessein qu'il a de la rendre aussi pure que la corruption des hommes le peut souffrir, ne m'obligeoit à me contenter de proposer seulement à V. M. certains remèdes généraux , pour arrester le cours des principaux desordres.

Au jugement de la plus grande partie du monde , le plus souverain consiste à supprimer la venalité , à éteindre l'hérédité des Offices , & à les donner gratuitement à des personnes d'une capacité & d'une probité si connue , que leur mérite ne puisse estre contesté par l'envie même.

Mais comme ce n'est pas une chose qui se puisse faire en ce temps-cy, & qu'il sera difficile de pratiquer cet expédient en quelqu'autre que ce puisse estre, il seroit maintenant inutile de proposer des moyens pour parvenir à cette fin.

Lors qu'on voudra entreprendre ce dessein , il s'en trouvera sans doute qui ne se peuvent

peuvent prévoir maintenant ; & ceux qu'on pourroit prescrire ne seroient plus de saison, lorsqu'on pourroit mettre la main à l'œuvre.

Cependant bien qu'il soit presque toujours dangereux d'être singulier dans son avis, je ne puis que je ne dise hardiment, qu'en l'état présent des affaires, & en celui qu'on peut prévoir pour l'avenir, il vaut mieux selon ma pensée, continuer la venalité & l'hérédité des Offices, qu'en changer tout à fait l'établissement.

Il y a tant d'inconveniens à craindre en un tel changement, qu'ainsi que bien que les élections aux Bénéfices soient plus anciennes & plus canoniques que les nominations des Rois ; si est-ce toutefois que les grands abus qui s'y sont commis, & qu'il seroit impossible d'empêcher, rendent l'usage des nominations plus supportable, comme sujet à moins de mauvaises conséquences.

Aussi, bien que la suppression de la venalité & de l'hérédité des Offices soit conforme à la raison, & à toutes les Constitutions du Droit ; si est-ce néanmoins que les abus inévitables, qui se commettraient en la distribution des Charges dépendantes de la simple volonté des Rois, dépendraient par conséquent de la faveur & de l'artifice de ceux qui se trouveroient plus puissans auprès d'eux, rendant la façon par laquelle on y pourroit maintenant,

plus tolerable que celle dont on s'est servi par le passé, à cause des grands inconveniens qui l'ont toujours accompagnée.

Il faudroit estre aveugle pour ne connoistre pas la difference qu'il y a entre ces deux partis, & ne desirer pas de tout son cœur la suppression de la venalité & de l'heredité des Offices, supposé qu'en ce cas les Charges fussent distribuées par la pure consideration de la vertu.

Aussi est-il impossible de ne reconnoître pas qu'en tel cas les artifices de la Cour pourroient plus que la raison, & la faveur plus que le merite.

Rien ne donna tant de moyen au Duc de Guise de se rendre puissant dans la Ligue contre le Roy & son Etat, que le grand nombre d'Officiers qu'avoit introduit son credit dans les principales Charges du Royaume, & j'ay appris du Duc de Sully, que cette consideration fut le plus puissant motif qui porta le feu Roy à l'établissement du Droit Annuel; que ce grand Prince n'eut pas tant d'égard au revenu qu'il en pouvoit tirer, qu'au moyen de se garentir à l'avenir de pareils inconveniens; & qu'encore que le Fisc pût beaucoup sur luy, la raison d'Etat y fut plus puissante en cette occasion.

Au nouvel établissement d'une Republique on ne scauroit sans crime n'en bannir pas la venalité, parce qu'en tel cas la raison veut qu'on établisse des Loix les plus parfaites que la société des hommes le

peut souffrir. Mais la prudence ne permet pas d'agir de même pied en une ancienne Monarchie, dont les imperfections ont passé en habitude, & dont le désordre fait (non sans utilité) partie des ordres de l'Etat.

Il faut en ce cas succomber à la faiblesse, & se contenter plutôt d'une règle modérée, que d'en établir une plus austère, & qui seroit peut-être moins convenable, sa rigueur étant capable de causer quelque ébranlement à ce qu'on veut affermir.

Je sçay bien qu'on dit d'ordinaire, que celui qui achette en gros la justice, la peut vendre en détail; mais il est vrai toutefois qu'un Officier, qui met la plus grande partie de son bien à une Charge, ne sera pas peu retenu de mal faire, par la crainte qu'il aura de perdre tout ce qu'il a valant; & qu'en tel cas le prix des Offices n'est pas un mauvais gage de la fidélité des Officiers.

Les plaintes qu'on fait de la venalité ont été communes en tous les âges de la Monarchie; mais bien qu'on les ait toujours reconnues raisonnables en elles-mêmes, on n'a pas laissé de tolérer le désordre qui en étoit la cause, présupposant que nous ne sommes pas capables de l'austère perfection qu'elles ont pour fin.

Il faudroit être ignorant dans l'histoire; pour ne sçavoir pas que quelques-uns

qui l'ont écrite, n'épargnant pas même le le Roy Saint Louis, ont taxé son regne, parce que de son temps on ne donnoit pas les Charges gratuitement : qu'ils en condamnent d'autres qui sont venus ensuite, parce que le trafic des Offices étoit déjà si public, qu'on affermoit les deniers qui en provenoient ; & qu'ils rendent la mémoire du grand Roy François odieuse, parce que c'est le premier qui mû par la nécessité de son siècle, les mit en commerce réglé qui a toujours duré.

J'avoue que c'est un malheur à ce grand Prince d'estre le premier auteur de ce mauvais établissement ; mais peut-être ne-seroit-il pas si condamnable, si on sçavoit bien les raisons qui l'y ont contraint. La connoissance qu'il avoit que les particuliers vendoient les grâces à son insçu, & l'importance des grandes affaires dont il estoit accablé luy firent croire qu'il n'y avoit point de meilleur & de plus prompt expédient pour tirer volontairement le bien de ses Sujets, que de leur donner de l'honneur pour de l'argent.

Le feu Roy assisté d'un fort bon Conseil, dans une profonde paix & un regne exempt de nécessité, ajouta l'établissement du Droit Annuel à la venalité introduite par ce grand Prince.

Il n'est pas à présumer qu'il l'ait fait sans quelque considération, & sans en avoir prévu, autant que la prudence humain-

ne le peut permettre, les conséquences & les suites ; & c'est une chose assurée que ce qui est fait par les Princes dont la conduite a été judicieuse, ne peut être changé avec raison ; si l'expérience n'en fait connaître le préjudice, & si l'on ne voit clairement qu'on peut faire mieux.

Les desordres qui ont été établis par des nécessitez publiques, & qui se sont fortifiés par des raisons d'Etat, ne se peuvent reformer qu'avec le temps ; il en faut doucement ramener les esprits, & ne point passer d'une extrémité à l'autre.

Un Architecte qui par l'excellence de son art corrige les défauts d'un ancien bâtiment, & qui sans l'abattre le réduit à quelque symétrie supportable, merite bien plus de loüange que celui qui le ruine tout à fait pour refaire un nouvel édifice parfait & accompli.

Difficilement pourroit-on changer l'ordre établi pour la disposition des Offices, sans alterer le cœur de ceux qui les possèdent ; auquel cas il seroit à craindre qu'au lieu que par le passé ils n'ont pas peu servi à retenir les peuples dans leur devoir, ils contribuassent à l'avenir plus qu'aucuns autres à leurs débauches. Il est quelquefois de la prudence d'affoiblir les remèdes, pour qu'ils fassent plus d'effet ; & les ordres les plus conformes à la raison ne sont pas toujours les meilleurs, parce qu'ils ne sont pas quelquefois proportionnez à la

portée de ceux qui les doivent pratiquer.

Au lieu que la suppression de la venalité & de l'hérédité des Offices devoit ouvrir la porte à la vertu, elle l'ouvreroit aux brigues & aux factions, & rempliroit les Charges d'Officiers de basse extraction, souvent plus chargés de Latin que de biens, dont il arriveroit beaucoup d'inconvénients. Si l'on pouvoit entrer aux Charges sans argent, le commerce se trouveroit abandonné de beaucoup de gens, qui ébloüis de la splendeur des dignitez, courroient plutôt aux Offices & à leur ruine tout ensemble, qu'ils ne se porteroient au trafic, qui rend les familles abondantes.

Ainsi il n'y a personne qui ne sache que la foiblesse de notre siècle est telle, qu'on se laisse plutôt aller aux importunités, que conduite par la raison; & qu'au lieu d'être guidés par la justice, on est d'ordinaire emporté par la faveur.

L'expérience du passé nous doit faire craindre l'avenir, tant parce qu'elle nous a toujours fait voir que les plus puissans en crédit gagnent souvent leur cause au préjudice de la vertu, que parce que le Prince & ses plus confidens ne pouvant connoître le mérite des personnes que par le jugement du tiers & du quart, ils ne sauroient s'empêcher souvent de prendre l'ombre pour le corps.

Une basse naissance produit rarement les parties nécessaires au Magistrat; & il

est certain que la vertu d'une personne de bon lieu a quelque chose de plus noble que celle qui se trouve en un homme de petite extraction. Les esprits de telles gens sont d'ordinaire difficiles à manier, & beaucoup ont une austerité si épaisse, qu'elle n'est pas seulement fâcheuse, mais préjudiciable.

Il est des premiers au respect des seconds comme des arbres qui étant plantez en une bonne terre portent des fruits & plus beaux & meilleurs, que ceux qui sont en une mauvaise : & partant tant s'en faut qu'il faille condamner la venalité, parce qu'elle exclut des Charges & des Offices beaucoup de gens de basse condition ; qu'au contraire c'est un des sujets qui la rend plutôt tolérable.

Le bien est un grand ornement aux dignitez, qui sont tellement relevées par le lustre extérieur, qu'on peut dire hardiment que de deux personnes dont le mérite est égal, celle qui est la plus aisée en ses affaires est préférable à l'autre ; étant certain qu'il faut qu'un pauvre Magistrat ait l'âme d'une trempe bien forte, si elle ne se laisse quelquefois amoindrir par la considération de ses intérêts ; aussi l'expérience nous apprend que les riches sont moins sujets à concussion que les autres, & que la pauvreté contraint un Officier à être fort soigneux du revenu du sac.

On dira peut-être que si ces inconve-

niens convient à souffrir la venalité, au moins est-il vray que le Droit Annuel de vroit estre supprimé, parce qu'il met les Offices hors de prix, & empêche que les gens de vertu n'y puissent parvenir mesme par leur argent.

Le feu Roy prévoyant ce mal avoit inseré dans l'Edit qu'il fit sur ce sujet, des précautions capables de le prévenir, exceptant non seulement du Droit Annuel les Charges des premiers Presideus, des Procureurs & Avocats Generaux; mais se reservant de plus le pouvoir de disposer des Offices qui y sont compris, lorsqu'ils viendroient à vacquer, en payant préalablement aux heritiers de ceux qui en estoient pourvus, le prix auquel ils seroient évalués.

Ces précautions estoient aussi préjudiciables que nécessaires; & à dire le vray, les maux que cause présentement le Droit Annuel dans l'Etat ne procedent pas tant du vice de sa nature, que de l'imprudence avec laquelle on a levé les correctifs que ce grand Prince y avoit apportez. Si l'Edit fût demeuré en la pureté de son premier établissement, les Offices ne fussent jamais venus à l'excès du prix auquel ils sont maintenant. Les changemens qu'on y a fait en ont rendu l'usage aussi préjudiciable qu'il eût esté innocent, si on l'eût laissé dans les termes de son premier estre; & partant il en faut plutôt corriger les abus,

qu'en changer l'établissement.

La revocation du Droit Annuel obligeroit les vieux Officiers à se retirer de leurs Charges, lorsque l'expérience & la maturité de leur âge les rendroit plus capables de servir le public. Cependant il est à propos qu'il y en ait de vieux & de jeunes; parce que comme la prudence des premiers peut beaucoup servir à conduire les autres, la vigueur des jeunes est nécessaire pour reveiller & animer les vieillards.

Si mon but estoit de m'acquérir par cet ouvrage l'inclination du peuple plutôt que de mériter sa bienveillance en me rendant utile à l'Etat, je soutiendrois qu'il faut supprimer la venalité & le Droit Annuel tout ensemble. Chacun s'est tellement persuadé que ce sont deux sources des déreglemens du Royaume, que la voix publique me donneroit des couronnes sans examiner si je les aurois méritées.

Mais sçachant que celui qui tâche d'acquiescer de la réputation par des ouvertures d'une réformation plus conforme à la rigueur des Loix, que proportionnée aux forces de l'Etat, ne cherche que son intérêt, & ne peut s'excuser d'une vanité non seulement blâmable, mais encore criminelle, & qu'en ce cas ses soins bien que spécieux sont aussi préjudiciables au public, que la négligence & la malice d'un autre, je me donneray bien de garde d'en user ainsi, il y a trop d'inconveniens à la sup-

pression de ces deux Edits, pour oser conclure qu'il est à propos de le faire.

S'ils ouvroient la porte à la negligence & au vice, comme on le suppose d'ordinaire, je ne marchanderois pas à dire que l'on ne les devroit pas souffrir. Mais quand je considere que s'il entre aux Offices des personnes destituées des qualitez qu'elles doivent avoir, c'est par la seule faute des Procureurs Generaux, qui informent de leurs vies & de leurs mœurs, & par celle des Compagnies, qui estant juges de leur capacité & de leur vertu, doivent les refuser lorsqu'elles n'ont pas les conditions requises; je ne puis que je ne dise que le remède de ce mal consiste plus à faire observer les Ordonnances, qu'à abolir la venalité & le Droit Annuel, qui n'en sont pas la cause.

On dira peut-être que si les Offices de Judicature ne se vendoient point, on pourroit exercer la Justice gratuitement; mais pourvu que les frais qui s'y font soient réglés, ils ne doivent pas être considerez comme un mal dont il se faille mettre en peine.

Je sçay bien qu'à prendre les choses à la rigueur, ce seul prix qui est dû pour l'administration de la Justice, est payé par la privation de la liberté de ceux qui se sont volontairement soumis à l'observation des Loix; & qu'ainsi obliger ceux qui plaident à donner de l'argent, c'est les contraindre d'acheter une seconde fois ce qu'ils

ont déjà bien cherement payé par leur sujettion : cette coutume s'est néanmoins si bien fortifiée, que bien que l'épice soit piquante par sa nature, on n'oseroit se plaindre de celles qui se payent au Palais ; & qui proposeroit d'en abolir l'usage, s'exposeroit à la risée du monde.

Il y a des abus qu'il faut souffrir ; de peur de tomber dans des suites de plus dangereuse conséquence. Le temps & les occasions ouvriront les yeux à ceux qui viendront en un autre siècle, pour faire utilement ce qu'on n'oseroit entreprendre en celui-cy, sans exposer imprudemment l'État à quelque ébranlement.

Toutes les raisons rapportées cy-dessus, & beaucoup d'autres mûrement considérées, bien que la venalité & l'hérédité des Charges ne soient pas canoniques ; encore qu'il fût à souhaiter que le mérite eût toujours été le seul prix des Offices, & la vertu le seul titre qui en pût transmettre la succession aux héritiers des Officiers ; au lieu de conclure au changement de ces deux établissemens, la constitution présente de l'État m'oblige à dire déterminément trois choses.

La première est, que si la venalité estoit ôtée, le désordre qui proviendrait des brigues & des menées par lesquelles on pourvoiroit aux Offices, seroit plus grand que celui qui naît de la liberté de les acheter, ou de les vendre.

La seconde, que si la seule heredité estoit abolie, outre que la moderation que l'on procureroit tous les jours aux prix des Offices qui viendroient à vacquer, rendroit les Parties Casuelles presque du tout infructueuses, & que par ce moyen on introduiroit un sale commerce, qui donneroit lieu à force gens de peu de merite de partager secretement les graces que les Rois penseroient faire aux Officiers, nous retomberions dans le mal dont le feu Roy a voulu garantir cet Etat, lorsque par l'établissement de la Paulette il priva les Grands du Royaume du moyen de s'acquiescer à ses dépens diverses creatures qui pussent les servir en temps & lieu au préjudice des interets publics.

La troisieme est, que puisque la vertu des hommes n'est pas assez forte pour se porter à préférer toujours le merite à la faveur, il vaut mieux laisser la venalité & le Droit Annuel, que d'abolir ces deux établissemens difficiles à changer tout d'un coup sans ébranler l'Etat.

Mais j'ajoute qu'il est absolument necessaire de moderer le prix des Offices, qui est monté jusques à tel point, qu'il est impossible d'en supporter l'excès.

Si les avis sont d'autant plus excellens qu'ils sont utiles & aisez à executer, on doit faire cas de celui-cy, dont le fruit est évident & la pratique fort aisée, puisque son execution ne requiert autre chose.

foi que de remettre l'Edit du Droit Annuel aux premiers termes de son établissement.

En ce cas les Offices estant reduits à un prix raisonnable , qui n'excedera pas la moitié de celui auquel le déreglement des esprits les porte maintenant ; & estant libre & facile au Roy de le payer aux héritiers , pour disposer des Charges nouvelles à sa volonté ; tant s'en faut que l'Etat recoive du dommage , qu'au contraire j'ose esperer qu'il en recevra beaucoup d'avantage.

Au reste on peut reduire les choses à ce point , sans donner lieu de plainte aux parties interessées , puis qu'il est aisé de les dédommager du mal qu'ils se sont fait eux-mêmes par divers moyens. que je ne spécifie pas maintenant, parce que s'ils étoient découverts , ils perdroient leur force avant qu'on voulût les mettre en pratique.

SECTION II.

Qui propose les moyens generaux qui se peuvent pratiquer pour arrester le cours des desordres de la Justice.

APRÈS ce que dessus , il ne reste autre chose à dire avant que de finir ce Chapitre , que ce que j'ay representé à V. M. sur le sujet du premier Ordre de son Royaume.

Si Elle fait grand cas des Officiers de la Justice dont la reputation sera entiere ; si Elle ne voit pas de bon œil ceux qui n'ayant eu autre moyen que celui de leur argent pour parvenir à la Magistrature , se trouveront destituez de tout merite ; si Elle prive entierement de sa grace , & fait châtier ceux qui abusant de leur devoir , vendront la Justice au préjudice de ses Sujets, Elle fera absolument tout ce qui peut estre utilement pratiqué pour la reformation de ce Corps , laquelle dépend aussi-bien que celle de l'Ordre Ecclesiastique , plus de ceux qui en ont l'administration , que des Loix & des Reglemens , qui demeurent inutiles , si ceux qui ont charge de les faire observer , n'en ont aussi la volonté.

Quand mesme les Loix seroient defectueuses ; si les Officiers sont gens de bien , leur probité sera capable de suppléer à ce défaut , & pour bonnes qu'elles puissent estre , elles sont tout-à-fait instructueuses , si les Magistrats en negligent l'exécution , beaucoup plus s'ils sont méchans pour en pervertir l'usage , selon leurs passions & leur déreglement ; estant difficile d'estre Juge & jeune tout ensemble. Je ne puis que je ne remarque en suite de ce que j'ay dit , que pour reformer la Justice , ce n'est pas une chose de petite conséquence , que de faire observer soigneusement les Ordonnances sur le sujet de l'âge auquel les Officiers doivent estre reçus.

On ne sçauroit à mon avis y être trop exact, ny par conséquent trop severe envers les Procureurs Generaux, qui manqueraient à leur devoir en l'obligation qu'ils ont d'avoir l'œil à ce que les interressez ne puissent surprendre les Juges en ce sujet, ny éluder par supposition & déguisement les bonnes intentions du Prince.

Quatre que par cette juste rigueur on se garantira du mal de la jeunesse, qui n'est pas petit; on se préservera aussi de celuy de l'ignorance, qui est la source de beaucoup d'autres.

Les Officiers ne se pouvant précipiter comme ils font à present en leur reception, étudieront davantage, puis qu'autrement il faudroit qu'ils demeurassent oisifs; ce qui n'arrive guere à ceux qui ont étudié, qu'après qu'ils ont obtenu la fin qu'ils se proposent.

Je ne dois pas omettre à ce propos, qu'il seroit encore à désirer qu'on retranchât absolument la pratique de certains Docteurs, qui sifflans les jeunes comme des perroquets, leur apprennent souvent à dire ce qu'ils n'entendent pas, & ne les rendent habiles qu'à tromper le public en se trompant eux-mêmes.

Telles gens sont semblables aux Tireurs d'armes, qui ne sont bons qu'à instruire les hommes à leur propre ruine, & à les empêcher de sçavoir les vrais exercices des gens de guerre, qui ne s'apprennent que

dans les armées , avec beaucoup de temps & de fatigues.

Le bannissement des uns & des autres ne seroit pas de petite utilité , ce qui dans la pratique se trouveroit aussi difficile , comme la proposition en est aisée. J'aime mieux me contenter de condamner en ce lieu les peres qui souffrent que leurs enfans soient instruits de la sorte , & les convier à l'avenir à ne commettre plus une telle faute contre leur propre sang ; que de supplier V. M. de prescrire sur ce sujet de nouvelles Loix , qui ne seroient pas plus tôt faites , qu'on ne trouvât mille moyens d'en éluder l'effet , & d'en éviter la pratique.

L'experience que vingt ans de la continuelle oecupation que j'ay eüe dans l'administration des affaires publiques m'ont acquise , m'oblige à remarquer , que bien qu'il fût à desirer que les Compagnies seigneuriales , qui sont absolument établies pour rendre la Justice à un chacun , & prévenir & regler tous les desordres du Royaume , s'acquittassent si bien de leur devoir , qu'il ne fût pas besoin d'avoir recours à des Commissions extraordinaires , pour les y maintenir : il est néanmoins si difficile d'espérer ce qu'on doit souhaiter en ce sujet , que j'ose avancer que pour tenir ce grand État en la police & en la discipline sans laquelle il ne peut estre florissant , on ne sauroit rien faire de plus à

propos , que d'envoyer de temps en temps dans les Provinces des Chambres de Justice , composées de Conseillers d'Etat & de Maîtres des Requestes, bien choisis , pour éviter les épines des Parlemens , qui fomentent des difficultez sur toutes choses , afin que cette Compagnie recevant les plaintes qui pourroient estre faites contre toutes sortes de personnes , sans exception d'aucune qualité , elle y pourvoye en mesme temps.

Je sçay bien que les Cours Souveraines souffriront mal-volontiers tels établissemens ; mais étant impossible qu'elles ne reconnoissent , qu'un Souverain n'est pas obligé de souffrir leur negligence , & que la raison veut qu'il supplée à leur dèffaut , je ne crains point de dire qu'il vaut mieux en cette occasion acquiescer leur estime , en correspondant à son obligation que conserver leur bienveillance , en manquant à ce qui est dû aux interets publics.

Or parce qu'il est impossible d'envoyer telles Compagnies en mesme temps dans toutes les Provinces, & qu'il suffira qu'une de cette nature , composée des mesmes Officiers ou de differens , fasse le tour de la France en six ans , je croy qu'il sera tres-utile d'envoyer souvent dans les Provinces des Conseillers d'Etat , ou des Maîtres de Requestes bien choisis , non seulement pour faire la fonction d'Intendans de Justice dans les Villes Capitales , ce qui peut plus ser-

vir à leur vanité, qu'à l'utilité du public : mais pour aller en tous les lieux des Provinces s'enquerir des mœurs des Officiers de Justice & des Finances ; voir si les Impositions se lèvent conformément aux Ordonnances ; si les Receveurs n'y commettent pas d'injustices en vexant les peuples ; découvrir la façon avec laquelle ils exercent leurs Charges ; apprendre comme se gouverne la Noblesse, & arrester le cours de toutes sortes de desordres, & spécialement des violences de ceux qui étant puissans & riches oppriment les foibles & les pauvres Sujets du Roy.

SECTION III.

Qui représente combien il est important d'empêcher que les Officiers de la Justice n'empêchent sur l'autorité du Roy.

A PRÈS avoir représenté ce qui doit estre pratiqué, & ce qui le peut estre aisément pour rendre les Officiers de la Justice tels qu'ils doivent estre à l'égard des particuliers, je ne sçaurois m'abstenir sans crime de proposer ce qu'il faut faire pour empêcher qu'un si puissant corps, comme celuy qu'ils composent, ne soit préjudiciable au gros de l'Estat.

Il semble qu'il y ait beaucoup à dire sur un telle sujet, & cependant j'en diray assez en trois mots, si je mets en avant qu'il ne

fait autre chose que restreindre les Officiers de Justice à ne se mêler que de la rendre aux Sujets du Roy , qui est la seule fin de leur établissement.

Les plus sages de vos predecesseurs ont eu ce soin en singuliere recommandation , & s'en sont bien trouvez : V. M. a suivi leur exemple tant que j'ay eu l'honneur de servir sous ses commandemens , & en effet c'est une chose si importante , que si on laissoit aller la bride à ces Compagnies puissantes , on ne pourroit plus après les retenir dans les bornes de leur devoir.

Il seroit impossible d'empescher la ruine de l'autorité Royale, si on suivoit les sentimens de ceux qui estans aussi ignorans en la pratique du gouvernement des Etats , qu'ils presument estre sçavans dans la theorie de leur administration , ne sont ny capables de juger solidement de leur conduite , ny propres à donner des Arrests sur le cours des affaires publiques qui excèdent leur portée.

Comme il ne faut rien souffrir de ces grandes Compagnies qui puisse blesser l'autorité souveraine , c'est prudence de tolerer quelques-uns de leurs defauts en autre genre.

Il faut compatir aux imperfections d'un Corps , qui ayant plusieurs testes , ne peut avoir un mesme esprit : & qui estant agité d'autant de divers mouvemens , qu'il est composé de differens sujets , ne peut sou-

vent estre porté ny à connoistre, ny à soul-
frir son propre bien.

Il n'y a personne qui ne doive imputer
leur procédé, quand ils sont emportez par
quelques déreglemens ; mais en le con-
damnant avec raison, il est difficile d'y
trouver de remede, parce que dans les gran-
des Compagnies le nombre des mauvais
surpasse celui des bons ; & que quand ils
seroient tous sages, ce ne seroit pas encore
chose saine, que les meilleurs sentimens se
trouvassent en la plus grande partie, tant
les jugemens sont divers, en ceux mêmes
qui n'ayant autre dessein que de bien faire,
ne sont pas differens en leurs intentions &
en leurs fins.

C'est chose si ordinaire à telles Compa-
gnies de regarder & trouver à redire au
gouvernement des Etats, que cela ne doit
pas sembler étrange.

Toute autorité subalterne regarde tou-
jours avec envie celle qui luy est supérieure,
& comme elle n'ose en disputer la
puissance, elle se donne la liberté d'en dé-
crier la conduite.

Il n'y a point d'esprits si reglez, à qui
la domination la plus douce du monde ne
soit en quelque façon odieuse : aussi est-ce
pour cette consideration, qu'un Ancien a
dit avec raison, qu'entre les hommes, qui
sont égaux par nature, il s'en trouve peu
qui ne souffrent avec regret la difference
que la Fortune met entr'eux, & qui étant

contraints de ceder, ne blâment ceux qui les commandent, pour montrer que s'ils leur sont inférieurs en puissance, ils les surpassent en mérite.

SECTION IV.

Des Officiers des Finances.

Les Financiers & les Partisans font une classe séparée, préjudiciable à l'Etat, mais pourtant nécessaire.

Ce genre d'Officiers est un mal dont on ne sauroit se passer, mais qu'il faut réduire à des termes supportables.

Leur excès & le dérèglement qui s'est glissé parmi eux, est venu à tel point, qu'il ne se peut souffrir. Ils ne sauroient s'aggrandir davantage sans ruiner l'Etat, & sans se perdre eux-mêmes, donnant lieu de s'emparer de leurs biens sur la simple connoissance des excessives richesses qu'ils auront amassées en peu de temps, & sur la différence qui se vérifiera entre ce qu'ils avoient lors qu'ils sont entrez en Charge, & ce dont ils se sont trouvez possesseurs.

Je sçay bien qu'un tel procédé peut estre sujet à de grandes méprises, & qu'il pourroit servir de pretexte à des violences bien injustes; aussi je ne touche pas ce point en passant pour en conseiller la pratique sujette à beaucoup d'abus; mais je soutiens

qu'on ne ſçauroit s'en plaindre juſtement ſi'on s'y gouvernoit avec telle circonſpection, qu'en châtiant ceux qu'on trouveroit eſtre riches en peu de temps par la ſeule induſtrie de leurs mains, on ne touchaſt point ſous ce pretexte au bien de ceux qui ſe ſont rendus riches & puiffans, ou par leur patrimoine l'un des plus innocens moyens que les hommes ayent de ſ'accroître; ou par les gratifications émanées de la pure faveur de leur Maître, qui les exemptent de crime; ou par les pures recompenſes qui ont eſté données à leurs ſervices, qui en eſt un autre non ſeulement irréprochable, entre le plus légitime qui puiſſe eſtre, puis qu'eſtant utile aux particuliers, il eſt avantageux à l'Etat, qui ſera toujours mieux ſervi, quand ceux qui le ſervent utilement ſeront mieux traitéz.

Il eſt abſolument néceſſaire de remédier aux déreglemens des Financiers, autrement ils cauſeroient enfin la ruine du Royaume, qui change tellement de face par leurs voleries, que ſi on n'en arreſtoit le cours, dans peu de temps il ne ſeroit plus reconnoiſſable.

L'or & l'argent dont ils regorgent leur donne l'alliance des meilleures maiſons du Royaume, qui ſ'abatardiſſent par ce moyen, & ne produiſent plus que des motifs auſſi éloignéz de la généroſité de leurs anceſtres, qu'ils le ſont ſouvent de la reſſemblance de leurs viſages. Je puis dire pour l'avoir vû,

qu'en beaucoup d'occasions leur negligence ou leur malice a beaucoup préjudicié aux affaires publiques.

Après avoir bien pensé à tous les remèdes des maux dont ils sont cause, j'ose dire qu'il n'y en a point de meilleur que de les réduire au moindre nombre qu'il sera possible, & faire servir par Commission aux occasions importantes, des gens de bien, propres aux emplois qui leur seront donnez, & non des personnes qui étant pourvûes en titre, pensent en avoir un suffisant pour voler impunément.

Il sera fort aisé dans une profonde paix de supprimer beaucoup d'Officiers de cette nature, & par ce moyen de delivrer l'Etat de ceux qui sans luy rendre aucun service, tiennent toute sa substance en peu de temps.

Je sçay bien qu'on peut dire qu'on les traite d'ordinaire comme des saipsuës, à qui l'on fait souvent avec un grain de sel rendre tout le sang qu'elles ont succé, & comme des éponges qu'on laisse remplir, parce qu'en les pressant on exprime tout le suc qu'elles avoient tiré auparavant. Mais c'est un mauvais expedient à mon avis; & j'estime les traitez & les compositions que l'on fait quelquefois avec les Financiers un remede pire que le mal, puisqu'à proprement parler c'est leur donner un titre pour voler de nouveau dans l'esperance d'une nouvelle grace; & que si par ce moyen on tire quelque chose de leur bourse, ils re-

couvrent non seulement le principal qu'ils ont donné, mais encore l'intérêt à bien plus haut prix que celui de l'Ordonnance. Ce qui me fait conclure, qu'outre certains Officiers nécessaires, comme un Tresorier de l'Epargne, un Receveur General, deux ou trois Tresoriers de France en chaque Generalité, & autant d'Elus aux Elections dont on ne sçauroit se passer, ce ne sera pas rendre un petit service à l'Etat, si en desintéressant les particuliers, qui de bonne foy ont donné de leur argent pour s'avancer par de tels emplois selon le cours du temps, on supprime tout le reste. Sans ce remede, quelque reglement qu'on puisse faire, il sera tout à fait impossible de conserver l'argent du Roy, n'ayant point de croix ny de supplices assez grands pour empêcher que beaucoup d'Officiers de ce genre ne s'approprient une partie de ce qui leur passera par les mains.

SECTION V.

Du Peuple.

Tous les Politiques sont d'accord, que si les peuples estoient trop à leur aise, il seroit impossible de les contenir dans les regles de leur devoir. Leur fondement est, qu'ayant moins de connoissance que les autres Ordres de l'Etat beaucoup plus cultivez ou plus instruits, s'ils n'estoient retenus par quelque nécessité, difficilement demanderoient.

demeureroient-ils dans les regles qui leur sont prescrites par la raison & par les Loix.

La raison ne permet pas de les exempter de toutes charges , parce qu'en perdant en tel cas la marque de leur sujettion , ils perdroient aussi la memoire de leur condition , & que s'ils estoient libres de tributs , ils penseroient l'estre de l'obeissance.

Il les faut comparer aux mulets , qui estant accoutumez à la charge , se gâtent par un long repos plus que par le travail : mais ainsi que ce travail doit estre modéré , & qu'il faut que la charge de ces animaux soit proportionnée à leurs forces , il en est de mesme des subsides à l'égard des peuples , s'ils n'estoient moderez , lors mesme qu'ils seroient utiles au public , ils ne laisseroient pas d'estre injustes.

Je sçay bien que lorsque les Rois entreprennent des travaux publics , on dit avec verité que ce que le peuple y gagne leur revient par le payement de la Taille : de mesme peut on soutenir que ce que les Rois tirent du peuple luy retourne , & qu'il ne l'avance que pour le retirer par la jouissance de son repos & de son bien , qui ne peut luy estre conservé , s'il ne contribue à la subsistance de l'Etat.

Je sçay de plus que plusieurs Princes ont perdu leurs Etats & leurs Sujets pour n'entretenir pas les forces necessaires à leur conservation , de peur de les charger , & que certains Sujets sont tombez en la ser-

vitute de leurs ennemis , pour vouloir trop de liberté sous leur Souverain naturel. Mais il y a un certain point qui ne peut estre outrepassé sans injustice ; le sens commun apprenant à un chacun qu'il doit y avoir proportion entre le fardeau , & les forces de ceux qui le supportent.

Cette proportion doit estre si religieusement observée , qu'ainsi qu'un Prince ne peut estre estimé bon , s'il tire plus qu'il ne faut de ses Sujets , les meilleurs ne sont pas toujours ceux qui ne levent jamais que ce qu'il faut.

Au reste , comme lors qu'un homme estant blessé , le cœur qui s'affoiblit par la perte du sang qu'il répand , n'attire à son secours celui des parties basses , qu'après que la plus grande partie de celui des hautes est épuisée : Ainsi aux grandes necessitez de l'Etat , les Souverains doivent autant qu'ils peuvent se prévaloir de l'abondance des riches , avant que de saigner les pauvres extraordinairement.

C'est le meilleur conseil que puisse prendre V. M. qui le pratiquera fort aisément, puis qu'elle peut tirer à l'avenir la principale subsistance de son Etat , de ses Fermes Generales , qui interessent plus les riches que les pauvres , en ce que ceux-cy dépensent sans moins , ils ne contribuent pas tant à ce qui en revient.

CHAPITRE V.

Qui considère l'Etat en soy-mesme.

SECTION I.

Qui représente combien il est important que les diverses parties de l'Etat demeurent chacune dans l'étendue de ses bornes.

APREs avoir parlé séparément des divers Ordres dont l'Etat est composé, il ne me reste quasi rien à dire en gros, si non qu'ainsi qu'un Tout ne subsiste que par l'union de ses parties en leur ordre & en leur lieu naturel; aussi ce grand Royaume ne peut estre florissant, si V. M. ne fait subsister les Corps dont il est composé en leur ordre; l'Eglise tenant le premier lieu, la Noblesse le second, & les Officiers qui marchent à la teste du peuple le troisième.

Je dis hardiment ce fait, parce qu'il est aussi important que juste d'arrester le cours des entreprises de certains Officiers, qui enflés d'orgueil, soit à cause des grands biens qu'ils possèdent, ou de l'autorité que leur donne l'employ de leurs Charges, sont présumptueux jusqu'à tel point, que de vouloir avoir le premier lieu, où ils ne peuvent prendre que le troisième. Ce qui est tellement contre la raison & contre le bien de votre service, qu'il est absolument neces-

faire d'arrester le cours de telles entreprises, puis qu'autrement la France ne seroit plus ce qu'elle a été, & ce qu'elle doit estre; mais seulement un Corps monstrueux, qui comme tel ne pourroit avoir de subsistance ny de durée.

Comme c'est une chose tres-certaine, que les Elemens qui sont capables de poids, n'ont point de pesanteur lors qu'ils sont en leur lieu : c'est chose aussi tres-assurée, qu'aucun des Ordres de votre Etat ne sera à charge à l'autre, lors que chacun sera contraint d'estre en la place qu'il doit avoir par sa naissance.

Et comme le feu, ny l'air ny l'eau ne peuvent soutenir un corps terrestre, parce qu'il est pesant hors de son lieu; il est certain que ny l'Eglise ny la Noblesse ne scauroient supporter la charge des Officiers, lors qu'ils voudront estre hors de leur place.

L'assurance que j'ay que V. M. saura bien contenir chacun en ses bornes, fait que sans m'étendre davantage sur ce sujet, je passe à deux questions que je raporte en ce Chapitre, parce qu'elles regardent également les trois divers Ordres de l'Etat.

SECTION II.

Qui examine s'il vaut mieux rendre les Gouvernemens Triennaux en ce Royaume, que les laisser perpetuels selon l'usage qui a esté pratiqué jusqu'à present.

C H A C U N estimera d'abord qu'il est meilleur de les rendre Triennaux ; mais quand on aura bien balancé l'utilité qui en peut revenir, avec les incommoditez qu'on en doit craindre, peut-estre estimera-t-on, ainsi que je l'ay déjà remarqué, que bien que la nomination aux Benefices ne soit pas si canonique que les élections, son usage toutefois est plus utile en ce temps pour beaucoup de raisons ; qu'ainsi encore que la suppression de la venalité soit à desirer pour diverses raisons, on ne peut toutefois ne pas en tolerer l'usage sans tomber en beaucoup d'inconveniens exprimez en leurs lieux.

Aussi ne peut-on rendre les Gouvernemens des Provinces & des Places Triennaux, sans s'exposer à beaucoup plus d'inconveniens, que ceux qui peuvent estre appréhendez par l'établissement perpetuel des Gouverneurs.

Je sçay bien qu'on peut dire que celuy qui n'auroit un Gouvernement que pour trois ans, n'auroit probablement autre pensée que d'en sortir avec reputation, & s'y conduire avec tant de retenue, que son administration fût préférée à celle de son prédé-

cesseur, au lieu que s'il en est assuré pour toute sa vie, l'assurance de sa Charge luy donne beaucoup de licence.

Mais il y a bien plus d'assurance, que ce-luy qui sçaura n'estre pas toujours en une Charge en vouldra tirer en peu de temps tout le profit qu'il en pourroit esperer pendant sa vie, que s'il en estoit assuré jusqu'à sa mort; & qu'il seroit à craindre qu'en la legereté de notre Nation il se trouvât des esprits si mal faits, que prévoyant la fin d'une administration qui leur seroit agreable, ils se resolussent à s'y perpetuer en recevant pour Maîtres ceux qu'ils devroient tenir pour ennemis.

Si l'on met en avant la pratique d'Espagne qui change souvent les Gouverneurs; après avoir répondu qu'il n'y a rien de si dangereux que ce gouvernement, par exemple j'ajouteray, qu'ainsi qu'il se trouve des fruits dont l'usage, qui est excellent en un païs, est un poison en l'autre; de mesme il y a des établissemens dont la pratique est bonne en un Etat, qui seroit tres-pernicieuse en d'autres.

On dira peut-estre pour prévenir les objections qui peuvent se faire contre l'usage de l'ordre d'Espagne en ce Royaume, que ceux qui sortiront d'une Charge, après que le temps de leur administration sera passé, n'auront pas sujet d'estre mécontents, puisqu'ils seront employez en d'autres, qui souvent se trouveront meilleures. mais il se

rencontrera en la pratique d'un tel ordre de si grandes difficultez, qu'il sera impossible de les surmonter.

Tel qui sera propre à estre Gouverneur en Picardie, parce qu'il sera né en cette Province-là, ne sera pas bon pour estre employé dans la Bretagne, où il n'aura aucune habitude, & où la Charge qu'on luy voudroit donner ne luy sçauroit fournir les moyens de subsister.

Les Gouvernemens en France sont presque tous si peu utiles, que si on ne les donne à des personnes qui les souhaitent plus pour l'honneur & pour la commodité de leur voisinage, que pour autre considération, il s'en trouve peu qui en puissent supporter la dépense, & il n'y a pas dans les Provinces assez de gens pour faire les changemens qu'il faudra faire, si les emplois sont rendus triennaux.

Telles mutations sont non seulement praticables, mais absolument nécessaires aux grandes Charges d'Espagne, comme en celles des Vice-Rois de Naples, de Sicile, de Sardaigne, au Gouvernement de Milan, & autres emplois de pareille considération, & toutes apportent tant d'utilité à ceux qui les possèdent, qu'en quittant l'abondance des uns, on rentre dans l'opulence des autres.

Les lieux éloignez de la demeure des Princes requièrent changement de Gouverneurs aux Charges aussi puissantes que le

sont celles dont je viens de parler ; parce qu'une plus longue demeure que celle de trois ans pourroit donner moyen d'y former d'assez fortes habitudes pour s'y établir pour toujours ; vû principalement que l'ambition des hommes est si puissante, que pour peu qu'un esprit soit déréglé, il ne luy sera peu difficile de laisser emporter sa pensée à changer sa condition de Sujet en celle de Maître,

Mais ce n'est pas de même en France, dont les Gouverneurs ne sont pas assez éloignez de la demeure des Rois, pour qu'on puisse craindre un tel inconvenient, ny les Charges assez puissantes, pour donner assez d'autorité pour s'en rendre les maîtres.

Aussi pourveu que V. M. & ses successeurs se réservent le pouvoir de changer les Gouvernemens comme bon leur semblera au moindre Sujet qu'ils en auront, ce qu'ils pourront toujours avec justice, si la venalité en estant abolie, ils les donnent gratuitement : je ne crains point de dire qu'il vaut mieux demeurer sur ce point-là en la pratique de la France, qu'imiter celle d'Espagne, laquelle cependant est si politique & si raisonnable, eu égard à l'étendue de sa domination, que bien qu'elle ne puisse estre utilement pratiquée en ce Royaume, on doit à mon avis s'en servir aux lieux dont la France se conservera la possession en Lorraine & en Italie.

SECTION III.

Qui condamne les Survivances.

LES Survivances dont il s'agit en ce lieu, sont accordées ou contre le gré des possesseurs des Charges, ou de leur consentement.

Il n'y a personne qui ne reconnoisse qu'il est tout-à-fait injuste de donner un successeur à un homme vivant, contre son gré, vu que par ce moyen sa vie est exposée aux artifices de celui qui doit profiter de sa mort, & que la crainte qui peut justement saisir son esprit, luy est une mort avancée.

Cette pratique qui a eu par le passé un grand cours dans le Royaume, en est maintenant bannie. Elle est si dangereuse, que les Conciles & diverses Constitutions des Princes temporels la condamnent aussi-bien que la raison.

Le consentement des possesseurs ne peut mieux justifier cet usage, en ce que quelque confiance qu'ils puissent avoir en ceux qui leur sont donnez pour successeurs, ils y sont souvent trompez; estant impossible de contenter en un état chacun par bienfaits, il est important au moins de laisser l'esperance à ceux à qui on ne peut donner mieux. Ce qui ne se peut faire, si les Charges, les Offices & les Benefices sont souvent assurez à des enfans, qui au comble de leur merite & de leur âge n'ose-

roient peut-estre penser à parvenir aux honneurs & aux grades qu'on leur a donn. z au berceau.

Telles graces qui interessent grandement l'Etat , n'obligent quasi point les particuliers. Celuy ne pense pas qu'on luy donne ce dont il voit, son pere ou un autre parent en possession, il croit que l'assurance qu'on luy en procure est plustost un droit d'heredité, qu'un effet de la bonté du Prince.

Encore que le bien de l'Etat requiere qu'en la promotion qu'on fait aux Charges on considere plus le merite des Sujets qui y sont élevez, que toute autre chose : en ce qui est des survivances, on a plus d'égard au service de celuy qui demande un successeur, qu'à ceux que peut rendre celuy qui succede. La faveur des uns tient souvent en telles occasions lieu de merite pour les autres, qui n'ont aucun titre qui les recommande que celuy de leur importunité.

Pourtant je conclus que le moins qu'on peut accorder de telles graces, c'est assurément le meilleur : & qu'il seroit encore plus utile de n'en donner aucune, parce que quelque consideration particuliere qu'on puisse alleguer, la consequence est dangereuse en des Etats, où les exemples ont souvent plus de force que la raison.

Si quelqu'un remarque que je condamne en cet article une chose dont j'ay souffert la pratique, mesme à l'endroit des

miens , * il demeurera je m'assûre fort satisfait , si l'on' cõsultere que taudis qu'un desordre a cours sans qu'on y puisse apporter de remede , la raison veut qu'on en tire de l'ordre : ce que j'ay pensé faire en conservant des Charges établies par mes soins , à ceux que je pouvois plus étroitement obliger à suivre mes intentions & mes traces. Si dans le trouble d'un regne agité de diverses tempestes j'eusse pu faire établir le reglement que je propose , j'en eusse esté tres religieux observateur.

** Quand le Cardinal a esté pourvu de la Charge de la Mer , le commerce estoit quasi entierement ruiné , & le Roy n'avoit pas un vaisseau.*



CHAPITRE IV.

*Qui représente au Roy ce qu'on estime
qu'il doit considérer à l'égard de sa
personne.*

DIEU étant le Principe de toutes choses, le souverain Maître des Rois, & celui seul qui les fait regner heureusement : si la devotion de V. M. n'estoit connue de tout le monde, je commencerois ce Chapitre qui concerne la personne, en luy représentant, que si elle ne suit les volontez de son Createur, & ne se soumet à ses loix, Elle ne doit point esperer de faire observer les siennes, & de voir ses Sujets obéissans à ses ordres.

Mais ce seroit une chose superflue d'exhorter V. M. à la devotion : Elle y est si portée par son inclination, & si confirmée par l'habitude de sa Vertu, qu'il n'est pas à craindre que jamais Elle s'en separe.

C'est ce qui fait qu'au lieu de luy représenter les avantages que les Princes religieux ont par dessus les autres, je me contente de mettre en avant, que la devotion, qui est nécessaire aux Rois, doit estre exempte de scrupule : Je le dis, SIRE, parce que la délicatesse de la conscience de V. M. luy fait souvent craindre d'offenser

Dieu , en faisant certaines choses , doit assurément Elle ne sçauroit s'abstenir sans péché.

Je sçay bien que les défauts des Princes qui sont de cette nature , sont beaucoup moins dangereux pour les Etats , que ceux qui penchent vers la présomption , & le mépris de ce qu'ils doivent reuerer. Mais puis qu'ils portent le nom de défaut , il les faut corriger , principalement s'il est vray , comme il est très-certain , qu'il en peut arriver beaucoup d'inconueniens prejudiciables à l'Etat.

Je la supplie en cette considération , de vouloir se fortifier de plus en plus contre les scrupules , se remettant devant les yeux , qu'Elle ne peut estre coupable devant Dieu , si Elle suit (aux occasions qui se présenteront de difficile discussion pour ce qui regarde sa conscience) l'avis de son Conseil , confirmé par celui de quelques bons Theologiens non suspects , au fait dont il s'agira.

Ce premier fondement posé , rien n'estant plus nécessaire au bien des affaires de V. M. que la conservation de sa santé , il m'est impossible de ne pas retomber sur un sujet si important.

Les soigneuses & diligentes observations que j'ay faites de tout ce qui la touche , me font dire hardiment , que rien n'est requis à une fin si importante , que sa propre volonté , qui cependant est le plus puissant

ennemy qu'Elle puisse avoir en ce sujet & en ce que souvent il n'y a pas peu de peine à faire vouloir aux Princes ce qui leur est non seulement utile, mais tout-à-fait nécessaire.

L'esprit de V. M. dompte si absolument son corps, que la moindre de ses passions saisit son cœur, & trouble toute l'économie de sa personne. Plusieurs expériences m'ont fait connoître cette vérité si certaine, que je ne l'ay jamais veüe malade par autre principe.

Dieu a fait cette grâce à V. M. de luy donner la force de supporter avec fermeté, ce qui la pourroit plus intéresser aux affaires de plus grande importance : mais pour contrepois de cette plus grande qualité, il a permis qu'Elle fust si sensible en ce qui la touche en de moindres sujets, que des choses qui ne semblent pas d'abord luy pouvoir déplaire, l'alterent de telle sorte, qu'il est impossible de la soulager en telles occasions, ainsi qu'on le voudroit. Le temps qui donne lieu aux fumées qui surprennent les sens, de s'évaporer, a été jusqu'à présent le seul remède à tels maux en V. M. qui ne s'en est jamais trouvée faisie, qu'aussitôt elle ne l'ait esté de quelque indisposition corporelle.

Elle est en cela semblable à ceux qui méprisant les coups d'épée par la grandeur de leur courage ; ne peuvent par une certaine anthipatie naturelle supporter la picquure d'une seignée.

S'il étoit impossible à tous les hommes de prévenir par raison les surprises qu'il reçoivent de leurs passions, je n'estimerai pas pourtant qu'il le fust à V. M. qui beaucoup d'excellentes qualitez que n'ont pas les autres.

Et partant je croy que les premiers boüillons de votre ardente jeunesse étant passés, le flegme d'un âge plus mûr luy donnera lieu de se garantir à l'avenir par raisonnemens, d'un ennemy d'autant plus dangereux, qu'il est interne & domestique, & qui luy a fait tant de mal, particulièrement deux ou trois fois, que peu s'en est fallu qu'il ne luy ait osté la vie.

Comme c'est une chose importante à votre santé, elle l'est aussi à votre réputation & à votre gloire, qui ne peut souffrir, que ce qui n'est rien dans la raison, soit beaucoup dans vos sentimens, qui la doivent suivre en toutes choses.

Je ne puis encore que je ne réitere à ce propos une supplication que j'ay plusieurs fois faite à V. M. la conjurant d'appliquer son esprit aux grandes choses importantes à son Etat, & de mépriser les petites, comme indignes de ses soins & de ses pensées.

Il luy sera utile & glorieux de repasser souvent dans son esprit les desseins les plus considérables que le cours des affaires mettra sur le tapis; & tant s'en faut qu'Elle puisse tirer aucun avantage de s'occuper

prop au détail de celles qui ne sont pas de cette nature , qu'au contraire Elle en recevrait beaucoup de prejudice , non seulement en ce que telles occupations la divertiroient d'autres meilleures , mais parce qu'aussi les petites épines étant plus capables de piquer que les grandes qui s'apperçoivent aisément , il luy seroit impossible de se garantir de beaucoup de chagrins , inutiles aux affaires , & fort contraires à la santé.

Les grandes inquietudes dont j'ay vu son esprit agité en diverses occasions , m'obligent à luy représenter en ce lieu ce que j'ay fait en plusieurs rencontres , qu'ainsi que certains soins sont nécessaires pour bien faire ses affaires , il y en a qui ne peuvent produire autre effet , que l'alteration de la bonne disposition de celuy qui les prend avec trop de chaleur , & un tel étonnement à ceux qui servent , que le trouble de leur esprit les rend moins propres à faire ce qu'on veut d'eux.

L'expérience que vingt-cinq ans de regne & de gouvernement donne à V. M. ne luy permet pas d'ignorer , que dans les grandes affaires les effets ne répondent jamais à point nommé aux ordres qui ont été donnez : elle luy apprend aussi , qu'Elle doit plutôt comparer à ceux à qui Elle commet l'exécution de ses volontez , si leur travail ne succede pas à souhait , que de leur imputer les mauvais événemens dont ils ne sont pas coupables.

Il n'y a que Dieu qui puisse rendre ses résolutions infailibles ; & cependant sa Bonté est telle , que laissant agir les hommes selon leur foiblesse , il souffre la différence qu'il y a entre leurs événemens , & ses dispositions ; ce qui apprend aux Rois à souffrir par raison avec patience , ce que leur Créateur n'endure que par sa bonté,

Votre Majesté estant d'un naturel délicat , d'une santé foible , d'une humeur inquiète & impatience , comme Elle est par sa constitution naturelle , particulièrement lors qu'Elle est dans une armée dont elle prend la conduite , je pensois commettre un crime si je ne la suppliois d'éviter à l'avenir la guerre autant qu'il luy sera possible ; ce que je fais sur ce fondement , que la legereté & l'inconstance des François ne peut estre vaincuë que par la présence de leur Maître , & que V. M. ne peut sans s'exposer à sa perte , s'attacher à un dessein de si longue durée , ny par conséquent en esperer un bon succès.

Elle a fait assez connoître sa valeur & sa force par ses armes , pour ne penser à l'avenir qu'à jouir du repos qu'Elle a aquis au Royaume par ses travaux passiez , se tenant en estat de le défendre de tous ceux qui contre la foy publique voudroient l'offenser de nouveau.

Estant chose assez ordinaire à beaucoup d'hommes , de n'avoir point d'action que

lors qu'ils sont animés de quelque passion, ce qui les fait considérer comme l'encens, qui ne sent jamais bon; que lors qu'il est dans le feu; je ne puis que je ne dise à V. M. que cette constitution dangereuse à toute sorte de personnes, l'est particulièrement aux Rois, qui doivent plus que tous les autres agir par raison.

Et en effet si la passion porte une fois au bien, ce n'est que par hazard, puisque par sa nature elle en détourne tant, qu'elle aveugle ceux en qui elle est, & qu'encore qu'un homme privé de vue, rencontre quelquefois un bon chemin; c'est une merveille s'il ne se fourvoie, & s'il ne tombe tout-à-fait, & il ne sçauroit s'exempter de broncher plusieurs fois, sans un bonheur extraordinaire.

Il est arrivé tant de maux aux Princes & à leurs Etats, lors qu'ils ont plutôt suivi leurs sentimens que la raison, & qu'au lieu de se conduire par la considération des intérêts publics, leurs passions ont été leurs guides, qu'il est impossible de ne supplier pas V. M. d'y faire souvent réflexion, pour se confirmer de plus en plus en ce qu'Elle a toujours pratiqué au contraire.

Je la supplie de repasser aussi souvent en sa mémoire ce que je luy ay représenté plusieurs fois, qu'il n'y a point de Prince en si mauvais estat, que celuy qui ne pouvant pas toujours faire par soy-même les

choses à quoy il est obligé, a de la peine à souffrir qu'elles soient faites par autrui ; & qu'estre capable de se laisser servir, n'est pas une des moindres qualitez que puisse avoir un grand Roy, puisque sans cela les occasions sont souvent plustost écoulées, qu'on ait pu se disposer à les prendre, & que par ce moyen on perd des temps favorables à l'avancement de l'Etat, pour des sujets de nulle consideration.

Le feu Roy votre Pere estant en une extreme necessité, payoit ses serviteurs de bonnes paroles, & leur faisoit faire par ses caresses les choses à quoy la necessité ne luy permettoit pas de les porter par d'autres voyes.

Votre Majesté n'estant pas de cette constitution, a une secheresse naturelle, qu'Elle tire de la Reine sa Mere, ainsi qu'Elle luy a dit plusieurs fois en sa presence, l'empêchant de suivre en ce sujet les traces du feu Roy : je ne puis que je ne luy remette devant les yeux, que son service requiert qu'Elle fasse du bien à ceux qui la servent, & qu'au moins il est raisonnable qu'Elle prenne un soin particulier de ne rien dire qui les puisse desobliger.

Ayant à traiter cy-après de la liberalité que doivent avoir les Princes, je n'en diray pas davantage en ce lieu ; mais je m'étendray sur les maux qui arrivent à ceux qui parlent trop librement de leurs sujets,

Les coups d'épée se guerissent aisément, mais il n'en est pas de même de ceux de la langue, particulièrement par celle des Rois, dont l'autorité rend les coups presque sans remède, s'il ne vient d'eux-mêmes.

Plus une pierre est jetée de haut, plus fait-elle d'impression où elle tombe; tel ne se soucieroit pas d'être percé à jour par les armes ennemies de son maître, qui ne peut souffrir une égratignure de sa main.

Ainsi que la mouche n'est pas pasturée de l'aigle, que le Lion méprise les animaux qui ne sont pas de sa force; qu'un homme qui s'attaqueroit à un enfant, seroit blâmé de tout le monde; ainsi oseray-je dire, que les grands Rois ne doivent jamais entreprendre de paroles des particuliers, qui n'ont point de proportion à leur grandeur.

L'Histoire est pleine de mauvais événements qui sont arrivés par la liberté que les Grands ont autrefois donnée à leur langue, au préjudice des personnes qu'ils estimoient de nulle considération.

Dieu a fait cette grâce à V. M. que de son naturel Elle n'est pas portée à faire mal; & partant il est raisonnable qu'Elle règle tellement ses paroles, qu'elles ne fassent aucun préjudice.

Je suis assuré que de propos délibéré Elle ne tombera point dans cet inconvé-

aient ; mais estant difficile de retenir les premiers mouvemens & les subites agitations d'esprit, qui l'emportent quelquefois, si on n'y prend garde de bien près : je ne serois pas son serviteur, si je ne l'avertissois que sa reputation & ses interets requierent qu'Elle en ait un soin particulier, vû mesme que telle liberté de langue, qui ne pourra blesser sa conscience, ne laissera pas de nuire beaucoup à ses affaires.

Ainsi que bien parler de ses ennemis, est une vertu heroïque ; un Prince ne peut parler licentieusement de ceux qui voudroient mettre mille vies pour luy & pour son service, sans commettre une faute notable contre la Loy des Chrestiens, & contraire à celle de toute bonne politique.

Un Roy qui a les mains nettes, le cœur pur, & la langue innocente, n'a pas peu de vertu ; & qui a ces deux premieres qualitez en éminence, comme V. M. peut avec beaucoup de facilité aquerir la troisième.

S'il est de la grandeur des Rois d'estre si retenus en leurs paroles, qu'il ne sorte rien de leur bouche qui puisse offenser les particuliers, il est non seulement de leur prudence de ne rien dire au desavantage des principales Compagnies de leur Etat, ils doivent de plus parler en sorte qu'elles ayent occasion de croire estre affectionnées d'eux : les plus importantes affaires de l'Etat obligent si souvent à les choquer pour le bien public, que la prudence veut

qu'on les contente aux choses qui ne sont pas de cette nature.

Ce n'est pas assez aux grands Princes de n'ouvrir jamais la bouche pour mal parler de qui que ce puisse être ; mais la raison requiert qu'ils ferment les oreilles aux médisances & aux faux rapports, & qu'ils chassent & bannissent ceux qui en sont auteurs, comme pestes très-dangereuses qui empoisonnent les Cours & les cœurs des Princes, & l'esprit de tous ceux qui les approchent. Si ceux qui ont libre accès aux oreilles des Rois sans le mériter, sont dangereux ; ceux qui en possèdent le cœur par pure faveur le sont bien davantage, puisque pour conserver un tel trésor il faut par nécessité que l'art & la malice suppléent au défaut de la vertu qui ne se trouve pas en eux.

Je ne puis que je ne dise à ce propos, que j'ay toujours plus appréhendé pour V. M. le pouvoir de telles gens, que la puissance des plus grands Rois du monde, & qu'Elle a plus à se garder de l'artifice d'un valet qui la veut surprendre, que de toutes les factions que les Grands pourroient former en son Etat, quand même ils buteroient tous à une même fin.

Lors que je suis entré dans les affaires, ceux qui avoient eu l'honneur de la servir auparavant, tenoient pour constant, qu'entre faire un rapport à leur prejudice, & le persuader à V. M. il n'y avoit point

de différence ; & sur ce fondement le principal soin estoit d'avoir toujours de leurs confidens auprès d'Elle , pour se garantir du mal qu'ils avoient à craindre.

Bien que l'experience que j'ay faite de la fermeté de V. M. en mon endroit, m'oblige de reconnoistre , ou que le jugement qu'ils faisoient estoit mal fondé, ou que les reflexions que le temps luy a fait faire sur moy-mesme, luy ont osté cette facilité de sa premiere jeunesse, je ne laisse pas de la conjurer de s'affermir de telle sorte en la conduite dont il luy a plu user envers moy , que personne n'en puisse apprehender une contraire.

Ensuite je ne puis que je ne luy dise, qu'ainsi que les oreilles des Princes doivent estre fermées aux calomnies , aussi doivent-elles estre ouvertes aux veritez utiles à l'Etat ; & que comme la langue doit estre immobile pour ne rien dire au prejudice de la reputation d'autrui , aussi doit-elle estre libre & hardie à parler lors qu'il est question des interets publics.

Je remarque ces deux points, parce que j'ay souvent observé , que ce n'estoit pas une petite croix à V. M. de se donner la patience d'écouter ce qui mesme luy estoit le plus important ; & que lors que le bien de ses affaires l'obligeoit à faire connoistre ses volontez , non seulement aux Grands , mais encore aux Petits , & aux personnes de mediocre condition.

Elle n'avoit pas peu de peine à s'y résoudre, quand elle prévoyoit qu'elles ne leur seroient pas agréables.

J'avouë que cette crainte est un témoignage de bonté ; mais pour n'estre pas flatteur, je ne puis que je ne luy dise, que d'est aussi un effet de quelque foiblesse, qui pouvant estre tolerable dans un particulier, ne le peut estre dans un grand Roy, vu les inconveniens qui en peuvent arriver.

Je ne mets point en ligne de compte, qu'un tel procédé rejetteroit toute l'envie & la haine des résolutions sur le Conseil de V. M. parce que ce seroit peu de chose, si les affaires pouvoient bien aller à ce prix ; mais ce qui est à considérer est, qu'il se trouve souvent des occasions, où quelque autorité qu'ait un Ministre, elle ne peut estre assez grande pour produire certains effets qui requierent la voix d'un Souverain, & une puissance absoluë.

D'ailleurs si une fois les Grands se persuadent qu'une mauvaise honte empêche un Roy de faire l'office de Roy en commandant absolument, ils pretendront toujours obtenir par importunité le contraire de ce qui aura esté ordonné par raison ; & enfin leur audace pourroit venir à tel point, que connoissant que leur Prince apprehenderoit de faire le maître, ils se laisseroient de faire les sujets.

Il faut avoir une vertu mâle, & faire toutes choses par raison, sans se laisser aller

à la pente de ses inclinations, qui portent souvent les Princes en de grands précipices, si celles qui leur banded les yeux les portent aveuglément à faire ce qu'il leur plaît, elles sont capables de produire du mal, lors qu'ils les suivent avec trop peu de retenuë ; les aversions naturelles qu'ils prennent quelquefois sans sujet en peuvent causer davantage, si la raison ne les tempere, ainsi qu'il est à désirer.

En quelques occasions V. M. a eu besoin de sa prudence pour se retenir dans le panchant de ces deux passions ; mais plus encore en la dernière qu'en la première, puisqu'il est plus aisé de faire du mal, suivant son aversion, ce qui ne requiert autre chose en un Roy qu'un commandement, que de faire du bien suivant son inclination, ce qui ne se peut sans se dépouiller du sien propre, à quoy beaucoup de personnes n'ont pas peu de peine à se résoudre.

Ces deux mouvemens sont contraires aux esprits des Rois, principalement si faisant peu de reflexion sur eux, ils suivent plus souvent leur instinct que leur raisonnement.

Ils les portent quelquefois à prendre part aux divisions qui se rencontrent d'ordinaire dans les Cours entre des particuliers, dont j'ay vu arriver de grands inconveniens ; leur dignité les oblige à se réserver pour celuy de la raison, qui est le seul qu'ils doivent épouser en toutes sortes de rencon-

tres, ils ne peuvent en user autrement sans se dépouiller de la qualité de Juges & de Souverains, pour prendre celle de parties, & se rabaisser en quelque maniere à la condition de particuliers.

Ils exposent par ce moyen leur Etat à beaucoup de caballes & de factions qui se forment ensuite. Ceux qui ont à se défendre de la puissance d'un Roy connoissent trop bien qu'ils ne le peuvent faire par la force, pour avoir d'autres pensées que de s'en garantir par intrigues, par artifices, & par menées, qui causent souvent de grands troubles dans les Etats.

La sincérité que doit avoir un homme qui fait un Testament, ne permet pas à ma plume de finir cette Section sans faire une confession aussi véritable, qu'elle est avantageuse pour la gloire de V. M. puis qu'elle fera foy à tout le monde, que la Loy de Dieu a toujours été une borne capable d'arrester la violence de quelque inclination ou aversion qui puisse avoir surpris son esprit, qui sujet aux plus legers défauts des hommes, a toujours graces à Dieu été exempt des plus notables imperfections des Princes.

CHAPITRE VII.

Qui fait voir l'état present de la Maison du Roy : & met en avant ce qui semble necessaire pour la mettre en celuy auquel elle doit estre.

L'ORDRE des arts & de toute la bonne discipline veut qu'on commence toujours son travail par ce qui s'y trouve de plus aisé.

Sur ce fondement la premiere chose que fait un Architecte qui veut entreprendre un édifice, est d'en faire un modèle, où les proportions soient si bien observées, qu'il luy serve de mesure & de pied pour son grand dessein, & s'il ne peut venir à bout de ce projet, il se départ de son entreprise, le sens commun faisant connoître aux plus grossiers, que celuy à qui le moins n'a pas été possible, est entièrement incapable du plus.

En cette consideration les esprits mêmes mediocres reconnoissans qu'ainsi que la structure de l'homme est un racourcy du grand monde, aussi les familles particulieres sont les vrais modèles des États & des Republiques : & chacun tenant pour chose tres-certaine, que celuy qui ne peut ou ne veut pas regler sa maison, n'est pas capable d'apporter un grand ordre à

un Etat ; la raison vouloit que pour parvenir à la reformation de ce Royaume on commençât par celle de la Maison de V. M.

Cependant je confesse que je n'ay jamais osé l'entreprendre, parce que la bonté de V. M. ayant toujours eu aversion des ordres qu'Elle estimoit de petite consequence, lors qu'ils ont intéressé quelques particuliers, on ne pouvoit se proposer un tel dessein, sans choquer ouvertement son inclination, & l'intérêt de beaucoup de gens, qui étant continuellement auprès d'Elle dans une grande familiarité, eussent pu la détourner des ordres les plus nécessaires à son Etat, pour empêcher ceux de sa Maison, dont le déreglement leur estoit utile.

Mais comme un Testament met au jour beaucoup d'intentions que le Testateur n'avoit osé divulguer pendant sa vie, celui cy conviera V. M. à la reformation de sa Maison, qui a esté obmise, tant parce que bien qu'elle semblât plus aisée que celle de l'Etat, elle estoit en effet plus difficile ; que parce qu'aussi la prudence oblige à souffrir en certaines occasions des legeres pertes, pour gagner en beaucoup d'autres.

Comme c'est une chose connue de tout le monde, qu'il n'y a jamais eu de Roy qui ait porté plus haut la dignité de son Etat que V. M. aussi ne peut-on nier qu'il n'y en a jamais eu qui ait laissé

travaller si bas le lustre de sa Maison.

Les Etrangers qui sont venus en France de mon temps, se sont souvent étonnez de voir un Etat si relevé, & une Maison si abaissée.

En effet elle est insensiblement déchuë jusqu'à ce point, que tel y a possédé des premières Charges, qui pendant le regne de vos predecesseurs n'ont osé penser aux mediocres ; toutes choses y ont esté en confusion depuis la cuisine jusqu'au cabinet.

Au lieu que du temps du Roy votre Pere, les Princes, les Officiers de la Couronne, & tous les Grands du Royaume mangeoient d'ordinaire à vos tables, elles ont en votre temps semblé n'avoir esté établies que pour des valets, & des simples Chevaux-legers ou Gens-d'armes, encore ont-elles esté si mal servies, qu'il s'en est trouvé d'assez delicats pour les mépriser, au lieu de les chercher avidement.

En celles de votre Personne, les Etrangers ont souvent trouvé à redire, estant servies par de simples & sales marmitons, au lieu que celles des autres Rois ne le sont que par des Gentilshommes.

Je sçay bien que cette coutume n'est pas introduite de votre temps ; mais pour estre ancienne, elle n'en est pas plus tolerable, si elle est tout-à-fait éloignée de la dignité & de la grandeur d'un si grand Prince.

Je ſçay bien encore, que cette pratique a eſté ſoufferte juſques à preſent , ſous pretexte de la ſeureté des Rois , diſant qu'il eſt impoſſible aux Officiers de répondre de ce qu'ils ont fait , s'ils n'en ſont eux-mêmes porteurs , & s'ils ne les voyent porter à V. M.

Mais cette raiſon me ſemble peu conſiderable , n'y ayant pas d'apparence qu'un Marmiton ſoit plus fidele à ſon Maître , qu'un Gentilhomme, qui en diverſes autres occaſions le pourroit trahir , s'il en avoit la volonté.

Quatre-vingt jeunes Gentilſhommes que V. M. nourrit , Pages , ou de ſa Chambre , ou de ſes Ecuries , ſeront bien mieux employez à ce ſervice , qu'à en rendre ſimplement à ſes premiers Gentilſhommes , ou à ſes Ecuyers qui les commandent , ſi mieux ils n'aiment les mettre dans leur bourse ; & ſans doute le faiſant avec plus de dignité , ils ne ſ'en acquitteront pas avec moins de fidelité.

La netteté bienſeante en tous lieux eſt à plus forte raiſon requiſe en la Maiſon des Rois. L'opulence des meubles y eſt d'autant plus neceſſaire , que les Etrangers ne conçoivent la grandeur des Princes , que par ce qui en paroît à l'exterieur : & cependant bien que V. M. en ait nombre , & de beaux & de riches , qui ſe perdent aux lieux où ils doivent eſtre conſervez , ſouvent on en a vu dans ſa

chambre de tels, que ceux qui en doivent profiter quand Elle les quitte, n'ont pas voulu s'en servir après Elle.

L'entrée de votre cabinet a esté permise à tout le monde, non seulement au préjudice de votre dignité, mais qui plus est, au mépris de la sécurité de votre personne.

Les Ambassadeurs se sont souvent trouvez plus pressez de Valets de pied, de Pages & autres menues Officiers, que de Grands de votre Etat en leur audience, & cependant votre dignité & l'ancienne coutume du Royaume veulent qu'en telles occasions V. M. soit accompagnée des Princes, des Ducs & Pairs, des Officiers de la Couronne, & autres Grands de son Etat.

Je sçay que divers Royaumes ont diverses coutumes : qu'en Espagne les plus Grands voyent leur Roy plus souvent qu'en Angleterre ; l'ordre y est si bien établi sur ce sujet, que toutes les portes estant ouvertes, on ne voit dans les chambres & dans les cabinets que ceux à qui l'entrée en est libre par leurs dignitez & par leurs Charges.

Je sçay de plus que c'est un privilege de ceux qui portent votre Couronne, d'être pressez de leurs Sujets ; mais il doit y avoir cette distinction, que pour l'ordinaire ce doit estre de votre Noblesse, & à l'occasion de recevoir des Etrangers, des

personnes qualifiées , qui sont en assez grand nombre en votre État , pour en faire remarquer la grandeur & la singularité par cette prérogative.

En un mot le desordre est si universel en toute la Maison de V. M. qu'il n'y a point de Charge particuliere qui en soit exempte.

Bien que tous les grands Princes soient soigneux d'avoir un équipage de grands chevaux , convenables à leur grandeur , V. M. n'en a jamais eu un dans sa grande Ecurie dont Elle eût pu se servir dans une occasion , encore qu'Elle y fassé plus de dépense que ne firent jamais ses predecesseurs.

Il me seroit aisé de specifier beaucoup d'autres defauts non moins remarquables que celui-cy ; mais je n'entreray point dans le détail d'un déreglement si general , tant parce qu'il seroit trop difficile de le faire , sans descendre trop bas pour la dignité de cet ouvrage , que parce qu'il suffit de connoistre un mal sans le publier , pour en prescrire les remedes : Je satisferay à ce que je dois , si je propose à V. M. le vray moyen d'apporter autant de lustre dans sa maison , qu'il y a maintenant de bassesse & de desordre.

La premiere chose qui est nécessaire à cette fin est , que V. M. veuille fortement cette reformation : étant certain qu'aux affaires de cette nature il est de la volonté

des Rois, comme de celle de Dieu au regard des choses les plus difficiles, auxquels le vouloir & le faire est une mesme chose.

La seconde est, qu'il luy plaise à l'avenir ne remplir plus les premieres Charges de sa Maison que de personnes de naissance, qui aient toutes les qualitez requises pour s'acquitter dignement de leur employ.

Pour grand que soit un Officier, il s'appliquera aux moindres dependances de sa Charge, s'il en est capable, parce qu'il les jugera de consequence, comme elles le sont en effect.

Si les Maistres d'Hôtel par exemple n'ont un soin particulier de faire nettoyer soir & matin les lieux où l'on mange, aussi tôt que les tables sont levées, ils manqueront à une des choses les plus necessaires de leur Charge.

Il en faut dire autant de tous les Officiers principaux, & particulièrement des premiers Gentilshommes de votre Chambre, qui doivent estre soigneux de faire tenir tout l'appartement de V. M. si propre & si net, que ce ne sera pas trop de le faire nettoyer & parfumer trois ou quatre fois le jour, à cause du grand abord des gens qu'on n'y sçauroit éviter, lors mesme qu'il sera le plus réglé.

Pourvu qu'un chacun soit propre en sa Charge, tout ira comme V. M. le peut souhaiter, & de ce seul point dépend le reglement de tout le reste : car quelque

regle qu'on puisse établir, elle sera sans doute inutile, s'il n'y a des gens capables de la faire observer ; & s'ils le sont, ils auront assez d'esprit pour faire faire ce que la raison leur fera voir estre de la dignité de leur Charge, & du service de leur Maître.

La troisième consiste en ce que V. M. se fasse servir en toutes les Charges de sa Maison, hors aux plus basses, par des Gentilshommes ; ce qui contribuant beaucoup à sa dignité, rendra sa Noblesse d'autant plus affectionnée, qu'elle aura plus de moyen de s'avancer auprès de la personne.

Par ce moyen V. M. peut faire des quatre Compagnies de ses Gendarmes du Corps les quatre meilleures Compagnies de Gendarmes de son Royaume, étant certain qu'il y a force Gentilshommes qui seront ravis d'avoir moyen de vivre en cette qualité, pourvu qu'on leur donne gratuitement ce qu'on vend maintenant à l'encan, puisque celui qui en donne le plus est préféré aux autres.

En ce cas tel sera bien aise d'avoir cet employ, qui pour rien du monde ne le voudroit prendre, maintenant qu'il est usurpé par des personnes qui ne le méritent pas.

Et tous le prendront volontiers pour l'accès qu'il leur donnera dans la Cour, où un hazard & quelque habitude peuvent produire leur fortune en un instant.

Il vous reviendra encore un autre bien de cet établissement ; en ce que moins il y aura de roturiers exempts de Taille par les Charges de votre Maison, plus se trouvera-t-il de gens qui aideront au peuple à porter le fardeau dont il est maintenant accablé.

La quatrième est que V. M. donne à l'avenir gratuitement les Charges de sa Maison, sans permettre qu'elles soient vendues par quelque considération que ce puisse être.

On dira peut-être qu'il n'est pas raisonnable que ceux qui ont acheté bien cher les grandes Charges, soient privés de la permission de les vendre ; mais étant impossible de faire des établissemens fort utiles au public, qui n'ayent quelque chose d'incommode pour les particuliers, cet inconvenient n'est pas considérable, joint que n'ayant pas acheté leurs Charges avec assentance de les revendre, comme ont fait les Offices qui palettent, on peut les priver de l'esperance qu'ils s'estoient promise d'eux-mesmes, sans leur faire tort.

Et bien que quelque particulier se puisse trouver blessé d'un tel changement, toute la Noblesse & les plus Grands y trouveront un notable avantage, en ce qu'au lieu qu'ils estoient obligez par le passé à vendre une partie considerable de leur bien pour avoir des Charges, ce qui a souvent ruiné beaucoup des meilleures familles du Royau-

me , ils ne pourroient plus les esperer que par leur merite; ce qui les empêchera de perdre leur bien , & les obligera d'acquiescer de la vertu , qui dans le siecle present est d'autant plus méprisée , que le prix de toutes choses ne consiste qu'en argent.

Au reste il se trouvera tant de moyens pour desintéresser ceux qui par des considerations particulieres seront dignes d'estre exemptez de la regle generale, que le public pourra recevoir l'avantage que V. M. voudra luy procurer , sans que les particuliers qui se pourroient plaindre justement , en recoivent aucun préjudice.

Comme il est impossible de douter de l'utilité des propositions , la facilité à les executer est manifeste , puis qu'aussi que je l'ay dit cy-dessus , il ne faut que la volonté ferme & constante de V. M. pour en tirer le fruit , & rétablir sa Maison en son premier lustre.



CHAPITRE VIII.

Du Conseil du Prince.

SECTION I.

Celui qui montre que les meilleurs Princes ont besoin d'un bon Conseil.

C'E n'est pas une petite question entre les Politiques, de sçavoir si un Prince qui se gouverne en son Etat par sa teste, est plus à désirer que celui qui ne se fiant pas tant à ses lumieres, defere beaucoup à son Conseil, & ne fait rien sans son avis.

On feroit des volumes entiers des raisons qui se peuvent mettre en avant de part & d'autre : mais reservant cette question au fait particulier qui n'oblige à le rapporter en ce lieu, après avoir preferé le Prince qui agit plus par son Conseil que par le sien propre, à celui qui prefere sa teste à toutes celles des Conseillers, je ne puis que je ne dise, qu'ainsi que le plus mauvais gouvernement est celui qui n'a autre ressource que la teste d'un Prince, qui estant incapable, est si presomptueux, qu'il ne fait estat d'aucun Conseil : le meilleur de

tous est celui dont le principal mouvement est en l'esprit du Souverain, qui bien que capable d'agir par soy-mesme, a tant de modestie & de jugement, qu'il ne fait rien sans bon avis, fondé sur ce principe, qu'un œil ne voit pas si clair que plusieurs.

Outre que la raison fait connoître la solidité de cette décision; la vérité m'oblige à dire que l'expérience m'en a donné une telle connoissance, que je ne scaurois m'en taire, sans faire force à moy-mesme.

Un Prince capable est un grand tresor en un Etat. Un Conseil habile & tel qu'il doit estre n'en est pas un moindre; mais le concert de tous les deux ensemble est inestimable, puis que c'est de là que dépend la félicité des Etats.

Il est certain que les Etats les plus heureux sont ceux où les Princes & les Conseillers sont les plus sages.

Il est certain encore, qu'il se trouve peu de Princes qui puissent seuls gouverner leurs Etats; & de plus quand il y en auroit beaucoup, ils ne devroient pas en user ainsi.

La Toute-puissance de Dieu, son infinie Sagesse, & sa Providence n'empêchent pas qu'il ne se serve, en ce qu'il pourroit faire par son seul vouloir, du ministère des causes secondes: & par conséquent les Rois dont les perfections ont

des bornes, au lieu d'estre infinies, com-
mettroient une faute notable, s'ils ne sui-
voient son exemple.

Mais d'autant qu'il n'est pas en leur
puissance, comme en celle de Dieu, de
suppléer aux défauts de ceux dont ils
se servent ; ils doivent estre extreme-
ment soigneux de les choisir les plus par-
faits & les plus accomplis qu'ils pour-
ront.

Beaucoup de qualitez sont requises pour
faire un bon Conseiller parfait ; on les peut
neanmoins reduire à quatre, sçavoir à la
capacité & à la fidelité, au courage & à
l'application, qui en comprennent plu-
sieurs autres.

SECTION II.

*Qui represente quelle doit estre la capa-
cité des Conseillers.*

LA capacité des Conseillers ne re-
quiert pas une suffisance pedantesque,
il n'y a rien de plus dangereux pour l'Estat,
que ceux qui veulent gouverner les Royau-
mes par les maximes qu'ils tirent de leurs
livres : il les ruinent souvent tout à-fait
par ce moyen, parce que le passé ne se
rapporte pas au présent, & que la consti-
tution des temps, des lieux & des per-
sonnes est differente.

Elle requiert seulement bonté & sermeté

d'esprit, solidité de jugement, vraie source de la prudence, teinture raisonnable des Lettres, connoissance generale de l'Histoire & de la constitution presente de tous les Etats du monde, & particulièrement de celui auquel on est.

Deux choses sont principalement à considérer à ce propos.

La premiere, que les plus grands esprits sont plus dangereux qu'utiles au management des affaires; s'ils n'ont beaucoup plus de plomb que de vis-argent, ils ne valent rien pour l'Etat.

Il y en a qui sont fertiles en inventions, & abondans en pensées, mais si variables en leurs desseins, que ceux du soir & du matin sont toujours differens; & qui ont si peu de suite & de choix en leurs resolutions, qu'ils changent les bonnes aussi bien que les mauvaises, & ne demeurent jamais constants en aucune.

Je puis dire avec verité, comme le sçachant par experience, que la legereté de telles gens n'est pas moins dangereuse en l'administration des affaires publiques, que la malice de beaucoup d'autres.

Il y a beaucoup à craindre des esprits dont la vivacité est accompagnée de peu de jugement; & quand ceux qui excellent en la partie judiciaire n'auroient pas une grande étendue, ils ne laisseroient pas de pouvoir estre utiles aux Etats.

La seconde remarque qui se doit faire

sur ce sujet est , qu'il n'y a rien de plus dangereux en un Etat , que de mettre en grande autorité certains esprits qui n'ont pas assez de lumieres pour se conduire eux-mêmes , & pensent toutefois en avoir trop pour avoir besoin de celles d'autrui.

Ils ne peuvent prendre un bon conseil de leur teste , ni suivre les avis de ceux qui sont capables de leur en donner , & aussi ils sont de grandes fautes.

La presumption est un des grands vices qu'un homme puisse avoir dans les Charges publiques ; & si l'humilité n'est requise dans ceux qui sont destinez à la conduite des Etats , la modestie leur est tout-à-fait nécessaire , étant certain que plus un esprit est grand , moins se trouve-t-il quelquefois capable de société & de conseil ; qualitez sans lesquelles ceux-mêmes à qui la nature a donné plus de lumieres , sont peu propres aux gouvernemens.

Sans la modestie les grands esprits sont si amateurs de leurs opinions , qu'ils condamnent toutes les autres , bien qu'elles soient meilleures , & l'orgueil de leur constitution naturelle , joint à leur autorité , les rend tout-à-fait insupportables.

Le plus habile homme du monde doit souvent écouter les avis de ceux qu'il pense même estre moins habiles que luy.

Comme il est de la prudence du Mi-

nistre d'Etat de parler peu, il en est aussi d'écouter beaucoup ; on tire profit de toutes sortes d'avis ; les bons sont utiles par eux-mêmes, & les mauvais confirment les bons.

En un mot la capacité d'un Ministre d'Etat requiert la modestie ; & si avec cette qualité il a bonté d'esprit & solidité de jugement, il aura tout ce qui luy est nécessaire.

SECTION III.

Qui représente quelle doit estre la probité des Conseillers.

AUTRE chose est estre homme de bien selon Dieu, & autre selon les hommes.

Celuy qui a un soin tout particulier d'observer la Loy de son Createur, est aux premiers termes ; mais pour estre aux seconds, il faut garder celle qui est prescrite par l'honneur des hommes.

Ces différentes probitez sont à desirer aux Conseillers d'Etat ; mais il est incertain encore, que celuy qui a toutes les qualitez requises à celles du monde, ait aussi ordinairement celles qui le rendent homme de bien devant Dieu. Tel pourroit avoir un soin particulier de regler sa conscience selon la volonté de son Createur, qui pour estre privé de quelques-

unes des conditions de cette probité, sera moins propre au ministère public, que celui qui les ayant toutes, sera sujet à quelques défauts particuliers, au sujet de la première.

Cependant comme le dérèglement de la conscience est la vraie source de toutes les imperfections de l'homme, je dis hardiment que les deux probitez dont je parle, sont également requises à la perfection d'un Conseiller d'Etat, & qu'il ne peut avoir la seconde, s'il est destitué de la première.

En un mot l'homme d'Etat doit être fidèle à Dieu, à l'Etat, aux hommes & à soy-mesme; ce qu'il sera, si outre les qualitez exprimées cy-dessus, il est attaché au public, & désintéressé en ses conseils.

La probité d'un Ministre public ne suppose pas une conscience craintive & scrupuleuse, au contraire il n'y a rien de plus dangereux au gouvernement de l'Etat, vu qu'aussi que du manquement de conscience il peut arriver beaucoup d'injustices & de cruautéz, le scrupule peut produire beaucoup d'émotions & d'indulgences préjudiciables au public; & qu'il est très-certain que ceux qui tremblent aux choses les plus assurées, par la crainte de se perdre, perdent souvent les Etats, lors qu'ils pourroient se sauver avec eux.

Comme la probité du Conseiller d'Etat

ne peut compatir avec une certaine rigueur qui est compagne de l'injustice, elle n'est pas contraire à la severité, dont il faut user par nécessité en beaucoup d'endroits; au contraire elle la conseille & la prescrit quelquefois, & oblige souvent d'estre impitoyable.

Elle n'empesche pas qu'un homme ne puisse faire ses affaires en faisant celles de l'Etat; mais elle luy defend seulement d'y penser au préjudice des intereffs publics, qui luy doivent estre plus chers que sa propre vie.

Cette probité ne souffre pas en ceux qui sont employez aux affaires publiques, une certaine bonté qui les empesche de refuser hardiment ceux qui ont des pretentions injustes; au contraire elle veut qu'en accordant ce qui est raisonnable, on dénie avec fermeté ce qui ne l'est pas.

Je ne puis passer en ce rencontre sans dire ce que Ferdinand Grand Duc de Florence, qui a vescu de notre temps, disoit à ce propos, qu'il aimoit mieux un homme corrompu, que celui dont la facilité estoit extrême; parce, ajoutoit-il, que le sujet corrompu ne se peut pas toujours laisser gagner par ses intereffs, qui ne se rencontrent pas toujours; au lieu que le facile est emporté de tous ceux qui le pressent; ce qui arrive d'autant plus souvent, qu'on connoist qu'il n'est pas capable de résister à ceux qui l'entreprennent.

Cette probité requiert que tous ceux qui sont employez au gouvernement de l'Etat, marchent de mesme pied, & que comme ils agissent à mesme fin, ils tiennent semblable langage; autrement s'il s'en trouve quelqu'un qui agissant bien en effet, parle plus foiblement que les autres pour decliner l'envie, outre qu'il n'aura pas la probité requise au Ministre d'Etat, il chargera de haine ceux dont la franchise des paroles est correspondante à la fermeté de leurs actions.

Il se trouve des gens dont la vertu consiste plus à plaindre les desordres, qu'à y remédier par l'établissement d'une bonne discipline.

Ce ne sont pas ceux que nous cherchons, leur vertu n'est qu'en l'apparence, & n'ayant point d'action qui puisse servir, elle diffère bien peu du vice, qui n'en a point qui ne puisse nuire.

La probité d'un Conseiller d'Etat doit estre active; elle méprise les plaintes, & s'attache aux effets solides dont le public peut tirer du fruit.

Il s'en trouve d'autres, qui n'ayant rien que le bien de l'Etat dans la bouche, ont une ambition si déreglée dans le cœur, qu'aucune fin n'arreste leurs desirs, & que rien ne les satisfait ny les contente.

D'autres passant outre, non contents de ne l'estre jamais, convertissent sous de beaux pretextes les interets publics aux

leurs propres ; & au lieu de conduire les particuliers par les publics , font avec autant d'injustice que de hardiesse tout le contraire.

Telles gens sont non seulement destituez de la probité nécessaire à l'employ des affaires publiques , mais mesme sont de vrayes pestes dans l'Etat ; ce sont les Sangliers de l'Ecriture dans la vigne pleine de vendange , dont ils ne se soulent pas seulement , mais gastent & ravagent tout le reste.

Ceux qui sont vindicatifs de leur nature , qui suivent plustost leurs passions que la raison , & qui au lieu de faire choix des hommes par la seule consideration de leur capacité aux choses à quoy on les veut employer , les choisissent seulement parce qu'ils les reconnoissent affectionnez à leurs personnes , & attachez à leurs interets , ne peuvent encore estre estimez avoir la probité requise au manie-
ment des Etats.

Si un homme est sujet à ses vengeances , le mettre en l'autorité , est mettre l'épée à la main d'un furieux ; s'il suit en ses élections ses appetits & non la raison , c'est exposer l'Etat à estre plustost servi de gens de faveur que de merite , dont il arrivera beaucoup d'inconveniens.

L'homme de bien ne doit jamais venger ses injures , que quand il tire raison de celles de l'Etat ; encore ne faut-il pas

qu'il se porte à la vengeance publique par le sentiment de ses intérêts particuliers ; & s'il le fait , comme ceux qui ont une probité scrupuleuse sont souvent mal par un bon principe , on peut dire avec vérité qu'il fait bien par un mauvais.

Si la probité du Conseiller d'Etat requiert qu'il soit à l'épreuve de toutes sortes d'intérêts & de passions , elle veut qu'il le soit aussi des calomnies , & que toutes les traverses qu'on luy sçauroit donner ne le puissent décourager de bien faire.

Il doit aussi sçavoir , que les grands hommes qu'on met au gouvernement des Etats , sont comme ceux qu'on condamne au supplice , avec cette différence seulement , que ceux-cy reçoivent la peine de leurs fautes , & les autres de leur mérite.

De plus il doit sçavoir qu'il n'appartient qu'aux grandes âmes de servir fidèlement les Rois , & supporter la calomnie que les méchans & les ignorans imputent aux gens de bien , sans dégoût , & sans se relâcher du service qu'on est obligé de leur rendre.

Il doit sçavoir encore , que la condition de ceux qui sont appelez au maniement des affaires publiques , est beaucoup à plaindre , en ce que s'ils font bien , la malice du monde en diminue souvent la gloire , représentant qu'on pouvoit faire mieux , quand même cela seroit tout-à-fait impossible.

Enfin il doit sçavoir que ceux qui sont

dans le Ministère de l'Etat, sont obligez d'imiter les Astres, qui nonobstant les abuis des chiens ne laissent pas de les éclairer, & de suivre leurs cours; ce qui doit l'obliger à faire un tel mépris de pareilles injures, que sa probité n'en puisse estre ébranlée, ny luy détourné de marcher avec fermeté aux fins qu'il s'est proposé pour le bien de l'Etat.

SECTION IV.

Qui représente quel doit estre le cœur & la force d'un Conseiller d'Etat.

LE courage dont il s'agit maintenant ne requiert pas qu'un homme soit hardy jusqu'à mépriser toutes sortes de périls, il n'y a rien de plus capable de perdre les Etats; & tant s'en faut que le Conseiller d'Etat doive se conduire ainsi, qu'au contraire il doit aller presque en toutes occasions à pas de plomb, & ne rien entreprendre qu'avec grande considération à temps & à propos.

Tant s'en faut encore, que le courage requis au parfait Conseiller d'Etat l'oblige à ne penser qu'aux grandes choses, ce qui arrive souvent aux âmes les plus élevées, lors qu'elles ont plus de cœur que de jugement; qu'au contraire il est tout-à-fait nécessaire qu'il s'abaisse aux médiocres, bien que d'abord elles luy semblent

semblent au dessous de sa portée, parce que souvent les grands desordres naissent de petits commencemens, & que les établissemens les plus considerables ont quelquefois des principes qui paroissent de nulle consideration.

Mais le courage dont il est question, requiert qu'un homme soit exempt de foiblesse & de crainte, qui rendent celui qui est prévenu de ces deux défauts, non seulement incapable de prendre de bonnes résolutions au bien du Public, mais en outre d'exécuter celles qu'il a prises.

Il requiert un certain feu qui fait désirer & poursuivre les choses hautes avec autant d'ardeur, que le jugement les embarrasse avec sagesse,

Il requiert de plus une certaine fermeté, qui fait soutenir fortement les adversitez, & fait que l'homme ne paroisse & n'est pas changé aux plus grands changemens de la fortune.

Il doit donner au Ministre d'Etat un honneste aiguillon de gloire, sans lequel les plus capables & les plus gens de bien demeurent souvent sans se signaler par aucune action avantageuse au Public.

Il lui doit donner la force de résister sans étonnement aux envies, aux haines, aux calomnies & à toutes les traverses qui se rencontrent d'ordinaire en l'administration des affaires publiques.

Enfin il doit justifier en sa personne le dire d'Aristote, qui assure qu'au lieu que ce qui est foible se sert de finesse & de ruse, ce qui est fort méprise l'un & l'autre justement, par la confiance qu'il a en soy-mesme.

Il faut remarquer à ce propos, qu'estre vaillant, & estre courageux, n'est pas la même chose.

La vaillance suppose une disposition à s'exposer volontiers en toutes occasions aux périls qui se présentent, ce que le courage ne requiert pas, mais seulement assez de résolution pour mépriser un peril lors qu'on s'y trouve, & pour supporter constamment une adversité lors qu'elle arrive.

On peut même passer plus avant & dire, qu'outre la disposition spécifiée cy-dessus, la vaillance en requiert une autre corporelle, qui rend l'homme propre à témoigner sa valeur par son bras.

Je sçay bien que ceux qui par le passé ont parlé des principales vertus de l'homme, n'ont pas connu ces distinctions, mais si on les considère meurement, on trouvera la première absolument nécessaire, & la seconde non superflue, en ce que la plus grande partie du monde ne conçoit un homme vaillant, qu'en ce qu'il fait plusieurs coups de sa main, qui témoignent ce qu'il vaur.

En quelque façon qu'on prenne la vail-

lance, elle n'est pas nécessaire à un Conseiller d'Etat ; il n'est pas besoin qu'il ait disposition à s'exposer à tous périls, ny même aptitude corporelle à faire paroître ce qu'il vaut par la vertu de son bras ; il suffit qu'il ait le cœur assis en si bon lieu, qu'une mauvaise crainte & les traverses qu'il peut rencontrer ne le puissent détourner de ses bons & genereux desseins ; & comme c'est l'esprit qui gouverne, & non la main, c'est assez que son cœur soutienne sa teste, bien qu'il ne puisse faire agir son bras.

SECTION V.

Qui représente quelle doit estre l'application des Conseillers d'Etat.

L'APPLICATION ne requiert pas qu'un homme travaille incessamment aux affaires publiques ; au contraire rien n'est plus capable de le rendre inutile qu'un tel procédé. La nature des affaires d'Etat requiert d'autant plus de relâche, que le poids en est plus grand & plus chargeant que tout autre, & que les forces de l'esprit & du corps des hommes étant bornées, un travail continuél les auroit épuisées en peu de temps.

Elle permet toutes sortes de divertis-

semeus honnestes , qui ne divertissent pas ceux qui les prennent , des choses à quoy ils doivent estre principalement attachez.

Mais elle requiert , que celuy qui est attaché aux affaires publiques , en fasse son principal , & y soit attaché d'esprit , de pensée & d'affection ; elle requiert que le plus grand de ses plaisirs soit le bon succès de ses affaires.

Elle requiert qu'il fasse souvent le tour du monde , pour prévoir ce qui peut arriver , & trouver le moyen de prévenir les maux qu'on doit craindre , & d'exécuter les entreprises que conseille la raison des interets publics.

Comme elle oblige à ne perdre pas un moment en certaines affaires qui se peuvent perdre par le moindre delay , elle veut aussi qu'on ne se précipite pas en d'autres , où le temps est nécessaire pour prendre des résolutions dont on n'ait point de sujet de se repentir.

Un des plus grands maux de ce Royaume consiste en ce qu'un chacun s'attache plus aux choses à quoy il ne peut s'occuper sans faute, qu'à ce qu'il ne peut obtenir sans crime.

Un Soldat parle de ce que son Capitaine devroit faire ; le Capitaine des défauts qu'il s'imagine qu'à son Mestre de Camp, un Mestre de Camp trouve à redire en son General , le General improuve & blâme la conduite de la Cour , &

nul d'entr'eux n'est dans sa Charge, & ne pense à s'acquitter des choses à quoy elle l'oblige particulièrement.

Il y a des hommes de si peu d'action & de constitution si foible, qu'ils ne se portent jamais d'eux-mesmes à aucune chose, mais reçoivent seulement les occasions, qui sont plus en eux, qu'eux en elles.

Telles gens sont plus propres à vivre dans un cloistre, qu'à estre employez au maniment des Etats, qui requierent application & activité tout ensemble : aussi quand ils y sont, ils font autant de mal par leur conduite languissante, qu'un autre y peut faire de bien par une active application.

Il ne faut pas attendre de grands effets de tels esprits : on ne leur doit pas sçavoir gré du bien qu'ils font, ny leur vouloir grand mal de celuy qu'on reçoit, d'autant qu'à proprement parler, le hazard agit plus en eux qu'eux-mesmes.

Il n'y a rien de plus contraire à l'application nécessaire aux affaires publiques, que l'attachement que ceux qui en ont l'administration peuvent avoir pour les femmes.

Je sçay bien qu'il y a certains esprits tellement superieurs & maistres d'eux-mesmes, que bien qu'ils soient divertis de ce qu'ils doivent à Dieu par quelque affection déreglée, ils ne se diver-

aissent pas pour cela de ce qu'ils doivent à l'Etat. Il s'en trouve qui ne rendant pas maîtres de leurs volontez celles qui le sont de leurs plaisirs, ne s'attachent qu'aux choses à quoy leur fonction les oblige.

Mais il y en a peu de cette nature, & il faut avouer que comme une femme a perdu le monde, rien n'est plus capable de résister aux Etats que ce sexe, lors que prenant pied sur ceux qui les gouvernent, il les fait souvent mouvoir comme bon lui semble, & mal par conséquent. Les meilleures pensées des femmes étant presque toujours mauvaises en celles qui se conduisent par leurs passions, qui tiennent d'ordinaire lieu de raison dans leur esprit, au lieu que la raison est le seul & le vrai motif qui doit animer & faire agir ceux qui sont dans l'employ des affaires publiques.

Quelque force qu'ait un Conseiller d'Etat, il est impossible qu'il puisse bien s'appliquer à sa Charge, s'il n'est entièrement libre de tous semblables attachemens. Il peut bien avec eux ne manquer pas à son devoir, mais s'il en est exempt, il fera beaucoup mieux.

En quelque état qu'il soit, pour bien faire il doit distribuer son temps, en sorte qu'il ait des heures pour travailler seul aux expéditions auxquelles sa Charge l'oblige, & d'autres pour donner audience.

ce à tout le monde ; la raison veut qu'il traite chacun avec courtoisie & avec autant de civilité que sa condition & la diverse qualité des personnes qui ont à faire à-luy le requierent.

Cet article fera voir à la postérité un témoignage de mon ingenuité, puisqu'il prescrit ce qui ne m'a pas été possible d'observer de tout point.

J'ay toujours vécu civilement avec ceux qui ont eu à traiter avec moy. La nature des affaires qui oblige à refuser beaucoup de gens, & e permet pas qu'on les traite mal de visage ou de paroles, quand on ne les peut contenter par effets ; mais ma mauvaise santé n'a pas pu souffrir que j'aye donné accès à tout le monde, comme je l'eusse désiré, ce qui m'a souvent donné tant de déplaisir, que cette considération m'a quelquefois fait penser à ma retraite.

Cependant je puis dire avec vérité avoir tellement ménagé la faiblesse de mes forces, que si je n'ay pu correspondre au desir de tout le monde, elles n'ont jamais pu m'empêcher de satisfaire à mon devoir à l'égard de l'Etat.

Enfin l'application, le courage, la probité & la capacité sont la perfection du Conseiller d'Etat, & le concours de toutes ces qualitez doit se rencontrer en la personne.

Tel peut estre homme de bien, qui

n'ayant pas de talent aux affaires d'Etat ; y seroit tout-à-fait inutile , & occuperois des Charges qu'il ne rempliroit pas.

Tel pourroit estre capable & avoir la probité requise , qui pour n'avoir pas assez de cœur pour soutenir les diverses choses qu'il est impossible d'éviter au gouvernement d'un Etat , y seroit préjudiciable au lieu d'y estre utile.

Tel pourroit encore estre bien intentionné , capable & courageux tout ensemble , dont la paresse ne laisseroit pas d'estre ruineuse au Public , s'il ne s'appliquoit pas aux fonctions de son employ.

Tel peut avoir bonne conscience , estre capable , courageux & appliqué à son employ ; mais pour l'estre plus en l'objet de ce qui le touche , que de ce qui concerne les interets publics , bien qu'il serve souvent utilement , il ne laisse pas d'estre beaucoup à craindre.

De la capacité & de la probité naît un si parfait accord entre l'entendement & la volonté , qu'ainsi que l'entendement sçait choisir les meilleurs objets & les moyens les plus convenables pour en acquérir la possession ; la volonté sçait aussi les embrasser avec tant d'ardeur , qu'elle n'oublie rien de ce qu'elle peut pour parvenir aux fins que l'entendement s'est proposé.

De la probité & du courage naît une honneste hardiesse de dire aux Rois ce qui

leur est utile , bien qu'il ne leur soit pas à tous agreable.

Je dis honneste hardiesse , parce que si elle n'est bien reglée , & toujours respectueuse , au lieu de pouvoir estre mise au rang des perfections du Conseiller d'Etat , elle seroit un de ses vices.

Il faut parler aux Rois avec des paroles de soye. Comme il est de l'obligation du fidele Conseiller de les avertir en particulier de leurs défauts avec adresse , il ne sçauroit les leur représenter publiquement sans commettre une notable faute.

Parler hautement de ce qu'on doit dire à l'oreille , est un reproche qui mesme se peut rendre criminel en la bouche de celui dont il sort , s'il publie les imperfections de son Prince pour en tirer avantage , desirant plutost par une vaine ostentation de faire voir qu'il les improuvo , qu'une envie sincere de les corriger.

Du courage & de l'application naist une si grande fermeté aux desseins choisis par l'entendement , & embrassez par la volonté , qu'on les poursuit avec constance , sans estre sujet au changement que produit souvent la legereté des François.

Je n'ay point parlé de la force & de la santé du corps necessaire au Ministre d'Etat , parce qu'encore que ce soit un grand bien , quand elle se rencontre avec toutes les qualitez d'esprit spécifiées cy-dessus , elle n'est pas toute fois si neces-

faire, que sans elle les Conseillers ne puissent faire leurs fonctions.

Il y a beaucoup d'emplois dans l'Etat, où elle est absolument requise, parce qu'il y faut agir, non seulement de l'esprit, mais de la main & du corps, se transportant en divers lieux; ce qui souvent doit être fait avec promptitude. Mais celui qui tient le timon de l'Etat, & n'a outre soin que la direction des affaires, n'a pas besoin de cette qualité.

Ainsi que le mouvement du Ciel n'a besoin que de l'Intelligence qui le meut; ainsi la force d'esprit est seule suffisante pour conduire un Etat, & celle des bras & des jambes n'est pas nécessaire pour remuer tout le monde.

Ainsi que celui qui gouverne un Vaisseau n'a autre action que de l'œil pour voir la Boussole, ensuite dequoy il ordonne qu'on tourne le timon comme il estime à propos; ainsi en la conduite de l'Etat, rien n'est requis que l'opération de l'esprit, qui voit & ordonne tout ensemble ce qu'il juge devoir être fait.

S'il est vray que le Soleil qui échauffe tout, ne soit pas chaud en luy-même, il est clair, que pour faire agir corporellement tout le monde, l'action du corps n'est pas requise.

J'avoue cependant, que j'ay souvent désiré d'être hors du gouvernement de l'Etat pour ma mauvaise santé, dont la

ligne a esté si courte, qu'il m'a presque esté impossible de n'en pas excéder souvent la mesure.

Enfin après avoir longues années servi V. M. dans les plus épineuses affaires qui se puissent rencontrer dans un Etat, je puis confirmer par experience, ce que la raison enseigne à tout le monde, que c'est la teste, & non les bras, qui gouverne & conduit les Etats,

SECTION VI.

*Qui represente quel doit estre le nombre des
Conseillers d'Etat; & qu'entre eux il
doit y en avoir un qui ait l'autorité
superieure.*

A PRES avoir examiné & reconnu les qualitez necessaires à ceux qui doivent estre employez au Ministère d'Etat, je ne puis que je ne remarque, qu'ainsi que la pluralité des Medecins cause quelques-fois la mort du malade, au lieu d'aider sa guerison, ainsi l'Etat recevra-t-il plutôt du prejudice que de l'avantage, si les Conseillers sont en grand nombre. J'ajoste qu'il n'y en peut avec fruit avoir plus de quatre, & qu'encore faut-il qu'entre eux il y en ait un qui ait l'autorité superieure, & qui soit comme le premier Mobile qui meut tous les autres Cicux sans estre lui que de son Intelligence,

J'ay peine à me résoudre à mettre en avant cette proposition, parce qu'il semblera que j'y veuille soutenir ma cause: mais considérant qu'il me seroit aisé de le prouver par plusieurs autoritez de l'Ecriture, des Peres & des Politiques; & que la confiance particuliere dont V. M. m'a toujours honoré pendant qu'il luy a plu me donner part à la conduite des affaires publiques, n'a besoin pour sa defense d'autre principe, que de celuy qui a esté nécessaire pour son établissement. c'est-à-dire de sa volonté, qui passera dans l'esprit de la posterité pour juste raison de l'autorité que j'ay toujours eue dans ses Conseils, je trouve que je puis parler en ce sujet sans estre suspect, & que je le dois faire pour prouver par raison, ce que l'honneur que j'ay toujours reçu de votre bonté autorisera par exemple.

L'envie naturelle qui se trouve d'ordinaire entre des Puissances égales, est trop connuë de tout le monde, sans qu'il soit besoin d'un long discours pour faire voir la verité de la proposition que j'ay mise en avant.

Diverses experiences m'ont rendu si scavant en cette matiere, que je penserois estre responsable devant Dieu, si ce present Testament ne portoit pas en termes exprès, qu'il n'y a rien de plus dangereux en un Etat, que diverses autoritez égales en l'administration des affaires,

Ce que l'une entreprend, est traversé par l'autre ; & si le plus homme de bien n'est pas le plus habile , quand même ses propositions seroient les meilleures , elles seroient toujours éludées par le plus puissant en esprit.

Chacun aura ses sectateurs , qui formeront divers partis dans l'Etat , & en diviseront les forces , au lieu de les réunir ensemble.

Ainsi que les maladies & la mort des hommes ne viennent que des mauvais accords des Elemens dont ils sont composés ; ainsi est-il certain que la contrariété & le peu d'union qui se trouve toujours entre les Puissances égales , altéreront le repos des Etats dont elles auront la conduite , & produiront divers accidens , qui enfin pourront les perdre.

S'il est vrai que le gouvernement monarchique imite plus celui de Dieu qu'aucun autre ; si tous les Politiques sacrés & profanes enseignent que ce genre de regir surpasse tous ceux qui ont jamais été mis en pratique ; on peut dire hardiment, que si le Souverain ne peut ou ne veut pas lui-même avoir continuellement l'œil sur sa carte & sur sa boussole , la raison veut qu'il en donne particulièrement la charge à quelqu'un pardessus tous les autres.

Ainsi que divers Pilotes ne mettent jamais tous ensemble la main au timon ; aussi n'en faut-il qu'un qui tienne celui de l'Etat.

Il peut bien recevoir les avis des autres, il doit même quelquefois les rechercher : mais c'est à luy d'en examiner la bonté, & de tourner la main d'un costé ou d'autre, selon qu'il estime plus à propos, pour éviter la tempeste & faire sa route.

Le tout est de faire un bon choix en cette occasion, & ne s'y tromper pas.

Il n'y a rien de si aisé que de trouver un premier Mobile, qui meuve tout sans estre mû d'aucune autorité supérieure que de celle de son Maître : mais il n'y a rien de si difficile que d'en rencontrer un qui meuve bien, sans pouvoir estre mû par aucune considération qui puisse déregler son mouvement.

Toute personne s'estimera par son propre sens capable de cette fonction : mais aucun ne pouvant estre juge en sa cause, le jugement d'un fait si important doit dépendre de ceux qui n'ont point d'intérêt qui leur puisse bander les yeux.

Tel ne sera pas capable d'estre mû par les pratiques & les présents des ennemis de l'Etat, qui pourra l'estre par leurs artifices.

Tel sera capable d'estre mû par des intérêts qui ne seroient pas criminels, & qui cependant ne laisseroient pas de porter grand préjudice à l'Etat.

Il s'en trouve souvent qui mourroient plutôt que de faire faux bond à leur con-

science ; qui cependant ne seroient pas utiles au public , parce qu'ils sont capables de se laisser aller aux importunités & aux tendresses qu'ils ont pour ceux qu'ils aiment.

Tel qui est incapable d'estre mû par quelque intérêt que ce puisse estre, pourra l'estre par crainte, par étonnement & par terreur panique.

Je sçay bien que la capacité, la probité, le courage, & en un mot les qualités que nous avons attribuées aux Conseillers d'Etat, peuvent remedier à tels inconveniens ; mais à dire le vray, comme le Ministre de qui nous parlons doit estre par dessus tous les autres, aussi faut-il qu'il aye toutes ces qualités en éminence ; & par conséquent il faut l'examiner soigneusement, auparavant qu'en arrester le choix.

Le Prince doit connoistre par luy-mesme celui qu'il chargera d'un si grand emploi ; & bien que ce personnage doive estre élu par luy seul, le choix qu'il en fera doit estre, s'il se peut, accompagné d'une approbation publique ; car s'il a les vœux de tout le monde, il sera plus capable de faire du bien.

Ainsi que ceux qui sont les plus intelligens aux supputations astronomiques, ne sçauroient se tromper d'une seule minute, que les jugemens qu'ils en font en suite ne soient sujets à toutes sortes de faus-

ferez ; ainsi est-il vray , que si les qualitez de celuy qui doit gouverner les autres sont seulement bonnes en apparence , sa conduite sera tres-mauvaise ; & que si elles ne sont que mediocres , son gouvernement ne sera pas excellent.

Il est aisé de représenter les qualitez que doit avoir ce principal Ministre ; mais il est difficile de les trouver toutes en un sujet.

Cependant il est vray de dire , que le bonheur ou le malheur des Etats dépend de l'élection qui en sera faite ; ce qui oblige étroitement les Souverains , ou à prendre eux-mêmes le soin dont le poids de leur Couronne les charge ; ou à si bien choisir celuy sur lequel ils voudroient s'en décharger , que leur opinion soit approuvée du Ciel & de la Terre.

SECTION VII.

Qui représente quel doit estre le Roy envers ses Conseillers.

V O T R E Majesté ayant ainsi choisi ses Conseillers , c'est à Elle à les mettre en estat qu'ils puissent travailler à la grandeur & à la felicité de son Royaume.

Quatre choses principales sont requises à cette fin : La premiere , que V. M. ait confiance en eux , & qu'ils le sçachent ;

ce qui est absolument nécessaire, parce qu'autrement les meilleurs Conseillers pourroient estre suspects aux Princes; & que si les Ministres n'estoient assurez que leur sincerité est connue, ils se retiendroient en beaucoup d'occasions où leur silence ne seroit pas peu préjudiciable.

C'est un dire commun, qu'un Medecin qui agréé au malade, & qui est aimé de luy, profitera davantage; & c'est chose certaine, qu'il n'y en a point qui pût travailler hardiment à la guérison d'un malade, s'il sçavoit qu'il se méfiast de luy.

La seconde est, qu'il leur commande de luy parler librement, & les assure qu'ils le peuvent faire sans peril.

Cette condition est absolument nécessaire, non seulement pour certains esprits froids & timides, qui ont besoin d'estre enhardis; mais pour ceux qui n'estant pas craintifs de leur nature, employent d'autant plus utilement leur zele à l'avantage du Public, qu'ils croient que leur hardiesse ne se scauroit leur estre préjudiciable.

Le Soldat qui tire à couvert une mousquetade, est bien plus assuré que celuy qui sçait qu'en tirant il peut estre tiré; & en effet il se trouveroit peu de particuliers qui voulussent s'exposer à leur perte, pour faire du bien au public.

Il est vray qu'un homme de bien ne doit pas considerer son interest, lors qu'il est question de ceux du public; & que le plus

haut point de fidélité qu'on puisse désirer à un bon serviteur, est de dire ingenuement ce qu'il sçait estre utile à son Maître, sans crainte d'encourir la haine de ceux qui sont les plus puissans auprès de luy, ny de luy déplaire à luy-mesme; mais il y en a peu d'assez zelez pour vouloir courre une telle risque.

La troisième, qu'il les traite libéralement, afin qu'ils croyent que leurs services ne demeureront pas sans récompense.

Ce qui est d'autant plus nécessaire, qu'il se trouve peu de gens qui aiment la vertu toute nue, & que le vray moyen d'empêcher qu'un serviteur ne pense trop à ses intérêts, est de pratiquer le conseil de cet Empereur; qui recommande à son fils d'avoir grand soin des affaires de ceux qui feront bien les siennes.

Jamais homme de bien ne pense à s'enrichir aux dépens du public, en le servant; mais comme ce seroit un crime d'avoir telle pensée, rien n'est plus honteux à un Prince que de voir ceux qui ont vieilli en le servant, chargés d'années, de mérite & de pauvreté tout ensemble.

La quatrième est, qu'il les autorise & les maintienne si ouvertement, qu'ils soient asseurez qu'ils n'ont ny à redouter les artifices, ny à craindre la force de ceux qui les voudroient perdre.

L'intérêt du Prince l'oblige à en user

ainé, puis qu'il n'y a point d'homme qui puisse servir utilement le public, sans s'attirer la haine & l'envie de tout le monde ; & qu'il s'en trouveroit peu d'assez vertueux pour bien faire, s'ils pensoient en réservoir du mal.

Il n'y a point de place au monde qui pour forte qu'elle soit en elle-même, puisse se garantir d'estre emportée à la longue, si elle ne défend ses dehors avec soin.

Il en est de même des plus grands Rois, qui ne sçauroient conserver leur autorité en leur entier, s'ils n'ont un soin extraordinaire de la soutenir dans les moindres de leurs Officiers, proches ou éloignés de leurs personnes, qui sont des pièces de dehors que l'on attaque les premières ; la prise desquelles donne la hardiesse de faire effort contre celles de dedans, bien qu'elles semblent impenetrables, comme sacrées & attachées à la propre personne des Rois.

Il y peu de personnes qui osent attaquer de force ceux qu'un Prince aura choisis pour le servir ; parce qu'il n'y en a point qui ne reconnoissent que leur puissance ne peut estre égale à celle d'un Souverain, qui a trop d'intérêt à protéger ses serviteurs, pour y manquer à son préjudice ; mais il s'en trouve toujours qui essayent à les ruiner par artifices & mauvais moyens difficiles à découvrir.

On se gouverne d'ordinaire si finement en telles occasions, que pour peu d'espo-

rance qu'on voye en tels desseins . il les faut tenir pour ailleurs, non pas pour faire mal à ceux qu'on juge coupables avant qu'ils soient convaincus , mais pour les prévenir avec prudence.

L'artifice des hommes fait qu'ils se déguisent en cent façons pour venir à leurs fins. Tel parle ouvertement sous prétexte de ne pouvoir se taire sans crime ; mais il s'en trouve peu de ce genre. Tel feint d'estre amy de ceux qu'il veut perdre ; tel fait parler autrui , & se réserve seulement pour appuyer les mauvais offices qu'on aura commencez. Enfin il y a tant de voyes pour faire mal en ce genre, qu'un Prince ne scauroit estre trop sur ses gardes , pour se garantir de surprises en un fait si important.

Pour peu qu'on luy parle en cachette contre le gouvernement de son Etat, sous quelque prétexte qu'on puisse prendre, il doit tenir pour assuré que c'est pour le ruiner & pour le perdre.

Il est de ceux qui en usent ainsi comme des malades , qui ont des sievres d'autant plus malignes, que le feu en paroist petit au dehors, quand l'embrasement est plus grand au dedans.

Il faut aller au devant de tels maux, & n'attendre pas qu'on en ait une entière connoissance, parce que souvent on ne la peut avoir que par l'évenement & l'effet du mauvais dessein qu'on a projeté.

Ceux qui font telles entreprises, sçavent fort bien le peril auquel ils s'exposent, pour les commencer sans dessein de les achever. En telles occasions on va d'abord en pas de plomb & de laine tout ensemble ; mais après, la nature de telles affaires oblige à doubler le pas, & à courir de peur d'estre surpris en chemin.

On imite en cela la pierre poussée du haut d'une montagne ; son premier mouvement est lent, & plus elle descend, plus elle prend de poids, & redouble la vitesse de sa chute. Et tout de mesme qu'il faut plus de force pour l'arrester au plus fort de sa course qu'au commencement ; aussi est-il très-difficile d'arrester une conspiration, qui n'ayant pas esté étouffée dans sa naissance, est déjà dans son accroissement.

Plus une Place est importante, plus l'Ennemy tâche-t-il d'en seduire le Gouverneur. Plus une femme est belle, plus trouve-t-elle de gens qui tâchent d'avoir ses bonnes grâces. Aussi plus un Ministre est utile à son Maître, & puissant en son esprit & en sa grace, plus y a-t-il de personnes qui l'envient, qui desirent sa place, & essayent de l'en faire déchoir pour l'occuper.

Entre les Gouverneurs fideles, ceux-là sont les plus estimez, qui ne résistent pas seulement aux propositions qui leur sont faites contre leur devoir, mais qui refusent de les écouter, & qui d'abord ferment la

bouche à ceux qui les veulent tenter par telles voyes.

Entre les femmes chastes, celles qui n'ont point d'oreilles pour ouïr les mauvais discours qu'on leur veut faire pour ébranler leur pureté, sont par le jugement de tous les Sages préférées à celles qui les ouvrent, lors même qu'elles ferment le cœur.

Ainsi entre les Maîtres qui ont des serviteurs de fidélité si éprouvée en diverses & si importantes occasions, qu'ils n'en peuvent douter avec raison; ceux-là sont les plus sages, qui ferment la bouche à ceux qui en veulent mal parler.

Quelque vertu qu'il y ait à rejeter une tentation; les Princes, & les maris sont esimez trop indulgens, qui permettent à leurs Gouverneurs, & à leurs femmes d'écouter la chose à quoy ils ne veulent pas qu'ils adherent, & à laquelle ils ne peuvent consentir sans crime; & les Maîtres doivent se condamner eux-mêmes, s'ils prestent l'oreille à ce qu'on veut dire contre ceux dont la fidélité est irréprochable. La raison primitive de cette décision consiste en ce qu'ainsi que s'exposer hardiment en un péril & en une occasion juste & utile, est une action de vaillance; faire le même sans sujet & sans raison, est une action de temerité; & c'est en ce sens qu'il a été dit avec grande raison, que quiconque ouvre les oreilles aux calomnies, mérite d'en être trompé.

Peut-estre me dira-t-on qu'il y a grande différence entre le devoir du Gouverneur, de la femme, & du Prince, au fait qui est représenté : qu'il est vray que le Gouverneur & la femme sont beaucoup mieux de n'écouter pas, parce qu'ils ne peuvent en aucun cas consentir à ce que l'on leur veut dire : mais que ce n'est pas de même du Prince, qui doit avoir les oreilles ouvertes, puisqu'on luy peut dire des choses veritables, & si importantes, qu'il sera obligé d'y pourvoir.

A cela je réponds premierement, qu'en ne parlant seulement que des serviteurs dont la fidelité est irremuable, & la conduite éprouvée en diverses occasions si importantes qu'il ne s'en puisse trouver qui le soient davantage, la différence sera si petite en la comparaison mise en avant, qu'elle doit par raison estre tenue pour nulle, la règle des choses morales obligeant à accomplir pour rien ce qui est de legere consequence.

J'ajoute en second lieu, que quand il pourroit arriver quelque inconvenient de fermer les oreilles à ce qu'on voudra dire contre un serviteur de fidelité éprouvée, il est si peu considerable au respect de ceux qui sont inevitables, si on les ouvre contre des personnes de cette qualité, que je puis dire absolument, que le Gouverneur, la femme, & le Prince les doivent avoir également fermées aux occasions représentées cy-dessus.

Il n'y a pas lieu de presumer que celui qui a esté fidele toute sa vie, devienne infidele en un instant, sans sujet & sans raison, principalement si tous les interets de sa fortune sont attachez à celle de son Maître.

Un mal qui ne peut arriver que rarement, doit estre présumé n'arriver point, principalement si pour l'éviter on s'expose à beaucoup d'autres qui sont inévitables; & de plus grande conséquence: ce qui se trouve au fait dont il s'agit: estant certain qu'il est presque impossible qu'un Prince puisse conserver ses plus fidelles & plus asseurez serviteurs, si sous pretexte de ne fermer pas ses oreilles à la verité, il les ouvre à la malice des hommes. Outre qu'il est constant qu'il perdra beaucoup davantage, s'il en perd un de cette qualité, que si faute d'écouter il tolere en quelqu'un les défauts qui ne peuvent estre de grande conséquence, s'il l'éprouve fidele aux plus importantes occasions qui se puissent trouver.

Si celui qui donne volontairement entrée aux assassins qui tuent un homme, est coupable de sa mort; celui qui reçoit toutes sortes de soupçons & de calomnies qui interessent la fidelité d'un de ses serviteurs, sans s'en bien éclaircir, est responsable devant Dieu d'un tel procédé.

Les meilleures actions sont mauvaises à deux sortes d'esprits, aux malins qui imputent

imputent tout à mal par l'excès de leur malice, & à ceux qui sont sujets aux soupçons, qui expliquent tout mal par leur foiblesse.

Il n'y a point d'homme au monde, qui pour vertueux qu'il soit, passe pour innocent dans l'esprit d'un Maître, qui n'examinant pas les choses par soy-même, ouvreroit les oreilles aux calomnies.

Comme il n'y a que deux voyes à résister au vice, ou celle de la fuite, ou celle du combat; il n'y en a aussi que deux pour résister à l'impression que font les calomnies: l'une consiste à les rejeter tout-à-fait, sans les entendre; l'autre, à examiner si soigneusement ce qui est rapporté, qu'on en avertisse la vérité ou le mensonge.

Pour éviter tous inconveniens, se garantir des artifices dont les méchans espiits se peuvent servir pour prendre les plus gens de bien, & ne se priver pas des moyens de découvrir les mauvais déportemens de ceux qui servent mal; le Prince doit tenir pour calomnie tout ce qu'on luy veut dire à l'oreille seulement, & en cette considération refuser de l'entendre; & si quelqu'un veut soutenir en présence de ceux qu'il accuse, ce qu'il veut mettre en avant contre eux, alors on le peut écouter ainsi, à condition d'une bonne recompense, s'il dit quelque chose impor-

sante au public, qui se trouve véritable,
& d'une grande punition, si son accusation
est fautive, ou non considérable & impor-
tante, quand même elle seroit vraie.

J'ay toujours supplié V. M. d'en user
ainsi à mon égard, afin de donner autant
de liberté à ceux qui voudroient censurer
mes actions, de le pouvoir faire, comme
Elle m'en donneroit par ce moyen de les
défendre.

Je puis dire avec vérité, que V. M.
n'a jamais eu aucun dégoût de ma con-
duite, que lors qu'Elle n'a pas pratiqué ce
conseil, d'autant plus recevable, qu'il ne
peut être qu'innocent.

Fin de la première Partie.



SECONDE PARTIE.

LEs conseils dont je viens de parler dans la premiere Partie de ce livre estant bien établis, c'est aux Conseillers à travailler en gens bien, selon certains principes generaux, desquels dépend la bonne administration des États.

Bien qu'on pût en proposer beaucoup qui sembleront estre tres-utiles, les sciences estant beaucoup plus excellentes & plus faciles à comprendre, que les principes sont en moindre nombre, je reduiray ceux dont j'ay estimé qu'il faut se servir au gouvernement de ce Royaume, à neuf sept-à-fait necessaires à mon avis.

Si quelques-uns de ces principes ont diverses branches, elles n'augmenteront pas pourtant leur nombre, non plus que celles de tous les arbres que nous voyons s'en multiplient par les corps.



CHAPITRE I.

*Le premier fondement du bonheur d'un
Etat est l'établissement du regne
de Dieu.*

LE regne de Dieu est le principe du gouvernement des Etats, & en effet c'est une chose si absolument nécessaire, que sans ce fondement il n'y a point de Prince qui puisse bien regner, ny d'Etat qui puisse estre heureux.

Il seroit aisé de faire des volumes entiers sur un sujet si important, auquel l'Ecriture, les Peres & toutes sortes d'Histoires nous fourniroient un nombre infini d'exemples, de preceptes & d'exhortations qui conspirent à une mesme fin, mais c'est une chose si connue de chacun par sa propre raison, qu'il ne tire pas son estre de luy-mesme, mais qu'il a un Dieu pour Createur, & par consequent pour Directeur, qu'il n'y a personne qui ne sente que la nature a imprimé cette verité dans son cœur avec des caracteres qui ne peuvent s'effacer.

Tant de Princes se sont perdus, eux & leurs Etats, pour fonder leur conduite sur un jugement contraire à leur propre connoissance, & tant d'autres ont

esté comblez de benedictions , pour avoir soumise leur autorité à celle dont elle dériveoit , pour n'avoir cherché leur grandeur qu'en celle de leur Createur ; & pout avoir un peu plus de soin de son regne que du leur propre , que je ne m'étendray pas davantage sur une verité trop évidente pour avoir besoin de preuve.

Seulement diray-je en un mot , qu'ainsi qu'il est impossible que le regne d'un Prince qui laisse regner le desordre & le vice en son Etat soit heureux ; aussi Dieu ne souffrira-t-il pas aisément que celui-là soit malheureux , qui aura un soin particulier d'établir son empire dans l'étendue de sa domination.

Rien n'est plus utile à son établissement que la bonne vie des Princes , laquelle est une loy parlante & obligeante avec plus d'efficace , que toutes celles qu'ils pourroient faire pour contraindre au bien qu'ils veulent procurer.

S'il est vray qu'en quelque crime que puisse tomber un Souverain , il peche plus par le mauvais exemple que par la nature de sa faute ; il n'est pas moins indubitable que quelques Loix qu'il puisse faire , s'il pratique ce qu'il prescrit , son exemple n'est pas moins utile à l'observation de ses volontez , que toutes les peines de ses Ordonnances pour graves qu'elles puissent estre.

La pureté d'un Prince chaste bannira plus

d'impureté de son Royaume, que toutes les Ordonnances qu'il sçauroit faire à cet égard.

La prudence & la retenue de celui qui ne jurera point, retranchera plutôt tous les sermens & blasphèmes, trop ordinaires dans les Etats, que quelque rigueur qu'il puisse exercer contre ceux qui s'adonnent à telles execrations.

Ce n'est pas pour cela qu'il faille s'abstenir de faire rigoureusement châtier les scandales, les juremens & les blasphèmes ; au contraire, on ne sçauroit estre trop exact : & pour sainte & exemplaire que puisse estre la vie d'un Prince & d'un Magistrat, ils ne seront jamais censez faire ce qu'ils doivent, si en y conuiant par leur exemple, ils n'y contraignent par la rigueur des Loix.

Il n'y a point de Souverain au monde, qui ne soit obligé par ce principe à procurer la conversion de ceux, qui vivans sous son regne, sont déuoyez du chemin de salut. Mais comme l'homme est raisonnable de sa nature, les Princes sont censez auoir en ce point satisfait à leur obligation, s'ils pratiquent tous les moyens raisonnables pour arriver à une si bonne fin ; & la prudence ne leur permet pas d'entreprendre de si hazardeux, qu'ils puissent déraciner le bon bled en voulant déraciner le zizanie, dont il seroit difficile de purger un Etat par autre voye que

celle de la douceur, sans s'exposer à un ébranlement capable de le perdre, ou au moins de luy causer un notable préjudice.

Comme les Princes sont obligez d'établir le *vray* culte de Dieu, ils doivent estre fort soigneux d'en bannir les fausses apparences, si préjudiciables aux Etats, qu'on peut dire avec vérité, que l'hypocrisie a souvent servi de voile pour couvrir la laideur des plus pernicieuses entreprises.

Beaucoup d'esprits dont la foiblesse est équivalente à la malice, se servent quelquefois de ce genre de ruse, d'autant plus ordinaire aux femmes, que leur sexe est plus porté à la dévotion, & que le peu de force dont il est accompagné les rend plus capables de tels déguisemens, qui supposent moins de solidité que de finesse.

CHAPITRE II.

La raison doit estre la regle de la conduite d'un Etat.

LA lumière naturelle fait connoître à un chacun, que l'homme ayant esté fait raisonnable, il ne doit rien faire que par raison, puis qu'autrement

il feroit contre la nature, & par conséquent contre celuy mesme qui en est l'Auteur.

Elle enseigne encore, que plus un homme est grand & élevé, plus il doit faire estat de ce privilege, & moins doit-il abuser du raisonnement qui constitue son estat; parce que les avantages qu'il a sur les autres hommes contraignent à conserver & ce qui est de la nature, & ce qui est de la fin que celuy dont il tire son élévation s'est proposée.

De ces deux principes il s'ensuit clairement, que si l'homme est souverainement raisonnable, il doit souverainement faire regner la raison, ce qui ne requiert pas seulement qu'il ne fasse rien sans elle, mais l'oblige de plus à faire, que tous ceux qui sont sous son autorité la reverent & la suivent religieusement.

Cette conséquence est la source d'une autre, qui nous enseigne, qu'ainsi qu'il ne faut rien vouloir qui ne soit raisonnable & juste, il ne faut rien vouloir de tel, que l'on ne fasse exécuter, & où les commandemens ne soient suivis d'obéissance, parce qu'autrement la raison ne regneroit pas souverainement.

La pratique de cette regle est d'autant plus aisée, que l'amour est le plus puissant motif qui oblige à obéir, & qu'il est impossible que des Sujets n'aient pas un Prince, s'ils connoissent

que la raison soit la guide de toutes ses actions.

L'autorité contraint à l'obéissance , mais la raison y persuade ; & il est bien plus à propos de conduire les hommes par des moyens qui gagnent insensiblement leur volonté , que par ceux qui le plus souvent ne les font agir qu'entant qu'ils les forcent.

S'il est vray que la raison doit estre le flambeau qui éclaire les Princes en leur conduite & en celle de leurs Etats , il est encore vray , que n'y ayant rien au monde qui compatisse moins avec elle que la passion qui aveugle tellement, qu'elle fait quelquefois prendre l'ombre pour le corps ; un Prince doit sur tout éviter d'agir par un tel principe, qui le rendroit d'autant plus odieux, qu'il est directement contraire à celui qui distingue l'homme d'avec les animaux.

On se repent souvent à loisir de ce que la passion a fait faire avec précipitation ; & on n'a jamais lieu de faire le mesme des choses auxquelles l'on s'est porté par des considérations raisonnables.

Il faut vouloir fortement ce qu'on a resolu par de semblables motifs , puis que c'est le seul moyen de se faire obeïr , & qu'ainsi que l'humilité est le premier fondement de la perfection Chrétienne , l'obéissance est le plus solide de celle de la sujettion , si nécessaire à la subsistance

des Etats, que si elle est defectueuse, ils ne peuvent estre florissans.

Il y a beaucoup de choses qui sont de cette nature, qu'entre le vouloir & le faire il n'y a point de difference, à cause de la facilité qui se trouve en leur execution : mais il les faut vouloir efficacement, c'est-à-dire, avec telle fermeté, qu'on les veuille toujours, & qu'après en avoir commandé l'execution, on fasse châtier severement ceux qui n'obéissent pas.

Celles qui paroissent les plus difficiles, & presque impossibles, ne le sont que par l'indifférence avec laquelle il semble qu'on les veuille & qu'on les ordonne, & il est vray que les Sujets seront toujours religieux à obéir, lors que les Princes seront fermes & perseverans à commander : d'où il s'ensuit que c'est une chose certaine, que leur indifférence & leur foiblesse on sont la cause.

En un mot, ainsi que vouloir fortement, & faire ce qu'on veut, est une mesme chose en un Prince autorisé en son Etat : ainsi vouloir foiblement, & ne vouloir pas, en sont si differens, qu'ils aboutissent à une mesme fin.

Le gouvernement du Royaume requiert une vertu mâle, & une fermeté inébranlable, contraire à la mollesse, qui expose ceux en qui elle se trouve, aux entreprises de leurs ennemis.

Il faut en toutes choses agir avec vigueur, veu principalement, que quand même le succès de ce qu'on entreprend ne seroit pas bon, au moins aura-t-on cet avantage, que n'ayant rien obmis de ce qui le pouvoit faire réussir, on évitera la honte, lors qu'on ne peut éviter le mal d'un mauvais événement.

Quand même on succomberoit en faisant son devoir, la disgrâce seroit heureuse & au contraire, quelque bon succès qu'on puisse avoir en se relâchant de ce à quoy l'on est obligé par honneur & par conscience, il doit estre estimé malheureux, puis qu'il ne sauroit emporter aucun profit qui égale les desavantages qu'on reçoit du moyen par lequel il a esté procuré.

Par le passé, la plupart des grands dessein de la France sont allez en fumée, parce que la première difficulté qu'on rencontroit en leur execution, attelloit tous ceux qui par raison ne devoient pas laisser que de les poursuivre; & s'il est arrivé autrement durant le regne de V. M. la persévérance avec laquelle on a constamment agy en cest la cause.

Si une fois on n'est pas propre à l'execution d'un bon dessein, il en faut attendre un autre; & lors qu'on a mis la main à l'œuvre, si les difficultés qu'on rencontre obligent à quelque surseance, la raison veut qu'on reprenne

les premieres voyes, aussi - tost que le temps & l'occasion se trouveront favorables.

En un mot, rien ne doit détourner d'une bonne entreprise, si ce n'est qu'il arrive quelque accident qui la rende tout-à-fait impossible; & il ne faut rien oublier de ce qui peut avancer l'exécution de celles qu'on a résoluës avec raison.

C'est ce qui m'oblige de parler en ce lieu du secret & de la discipline qui sont si nécessaires au bon succès des affaires, qu'à rien ne le peut davantage.

Outre que l'expérience en fait foy, la raison en est évidente, veu que ce qui surprend, étonne d'ordinaire de telle sorte, qu'il oste souvent les moyens de s'y opposer, & que poursuivre lentement l'exécution d'un dessein, & le divulguer, est le mesme que parler d'une chose pour ne la jamais faire.

De là vient que les femmes paresseuses & peu secretes de leur nature, sont si peu propres au gouvernement, si on considère encore, qu'elles sont fort sujettes à leurs passions, & par conséquent peu susceptibles de raison & de justice, ce seul principe les exclut de toutes administrations publiques.

Ce n'est pas qu'il ne s'en puisse trouver quelqu'une tellement exempte de ces défauts, qu'elle pourroit y estre admise.

Il y a peu de regles qui ne soient capables de quelque exception. Ce ficle mefme en a porté quelqu'une qu'on ne fçau-
roit assez louer ; mais il est vray qu'ordi-
nairement leur mollesse les rend incapables
d'une vertu mafle, neceffaire à l'adminif-
tration , & qu'il est prefque impoffible que
leur gouvernement foit exempt ou de bal-
felle ou de diminution , dont la foibleffe
de leur fexe est la caufe, ou d'injustice ou
de cruauté, dont le déreglement de leurs
paffions , qui leur tient lieu de raifon , est
la vraye fource.

CHAPITRE III.

*Qui montre que les intereffs publics doiuent
estre l'unique fin de ceux qui gouvernent
les Etats, ou du moins qu'ils doiuent estre
preferez aux particuliers.*

LEs intereffs publics doiuent estre l'u-
nique fin du Prince & de fes Confeil-
lers, ou du moins les uns & les autres font
obligez de les auoir en fi finguliere recom-
mandation , qu'ils les preferent à tous les
particuliers.

Il est impoffible de concevoir le bien
qu'un Prince, & ceux dont il fe fert en fes
affaires , peuyent faire s'ils fuivent reli-
gieufement ce principe ; & on ne fçauoit

S'imaginer le mal qui arrive à un Etat, quand on prefere les interets particuliers aux publics, & que ces derniers sont reglez par les autres.

La vraye Philosophie, la Loy Chretienne, & la Politique onseignent si clairement cette verité, que les Conseillers d'un Prince ne scauroient luy mettre trop souvent devant les yeux un principe si necessaire, ny le Prince chastier assez severement ceux de son Conseil, qui sont assez misérables pour ne le pratiquer pas.

Je ne puis que je ne remarque à ce propos, que la prosperité qui a toujours accompagné l'Espagne depuis quelques siecles, n'a point d'aune cause que le soin que son Conseil a eu de preférer les interets de l'Etat à tous autres. & que la plupart des malheurs qui sont arrivez à la France ont esté causez par le trop grand attachement que beaucoup de ceux qui ont esté employez à l'administration ont eu à leurs propres interets au préjudice de ceux du Public.

Les uns ont toujours suivi les interets du Public, qui par la force de leur nature les ont tirez à ce qui s'est trouvé le plus avantageux à l'Etat.

Et les autres accommodant toutes choses ou à leur utilité ou à leur caprice, les ont souvent détourné de leur propre fin, pour les conduire à celles qui leur estoient ou plus agréables ou plus avantageuses.

La mort ou le changement des Ministres n'ont jamais apporté de mutation au Conseil d'Espagne. Mais il n'en a pas esté de mesme en ce Royaume, où les affaires n'ont pas seulement esté changées par le changement des Conseillers, mais elles ont pris tant de diverses formes sous les mesmes par la diversité de leurs conseils, qu'un tel procedé eust assurément ruiné cette Monarchie, si Dieu par sa bonté ne tiroit des imperfections de notre nation le remede des maux dont elle est cause. Si la diversité de nos interets & notre inconstance naturelle nous portent souvent dans des préjuges effroyables, notre legereté mesme ne nous permet pas de demeurer fermes & stables en ce qui est de notre bien, & nous en tire si promptement, que nos ennemis ne pouvant prendre de justes mesures sur des varietez si frequentes, n'ont pas le loisir de profiter de nos fautes.

Votre Conseil ayant changé de procedé depuis certain temps, vos affaires ont aussi changé de face, au grand bien du Royaume; & si à l'avenir on continué de suivre l'exemple du regne de V. M. nos voisins n'auront pas l'avantage qu'ils ont eu par le passé. Mais ce Royaume partageant la sagesse avec eux, aura sans doute part à la bonne fortune, puis qu'encore qu'estre sage & heureux ne soit pas toujours une mesme chose, le meilleur moyen qu'on puille prendre pour n'estre pas malheureux est de

prendre le chemin qu'enseignent la prudence & la raison, & non le dérèglement assez ordinaire aux esprits des hommes, & particulièrement à ceux des François.

Si ceux en qui V. M. se confiera du soin de ses affaires, ont la capacité & la probité dont j'ay parlé cy-dessus, Elle n'aura plus à se garder en ce qui concerne ce principe : ce qui de soy-mesme ne luy sera pas difficile, puis que l'intérêt de la propre réputation du Prince & ceux du Public n'ont qu'une mesme fin.

Les Princes consentent fort aisément aux réglemens généraux de leurs États, parce qu'en les faisant ils n'ont devant les yeux que la raison & la justice, qu'on embrasse volontiers lors qu'on ne trouve point d'obstacles qui détournent du bon chemin. Mais quand l'occasion se présente de mettre en pratique les bons établissemens qu'ils ont faits, ils ne montrent pas toujours la même fermeté, parce que c'est lors que les intérêts du tiers & du quart, la pitié, la compassion, la faveur & les importunités les sollicitent & s'opposent à leurs bons desseins, & qu'ils n'ont pas souvent assez de force pour se vaincre eux-mêmes, & mépriser des considérations particulières qui ne doivent être de nul poids au respect des publiques.

C'est en telles occasions qu'ils doivent recueillir toute leur force contre leur faiblesse, se remettant devant les yeux que

ceux que Dieu destine à conserver les autres, n'en doivent avoir que pour voir ce qui est avantageux au Public, & pour leur conservation tout ensemble.

CHAPITRE IV.

Combien la prévoyance est nécessaire au gouvernement d'un Etat.

R IEN n'est plus nécessaire au gouvernement d'un Etat que la prévoyance, puisque par son moyen on peut aisément prévenir beaucoup de maux qui ne se peuvent guérir qu'avec de grandes difficultés quand ils sont arrivés.

Ainsi que le Medecin qui sçait prévenir les maladies est plus estimé que celui qui travaille à les guérir : ainsi les Ministres d'Etat doivent-ils souvent se remettre devant les yeux, & représenter à leur Maître, qu'il est plus important de considérer l'avenir que le présent ; & qu'il est des maux comme des ennemis d'un Etat, au devant desquels il vaut mieux s'avancer que de se réserver à les chasser après leur arrivée.

Ceux qui en useront autrement tomberont en de très-grandes confusions, auxquelles il sera bien difficile d'apporter ensuite du remède.

Cependant c'est une chose ordinaire aux

esprits communs de se contenter de pouffet le temps avec l'épaulé , &c d'aimer mieux conserver leur aisé un mois durant que de s'en priver ce peu de temps , pour se garantir du trouble de plusieurs années qu'ils ne considèrent pas , parce qu'ils ne voyent que ce qui est présent , & n'anticipent pas le temps par une sage prévoyance.

Ceux qui vivent au jour la journée , vivent heureusement pour eux , mais on vit malheureusement sous leur conduite.

Qui prévoyoit de loin ne fait rien par précipitation , puisqu'il y pense de bonne heure , & il est difficile de mal faire lors qu'on y a pensé auparavant.

Il y a certaines occasions auxquelles il n'est pas permis de deliberer long-temps , parce que la nature des affaires ne le permet pas. Mais en celles qui ne sont pas de ce genre , le plus seur est de dormir sur les affaires , & de récompenser par la sagesse de l'exécution le delay qu'on prend pour la mieux résoudre.

Il a esté un temps qu'on ne donnoit en ce Royaume aucun ordre par précaution : & lors mesme que les maux estoient arrivés , l'on n'y apportoit que des remèdes palliatifs , parce qu'il estoit impossible d'y pouvoir absolument , sans blesser le tiers & le quart de l'intérêt particulier qu'on preferoit alors au Public. Cela faisoit qu'on se contentoit d'adoucir les playes au lieu de les guerir , ce qui a

causé beaucoup de maux dans ce Royaume.

Maintenant on a grâces à Dieu depuis quelques années changé cette façon d'agir avec un succès si heureux, qu'entre que la raison nous convie à la continuer, le grand fruit qu'on en a recu y oblige très-étroitement.

Il faut dormir comme le lion sans fermer les yeux, qu'on doit avoir continuellement ouverts pour prévoir les moindres inconveniens qui peuvent arriver : se souvenir qu'ainsi que la Phtisie ne rend pas le poux ému, bien qu'elle soit mortelle ; ainsi arrive-t-il souvent dans les Etats, que les maux qui sont imperceptibles de leur origine, & dont on a moins de sentiment, sont les plus dangereux, & ceux qui viennent enfin à être de plus grande conséquence.

L'extraordinaire soin qu'il faut avoir pour n'être point surpris en telles occasions, fait qu'ainsi qu'on a toujours estimé les Etats gouvernez par des gens sages, bienheureux ; aussi on a cru qu'entre ceux qui les gouvernoient, ceux qui estoient les moins sages estoient les plus heureux.

Plus un homme est habile, plus ressent-il le faix du gouvernement dont il est chargé.

Une administration publique occupe tellement les meilleurs esprits, que les perpétuelles meditations qu'ils sont contraints

de faire pour prévoir & prévenir les maux qui peuvent arriver, les privent de repos & de contentement, hors de celuy qu'ils peuvent recevoir voyant beaucoup de gens dormir sans crainte à l'ombre de leurs veilles, & vivre heureux par leur misere.

Comme il est necessaire de voir autant qu'il est possible par avance quel peut estre le succès des desseins qu'on entreprend, pour ne se tromper pas en son compte, la sagesse & la veuë des hommes ayant toujours des bornes au delà desquelles elle n'apperçoit rien, & n'y ayant que Dieu qui puisse voir la dernière fin des choses; il suffit souvent de sçavoir que les projets qu'on fait sont justes & possibles, pour s'y embarquer avec raison.

Dieu concourt à toutes les actions des hommes par une cooperation generale qui suit leur dessein, & c'est à eux d'user en toutes choses de leur liberté selon la prudence dont la divine Sagesse les a rendus capables.

Mais lors qu'il s'agit de grandes entreprises qui concernent la conduite des hommes, après avoir satisfait à l'obligation qu'ils ont d'ouvrir doublement les yeux pour mieux prendre leurs mesures; après s'estre servis de toute la consideration dont l'esprit humain est capable, ils doivent se reposer sur la bonté de l'Esprit de Dieu, qui inspirant quelquefois aux hommes ce qui est de toute eternité dans ses decrets,

les conduit comme par la main à leurs propres fins.

CHAPITRE V.

La peine & la recompense sont deux points tout-à-fait nécessaires à la conduite des Etats.

C'EST un dire commun, mais d'autant plus véritable qu'il a esté de tout temps en la bouche & en l'esprit de tous les hommes, que la peine & la recompense sont les deux points les plus importants pour la conduite d'un Royaume.

Il est certain que quand mesme on ne se serviroit point au gouvernement des Etats d'aucun principe que de celui d'estre inflexible à châtier ceux qui les desservent, & religieux à récompenser ceux qui leur procurent quelque notable avantage, on ne sceroit les mal gouverner, n'y ayant personne qui ne soit capable d'estre contenu dans son devoir par la crainte ou par l'esperance.

Je fais marcher la peine devant la recompense, parce que s'il se falloit priver de l'une des deux, il vaudroit mieux se dispenser de la dernière que de la première.

Le bien devant estre embrassé pour l'amour de soy-mesme, à la grande rigueur on ne doit point de recompense à celui

qui s'y porte. Mais n'y ayant point de crime qui ne viole ce à quoy on est obligé, il n'y en a point qui n'oblige à la peine qui est due à la des-obéissance, & cette obligation est si étroite, qu'en beaucoup d'occasions on ne peut laisser une faute impunie, sans en commettre une nouvelle.

Je parle des fautes qui blessent l'Etat par dessein projeté, & non de plusieurs autres qui arrivent par hazard & par malheur, esquelles les Princes peuvant & doivent user d'indulgence.

Bien que pardonner en tel cas soit une chose louable, ne châtier pas une faute de consequence, & dont l'impunité ouvre la porte à la licence, c'est une omission criminelle.

Les Theologiens en demeurent d'accord aussi bien que les Politiques, & tous conviennent qu'en certaines rencontres où les Princes feroient mal de ne pardonner pas à ceux qui sont chargez du gouvernement public, ils seroient aussi inexcutables, si au lieu d'une severe punition, ils uisoient d'indulgence.

L'experience apprenant à ceux qui ont une longue pratique du monde, que les hommes perdent facilement la memoire des bienfaits ; & que lors qu'ils en sont comblez, le desir d'en avoir de plus grands les rend souvent & ambitieux & ingrats tout ensemble : elle nous fait connoître aussi que les chastimens sont un moyen

plus assuré pour contenir un chacun dans son devoir, veu qu'on les oublie d'autant moins qu'ils font impression sur nos sens, plus puissans sur la plupart des hommes que la raison, qui n'a point de force sur beaucoup d'esprits.

Estre rigoureux envers les particuliers qui font gloire de mépriser les Loix & les Ordonnances d'un Etat, c'est estre bon pour le Public & on ne sçauroit faire un plus grand crime contre les interets publics, qu'en se rendant indulgent envers ceux qui les violent.

Entre plusieurs monopoles, factions & seditions qui se sont faites de mon temps dans ce Royaume, je n'ay jamais veu que l'impunité ait porté aucun esprit naturellement à se corriger de sa mauvaise inclination; mais au contraire sont retournez à leur premier vomissement, & souvent avec plus d'effet la seconde fois que la première.

L'indulgence pratiquée jusqu'à present en ce Royaume, l'a souvent mis en de tres-grandes & deplorables extremitez.

Les fautes y estant impunies, chacun y a fait un mestier de sa Charge, & sans avoir égard à ce à quoy il estoit obligé pour s'en acquitter dignement, il a seulement considéré ce qu'il pouvoit faire pour en profiter davantage.

Si les Anciens ont estimé qu'il estoit dangereux de vivre sous un Prince qui ne

veut rien remettre de la rigueur du Droit, ils ont aussi remarqué qu'il l'estoit encore davantage de vivre dans un Etat où l'impunité ouvre la porte à toute sorte de licences.

Tel Prince ou Magistrat craindra pecher par trop de rigueur, qui devroit rendre compte à Dieu, & ne sçauroit qu'estre blâmé des hommes sages, s'il n'exerce pas celle qui est prescrite par les Loix.

Je l'ay souvent représenté à V. M. & je la supplie encore de s'en resouvenir soigneusement ; parce qu'ainsi qu'il se trouve des Princes, qui ont besoin d'estre détournés de la severité, pour éviter la cruauté à laquelle ils sont portés par leurs inclinations, V. M. a besoin d'estre divertie d'une fausse clemence, plus dangereuse que la cruauté mesme, puis que l'impunité donne lieu d'en exercer beaucoup qu'on ne peut empêcher que par le châtement.

La verge, qui est le symbole de la Justice, ne doit jamais estre inutile. Je sçay bien aussi qu'elle ne doit pas estre si accompagnée de rigueur, qu'elle soit destituée de bonté ; mais cette dernière qualité ne se trouve point en l'indulgence qui autorise les desordres, qui pour petits qu'ils soient, sont souvent si préjudiciables à l'Etat, qu'ils peuvent causer sa ruine.

S'il se rencontre quelqu'un assez mal-avisé pour condamner en ce Royaume la severité nécessaire aux Etats, parce que
jusqu'à

jusqu'à présent elle n'y a pas esté pratiquée, il ne faudra que luy ouvrir les yeux, pour luy faire connoître que l'impunité jusqu'à présent y a esté trop ordinaire, & la seule cause que l'ordre & la regle n'y ont jamais eu aucun lieu, & que la continuation des desordres contraint de recourir aux derniers remèdes pour en arrêter le cours.

Tant de partis qui se sont faits par le passé contre les Rois, n'ont point eu d'autre source que leur trop grande indulgence. Enfin pourvu qu'on sçache notre Histoire on ne peut ignorer cette vérité, dont je produis un témoignage d'autant moins suspect, en ce dont il s'agit, qu'il est tiré de la bouche de nos ennemis; ce qui presque en toute occasion le rendroit non recevable.

Le Cardinal Zapata homme de bon esprit, rencontrant les Sieurs Baraut & Bautru dans l'antichambre du Roy son Maître, un quart-d'heure après que la nouvelle fut arrivée à Madrid de l'exécution du Duc de Montmorency, leur fit cette question: Quelle estoit la plus grande cause de la mort de ce Duc. Bautru répondit promptement, selon la qualité de son esprit tout de feu, en Espagnol: *sus falsas*. No, repartit le Cardinal, *pero la Clemencia de los Reyes antepassados*: qui estoit dire proprement, que les fautes que les Prédecesseurs du Roy avoient commi-

ses estoient plus cause du châtimēt de ce Duc, que les siennes propres.

- En matiere de crime d'Etat, il faut fermer la porte à la pitié, & mépriser les plaintes des personnes interessées, & les discours d'une populace ignorante, qui blâme quelquefois ce qui luy est le plus utile, & souvent tout-à-fait nécessaire.

Les Chrestiens doivent perdre la memoire des offenses qu'ils reçoivent en leur particulier : mais les Magistrats sont obligez de n'oublier pas celles qui interessent le Public : & en effet, les laisser impunies, est bien plustost les commettre de nouveau, que les pardonner & les remettre.

Il y a beaucoup de gens dont l'ignorance est si grossiere, qu'ils estiment que c'est suffisamment remedier à un mal, que d'en faire une nouvelle defense : mais tant s'en faut qu'il soit ainsi, que je puis dire avec verité, que les nouvelles Loix ne sont pas tant des remedes aux desordres des Etats, que des témoignages de leur maladie, & des preuves asseurées de la foiblesse du gouvernement, attendu que si les anciennes Loix avoient esté bien exēcutées, il ne seroit besoin ny de les renouveller, ny d'en faire d'autres pour arrester de nouveaux desordres, qui n'eussent pas plustost pris cours, que l'on eust vu une grande autorité à punir les maux commis.

Les Ordonnances & les Loix sont toutes-
fait inutiles, si elles ne sont suivies d'ex-
ecutions, si absolument nécessaires, que
bien qu'au cours des affaires ordinaires
la Justice requiere une preuve authenti-
que, il n'en est pas de même en celles
qui concernent l'Etat; puis qu'en tel cas
ce qui paroît par des conjectures pressan-
tes, doit quelquefois estre tenu pour suf-
fisamment éclaircy; d'autant que les partis
& les monopoles qui se forment contre le
salut public, se traittent d'ordinaire avec
tant de ruse & de secret, qu'on n'en a
jamais de preuve évidente que par leur
événement, qui ne reçoit plus de reme-
de.

Il faut en telles occasions commencer
quelquefois par l'exécution, au lieu qu'en
toutes autres l'éclaircissement du droit par
témoins, ou par pièces irréprochables, est
préalable à toutes choses.

Ces maximes semblent dangereuses; &
en effet elles ne sont pas entièrement exem-
ptes de peril, mais elles se trouveront tres-
certainement telles, si ne se servant pas
des derniers & extrêmes remèdes aux maux
qui ne se verifient que par conjectures,
l'on en arreste seulement le cours par des
moyens innocens, comme l'éloignement
ou la prison des personnes soupçonnées.

La bonne conscience, & la pénétration
d'un esprit judicieux, qui sçavant au cours
des affaires connoît presque aussi certai-

nement le futur que le present, que le jugement médiocre par la vûe des choses mêmes garantira cette pratique de mauvaise suite ; & au pis aller, l'abus qu'on y peut commettre n'estant dangereux que pour les particuliers, à la vie desquels on ne touche point par telle voye, elle ne laisse pas d'estre recevable, vu que leur interest n'est pas comparable à celuy du Public.

Cependant il faut estre fort retenu, pour n'ouvrir pas par ce moyen une porte à la tyrannie, dont on se garantira indubitablement, si (comme j'ay dit cy-dessus) on ne se sert en cas douteux que de remèdes innocens.

Les punitions sont si necessaires en ce qui concerne l'interest public, qu'il n'est pas mesme libre d'user en ce genre de fautes d'indulgence, compensant un mal present pour un bien passé, c'est à dire, de laisser un crime impuni, parce que celuy qui l'a commis, a bien servi en quelque autre occasion.

C'est néanmoins ce qui jusqu'à present s'est souvent pratiqué en ce Royaume, où non seulement les fautes legeres ont esté oubliées, par la consideration des services de grande importance ; mais les plus grands crimes abolis par des services de nulle consideration, ce qui est tout-à-fait insupportable.

Le bien & le mal sont si differens & si

contraires, qu'ils ne doivent point estre mis en parallele l'un avec l'autre; ce sont deux ennemis, entre lesquels il ne se doit faire ny quartier ny échange; si l'un est digne de recompense, l'autre l'est de chastiment, & tous deux doivent estre traitez selon leur merite.

Quand mesme la conscience pourroit souffrir qu'on laissât une action signalée sans recompense, & un crime notable sans chastiment, la raison d'Etat ne le pourroit permettre.

La punition & les bienfaits regardent le futur plustost que le passé. Il faut par necessité qu'un Prince soit severe, pour détourner les maux qui se pourroient commettre sur l'esperance d'en obtenir grace, s'il estoit connu trop indulgent, & qu'il fasse du bien à ceux qui sont plus utiles au Public, pour leur donner lieu de continuer à bien faire, & à tout le monde de les imiter, & suivre leur exemple.

Il y auroit plaisir à pardonner un crime, si son impunité ne laissoit point lieu de craindre une mauvaise suite; & la necessité de l'Etat dispenserait quelquefois legerement de recompenser un service, si en privant celuy qui l'a rendu de son salaire, on ne se privoit pas aussi conjointement de l'esperance d'en recevoir à l'avenir.

Les ames nobles prenant autant de plaisir du bien, qu'elles ont de peine à

faire du mal, je quitte le discours des châtimens & des supplices, pour finir agréablement ce chapitre par les bienfaits & par les récompenses. Sur quoy je ne puis que je ne remarque qu'il y a cette différence entre les graces qui se font par reconnaissance de service, & celles qui n'ont autre fondement que la pure faveur des Rois : que celles-cy doivent estre grandement moderées, au lieu que les autres ne doivent avoir d'autres bornes que celles mesmes des services qui ont esté rendus au Public.

Le bien des Etats requiert si absolument que leurs Princes soient liberaux, que s'il m'est quelquefois venu dans l'esprit, qu'il se trouve des hommes qui par leur propension naturelle ne sont pas bienfaisans, j'ay toujours estimé que ce défaut, blâmable en toutes sortes de personnes, est une dangereuse imperfection aux Souverains, qui étant à titre plus particulier que les autres l'image de leur Createur, qui par sa nature fait du bien à tout le monde, ne peuvent pas ne l'imiter en ce point, sans en estre responsables devant luy.

La raison est, qu'il veut qu'ils prennent plaisir à suivre son exemple, & qu'ils distribuent leurs bienfaits de bonne grace, autrement obligeant sans ces deux conditions, ils ressemblerent aux avaricieux, qui servent en leurs festins de bonnes vian-

des , mais si mal apprestées , que ceux qui y sont en sont nourris sans mettre la main à la bouche ; ou ceux qui en faisant la dépense en prennent leur part comme les autres , n'a yant aucun plaisir en les mangeant.

Je m'entendrois davantage sur ce sujet , si je n'en avois parlé en un autre des Chapitres précédens , représentant combien il est important que les Princes fassent du bien à ceux de leur Conseil qui les serviront fidelement.

CHAPITRE VI.

Une Negociation continuelle ne contribue pas peu au bon succès des affaires.

LEs Etats reçoivent tant d'avantage des Negociations continuelles , lors qu'elles sont conduites avec prudence , qu'il n'est pas possible de le croire , si on ne le sçait par experience.

J'avoué que je n'ay connu cette vérité que cinq ou six ans après que j'ay esté employé dans le manientement des affaires ; mais j'en ay maintenant tant de certitude , que j'ose dire hardiment , que negocier sans cesse ouvertement ou secrettement en tous lieux , encore mesme qu'on n'en reçoive pas un fruit pre-

fent , & que celuy qu'on en peut attendre à l'avenir ne soit pas apparent , est chose tout à fait nécessaire pour le bien des Etats.

Je puis dire avec vérité avoir vu de mon temps changer tout à-fait de face les affaires de la France & de la Chrétienté , pour avoir sous l'autorité du Roy fait pratiquer ce principe, jusqu'alors absolument négligé en ce Royaume.

Entre les semences, il s'en trouve qui produisent plutôt leur fruit les unes que les autres; il y en a qui ne sont pas plus tôt en terre, qu'elles germent & poussent une pointe au dehors, & d'autres y demeurent fort long-temps avant que de produire un mesme effet.

Celuy qui negotie trouve enfin un instant propre pour venir à ses fins; & quand mesme il ne le trouveroit pas, au moins est-il vray qu'il ne peut rien perdre; & que par le moyen de ces negociations il est averti de ce qui se passe dans le monde, ce qui n'est pas de petite consequence pour le bien des Etats.

Les negociations sont des remèdes innocens, qui ne sont jamais de mal, il faut agir par tout, près & loin, & sur tout à Rome.

Entre les deux conseils qu'Antoine Perez donna au feu Roy, il mit en tête de se rendre puissant en cette Cour-là, & non sans raison, puis que les Amba-

sadeurs & tous les Princes de la Chrétienté qui s'y trouvent, jugent que ceux qui sont en cette Cour les plus puissans en credit & en autorité, sont ceux en effet qui ont plus de puissance en eux-mêmes, & plus de fortune: & en verité leur Jugement n'est pas mal fondé, étant certain que bien qu'il n'y ait personne au monde qui doive faire tant d'état de la raison que les Papes, il n'y a point de lieu où la puissance soit plus considérée qu'en leur Cour: ce qui paroist si clairement, que le respect qu'on y rend aux Ambassadeurs croist ou diminuë & change de face tous les jours, selon que les affaires de leurs Maistres vont bien ou mal, d'où il arrive bien souvent que ces Ministres reçoivent deux visages en un jour, si un Courier qui arrive le soir, rapporte des nouvelles différentes de celles qui sont venuë le matin.

Il est des Etats comme des corps humains: la bonne couleur qui paroist au visage de l'homme, fait juger au Medecin qu'il n'y a rien de gâté au dedans: & de misme que ce bon tein procede de la bonne disposition des parties nobles & internes, aussi est-il certain que le moyen le meilleur qu'un Prince puisse pratiquer pour estre bien à Rome, est de bien établir les affaires au dedans de ses Etats, & qu'il est presque impossible d'estre en grande reputation dans cette ville, qui

a long-temps esté le Chef, & qui est le centre du monde, sans l'estre par tout l'Univers au grand avantage des interets publics.

La lumiere naturelle enseigne à un chacun qu'il faut faire état de ses voisins, parce que comme leur voisinage leur donne lieu de pouvoir nuire, il les met aussi en état de pouvoir servir, ainsi que les dehors d'une Place, qui empêchent qu'on en puisse d'abord approcher les murailles.

Les mediocres esprits resserrent leurs pensées dans l'étendue des Etats où ils sont nez; mais ceux à qui Dieu a donné plus de lumiere, apprenant des Medecins, qu'aux plus grands maux les revolutions se font violemment par les parties les plus éloignées; ils n'oublient rien pour se fortifier au loin.

Il faut agir en tous lieux (ce qui est bien à remarquer) selon l'humeur & les moyens convenables à la portée de ceux avec qui on negocie.

Diverses nations ont divers mouvemens; les unes concluent promptement ce qu'elles veulent faire, & les autres y marchent à pas de plomb.

Les Republiques sont de ce dernier genre, elles vont lentement, & d'ordinaire on n'obtient pas d'elles au premier coup ce qu'on demande, mais il faut se contenter de peu, pour parvenir à davantage.

Comme les grands corps se meuvent plus difficilement que les petits, tels genres d'Etat estant composez de plusieurs testes, ils sont beaucoup plus tardifs en leurs resolutions & en leurs executions que les autres.

Et pour cette raison la prudence oblige ceux qui negocient avec eux de leur donner du temps, & ne les presser qu'autant que leur constitution naturelle le permet.

Il est à remarquer, qu'ansi que les raisons fortes & solides sont excellentes pour les grands & puissans genies; les foibles sont meilleures pour les mediocres, parce qu'elles sont plus de leur portée.

Chacun conçoit les affaires selon sa capacité; les plus grandes semblent aisées & petites aux hommes de bon entendement & de grand cœur, & ceux qui n'ont pas ces qualitez trouvent d'ordinaire tout difficile.

Tels esprits sont incapables de connoître le poids de ce qui leur est proposé, & sont quelquefois peu de compte de ce qui en effet est de grande importance, & quelquesfois aussi beaucoup de cas de ce qui ne merite pas d'estre considéré.

Il faut agir avec un chacun selon la portée de son esprit. En certaines occasions tant s'en faut que parler & agir courageusement, après qu'on a mis le droit de son côté, soit courir à une rupture,

qu'au contraire c'est plutôt la prévenir & l'éteindre en sa naissance.

En d'autres, au lieu de relever mal à propos de certains discours faits imprudemment par ceux avec qui l'on traite, il faut les souffrir avec prudence & adresse tout ensemble, & n'avoir d'oreilles que pour entendre ce qui fait parvenir à ses fins.

Il y a des gens si presomptueux, qu'ils estiment devoir user de bravoures en toutes rencontres, croyant que c'est un bon moyen pour obtenir ce qu'ils ne peuvent prétendre par raison, & à quoy ils ne sauroient contraindre par la force.

Ils pensent avoir fait du mal, quand ils ont menacé d'en faire ; mais outre que ce procédé est contraire à la raison, il ne réussit jamais avec les honnêtes gens.

Comme les sots ne sont pas bons à négocier, il y a des esprits si fins & si délicats, qu'ils n'y sont pas beaucoup plus propres, parce que subtilisant sur toutes choses, ils sont comme ceux qui rompent la pointe des aiguilles en les voulant affiler.

Pour bien agir il faut des gens qui tiennent le milieu entre ces deux extrémités, & les plus délicés se servant de la bonté de leurs esprits pour s'empêcher d'être trompez, doivent bien prendre garde de n'en user pas pour tromper ceux avec qui ils traitent.

Où se méfie toujours de celui qu'on voit agir avec finesse, & qui donne mauvaise impression de la franchise & fidélité avec laquelle il doit agir ; cela n'avance pas ses affaires.

Les mêmes paroles ont souvent deux sens, l'un qui dépend de la bonne foy & de l'ingenuité des hommes, l'autre de leur art & subtilité, par laquelle il est fort aisé de tourner la vraie signification d'un mot, à des explications volontaires.

Les grandes négociations ne doivent pas avoir un seul moment d'intermission, il faut poursuivre ce qu'on entreprend avec une perpétuelle suite de dessein, en sorte qu'on ne cesse jamais d'agir quo par raison, & non par relâche d'esprit, par indifférence des choses, vacillation de pensées, & par résolution contraire.

Il ne faut pas aussi se dégoûter par un mauvais événement, puis qu'il arrive quelquefois que ce qui est entrepris avec plus de raison, réussit avec moins de bonheur.

Il est difficile de combattre souvent, & estre toujours vainqueur ; & c'est une marque d'une extraordinaire bénédiction, quand les succès son favorables aux grandes choses, & seulement contraires en celles dont l'événement est peu important.

C'est beaucoup que les negociations soient si innocentes, qu'on en puisse tirer de grands avantages, & qu'on n'en puisse jamais recevoir de mal.

Si quelqu'un dit qu'il en est souvent de nuisibles, je consens qu'il m'estime tout-à-fait mon jugement, s'il ne reconnoît, au cas qu'il veuille ouvrir les yeux, qu'au lieu de pouvoir imputer les mauvais succès qu'il a remarqué au remede que je propose, ils ne doivent l'estre qu'à ceux qui n'ont pas bien sçu s'en servir.

Quand mesme il ne produiroit autre bien que de gagner temps en certaines occasions, ce qui arrive d'ordinaire, l'usage en seroit tres-recommandable & utile aux Etats, puis qu'il ne faut souvent qu'un instant pour éviter une tempeste.

Encore que les alliances, qui se contractent souvent par divers mariages entre les Couronnes, ne produisent pas toujours le fruit qu'on en peut desirer, si est-ce qu'il ne les faut pas negliger, & que c'est souvent une des plus importantes matieres des negociations.

Toujours on tire cet avantage, qu'elles retiennent pour un temps les Etats en quelque consideration de respect les uns envers les autres; & pour en faire état, il suffit qu'ils en profitent quelquefois.

Ainsi que pour avoir de bons fruits, il faut euter: les Princes de France, qui tiennent

leur naissance de parens d'épale & de haute qualité, doivent estre par raison élevez, & sans doute leur sang se conserve d'autant plus illustre, qu'il est moins mêlé avec d'autre.

Au reste les alliances servent quelque-fois à éteindre les ligues & les liaisons entre les Etats; & bien qu'elles ne produisent pas toujours ce bon effet, l'utilité qu'en reçoit la Maison d'Autriche fait bien voir qu'elles ne sont pas à négliger.

En matiere d'Etat, il faut tirer profit de toutes choses; & ce qui peut estre utile, ne doit jamais estre méprisé.

Les ligues sont de ce genre, le fruit en est souvent tres-incertain, & cependant il ne faut pas laisser d'en faire cas; bien est-il vray, que je ne conseilleray jamais à un grand Prince de s'embarquer volontairement sur le fondement d'une ligue, en un dessein de difficile execution, s'il ne se sent assez fort pour le faire réussir, quand mesme ses Collegues viendroient à luy manquer.

Deux raisons me font avancer cette proposition.

La premiere tire son origine & la force de la foiblesse des unions, qui ne sont jamais trop obscurcies entre diverses testes souveraines.

La seconde consiste en ce que les petits Princes sont souvent aussi soigneux & diligens à engager les grands Rois en des

entreprises d'importance , qu'ils sont pareilleux à les y seconder , bien qu'ils y soient étroitement obligez , & qu'il s'en trouve mesme qui se tirent quelquefois du pair , aux dépens de ceux qu'ils ont embarquez presque contre leur gré.

Bien que ce soit un dire commun , que quiconque a la force , a d'ordinaire la raison ; il est vray toutefois , que deux Puissances inégales jointes par un traité , la plus grande court risqué d'estre plus abandonnée que l'autre ; la raison en est évidente , la reputation est si importante à un grand Prince , qu'on ne sçauroit luy proposer aucun avantage qui puisse compenser la perte qu'il seroit , s'il manquoit aux engagements de sa parole & de sa foy. Et l'on peut faire un si bon parti à celuy dont la puissance est mediocre , quoique sa qualité soit souveraine , que probablement il preferera son utilité à son honneur , ce qui le fera manquer à son obligation envers celuy qui prévoyant son infidélité , ne sçauroit mesme se résoudre à la prévenir ; parce qu'estre abandonné de ses Allies , ne luy est pas de si grande conséquence , que le préjudice qu'il recevroit s'il violoit la foy.

Les Rois doivent bien prendre garde aux traités qu'ils font ; mais quand ils sont faits , ils doivent les observer avec religion.

Le sçay bien que beaucoup de Politiques

enseignent le contraire ; mais sans^t considérer en ce lieu ce que la Foy Chrétienne nous peut fournir contre ces maximes , je souâiens que puis que la perte de l'honneur est plus que celle de perdre la vie , un grand Prince doit plustost hazarder sa personne , & mesme l'interest de son Etat , que de manquer à sa parole , qu'il ne peut violer sans perdre sa reputation , & par conséquent la plus grande force des Souverains.

L'importance de ce lieu me fait remarquer, qu'il est tout-à fait nécessaire d'estre exact aux choix des Ambassadeurs & autres Negociateurs ; & qu'on ne sçuroit estre trop severe à punir ceux qui outrepassent leur pouvoir , puis que par telles fautes ils mettent en compromis la reputation des Princes , & le bien des Etats tout ensemble.

La facilité, ou la corruption de certains esprits , est quelquefois si grande , & la demangeaison qu'ont quelques autres , qui ne sont ny foibles ny mechans , de faire quelque chose , est souvent si extraordinaire , que s'ils ne sont retenus dans les bornes qui leur sont prescrites par la crainte de leur perte absolüe , il s'en trouvera toujours qui se laisseront plustost aller à faire de mauvais traitez , que de n'en faire point.

J'ay tant d'experience de cette verité, qu'elle me contraint de finir ce Chapitre en disant , que quiconque manquera à estre

rigoureux en telles occasions , manquera à ce qui est nécessaire à la subsistance des Etats.

CHAPITRE VII.

Un des plus grands avantages qu'on puisse procurer à un Etat , est de destiner un chacun à l'employ qui luy est propre.

IL arrive tant de maux aux Etats par l'incapacité de ceux qui sont employez aux principales Charges, & aux Commissions les plus importantes , que le Prince & ceux qui ont part à l'administration de ses affaires ne sçauroient avoir trop de soin, à ce que chacun soit seulement destiné aux fonctions auxquelles il est propre.

Les esprits les plus clair-voyans , étans mesme quelquefois aveugles en ce qui les touche , & se trouvant peu d'hommes qui veuillent s'imposer des bornes par les regles de la raison ; ceux qui se trouvent en credit auprès des Princes croient toujours estre dignes de toute sorte d'emplois , & sur ce fondement ils n'oublient rien de ce qu'ils peuvent pour les obtenir.

Cependant il est vray que tel qui est capable de servir le Public en certaines fonctions , sera capable de le ruiner en d'autres.

J'ay veu arriver de si étranges inconveniens par les mauvais choix qui ont été faits de mon temps, que je ne puis que, je ne m'écrie sur ce sujet pour en éviter de semblables à l'avenir.

Si les Medecins ne souffrent pas que l'on fasse une nouvelle épreuve sur des personnes de consideration, il est aisé de connoître combien il est dangereux de mettre aux principales Charges de l'Etat des personnes sans experience, donnant lieu par ce moyen à des apprentifs de faire des coups d'essay en des occasions où ceux des Maîtres & les Chefs-d'œuvres sont nécessaires.

Rien n'est plus capable de ruiner un Etat qu'un tel procédé, vraye source de toute sorte de desordres.

Un Ambassadeur mal choisi pour faire un grand Traité, peut par son ignorance porter un notable préjudice.

Un-General d'Armée incapable d'un tel employ, est capable de hazarder mal à propos toute la fortune de son Maître, & le bonheur de son Etat.

Un Gouverneur d'une place importante déstitué des conditions nécessaires à sa garde, peut en un instant tellement avancer la ruine de tout un Royaume, qu'à peine un siècle pourra-t-il reparer ses fautes.

J'ose dire au contraire, que si tous ceux qui sont dans les emplois publics en estoient dignes, les Etats seroient non seu-

lement exempts de beaucoup d'accidens qui troublent souvent leur repos, mais jouïroient d'une félicité indicible.

Je ſçay bien qu'il eſt tres-difficile de rencontrer des ſujets qui ayent toutes les qualitez requiſes aux Charges qu'on leur deſtine, mais au moins faut-il qu'ils ſoient pourvus des principales ; & lors qu'on ne peut en trouver d'accomplis, ce n'eſt pas une petite ſatisfaction de choiſir les meilleurs qui ſe trouvent en un ſiecle ſterile.

Si le maſque dont la plûpart des hommes ſe couvrent le viſage, & ſi les artiſices dont ils ſe ſervent d'ordinaire pour ſe deguiſer & cacher leurs deſauts, les ſont méconnoître juſqu'à tel point qu'eſtant établis dans de grandes Charges, ils paroïſſent auſſi malicieux qu'on les eſtimoit pleins de vertu quand on les a choiſis, il faut promptement repaſer la mépriſe ; & ſi l'indulgence peut faire tolérer quelque légère incapacité, elle ne doit jamais faire ſouffrir la malice trop préjudiciable aux Etats, pour eſtre tolérée en conſideration des intereſts particuliers.

C'eſt en cet endroit qu'il faut repréſenter librement aux Rois juſqu'à quel point ils ſont reſponſables devant Dieu, quand il donnent par pure faveur les grands Emplois & les Charges qui ne peuvent eſtre poſſédées par les eſprits mediocres qu'au préjudice des Etats.

C'eſt en cette occaſion qu'il faut faire

connoître, qu'en ne condamnant pas tout à fait les affections particulieres qui n'ont autre fondement qu'une inclination naturelle qu'on a plustost pour une personne que pour une autre, on ne peut excuser les Princes qui se laissent aller jusqu'à tel point que de donner à ceux qu'ils aiment de la sorte des Charges en l'exercice desquelles ils paroissent estre aussi préjudiciables à l'Etat qu'utiles à eux-mêmes.

Ceux qui sont si heureux d'avoir les bonnes graces des Princes par la force de leur inclination, doivent aussi l'estre jusqu'à ce point que d'en recevoir des avantages, quand mesme ils n'auroient pas les qualitez qui peuvent bien les en rendre dignes, & le public ne peut s'en plaindre avec raison, si ce n'est qu'ils soient immoderez.

Mais c'est un sinistre augure pour un Prince, lors que celuy qui est le plus considerable pour son interest, n'est pas le plus considéré par la faveur; & les Etats ne sont jamais en plus mauvais état, que lors que les inclinations que le Prince a pour quelques particuliers prévalent aux services de ceux qui sont plus utiles au Public.

En tel cas, ny l'estime du Souverain, ny l'amour qu'on luy porte, ny l'esperance de la recompense n'excitent plus à la vertu: on demeure au contraire en une *indifférence* du bien & du mal, & l'envie & la jalousie ou le dépit portent un cha-

cun à négliger son devoir , parce qu'il n'y a personne qui estime qu'en le faisant il luy en revienne davantage.

Un Prince qui veut estre aimé de ses Sujets , doit remplir les principales Charges & les premières dignitez de son Etat de personnes si estimées de tout le monde , qu'on puisse trouver la cause de son choix dans le merite.

Tels gens doivent estre recherchez dans toute l'étendue d'un Etat, & non reçus par importunité , ou choisis dans la foule de ceux qui font le plus de presse à la porte du cabinet des Rois , ou de leurs Favoris.

Si la faveur n'a point de lieu aux élections , & que le merite en soit le seul fondement , outre que l'Etat se trouvera bien servi , les Princes éviteront beaucoup d'ingraticudes qui se trouvent souvent en certains esprits , qui sont d'autant moins reconnoissans des bienfaits qu'ils reçoivent , qu'ils les meritent moins : étant certain que les mêmes qualitez qui rendent les hommes dignes du bienfait , sont celles qui les rendent capables & desiréux de le reconnoître.

Plusieurs ont de bons sentimens à l'instant qu'on les oblige , mais la constitution de leur nature les emporte peu de temps après , & ils oublient aisément ce qu'ils doivent à autrui , parce qu'ils ne s'attachent qu'à eux-mêmes , & comme

le feu convertit tout en sa substance, ils ne considèrent les intérêts publics que pour les convertir à leur avantage, & méprisent également ceux qui leur font du bien, & les Etats dans lesquels ils en reçoivent.

La faveur peut innocemment avoir lieu en certaines choses; mais un Royaume est en mauvais état, lors que le Trône de cette fausse Déesse est élevé au-dessus de la raison.

Le mérite doit toujours emporter la balance; & lors que la justice est d'un côté, la faveur ne peut prévaloir sans injustice.

Les Faveurs sont d'autant plus dangereux, que ceux qui sont élevés par la fortune se servent rarement de la raison; & comme elle n'est pas favorable à leurs desseins, elle se trouve d'ordinaire tout-à-fait impuissante à arrêter le cours de ceux qu'ils font au préjudice de l'Etat.

A dire le vrai, je ne voy rien qui soit si capable de ruiner le plus florissant Royaume du monde, que l'appétit de telles gens, ou le dérèglement d'une femme, quand un Prince en est possédé.

J'avouë d'autant plus hardiment cette proposition, qu'à ce genre de maux il n'y a point de remèdes, que ceux qui dépendent du hazard & du temps, qui laissant souvent périr les malades sans leur donner aucun secours, doivent être censés

les plus mauvais. Medecins du monde,

Ainsi que la plus éclatante lumière ne fait pas qu'un aveugle entr'aperçoive seulement son chemin ; aussi n'y a-t-il aucun rayon qui puisse dissiller les yeux d'un Prince, qui les a couverts de faveur & de passion.

Quiconque a les yeux bandez ne sauroit faire de bon choix que par hazard ; & partant le salut de l'Etat requerant qu'on les fasse toujours tels par raisson, il requiert aussi que les Princes ne soient possédez par des personnes qui les privent de lumière, dont ils ont besoin pour voir les objers qu'on leur met devant les yeux.

Lors que le cœur des Princes est pris par telle voye, il est presque inutile de bien faire, parce que les artifices de ceux qui sont maîtres de leurs affections noircissent les plus pures actions, & font souvent passer les services les plus signalez pour des offenses.

Plusieurs Princes se sont perdus, pour avoir preferé leur affection particulere aux interets publics.

Tels malheurs sont arrivez à quelques-uns par l'excès des passions déreglées qu'ils ont eu pour les femmes.

Quelques uns sont tombez en pareils inconveniens, par une si simple & si aveugle passion qu'ils ont eue pour leurs Favoris, que pour élever leur fortune ils ont ruiné la leur propre.

Il y en a eu d'autres, qui n'aimant rien naturellement, n'ont pas laissé d'avoir des mouvemens si violens en faveur de certains particuliers, qu'ils ont été cause de leur perte.

On s'étonnera peut-estre de cette proposition, qui est cependant aussi véritable, qu'elle est aisée à concevoir : & si l'on considère, que tels mouvemens sont malades aux esprits qui en sont agitez, & qu'ainsi que la cause des sievres est la corruption des humeurs, aussi peut-on dire que ces sortes d'affections violentes sont plutôt fondées sur le défaut de celuy en qui elles se trouvent, que sur le mérite de ceux qui en reçoivent l'effet & l'avantage.

Tels maux portent d'ordinaire leur remède avec eux, en ce qu'estant violens, ils sont de peu de durée : mais lors qu'ils continuent, ils apportent souvent ainsi que les sievres de cette nature, la mort aux malades, ou un défaut de santé, qui se repare ensuite difficilement.

Les plus sages Princes ont évité tous ces divers genres de maux, en réglant tellement leurs affections, que la seule raison en fut la guide.

Beaucoup s'en sont guéris, après avoir connu à leurs dépens, que s'ils ne l'eussent fait, leur ruine estoit inévitable.

Pour revenir précisément au point de la question proposée en ce Chapitre, qui

a pour but de faire connoître combien il est important de faire discerner ceux qui sont les plus propres aux emplois, je finiray en disant, que puis que l'intérêt des hommes est ce qui d'ordinaire les fait malverser aux Charges qui leur sont commises, les Ecclesiastiques sont souvent préférables à beaucoup d'autres, lors qu'il est question des grands emplois, non pour estre moins sujets à leurs intérêts, mais parce qu'ils en ont beaucoup moins que les autres hommes, puis que n'ayant ny femmes ny enfans, ils sont libres des liens qui attachent davantage.

CHAPITRE VIII.

Du mal que les flatteurs, médifans, & faiseurs d'intrigues causent d'ordinaire aux Etats; & combien il est important de les éloigner d'auprès des Rois, & les bannir de leur Cour.

IL n'y a point de peste si capable de ruiner un Etat, que les flatteurs, médifans, & certains esprits qui n'ont autre dessein que de former des cabales & des intrigues dans les Cours.

Ils sont si industrieux à répandre leur venin par diverses façons imperceptibles, qu'il est difficile de s'en garan-

ir, si on n'y prend garde de bien près.

Comme ils ne sont ny de condition ny de merite pour avoir part aux affaires, ny assez bons pour'en prendre aux interets publics, ils ne se soucient pas de les troubler; mais pensant beaucoup gagner dans la confusion, ils n'oublient rien de ce qu'ils peuvent pour renverser par leurs flateries, par leurs artifices & par leurs médifances, l'ordre & la regle qui les privent d'autant plus absolument de toute esperance de fortune, qu'en un Estat bien discipliné on n'en peut bastir que sur le fondement du merite, donc ils sont destituez.

Outre que c'est une chose ordinaire, que quiconque n'est point d'une affaire, tâche à la ruiner; il n'y a point de maux que tels gens ne puissent faire, & partant il n'y a point de précautions que les Princes ne doivent prendre contre la malice, qui se voile en tant de façons, qu'il est souvent difficile de s'en garantir.

Il s'en trouve, qui destituez de cœur & d'esprit ne laissent pas d'en avoir assez pour feindre une aussi grande fermeté, qu'une profonde & severe sagesse, & se faire valoir en trouvant à redire à toutes les actions d'autrui, lors mesme qu'elles sont les plus louables, & qu'il est impossible d'en faire de meilleures au sujet dont il s'agit.

Il n'y a rien de si aisé que de trouver

des raisons apparentes pour condamner ce qui ne se peut faire mieux, & ce qui a esté entrepris avec de si solides fondemens, qu'on n'eust pu ne les pas faire sans commettre une notable faute.

D'autres n'ayant ny bouche ny éperon, improuvent par leurs gestes, par leur branlement de teste, & par une grimace fericuse, ce qu'ils n'oseroient condamner de paroles, & qui ne peut estre blâmé par raison.

Pour ne point fiater, lors qu'il s'agit de telles gens, ce n'est point assez au Prince de leur interdire son oreille, mais il faut les bannir du cabinet & de la Cour tout ensemble, parce qu'outre que leur facilité est quelquefois si grande, qu'entre leur parler & leur persuader il n'y a point de difference, lors mesme qu'ils ne peuvent estre persuadez, il ne laisse pas de leur demeurer quelque impression, qui fait son effet une autre fois, s'ils sont rebattus de mesme artifice. En effet, le peu d'application qu'ils ont aux affaires les porte souvent à juger le procès, plustost par le nombre des témoins que par le poids des accusations.

A peine pourrois-je rapporter tous les maux dont ces mauvais esprits ont esté auteurs pendant le Regne de V. M. Mais j'en ay un si vif ressentiment, pour l'intérêt de l'Etat, qu'il me con-

traint de dire, qu'il faut estre inipitoyable envers telles gens, pour prévenir pareils mouvemens à ceux qui sont arrivez de mon temps.

Pour ferme & constant que soit un Prince, il ne peut sans grande imprudence, & sans s'exposer à sa perte, conserver auprès de luy de mauvais esprits, qui peuvent le surprendre à l'imprevu : ainsi que pendant la contagion une vapeur maligne saisit en un instant le cœur & le cerveau des hommes les plus forts & robustes, lors qu'ils pensent estre les plus sains.

Il faut chasser ces pestes publiques, & ne les rapprocher jamais, s'ils n'ont entièrement déposé leur venin, ce qui arrive si peu souvent, que le soin qu'on doit avoir du repos oblige plustost à la continuation de leur éloignement, que la charité ne convie à leur rapel.

Je mets hardiment cette proposition en avant, parce que je n'ay jamais vu aucuns esprits amateurs de factions, & nourris aux intrigues de la Cour, perdre leurs mauvaises habitudes, & changer de nature, que par impuissance; qui même à parler proprement ne les change pas, puisque la volonté de mal faire leur demeure, lors qu'ils n'en ont plus le pouvoir.

Je sçay bien que quelques-uns de ces mauvais esprits peuvent sincerement se convertir : mais l'expérience m'apprenant, que pour un qui demeure dans un vray re-

pentir, il y en a vingt qui retournent à leur vomissement ; je décide hardiment, qu'il vaut mieux user de rigueur envers un particulier digne de grace, que d'exposer l'Etat à quelque préjudice, pour être trop indulgent, ou à ceux qui gardant leur malice dans le cœur, ne reconnoissent leur faute que par des lettres ; ou à ceux dont la légèreté doit faire craindre de nouvelles rechutes pires que leurs premiers maux.

Que les Anges ne fassent jamais mal, ce n'est pas merveille, puis qu'ils sont confirmés en grace ; mais que des esprits obstinez en ce genre de malice fassent bien quand ils peuvent faire mal, c'est une espèce de miracle, dont la main puissante de Dieu est la vraie source : & il est certain qu'un homme de grande probité aura beaucoup plus de peine à subsister dans un siècle corrompu par telles gens, que celui duquel ils ne craindront pas la vertu, pour n'être pas d'une réputation si entière.

On estime quelquefois qu'il est de la bonté des Rois de tolérer les choses qui semblent de peu d'importance en leur commencement ; & moy je dis qu'ils ne sçaroient être trop soigneux de découvrir & d'étouffer les moindres intrigues de leurs Cours en leurs naissances.

Les grands embrasemens naissant de petites étincelles ; quiconque en éteint une, ne sçait pas l'accidie qu'il a prévenu, mais

pour le connoître, s'il en laisse quelqu'un sans l'éteindre, encore que semblables causes ne produisent pas toujours même effet, il se trouvera peut-être en telle extrémité, qu'il ne sçaura plus y apporter remède.

En telles occasions ce n'est pas assez d'éloigner les Grands à cause de leur puissance, il faut faire de même des Petits à cause de leur malice. Tous sont également dangereux ; & s'il y a quelque différence, les gens de peu, comme plus cachez sont plus à craindre que les autres.

Ainsi que le mauvais air, dont j'ay déjà parlé, enfermé dans un coffre infecte souvent une maison de la contagion, laquelle se met en suite dans toute une ville ; ainsi les intrigues des cabinets remplissent souvent la Cour des Princes de partialitez, qui troublent enfin le corps de l'Etat.

Pouvant dire avec vérité que je n'ay jamais vu de troubles en ce Royaume qui aient eu d'autre commencement, je répète encore une fois, qu'il est plus important qu'il ne semble d'étouffer non seulement les premières étincelles de telles divisions, lors qu'elles paroissent ; mais encore de les prévenir par l'éloignement de ceux qui n'ont autre soin que de les allumer.

Le repos de l'Etat est une chose trop importante pour pouvoir manquer à ce remède, sans en être responsable devant Dieu.

J'ay quelquefois vu au milieu de la paix la Cour si pleine de factions, faute de pratiquer ce salutaire conseil, que peu s'en est fallu qu'elles n'ayent renversé l'Etat.

Cette connoissance, & celle que l'histoire a pu donner à V. M. de semblable peril, auquel plusieurs, & particulièrement les derniers de vos Predecesseurs se sont trouvez exposez pour mesme cause, l'ayant contraint de recourir au remede; j'ay vu la France si paisible en elle mesme, pendant qu'elle avoit la guerre au dehors, qu'à voir le repos dont elle jouïssoit, il ne sembloit pas qu'elle eust les plus grandes puissances sur les bras.

Peut-estre dira-t-on que les factions & les troubles dont je viens de parler sont plustost arrivées par l'invention des femmes, que par la malice des flatteurs.

Mais tant s'en faut que cette instance fasse rien contre ce que j'ay mis en avant, qu'au contraire elle le confirme puissamment, puisqu'en parlant des flatteurs, & d'autres esprits semblables, je ne pretens pas exclure les femmes, souvent plus dangereuses que les hommes, & au sexe desquelles sont attachez divers genres d'attraits, plus puissans pour pouvoir troubler & renverser les cabinets, les Cours & les Etats, que la plus subtile & industrieuse malice de quelques autres esprits que ce puissent estre.

Il est vray que pendant que les Reines

Catherine & Marie de Medicis ont eu part au gouvernement des Etats , & qu'à leur ombre diverses femmes se mêloient des affaires , il s'en est trouvé de puissantes en esprit & en attrait , qui ont fait des maux indicibles , leurs Charges leur ayant acquis les plus qualifiez du Royaume , & les plus malheureux ; Elles en ont tiré cet avantage à leurs fins , qu'estant servies d'eux selon leurs passions , ils ont souvent desservi ceux qui ne leur estoient point agreables , parce qu'ils estoient utiles à l'Etat.

Je pourrois m'étendre sur ce sujet , mais divers respects retiennent ma plume , qui pour n'estre pas capable de flaterie , lors qu'elle la condamne ouvertement , ne peut s'exempter de remarquer que les Favoris , dont j'ay parlé au Chapitre precedent , tiennent souvent lieu de ceux dont je viens d'examiner la malice.

En suite de ces veritez il ne me reste rien à dire , sinon qu'il est impossible de garantir les Etats des maux dont ces divers genres d'esprits peuvent estre cause , qu'en les éloignant de la Cour ; ce qui est d'autant plus necessaire , qu'on ne sçauroit garder un serpent dans son sein , sans s'exposer au hazard d'en estre piqué.



CHAPITRE IX.

De la Puissance du Prince.

SECTION I.

Le Prince doit estre puissant, pour estre considéré de ses Sujets & des Estrangers..

LA puissance estant une des choses les plus nécessaires à la grandeur des Rois, & au bonheur de leur gouvernement ; ceux qui ont la principale conduite d'un Etat sont particulièrement obligez de ne rien omettre qui puisse contribuer à rendre leur Maître si autorisé, qu'il soit par ce moyen considéré de tout le monde.

Comme la bonté est l'objet de l'amour, la puissance est la cause de la crainte ; & il est certain qu'entre tous les principes capables d'émouvoir un Etat, la crainte qui est fondée en l'estime & en la reverence, a cette force, qu'elle interesse davantage chacun à faire son devoir..

Si ce principe est de grande efficace au respect du dedans des Etats, il ne l'est pas moins au regard du dehors, les Sujets & les Estrangers regardant avec mêmes yeux une puissance redoutable, les uns & les autres s'abstiennent d'offenser un Prince qu'ils reconnoissent estre en état de leur

faire du mal, s'il en a la volonté.

J'y remarqué en passant, que le fondement de la puissance dont je parle, doit estre l'estime & le respect; j'ajoute que c'est maintenant chose si nécessaire, que si elle tire son origine d'autres principes, elle est tres-dangereuse, en ce qu'au lieu d'estre cause d'une crainte raisonnable, elle porte à haïr les Princes, qui ne sont jamais en plus mauvais état, que lors qu'elle tombe en une aversion publique.

La puissance qui fait considerer & craindre les Princes avec amour, a plusieurs especes differentes; c'est un arbre qui a cinq-diverses branches, qui tirent toutes leur nourriture & substance d'une mesme racine.

Le Prince doit estre puissant par sa réputation.

Par un raisonnable nombre de gens de guerre continuellement entretenus.

Et par une notable somme de deniers dans ses coffres, pour subvenir aux occasions imprévûes, qui surviennent souvent lors qu'on y pense le moins.

Enfin, par la possession du cœur de ses Sujets, comme nous le pouvons clairement voir.

SECTION II.

Le Prince doit estre puissant par sa reputation ; & ce qui luy est necessaire à cette fin.

LA reputation est d'autant plus necessaire aux Princes, que celuy duquel on a bonne opinion, fait plus avec son seul nom, que ceux qui ne sont pas estimez avec des armées.

Ils sont obligez d'en faire plus d'état que de leur propre vie ; & ils doivent plutost hazarder leur fortune & leur grandeur, que de souffrir qu'on y fasse aucune breche ; estant certain que le premier affoiblissement qui arrive à la reputation d'un Prince est, pour leger qu'il soit, le pas de plus dangereuse consequence à sa ruine.

Je dis hardiment en cette consideration, que les Princes ne doivent jamais estimer qu'aucun profit leur soit avantageux, s'il interesse tant soit peu leur honneur ; & ils sont ou aveugles, ou insensibles à leurs vrais interets, s'ils en reçoivent de cette nature.

En effet l'histoire nous apprend qu'on tout temps & en tous Etats les Princes de grande reputation sont toujours plus heureux que ceux qui leur cedant en cette qualité les ont surpassez en force, en richesses, & en toute autre puissance.

Comme ils n'en scauroient estre trop jaloux, leurs Conseillers ne peuvent avoir trop de soin de faire valoir les bonnes qualitez qui sont en leurs personnes.

Ceux qui formeront leur conduite sur les regles & principes contenus en ce present Testament, acqueriront sans doute un nom qui n'aura pas peu de poids dans l'estime de leurs Sujets & de leurs voisins, particulièrement si estant religieux envers Dieu, ils le sont encore davantage envers eux-mesmes; c'est à dire, veritables en leurs paroles, & fideles en leurs promesses: Conditions si absolument necessaires à la reputation d'un Prince, qu'ainsi que celuy qui en est destitué ne scauroit estre estimé de personne; aussi est-il impossible que celuy qui les possède ne soit révééré de tout le monde, & qu'on n'ait grande confiance en luy.

Je pourrois rapporter beaucoup d'exemples de cette verité; mais ne pretendant pas que cet ouvrage soit un lieu commun & aisé à faire par toutes sortes d'esprits qui voudront extraire les bons Livres, je me contente de ne rien mettre en avant qui ne soit si certain & si clair, que toute personne bien sensée en trouvera la preuve en son raisonnement.

SECTION III.

*Le Prince doit estre puissant par la force de
ses frontieres.*

IL faudroit estre privé de sens commun , pour ne connoistre pas combien il est important aux grands États d'avoir leurs frontieres bien fortifiées..

C'est chose d'autant plus necessaire en ce Royaume, que quand même la legere-té de notre Nation la rendroit incapable de faire de grandes conquestes, sa valeur la rendroit invincible à sa défense si elle a de grandes Places, si-bien fortifiées, & si-bien munies de toutes choses, qu'elle puisse faire paroistre son courage, sans estre exposée à souffrir de grandes incommoditez. qui sont les seuls ennemis qu'elle a à vaincre.

Une frontiere bien fortifiée est capable ou de faire perdre aux ennemis l'envie qu'ils pourroient avoir de former des dessein contre un Etat, ou au moins d'arrester leur cours & leur impetuosité, s'ils sont assez osés pour venir à force ouverte.

Les subtils mouvemens de notre Nation ont besoin d'estre garantis de la terreur qu'elle pourroit recevoir d'une attaque imprévue, si elle ne sçavoit que l'entrée du Royaume a des remparts si forts, qu'il n'y a point d'impetuosité étrangere assez puissante pour les emporter d'emblée, & qu'il

est impossible de s'en rendre maîtres qu'avec beaucoup de temps.

La nouvelle methode de quelques-uns des ennemis de cet Etat estant plustost de faire perir par famine les Places qu'ils assiegent, que de les emporter de vive force, & de ruiner plustost le pays qu'ils attaquent par grand nombre de cavalerie, que de s'y avancer de pied avec les corps d'Infanterie considerables, comme on faisoit anciennement, il est clair que les Places frontieres ne sont pas seulement utiles à résister à tels efforts, mais qu'elles sont le salut des Etats, au dedans desquels il est impossible que les ennemis fassent de grands progresz, s'ils laissent derriere eux des Villes qui coupent & la communication de leur pays, & les convois tout ensemble.

Cette consideration m'oblige à représenter, que ce n'est pas assez de fortifier les Places, & les munir seulement pour le temps qu'elles puissent résister à une attaque de vive force, mais qu'il faut qu'elles soient au moins fournies de toutes choses nécessaires pour plus d'un an, qui est un temps suffisant pour donner lieu de les secourir commodément.

Je sçay bien qu'il est presque impossible aux grands Rois de munir aussi beaucoup de Citadelles, mais ce n'est pas de mesme des grandes Villes, où la société des hommes produit l'amas de beaucoup de choses, dont un Gouverneur particulier ne sçau-

roit faire une assez grande provision : & il est aisé d'obliger les habitans à se pourvoir de vivres pour un an, qui suffiront toujours pour six mois & plus, si on chasse les bouches inutiles, comme la raison le veut.

Tant s'en faut qu'on prétende qu'un tel ordre puisse exempter les Souverains d'avoir des magazins publics, qu'au contraire j'estime qu'ils n'en sçauroient trop avoir ; & qu'après les avoir amassez, ils doivent établir de si bons ordres pour les conserver, qu'il ne soit pas libre aux Gouverneurs, à qui par raison la disposition en appartient, de les dissiper mal à propos, ou par une pure negligence, ou par le desir qu'ils pourroient avoir de les convertir à leur profit.

Je ne spécifie point positivement le nombre des Canons, † de la Poudre, des Boulets, & de toutes autres munitions de guerre qui doivent être en chaque Place, parce qu'il doit être diffé-

† Pour ne rien omettre, je remarqueray en cet endroit, qu'il vaut mieux des magazins de salpêtre, de soufre & de charbon, que de poudre toute faite : parce qu'elle se gaste aisément à la longue, & qu'un accident de feu est plus à craindre.

rent selon leur diverse grandeur : mais bien diray-je, que les munitions de bouche ne sont pas plus nécessaires, que celles de guerre, & qu'en vain une Place assiégée seroit bien fournie de vivres, si elle manquoit de ce qui luy est absolument nécessaire & pour se défendre & pour offenser les ennemis, veu principalement que l'expérience nous faisant connaître, que ceux qui tirent le plus, tuent d'ordinaire davantage ; lors qu'une Place est assiégée, on doit quasi plus épargner le pain que la poudre.

Les Anciens ayant remarqué fort à propos, que la vraye force des Places git en celle des hommes, je ne puis que je ne dise en suite, que toutes les fortifications sont inutiles, si le Gouverneur & les Officiers qui commandent dans une Place n'ont le cœur aussi fort que ses murailles & ses ramparts, & si le nombre des hommes n'est proportionné à la grandeur de la Place, & à la quantité des postes qu'il faut défendre.

L'expérience nous a fait voir en diverses occasions, que les moindres bicoques se trouvent imprenables par la fermeté du courage de ceux qui les défendent : & que les meilleures Citadelles ne sont pas de grande résistance, quand ceux qui sont dedans n'ont pas le cœur proportionné à leurs forces.

Les Princes ne sçavoient en cette cou-

sideration avoir trop de soin de bien choisir ceux auxquels ils confient leurs frontières, puis que le salut & le repos de l'Etat dépendent principalement de leur fidélité, de leur vigilance, de leur courage & de leur expérience ; & que souvent le défaut de l'une de ces qualités couste des millions aux Etats, si ce n'est la cause absoluë de leur perte.

SECTION IV.

De la puissance qu'un Etat doit avoir par ses forces de terre.

Cette Section a pour l'abondance de sa matière plusieurs subdivisions.

L'ETAT le plus puissant du monde ne seuroit se vanter de jouir d'un repos assuré, s'il n'est en estat de se garantir en tout temps d'une invasion imprevüe, & d'une surprise inopinée.

Pour cet effet il est nécessaire qu'un grand Royaume comme celuy-cy ait toujours un Corps de Gens-d'armes entretenus, suffisant pour prévenir les dessein que la haine & l'envie pourroient former contre sa prospérité & sa grandeur, lors qu'on l'estime dans un repos assuré, ou au moins pour les étouffer dans leur naissance.

Qu'à la force, a souvent la raison en matière d'Etat ; & celuy qui est foible peur

difficilement s'exempter d'avoir tort ~~par~~ jugement de la plus grande partie du monde.

Comme il arrive beaucoup d'inconvénients à un Soldat qui ne porte pas toujours son épée, le Royaume qui n'est pas toujours sur ses gardes, & en état de se garantir d'une surprise inopinée, a beaucoup à craindre.

Les intérêts publics obligent ceux qui ont la conduite des Etats, à les gouverner en sorte qu'ils puissent non seulement les garantir de tout mal qui se peut éviter, mais encore de l'apprehension qu'ils en pourroient avoir.

La puissance des Princes est le seul moyen qui pour produire cet effet & parians il reste seulement de savoir quelles forces doivent estre entretenues dans ce Royaume.

La raison voulant qu'il y ait une proportion geometrique entre ce qui soutient & ce qui est soutenu, il est certain qu'il ne faut pas de mediocres forces pour soutenir un si grand corps que celui de ce Royaume.

Celles qui sont nécessaires à une fin si importante, peuvent & doivent estre de differente nature, c'est-à-dire, qu'entre les gens de guerre destinez pour la conservation de cet Etat, les uns doivent estre

enrôlez pour estre tout prests toutes les fois qu'il en sera besoin, & les autres continuellement sur pied, pour n'estre jamais un moment sans estre en état d'une bonne defense.

Nombre de gens de guerre qui doivent estre entretenus en ce Royaume.

Pour bien garnir les villes frontieres, & tenir un corps en estat de s'opposer à tout dessein inopiné, il faut au moins entretenir 4000. chevaux, & 40000. hommes d'infanterie continuellement sur pied, & l'on peut, sans charger l'Etat, tenir 10000. Gentils-hommes, & 50000. hommes de pied enrôlez & prêts à estre levez toutes les fois que l'occasion le requerra.

On dira peut-estre que la defense de l'Etat ne requiert pas de si grands preparatifs : mais outre que tant s'en faut que cet établissement soit à charge à la France, qu'au contraire la noblesse & le peuple en recevront de l'avantage ; je dis qu'il est nécessaire pour estre capable de faire la guerre, lors que le bien de l'Etat le demandera.

La Guerre est quelquefois necessaire.

Au jugement des mieux senez, la guerre est quelquefois un mal inevitable, & en

d'autres rencontres il est absolument nécessaire, & tel qu'on en peut tirer du bien.

Les Etats en ont besoin en certains temps, pour purger leurs mauvaises humeurs, pour recouvrer ce qui leur appartient, pour vanger une injure dont l'impunité en attireroit une autre, pour garantir d'oppression leurs allies, pour arrêter le cours de l'orgueil d'un Conquerant, pour prévenir les maux dont on est apparemment menacé, & dont on ne sçauroit s'exempter par autre voye, ou enfin pour divers autres accidens,

Je soutiens, & c'est chose véritable, qu'il n'y en peut avoir d'heureuse, qui ne soit juste : parce que si elle ne l'estoit pas, quand l'événement en seroit bon selon le monde, il en faudroit rendre compte au Tribunal de Dieu.

En cette consideration, la premiere chose qu'il faut faire lors qu'on est contraint de venir aux armes, est de bien examiner l'équité qui les met en main, ce qui doit estre fait par des Docteurs de capacité & de probité requise.

Ce fondement présupposé, on ne doit penser qu'aux moyens de bien faire la guerre, entre lesquels, prendre bien son temps, n'est pas un des moindres.

Il y a cette difference entre celuy qui se vange par colere, ou par raison, que le premier fait du mal au hazard d'en recevoir, aimant mieux souffrir du préjudice,

que de perdre l'occasion d'en faire son ennemi ; & le dernier dissimule ses sentimens jusqu'à ce qu'il ait lieu de faire porter à celui qui luy a fait du mal la peine de sa faute , sans qu'il puisse avoir part à ses souffrances.

Le premier agit en beste , suivant les mouvemens de la nature ; & le dernier se conduit en homme , se laissant conduire à la raison.

Pour bien faire la guerre , ce n'est pas assez que d'en bien choisir l'occasion , que d'avoir bon nombre de gens de guerre , abondance d'argent , de vivres & de munitions de guerre ; le principal est que les hommes soient propres à ce à quoy ils sont destinez , qu'on sçache les contenir en discipline , les faire vivre avec regle , & qu'on dispense son argent , ses vivres & ses munitions à propos.

Il est aisé de donner des preceptes généraux , mais la pratique en est difficile ; & cependant si elle est negligée , le succès d'une guerre ne sçauroit estre heureux que par hazard , ou par miracle , à quoy les gens sages ne doivent jamais s'attendre.

Il n'y a pas de nation au monde si peu propre à la guerre que la nostre ; la légèreté & l'impatience qu'elle a dans les moindres travaux sont deux principes qui ne se verifient que trop.

Bien que Cesar ait dit , que les François sçavent deux choses , l'art militaire , & celui

de bien parler ; j'avoue que je n'ay pu comprendre jusqu'à present sur quel fondement il leur attribué la premiere de ces qualitez, veu que la patience dans les travaux & dans les peines, qualité nécessaire à la guerre, ne se trouve en eux que tres-rarement.

Si cette condition accompagnoit leur vaillance, l'Univers ne seroit pas assez grand pour borner leurs conquestes ; mais comme le grand cœur que Dieu leur a donné les rend propres à vaincre tout ce qui s'oppose à eux par la force, leur legereté & leur paresse les rendent incapables de surmonter les moindres obstacles que les delais d'un ennemy rusé oppose à leur ardeur,

De là vient qu'ils ne sont pas propres aux conquestes qui requierent du temps, ny à conserver celles qu'ils pourroient avoir faites en un instant.

Ils ne sont pas seulement legers, impatiens, & peu accoutumés à la fatigue ; mais outre cela on les accuse de n'estre jamais contents du temps present, & d'estre peu affectionnés à leur patrie ; & cette accusation a tant de fondement, qu'on ne sçauroit nier qu'il s'en trouve plus qui manquent à ce à quoy ils sont obligez par leur naissance, que de toutes les autres nations du monde.

Il s'en trouve peu qui portent les armes contre la France, où il ne se trouve des François ; & quand ils sont armés pour leur pays, ses interets leur sont si indiffe-

rens , qu'ils ne font aucun effort pour surmonter leurs défauts naturels à son avantage.

Ils courent des cent lieues chercher une bataille , & n'en voudroient pas attendre l'occasion huit jours ; l'ennemy les a fatigués , devant mesme qu'on ait commencé de mettre la main à l'œuvre.

Ils ne craignent pas le peril , mais ils veulent s'y exposer sans aucune peine ; les moindres delais leur sont insupportables , ils n'ont pas de slegne pour attendre un seul moment leur bonheur , & ils s'ennuyent mesme dans la continuation de leurs prosperitez.

Au commencement de leur entreptise , leur ardeur n'est point ordinaire , & en effet ils sont plus qu'hommes en cet instant ; mais peu de temps après ils se ralentissent , en sorte qu'ils deviennent égaux à ceux qui n'ont qu'une vertu commune , & à la longue ils se dégoûtent & s'amollissent jusqu'à tel point qu'ils sont moins qu'hommes.

Il leur reste bien toujours du cœur pour se battre , pourveu qu'on veuille les mettre aux mains à l'heure mesme ; mais il ne leur en demeure point pour attendre l'occasion ; bien que leur honneur , la reputation de leur nation , & le service de leur Maître les y obligent.

Ils ne savent ny tirer fruit d'une victoire , ny résister à la fortune d'un ennemy victorieux ; ils s'aveuglent plus que tous autres

autres dans leurs prosperitez , & cependant point de cœur ny de jugement dans les adversitez & dans les travaux.

Enfin ils sont sujets à tant de défauts , que ce n'est pas sans raison que quelques esprits judicieux s'étonnent comment cette Monarchie a pu se conserver depuis le temps de sa naissance , veu que si elle a toujours trouvé des enfans fideles à sa defense , elle n'a jamais esté attaquée , que ses ennemis n'ayent rencontré dans son sein des Sectateurs , qui comme viperes n'ont rien oublié de ce qu'ils ont pu , pour ronger les entrailles de leur mere.

Je scay bien qu'en contre-échange de ces imperfections , les François ont de bonnes qualitez ; ils sont vaillans , pleins de courage & d'humanité ; leur cœur est éloigné de toute cruauté , & tellement dépourvu de toute rancune , qu'ils se reconcilient aisément.

Mais bien que ces qualitez soient ou l'ornement de la vie civile , ou essentielles à la Chrestienté ; si est-il vray qu'estant destinées de slegne , de patience & de discipline , ce sont des viandes exquises , servies sans sauce qui les fait manger avec goût.

Je n'ignore pas que la Providence de Dieu , qui est admirable en toutes choses ; l'est particulièrement en ce qu'elle a voulu contrepeser les mauvaises qualitez de chaque nation par d'autres avantages qui suppléent à leurs défauts. O

Si la Nation Françoisse est legere & impatiente, sa vaillance & son impetuosité luy font souvent faire d'un premier effort, ce que les autres font avec beaucoup de temps.

Si son inquietude l'empesche de demeurer volontiers dans les armées, la Bonté Divine la rend si abondante en hommes, qu'il s'en trouve toujours quantité qui font portez par le mesme principe de legereté à vouloir aller aux occasions, quand les autres en veulent revenir; & ceux-cy sont prests à retourner, auparavant que ceux qui ont remply leur place quittent la partie.

Si le peu d'affection qu'ils ont pour leur pays les porte quelquefois à prendre les armes contre leur Roy, l'inconstance & les subits mouvemens auxquels ils sont sujets font qu'estant difficile d'y prendre confiance, ils se font plus de mal à eux memes, qu'ils ne sont capables d'en faire à leur pays.

C'est chose certaine, que les Espagnols nous surpassent en constance & en fermeté, en zele & en fidelité envers leur Roy & leur Patrie; mais en contre-échange, ce Royaume sterile est si desert en certains endroits, & si peu abondant en hommes, que sans leur fermeté il se trouveroit souvent abandonné de soy-mesme,

Au reste si entre les François quelques particuliers prennent party contre leur Maître, les Espagnols se mutinent & s'

revolent quelquefois en corps dans les armées.

Si l'Empereur a l'avantage de dominer une Nation qui est la pépinière des Soldats, il a aussi le desavantage qu'elle change aisément de party & de Religion tout ensemble, outre qu'elle est extraordinairement sujette à l'ivrognerie, & beaucoup plus déréglée que la nôtre à la campagne.

En un mot chaque Nation a ses défauts, & les prudentes sont celles qui tâchent d'acquiescer par art ce que la nature ne leur a pas donné.

Il est plus aisé d'ajouter au courage, à la vaillance & à la courtoisie des François le flegme, la patience & la discipline, que de donner aux Nations flegmatiques le feu que la naissance ne donne pas.

Les François sont capables de tout, pourvu que ceux qui les commandent soient capables de bien enseigner ce qu'il faut qu'ils pratiquent.

Leur courage, qui les porte à chercher la guerre aux quatre coins du monde, vérifie cette proposition ; puisqu'ils vivent comme les Espagnols dans leurs armées, comme les Suédois dans leur pays, comme les Cravates dans leurs troupes, & comme les Hollandois dans leurs États.

Ils observent la discipline des uns & des autres ; ce qui montre bien que s'ils demeurent dans leur pays en leurs défauts naturels, c'est parce qu'on les souffre, & qu'on ne sçait pas les en corriger. O ij

S'ils vivent dans ce Royaume sans discipline, ce n'est pas tant leur faute, que celle des Chefs qui les commandent, qui se contentent d'ordinaire de faire de belles Ordonnances, & n'ont pas le soin de les faire observer.

Il n'y a rien de si aisé que de donner des regles de bien vivre, & rien qui soit si difficile de les faire pratiquer, il n'est point pourtant impossible.

Il faut s'il se peut en faire comprendre la justice par raison, & ensuite être impitoyable & inflexible à faire châtier ceux qui les violent.

Si un, deux, ou trois châtimens n'arrêstent le cours de la desobéissance, il continuë l'emporte, & j'ose dire à V. M. que si Elle trouve des Chefs dignes de commander, Elle ne manquera pas de Sujets propres à obéir. C'est chose certaine, que l'opinion qui s'est répandue par tout le monde, que les François sont incapables de regle & de discipline, n'a autre fondement que l'incapacité des Chefs, qui ne savent pas choisir les moyens nécessaires aux fins qu'ils se proposent.

Le Siège de la Rochelle, où durant treize mois une armée de vingt-cinq mille hommes reçut les ordres, & y obéit comme des Religieux portant les armes, & le voyage de Pignerol où ils firent le même, verifient clairement ce que j'ay dit.

Mais il faut que celui qui commande

n'ait aucune acception de personne, & qu'il soit reconnu pour tel ; étant certain, que si on voyoit qu'il n'eust pas assez de fermeté pour demeurer inflexible dans la rigueur de la règle qu'il a établie, il n'y auroit personne qui pensast estre obligé à la garder, ou au moins s'en trouveroit - il beaucoup qui se hazarderoient à la violer, pensant le pouvoir faire impunément.

Mais si un Chef se laisse moins de châtier, que les delinquans de faillir ; sa fermeté arrêtera le cours de nos loqueretez si excessives ; à moins d'un tel remède, il ne faut point espérer de contenir dans les bornes de la raison une Nation si bouillante & si impetueuse que la nôtre. Les châtimens de Marillac & de Montmorency ont eu un instant mis en leur devoir tous les Grands de ce Royaume ; & j'ose assurer, que celui de dix Officiers & de cinquante Soldats maintiendra les Armées en discipline & estât de faire tout ce qu'on voudra.

Ainsi si l'on châtie tous ceux qui manqueront à satisfaire à leurs devoirs & obligations, on en châtierra peu, veu qu'il ne s'en trouvera pas beaucoup qui veulent de gayeté de cœur s'exposer à leur porte, quand ils la connoistront inévitable ; & par la mort de peu de gens on conservera la vie à beaucoup, & l'ordre en toutes choses.

Jamais les defauts de cette Nation

n'ont paru davantage, que sous le regne de V. M. qui estant signalé de beaucoup de bonheur, & d'une grande puissance en votre conduite, le sera aussi au jugement des plus sages, pour beaucoup d'infidelitez qu'Elle a souffert, & par un grand nombre de legeretez pratiquées contre son service.

Après avoir plusieurs fois recherché les raisons des uns & des autres, je ne crains point de dire, que ces legeretez viennent de la foiblesse de la minorité de V. M. pendant laquelle les esprits se sont tellement accoustumés à toutes sortes de licences, qu'ils ont cru dans votre regne les pouvoir continuer avec la mesme impunité qu'auparavant.

La premiere est, qu'y ayant plus de Col- leges de Religieux, plus d'Officiers de Justice & de Finances que par le passé, il y a beaucoup moins de Soldats ; ce qui fait que la desertion de ceux qui se retirent des Armées paroist davantage, parce qu'il ne s'en trouve pas tant qu'autrefois qui remplissent la place de ceux qui abandonnent leur devoir.

La seconde, que les gens de guerre faisoient par le passé plus de fortune qu'en ce temps, auquel les Financiers & les Partisans recueillent toute la graisse, au grand dégout de ceux qui se voyent contraindre d'exposer leur vie presque inutilement.

La troisième, que les Chefs d'à présent sont moins soigneux de la discipline militaire, & moins severes à châtier ceux qui les abandonnent, que n'estoient nos Peres.

La quatrième, que le long-temps qu'il y a que les François n'avoient eu de guerre étrangere où ils eussent de puissans ennemis à combattre, leur avoit fait quasi oublier le métier, & les avoit desaccoutumé des fatigues dont ils sont peu capables, bien qu'il en faille beaucoup essuyer, lors qu'on a affaire à des ennemis éveillez & puissans.

J'ajoute à ces considérations, que la santé de V. M. ne luy a pu permettre d'estre toujours dans les Armées, & que l'injustice des François est telle, qu'ils ne sont pas contens en un lieu où ils hazardent leur vie, s'ils ne voyent leur Roy, par la presence duquel ils l'estiment en quelque façon asscurée.

Il n'appartient qu'aux ennemis de cet Etat de faire la guerre avec succès par de simples Lieutenans; le Regne de leur nation leur donne cet avantage: mais la Française est moins propre qu'aucune autre à en user ainsi, parce que l'ardeur qui leur donne du courage & le desir de combattre, leur donne aussi l'impatience, qui ne peut estre vaincue que par la presence de leur Roy.

S'il est arrivé quelquefois qu'une gran-

de entreprise ait réussi sous des Lieutenans, il se trouvera sans doute que ceux qui ont eu ce bonheur, ont esté des person-
nages de tres-grande auroité, tant par la confiance de leur Maistre, que par le merite de leurs personnes; ou que les guerres n'auront pas esté de si longue durée, qu'en surmontant les ennemis il luy ait fallu aussi vaincre l'humeur des François.

Ce n'est pas une petite peine d'estre obligé de faire connoistre en cet endroit les défauts que V. M. a plusieurs fois remarqué en sa Noblesse; cependant ils sont si publics, qu'il est impossible de les cacher.

L'affection que je luy porte fait qu'il est nécessaire de les examiner, pour y trouver exemple, & pour y chercher remede.

L'estime en laquelle elle a esté par le passé, ne permet pas quasi de croire qu'elle ait mal fait en certaines occasions de votre regne; mais j'en feray sans doute concevoir la raison à ceux qui en ont vu l'effet.

Il n'y a personne qui ne comprenne aisément, qu'il y a grande difference entre les esprits qui montent en haut par leur nature, & les plus grossieres parties de leurs corps qui demeurent en bas.

L'excellence de la Noblesse, qui cherche la guerre volontiers, sont ces

esprits qui montent en haut, estimez de tout le monde ; & celle qui n'y va que par la nécessité des Loix de ce Royaume est, sinon la lie, au moins le vin qui est au dessous de la barre, & dont on fait si peu de cas, qu'à peine peut-il servir pour des valets.

Il n'y a point de communauté où l'on ne trouve beaucoup plus de mauvais sujets que de bons ; & partant peu d'y-vroye estant capable de gaster plusieurs indigneaux de bled ; ce n'est pas merveille si lors qu'une Noblesse est assemblée, le grand nombre corrompt le petit, quoy-que meilleur ; Et comme le meilleur vin brouillé avec la lie ne vaut rien, aussi le service de la meilleure Noblesse est non seulement inutile, mais préjudiciable ; quand elle est jointe avec la lie qui l'altère.

Arrière-Ban.

Ce discours me donnant lieu de parler du Ban & de l'Arrière-Ban, je ne puis que je ne dise, que si une assemblée de Noblesse, qui n'ayant point de Chef qui ait autorité, se conduit sans regle & vit sans discipline. . . . Assemblée dont la subsistance est si peu assurée, que la légèreté, la lâcheté, la malice ou le dégoût de trois ou quatre personnes sont capables de la dissiper en un moment.

O y

Assemblée qui ruine beaucoup plus les lieux par où elle passe, que les troupes réglées, qui ruinant le pays de V. M. payent une partie de ce qu'elles dépensent, au lieu que celle-cy ne paye rien du tout.

Elle ne fait jamais de garde en une Armée, d'où il arrive double mal, & celui de leur faineantise, & le dégout qu'en reçoivent les autres.

Si elle ne combat aussi tost qu'elle est arrivée, comme elle a esté prompte à venir, elle est prompte à s'en retourner, & en menace à tous momens. En se retirant elle débauche non seulement beaucoup de gens par son mauvais exemple, mais les plus ingénieux de la troupe inventent tout ce que l'artifice peut suggérer pour couvrir leur infamie, & faire croire qu'elle ne s'en va pas sans raison; ce qui fait qu'en affoiblissant les Armées, elle les étonne tout ensemble.

V. M. connoissant mieux que moy ces veritez, dont Elle a vu la pratique en sa presence, sans exagerer les défauts d'un Ordre dont j'ay representé les perfections, ma conscience m'oblige de dire hardiment, qu'il ne faut jamais avoir recours à un tel secours, beaucoup plus préjudiciable qu'utile à l'Etat.

Mais afin que ce Royaume ne demeure pas privé du service de la Noblesse, qui en a toujours esté le princi-

pal nerf, & qui est obligé de le servir en temps de guerre, à cause des fiefs qui luy ont esté donnez à cette condition, & des avantages qu'elle a pendant la paix sur les peuples : il faut taxer tous les fiefs en chaque Bailliage selon leur revenu, & former avec l'argent qui en reviendra des Compagnies réglées, dans lesquelles ceux qui aimeront mieux servir en personne que payer la contribution de leurs fiefs, seront reçus, pourvu qu'ils s'engagent de satisfaire aux conditions de leurs obligations.

La prudence veut qu'on se serve des hommes selon leur portée, & que l'on supplée au défaut de la nature : & pour cette raison il faut se servir du Corps de la Noblesse, si l'on veut en tirer quelque utilité.

Ensuite de cette observation, passant plus avant, je suis obligé de remarquer, qu'il est presque impossible d'entreprendre avec succès des grandes guerres avec des François seuls.

Etrangers nécessaires.

Les Etrangers sont absolument nécessaires pour maintenir le corps des Armées, & si la Cavalerie Françoisse est bonne pour combattre, on ne peut se passer d'Etrangers pour faire les gardes, & supporter les fatigues d'une Armée.

Notre Nation bouillante & ardente aux combats, n'est ny vigilante à se garder, ny propre à former des desseins ou des entreprises qui ne se peuvent executer sans peine.

Les Armées Françoises estoient toujours composées de la moitié d'Etrangers, & nous avons expérimenté: combien il est avantageux de s'en servir, au défaut de notre Nation, par les bonnes qualitez de ceux dont nous pouvons estre assistez: & cependant corriger nos imperfections autant qu'il nous est possible.

Or parce que si nous manquons de Soldats bien disciplinez, fermes & constants en leur devoir, nous manquons encore plus de Chefs qui ayent les qualitez qui leur sont necessaires: ce n'est pas assez de remédier à un de ces défauts, il faut aussi pourvoir à l'autre.

Il y en a peu dans le monde, mais beaucoup moins en France qu'en autre lieu, qui ne s'aveuglent dans la prosperité, & ne perdent cœur & jugement dans l'adversité & les traverses.

Il est néanmoins necessaire qu'il y ait des gens dans l'administration de l'Etat, & dans le commandement des Armées, qui soient exempts de ces défauts, autrement on seroit en hazard de ne tirer jamais aucun fruit des occasions favorables: que Dieu nous peut envoyer, & de perdre beaucoup au premier acci-

dent de fortune qui nous arriveroit.

Bien que la teste soit ce qui guide le reste du corps, & que le jugement soit la partie la plus essentielle à celui qui commande: il est vray néanmoins que je souhaite plutôt à un General d'Armée beaucoup de cœur, & un médiocre esprit, que beaucoup d'esprit & un médiocre cœur.

On s'étonnera peut-être de cette proposition, parce qu'elle est contraire à ce que plusieurs ont pensé sur ce sujet; mais la raison en est évidente.

Ceux qui ont grand cœur ne s'étonnent pas dans le péril; tout l'esprit que Dieu leur a donné, & leur jugement leur sert fort bien en telles occasions; au lieu que ceux qui ont fort peu de cœur s'étonnant aisément, se trouvent au moindre danger si troublez, que quelque grand esprit qu'ils ayent, il leur est du tout inutile, parce que la peur leur en ôte l'usage.

Je ne fais pas grande différence entre donner le maniement des Finances à un Voleur, & le commandement d'une Armée à celui dont le courage est médiocre.

Comme l'avarice & le desir qu'à le premier d'acquiescer du bien, font qu'il ne prend pas toujours les occasions d'augmenter le fonds de son Maître: aussi le second, qui a le desir de conser-

ver sa vie , & se garantir de divers perils , qui n'ont fondement qu'en son imagination , est porté à perdre & à éviter beaucoup d'occasions tres-avantageuses à ses Armes , & ainsi si le premier est capable de faire des fautes par le desir de remplir sa bourse , le dernier ne l'est pas moins par le dessein qu'il a d'assurer sa vie.

Entre les gens de cœur , il y en a qui sont vaillans par nature , & d'autres qui le sont seulement par raison. Les premiers sont beaucoup meilleurs pour Soldats que pour Capitaines , parce que d'ordinaire leur vaillance est accompagnée de quelque brutalité ; mais les seconds sont bons pour Chefs : cependant il est toujours à desirer , que leur vaillance raisonnable ne soit pas déstituée de la naturelle , parce qu'autrement il seroit à craindre que la prévoyance de beaucoup d'inconveniens qui peuvent arriver , & qui n'arrivent pas , détournast celui qui agitoit avec trop de raisonnement d'entreprendre ce qui réussiroit à d'autres moins spirituels & plus hardis.

Le manque de jugement contribué beaucoup à la vaillance de certaines personnes , qui font des coups d'autant plus hazardés , qu'ils connoissent moins le peril où ils s'exposent.

Le jugement ne sert pas peu à d'autres pour scinder une grance hardiesse

en certaines occasions, qui perilleuses en apparence, ne le sont ny dans l'effet, ny dans l'esprit de ceux à qui Dieu a donné plus de lumière qu'aux autres.

Comme il ne faut pas une vaillance au General d'Armée qui soit déstituée de jugement; s'il est clairvoyant & judicieux en éminence, il a besoin de sincérité qui l'empêche de faire passer des artifices pour des actions de cœur. L'homme se déguise souvent en tant de façons, qu'il est bien difficile de distinguer les effets de la teste de ceux dont le cœur est la principale cause.

Il y a des gens si naturellement vaillans, qu'ils sont tels jusqu'au tombeau.

D'autres qui ne l'estant pas de cette sorte, font un effort en leur jeunesse pour paroître tels, afin de s'acquérir quelque réputation, à l'ombre de laquelle ils puissent passer leur vie sans infamie.

Ces derniers n'ont pas plutôt obtenu leurs fins, que les effets de leur vaillance disparaissent, parce qu'ils ont leur compte, & que l'artifice est la source de leur courage, & non leur inclination naturelle.

Il faut bien se donner de garde de choisir un Chef de cette nature, se résolvant que l'artifice est aussi dangereux en ceux qui commandent, que le jugement & le courage leur sont nécessaires.

Ces deux qualitez doivent quasi mar-

cher de mesme pied , mais en compagnie de plusieurs autres.

Les grandes entreprises n'estant pas jeux d'enfans , il est vray de dire qu'elles requierent en ceux qui les font, un âge meur ; mais est-il vray qu'ainsi que la maturité du jugement qui s'avance avec les années est utile à former un dessein , le feu de la jeunesse ne l'est pas moins pour pouvoir le mettre en execution : & c'est chose certaine que la fortune tit souvent aux jeunes gens , & tourne le dos à la vieillesse.

Il faut remarquer à ce propos , qu'il y a grande difference entre un nouveau , un jeune , & un vieillard. Il est difficile d'estre bon & mauvais tout ensemble.

Pour estre excellent , il faut estre jeune d'années , mais non de service & d'experience ; & bien que les vieux soient ordinairement les plus sages , ils ne sont pas les meilleurs pour entreprendre , parce qu'ils se trouvent souvent destituez du feu de la jeunesse qui est requis en telles occasions.

Pour conclusion , le cœur , l'esprit & la bonne fortune sont trois qualitez si necessaires à un Chef , que bien qu'on n'en trouve pas beaucoup qui les ayent toutes ensemble , il est difficile d'attendre sans hazard de grands evenemens de ceux qui se trouveront destituez de l'une d'icelles.

Mais si on est assez heureux pour en trouver en qui ces conditions se rencontrent , il sera tres-aisé de remediér aux

défauts de ceux qu'on voudra commettre à leur conduite.

Un de ceux qui cause plus de mal est, ainsi que j'ay remarqué, la legereté de notre Nation, qui la rendant presque incapable de demeurer long-temps en un mesme estat, fait qu'une armée n'est pas plustost mise sur pied, qu'elle diminue de la moitié.

Remede pour faire subsister les Armées.

J'ay quelquefois estimé que le meilleur expedient qu'on pourroit prendre pour faire subsister les gens de guerre & les maintenir en discipline, seroit de mettre l'établissement des Legionnaires, autrefois pratiqué en ce Royaume, y ajoutant quelques ordres particuliers tout-à-fait nécessaires pour le rendre assésuré; mais la raison & l'experience m'ont fait perdre cette pensée.

La raison, parce qu'elle fait connoître clairement que ce qui est commis au soin de plusieurs est d'autant moins assésuré, que chacun se décharge sur son compagnon, & que les choix qui se font par l'avis des Communantez se trouvent rarement faits par le seul motif de la raison; parce qu'encore qu'il y ait beaucoup de gens sages & de probité, le nombre des fous & des méchans est toujours le plus grand.

L'experience, parce qu'elle apprend à tout le monde qu'il n'y a point de deniers

plus mal dispensez que ceux des Communautez. †

Outre que je puis dire avec verité, que lorsque les necessitez urgentes de l'Etat ont contrainct V. M. de recourir à des Troupes envoyées par des Princes, conduites & payées par leurs Officiers, ce que j'ay veu deux fois pendant cette derniere guerre, elles ont toujours coûté le double, & ont fait autant & plus de desordres que les autres, & moins subsisté que celles qui estoient en mesme temps levées & conduites par des particuliers à vos dépens.

Ces considerations m'ont fait voir clairement, qu'au lieu de charger les Provinces de la levée & de l'entretienement des gens de guerre, les Souverains en doivent prendre le soin, & qu'ils peuvent les faire subsister avec ordre, s'ils veulent se servir des moyens utiles à cette fin, selon l'ordre suivant.

Tous les Soldats doivent estre enrôlez : le rôle qui en sera fait doit porter leur nom, désigner le lieu de leur naissance & leurs habitudes, afin que s'ils viennent à se débander, on les puisse trouver plus aisément.

† Cette verité est clairement justifiée par la mauvaise administration des deniers d'octroy des Villes & des Fabriques des Eglises.

Le Greffier de chaque lieu doit estre chargé du nombre de ce qui se levera en son étendue, & les Juges obligez d'avoir l'œil à faire prendre & châtier selon la rigueur des Ordonnances tous ceux qui reviendront des Armées sans un bon & valable congé, sur peine ausdits Juges d'estre privez de leurs Charges, s'il se verifie qu'ayant eu connoissance du retour desdits Soldats, ils les aient laissez impunis.

Pour l'entôlement des Soldats, chacun doit estre obligé de servir trois ans sans demander congé, si ce n'est en cas d'une évidente maladie, à condition aussi que ce terme étant expiré, l'on ne pourra le leur refuser lors qu'ils le demanderont.

Cette condition semble d'autant plus nécessaire, que le François qui croit estre contraint & retenu contre son gré, ne pense d'ordinaire qu'à s'échaper, deût-il perdre mille vies, s'il en avoit autant; au lieu que s'il luy est libre de se retirer, il y a grande apparence qu'il demeurera volontairement dans les Armées, la nature portant d'ordinaire les hommes à vouloir moins ce qui leur est permis; que ce qui leur est défendu.

Tout Soldat qui aura obtenu son congé, sera tenu de le faire enregistrer au Greffe de la Jurisdiction en laquelle il aura esté levé.

Les Chefs & les Officiers d'un Regiment ne pourront pour quelque cause que ce puisse estre recevoir des Soldats d'un autre, sur

peine d'estre dégradé des Armes, & même de Noblesse, s'ils sont Gentilshommes.

Et le Soldat qui sera trouvé avoir abandonné son Capitaine sans congé, sera sans remission envoyé aux Galeres en quelque temps qu'il puisse estre pris, sans qu'aucun changement de lieu ny de condition le puisse exempter de cette peine.

Nul congé ne sera estimé bon, s'il n'est signé du Mestre de Camp, ou autre qui qui commande le Corps en son absence, & scelé du sceau du Regiment.

Chaque Regiment aura un Prevost, un Commissaire, un Contrôleur, & un Payeur, qui tous seront obligés de suivre le Regiment, sur peine non seulement de cassation, mais mesme de punition exemplaire.

S'il se fait quelques desordres dont le Prevost ne fasse point de chastiment selon les loix militaires, il sera luy-mesme châtié lorsque la plainte viendra à la connoissance de V. M. ou de ses Generaux.

Si le nombre du Regiment n'est complet, & que le Commissaire & le Contrôleur n'en donnent avis, ils en répondront en leurs propres & privez noms, & seront severement punis.

Si la solde manque par la faute du Payeur, soit par divertissement qu'il fasse du fond de sa Charge, soit par simple remise ou delay, ou autre manquement, il ne pourra en aucune façon estre exempt

du payement du quadruple, & de punition exemplaire.

Lesdits Officiers seront seulement employés par commission, diverses expériences ayant fait connoître que rien ne perd tant les Officiers du Roy, particulièrement en ce qui est du fait de la guerre, que de mettre les Charges en titre d'Offices, qui à proprement parler n'est autre chose qu'un titre de volerie & d'impunité.

Ceux qui commandent les Troupes seront obligés de les faire mettre en bataille toutes les fois qu'ils en seront requis par les Commissaires.

Afin que ceux qui auront telles commissions puissent s'en acquitter fidèlement, le Commissaire aura 200. livres par mois, le Contrôleur 150. livres, le Prevost 100. liv. son Greffier 50. liv. & chacun de ses Archers 30. livres.

Or parce qu'on ne sauroit rien avancer en réglant les Soldats & les petits Officiers, si l'on ne prescrivait l'ordre qui doit être observé par les principaux Chefs, les Mestres de Camp, Capitaines, Sergens Majors, Lieutenans & Enseignes ne pourrout s'abstenir de leurs Charges sans congé de leurs Generaux, & Commandans des Troupes, ou de V. M. & au cas qu'aucuns contreviennent à ce Règlement, ils doivent être callez, dégradés de Noblesse & des Armes s'ils sont Nobles, ou callez seulement s'ils ne le sont pas, sans

préjudice de plus grande peine. V. M. s'imposera, s'il luy plaît, cette loy à Elle-mesme, de ne leur donner jamais congé pendant la guerre sans cause legitime ; mais lors qu'ils seront en Garnison, Elle usera aussi de cette bonté de ne point refuser congé au tiers des Officiers pour quatre mois, afin qu'en un an ils le puissent avoir tous à leur tour.

Si avec cette bonne regle qui ne peut estre estimée trop austere par ceux mesme qui en peuvent souffrir, on a un soin particulier des Soldats : Si l'on leur donne du pain tout le long de l'année, six monnetes & un habit : si l'on continue les missions militaires pratiquées en 1639. pour les empêcher de tomber malades : si lors qu'ils le sont, on a des Hôpitaux qui suivent l'Armée en tous lieux, ainsi qu'on a fait en la mesme année, & qu'en assurant la vie à ceux qui auront esté estropiez en servant le Roy, dans la Commanderie de saint Louis destinée à cette fin ; j'ose répondre que l'Infanterie de ce Royaume sera bien disciplinée à l'avenir.

Cavalerie.

Il en sera de mesme de la Cavalerie, si la mettant sur pied (avec le mesme ordre que je ne repete point pour éviter une redite importune) on oblige en outre chaque Cavalier à avoir deux Chevaux de

service & un de bagage : si on ne leur en souffre davantage : si on leur fait observer rigoureusement les Ordonnances qui les obligent à n'être jamais sans armes : & si on les met en garnison pendant la Paix dans les lieux clos, pour éviter les desordres dont il est impossible de garantir le peuple, lors que les gens de guerre logent à la campagne.

Elle a si mal fait en ces dernières guerres, que si elle demeurait en l'état auquel elle est, il n'en faudroit plus faire compte.

La vraie cause de la décadence est le grand nombre qu'on a été contraint d'en faire en ces derniers temps, pour s'opposer à celle des Etrangers, qui mettent indifféremment toutes sortes de personnes à cheval.

De là est venu, qu'elle n'a pu être ainsi que par le passé composée de Noble & adroite & courageuse ; mais qu'on a été contraint de la remplir non seulement de vieux Soldats, mais encore de jeunesse de toutes conditions, qui n'a jamais éprouvé ny son cœur ny son bras.

Si en imitant les Etrangers qui reçoivent toutes sortes de gens dans leur Cavalerie, la nôtre avoit appris à supporter aussi bien les fatigues que la leur, bien qu'elle eût perdu une partie de cette ancienne valeur qui la rendoit recommandable, nous aurions lieu de nous consoler ; mais la

leggreté & la delicateſſe qui ſe trouvent preſque en toutes les conditions de notre Nation; l'ayant renduë dans ſes premiers deſauts, elle a perdu ce qu'elle avoit de meilleur, ſans acquerir ce qu'elle n'avoit pas.

Bien que les Medecins eſtiment que la cure d'une maladie eſt bien avancée, lors que la vraie cauſe de ſon mal eſt connuë; j'avouë qu'en connoiſſant l'origine & la ſource de celui dont il eſt queſtion, ſa guerifon ne laiſſe pas d'eſtre tres-difficile.

Si l'on reduit la ſeule Cavalerie à la Nobleſſe, on n'en ſçauroit avoir le nombre neceſſaire pour s'oppoſer à celle des Ennemis; & ſi on y admet toutes ſortes de perſonnes, il eſt impoſſible de l'avoir telle que l'hiſtoire repreſente la François.

Le ſeul expedient qu'on peut prendre, à mon avis, en cette extremité, eſt d'exhorter les Capitaines à avoir dans leurs Compagnies le plus de Nobleſſe qu'ils pourront; d'ordonner qu'aucune ne pourra eſtre reçue à la montre, qu'il n'y ait la moitié de Gentilshommes.

D'obliger tous ceux de cette naiſſance qui auront 20. ans, de porter les Armes, declarant qu'ils ne ſeront jamais capables d'aucunes Charges ny dignitez, s'ils n'ont au moins ſervi actuellement trois ans dans les Troupes de V. M.

De defendre à tous Officiers de Cavalerie d'enrôler dans leurs Compagnies aucun Soldat,

Soldat, non Gentilhomme, qui n'ait 25. ans. passez, & qui n'ait porté les armes dans l'infanterie au moins trois ans.

Enfin de faire rigoureusement executer les anciens Ordres militaires, qui veulent que tous les Cavaliers qui abandonnent leur Chef en un combat, soient desarmez sur la simple notoriété de leur defection.

Si ce Reglement est religieusement observé; je ne doute point que la Cavalerie Françoisse ne regagne sa premiere reputation; & V. M. ayant son infanterie & sa Cavalerie bien disciplinée, pourra se vanter d'estre forte par les armes, en quel que temps que ce puisse estre, & en estat de donner pendant la Paix autant de sûreté à ses Sujets, que de terreur à ses ennemis.

Reste à voir seulement si cet estat pourra supporter la dépense d'un si grand corps de gens de guerre, tel qu'est celuy dont j'ay fait le projet. Ce qui s'examinera cy-après.

Cependant bien qu'il y ait lieu d'espérer que par le moyen d'un Reglement si utile & si aisé à observer comme est celuy que je propose, les Armées subsisteront à l'avenir, ainsi qu'il est à désirer, ou du moins qu'elles se maintiendront beaucoup mieux que par le passé: je ne laisseray pas de faire six remarques d'autant plus necessaires pour une grande guerre, que la prudence requiert qu'aux affai-

res d'importance on ait tant d'expediens ,
qu'on ne soit jamais court en les me-
sures.

*Remarques pour faire subsister les Armées,
& pour faire utilement la Guerre.*

La premiere est, que si l'on veut avoir
50000. hommes effectifs, il faut en
lever cent, n'estimant un Regiment de
20. Compagnies qui doivent avoir cent
hommes, que pour mille.

La deuxieme, qu'il faut souvent rafraî-
chir les Armées par de nouvelles levées,
sans lesquelles bien qu'elles soient fortes
par leur contrôle, elles seront trop fai-
bles en effet.

La troisieme, que tels rafraîchissemens
doivent estre plutost faits par frequentes
recrûes des vieux Corps, qu'il faut con-
server lors mesme qu'ils sont entierement
affoiblis, que pour lever de nouveaux Re-
gimens, auxquels toute fois il est expedient
d'avoir recours en certaines occasions pres-
sées, parce que les Soldats s'enrôlent plus
volontiers sous les Officiers.

La quatrieme, que lors que les trou-
pes sont ruinées, il vaud mieux les payer
sur le pied auquel elles sont réduites, que
les reformer; parce qu'il est impossible
d'en user ainsi, sans perdre d'excellens Of-
ficiers & des Soldats aguerris.

Je say bien qu'on peut ordonner que

ce qui reste de Soldats passent dans d'autres Regimens : mais il est tout-à-fait impossible de le faire pratiquer, l'affection que chaque Soldat a pour son Capitaine, luy donnant sujet de se retirer, ou au moins pretexte à sa legereté d'en user ainsi.

Je sçay bien encore, qu'en reformant des Regimens, on pourroit imiter les Espagnols, qui ne font pas seulement passer les Soldats dans les vieux Corps, mais même des Officiers.

Mais bien qu'il soit aisé de resoudre un tel ordre, il n'y a point de severité assez grande pour le faire executer : l'humeur ambitieuse & peu sage de notre Nation ne leur permettant après avoir commandé de souffrir d'estre commandez, quelque avantage qui pût leur revenir d'une telle obéissance.

La cinquième, qu'il est absolument impossible dans les guerres qui requierent des efforts extraordinaires, de payer régulièrement les montres des gens qu'on met sur pied, comme on peut faire en une entreprise qui n'excede point les forces d'un Etat ; mais qu'en tel cas ces deux expedients peuvent remedier à un tel défaut.

Le premier consiste à si bien pourvoir aux vivres, que jamais le pain ne manque aux Soldats.

Le second, de contenter les Chefs, qui

étaient satisfaits, ont trop d'intérêt à maintenir les gens qu'ils commandent, pour n'y pas faire leurs efforts ; au lieu que s'ils sont maltraités, leurs plaintes & leurs négligences donnent lieu de licence à leurs Soldats, & leur font venir l'envie de se débander, quand ils n'y penseroient pas de leur propre mouvement.

Cependant je ne veux pas oublier à remarquer, que pour bien faire il faut donner trois mois pendant la Campagne, outre cinq mois de quartier d'hiver que les Troupes doivent avoir réglément.

Or parce qu'il n'y a rien de si important à la subsistance des gens de guerre & au succès de tous les desseins qu'on peut entreprendre, que de pourvoir si bien à leurs vivres, qu'ils ne leur manquent jamais.

J'ajoute pour sixième remarque, que ce soin est un des principaux qu'on doit avoir, & que l'économie & la police sont les principales parties des Généraux d'Armée.

A peine les Armées combattent-elles une fois en un an : mais il faut qu'elles vivent tous les jours, & qu'elles subsistent avec ordre, ce qui ne se peut faire sans une grande économie & un extraordinaire soin de police.

Il se trouve en l'Histoire beaucoup plus d'Armées perdues par faute de pain & de

Police, que par l'effort des armes ennemies; & je suis fidele témoin, que toutes les entrées prises qui ont esté faites de mon temps n'ont manqué que par ce défaut.

Ceux qui n'ont pas d'expérience estiment d'ordinaire avoir tout fait quand ils ont mis des Armées sur pied, & qu'ils ont pourvu à leur solde: mais quelque payement qu'on leur fasse, si elles ne sont en lieu où elles puissent vivre commodément, leur argent leur est inutile, & ne peut les empêcher de périr.

Je ne puis que je ne dise à ce propos, qu'il faut bien se donner de garde de se fier assez souvent sur la foy d'un simple Munitionnaire qui s'oblige à fournir le pain d'une Armée.

La vie de telles gens est une très-mauvaise caution du dommage que leur négligence peut causer pour le repos sur leur foy.

Le soin des vivres doit estre commis à des personnes de qualité, dont la vigilance, la fidélité & la capacité soient connues, puis que de là dépend la subsistance des Armées, & bien souvent celle de l'Etat.

Il n'y a point de gens trop relevez pour estre employez en telles Charges.

† Pour ne se point tromper en son

† Vn Chariot à quatre chevaux doit porter par tout pays sept à huit septiers de bled, ce qui reviendra à 1500. l. pesant, chaque septier pesant 140. en pain, il doit porter 1000.

compte, en mettant une Armée sur pied, il faut faire l'état des vivres, en sorte qu'il y ait pour chaque Regiment de mille hommes quinze charriots pour porter toujours à la suite pour quinze jours de pain, qui est à peu près ce qu'il en faut pour faire une entreprise de considération ; encore faut-il en avoir cent, ou deux cens par dessus le calcul, autrement on se trouveroit court.

Il ne faut pas oublier de porter des moulins & des fours ; car bien que l'usage n'en soit pas bon pour l'ordinaire, il est toujours nécessaire d'en avoir, pour s'en servir en certains lieux auxquels il seroit impossible de subsister autrement, & auxquels il peut arriver qu'un séjour de quatre jours donne de grands avantages aux ennemis sur une Armée qui manque de subsistance.

Les moindres choses étant à considérer dans les grands desseins, un General d'Armée doit avoir un soin particulier du détail de son équipage.

Il doit sçavoir que des charrettes se débarrassent mieux que des chariots ; qu'elles

raisons, qui doivent peser 1500. l. en biscuit il portera 2000. rations. Ainsi 15. bonnes charrettes porteront pour 15. jours de pain pour mille hommes. Or pour 3. semaines de biscuit. Esportans 225. charrettes à ce compte doivent porter pour 25. jours de pain Or pour 30. de biscuit pour une Armée de 15. mille hommes.

tournent plus aisément en des lieux étroits, mais que d'autre part elles sont plus sujettes à verser, & qu'une renversée est capable d'arrêter long-temps tout un équipage. Ainsi c'est à luy à considérer les lieux où il va, pour se servir des unes ou des autres selon qu'il le jugera le plus à propos.

Il doit sçavoir de plus, qu'il y a deux façons de porter le pain, ou dans des caissons qui pèsent & embarrassent beaucoup, ou dans des charrettes clissées par les côtes, & couvertes de toiles cirées, ce qui est beaucoup plus commode.

En suite de ces six remarques, il ne me reste qu'à donner deux conseils à ceux qui commandent nos Armées.

Le premier est, d'être toujours le premier en campagne, étant difficile à une Armée pour puissante qu'elle puisse être, de faire progrès quand elle en trouve une sur-pied qui luy fait teste : & souvent aisé à celle qui commence la première de s'assurer un bon succès.

Le second, de prendre plutôt le party d'Attaquant, lors qu'on le peut sans témérité, que celui de Défenseur, parce qu'outre que celui qui a l'audace d'attaquer, donne quelque impression de crainte à celui qu'il attaque, le naturel des François impatient & léger est aussi mal propre à la défense, que son feu & ses premiers bouillons leur donnent des qualitez qui les rendent capables de bien s'acquies de leur devoir.

Diverses experiences me font parler ainsi, & je m'assure que ceux qui seront conformez dans le Commandement, tiendront ce langage.

SECTION V.

De la puissance sur la Mer.

LA puissance en Armes requiert non seulement que le Roy soit fort sur la Terre, mais aussi qu'il soit puissant sur la Mer.

Lors qu'Antoine Perez fut reçu en France par le feu Roy votre Pere, & que pour luy faire passer sa misere avec douceur il luy eut assuré un bon appointement; cet étranger desirant reconnoître l'obligation qu'il avoit à ce grand Roy, & faire voir que s'il estoit malheureux, il n'estoit pas ingrat, donna en trois mots trois conseils qui ne sont pas de petite consideration, *hona, Consejo, Biasago.*

L'avis de ce vieux Espagnol conformément dans les affaires d'Etat ne doit pas tant estre considéré par l'autorité de celui qui le donne, que par son propre poids.

Nous avons déjà parlé du soin que l'on doit avoir d'être pourvu d'un bon Conseil & autorisé à Rome; reste à représenter l'intérêt que le Roy a d'estre puissant sur la Mer.

La Mer est celui de tous les heritages sur lequel tous les Souverains prétendent plus de part; & cependant c'est celui sur lequel les droits d'un chacun sont moins éclaircis.

L'empire de cet élément ne fut jamais bien assuré à personne. Il a esté sujet à divers changemens selon l'inconstance de sa nature , si sujette au vent , qu'il s'abandonne à celuy qui le flate le plus , & dont la puissance est si déréglée , qu'il se tient en état de le posséder par violence contre tous ceux qui pourroient le luy disputer.

En un mot les vieux titres de cette domination sont la force , & non la raison ; il faut estre puissant pour pretendre à cet heritage.

Pour agir avec ordre & methode en ce point , il faut considerer l'Océan & la Méditerranée séparément , & faire distinction des Vaisseaux ronds , utiles en ces deux Mers , & des Galeres dont l'usage n'est bon qu'en celle que la nature semble avoir réservée expressément entre les Terres , pour l'exposer à moins de tempestes , & luy donner plus d'abry.

Jamais un grand État de doit estre en état de recevoir une injure sans pouvoir en prendre revanche.

Et partant l'Angleterre étant située comme elle est , si la France n'estoit puissante en Vaisseaux , elle pourroit entreprendre à son préjudice ce que bon luy sembleroit , sans crainte du retour.

Elle pourroit empêcher nos pêches , troubler notre commerce , & faire , en gardant l'embouchure de nos grandes rivières , payer tel droit que bon luy sembleroit aux Marchands.

Elle pourroit descendre impunément dans nos Isles, & mesme dans nos côtes.

Enfin la situation du pays natal de cette Nation orgueilleuse luy ôtant tout lieu de craindre les plus grandes Puissances de la terre, l'ancienne envie qu'elle a contre ce Royaume, luy donneroit apparemment lieu de tout oser, lors que nôtre foiblesse nous ôteroit tout moyen de rien entreprendre à son préjudice.

L'insolence qu'elle fit du temps du feu Roy au Duc de Sully, oblige à se mettre en état de n'en plus souffrir de pareille.

Ce Duc choisi par Henry le Grand pour faire une Ambassade extraordinaire en Angleterre, s'estant embarqué à Calais dans un Vaisseau François qui portoit le Pavillon François au grand mâ, ne fut pas plutôt dans le Canal, que rencontrant une Ramberge qui estoit pour le recevoir, celui qui la commandoit fit commandement au Vaisseau François de mettre le Pavillon bas.

Ce Duc croyant que la qualité le garantiroit d'un tel affront, le refusa avec audace; mais ce refus estant suivi de trois coups de canon à boulets, luy perçant le Vaisseau percèrent le cœur aux bons François; la Force le contraignit à ce dont la raison le devoit défendre; & quelque plainte qu'il pût faire, il n'eut jamais d'autre raison du Capitaine Anglois, sinon que comme son devoir l'obligeoit à honorer

sa qualité d'Ambassadeur , il l'obligeoit aussi à faire rendre au Pavillon de son Maître l'honneur qui estoit dû au Souverain de la Mer.

Si les paroles du Roy Jâques furent plus civiles , elles n'eurent pourtant pas autre effet , que d'obliger le Duc à tirer satisfaction de sa prudence , leignant estre guéri , lors que son mal estoit plus cuisant , & que sa playe estoit incurable.

Il fallut que le Roy votre Pere usât de dissimulation en cette occasion ; mais avec cette résolution une autre fois de soutenir le droit de sa Couronne par la force que le temps luy donneroit le moyen d'acquiescer sur la Mer.

Je me représente ce grand Prince , projetant en cette occurrence ce que V. M. doit executer maintenant.

La raison veut qu'on prenne un expédient , qui sans interesser aucune des Couronnes , donne lieu à la conservation de la bonne intelligence qui est desirable entre tous les Princes de la Chrétienté.

Entre beaucoup qui peuvent estre proposés , ceux qui suivent sont à mon avis les plus praticables.

On pourroit convenir , que les Vaisseaux François rencontrant les Anglois sur les Côtes d'Angleterre , salueroient les premiers , & baïsseroient le Pavillon ; & lors que les Vaisseaux Anglois rencontre-

ripiënt les Vaisseaux François sur les Côtes de France, ils leur rendroient les mêmes honneurs, à condition que lors que les Flotes Angloises & Françoises se rencontreroient hors des Côtes des deux Royaumes, chacune seroit sa route sans aucune ceremonie, que de s'envoyer reciproquement reconnoître par quelques Pataches, qui ne s'approcheroient qu'à la portée du canon.

On pourroit aussi arrester, que sans avoir égard aux Côtes de France & d'Angleterre, la Flotte plus nombreuse en Vaisseaux de guerre seroit saluée de celle qui le seroit le moins, soit en baissant le Pavillon, ou en ne le baissant pas.

Quelque expedient qu'on trouve en ce sujet, pourvu qu'il soit égal de toutes parts, il sera juste, si V. M. est forte à la Mer, ou qui sera raisonnable, sera tel aux Anglois, tellement aveuglez en telle matiere, qu'ils ne connoissent autre équité que la force.

L'utilité que les Espagnols, qui font gloire d'estre nos ennemis presens tirent des Indes, les oblige d'estre toirs à la Mer Occane.

La raison d'une bonne Politique ne nous permet pas d'y estre foibles; mais elle veut que nous soyons en estat de nous opposer aux desseins qu'ils pourroient avoir contre nous, & de traverser leurs entreprises.

Si V. M. est puissante à la Mer, la juste apprehension qu'aura l'Espagne de voir attaquer ses forces, unique source de sa subsistance : qu'on descende dans ses côtes, qui ont plus de six cens lieues d'étendue : qu'on surprenne quelques-unes de ses Places, toutes foibles qu'ils sont en grand nombre ; cette apprehension, dis-je, l'obligera à être si puissante sur la Mer, & à tenir ses garnisons si fortes, que la plus grande part du revenu des Indes se consummera en frais, pour avoir le tout, & si ce qui luy restera suffit pour conserver ses Etats, au moins aura-t-on cet avantage, qu'il ne luy donnera plus le moyen de troubler ceux de ses Voisins, comme elle a fait jusqu'à présent.

† Si V. M. eust été aussi foible que ses predecesseurs, elle n'eût pas réduit en cendres, au milieu des eaux, toutes les forces que l'Espagne put ramasser en 1638. sur l'Océan.

Cette superbe & altiere Nation n'eust pas esté contrainte de souffrir l'abbaissement de son orgueil, aux yeux non seulement de toute l'Italie, mais aussi de toute la Chrestienté, qui voyant arracher de ses mains par pure force les Isles de Sainte Marguerite & de Saint Honorat, dont elle ne s'estoit renduë, mais elle que par surprise, a vu en même

†. *Combat de Gassari.*

instant & d'un même œil la honte de cette Nation insolente, & la gloire & la réputation de la vôtre.

Elle n'eût pas enfin sur les Mers de Genes donné ce celebre combat de Galeres, qui donnant de la terreur à ses ennemis, a augmenté l'amour & l'estime de ses Alliez, & imprimé tant de reverence aux indifferens, que le poids du respect les tira tout-à-fait de son côté.

V. M. ayant des Alliez si éloignez de ce Royaume, qu'on ne peut avoir communication avec eux que par la Mer, s'ils voyoient la France dénuée des moyens nécessaires pour les secourir en certaines occasions, il seroit aisé aux envieux du bonheur des uns & des autres, de mettre la même division entre les esprits qu'il y a entre les Etats : au lieu que si vos forces maritimes sont considerables, quoique divisées quant au lieu, ils demeureront étroitement unis de cœur & d'affection à cet Etat.

Il semble que la nature ait voulu offrir l'empire de la Mer à la France, pour l'avantageuse situation de ces deux côtes, également pourvûes d'excellens Ports aux deux Mers Oceane & Mediterranée.

La seule Bretagne contient les plus beaux qui soient dans l'Océan, & la Provence, qui n'est que de huit vingt mille d'étendue, en a beaucoup plus de

grands & d'assûrez que l'Espagne & l'Italie tout ensemble.

La separation des Etats qui forment le corps de la Monarchie Espagnole, en rend la conservation si mal aisée, que pour leur donner quelque liaison, l'unique moyen qu'ait l'Espagne est l'entretenement de grand nombre de Vaisseaux en l'Océan, & de Galeres en la Mer Méditerranée, qui par leur trajet continuël réunissent en quelque façon les membres à leur chef, portent & rapportent les choses nécessaires à leur subsistance comme les ordres de ce qui doit être entrepris, les Chefs pour commander, les Soldats pour executer, l'argent qui est non seulement le nerf de la guerre, mais aussi la graisse de la paix, d'où il s'ensuit, que si l'on empêche la liberté de tels trajets, ces Etats qui ne peuvent subsister d'eux-mêmes, ne sçautoient éviter la confusion, la foiblesse, & toutes les desolations dont Dieu menace un Royaume divisé.

Or comme la côte du Ponant de ce Royaume separe l'Espagne de tous les Etats possédés en l'Italie par leur Roy, ainsi il semble que la Providence de Dieu, qui veut tenir les choses en balance, a voulu que la situation de la France separe les Etats d'Espagne, pour les affoiblir en les divisant.

Si V. M. a toujours dans ses Ports.

quarante bons Vaisseaux bien outillez & bien équipez, prêts à mettre en Mer aux premières occasions qui se presenteront, Elle en aura suffisamment pour se garantir de toute injure, & se faire craindre dans toutes les Mers par ceux qui jusqu'à présent y ont méprisé ses forces.

Comme les Vaisseaux ronds sont nécessaires à cette fin dans la Mer Oceane, les Galeres vaisseaux legers, qui à force de rames font de grandes courses dans les calmes, plus ordinaires dans la Méditerranée qu'ailleurs, le sont autant dans la Mer de Levant.

Avec trente galeres V. M. ne balancera pas seulement la puissance d'Espagne, qui peut par l'assistance de ses Allies en mettre cinquante en corps; mais elle la surmontera par la raison de l'union, qui redouble la Puissances des forces qu'elle unit.

Vos Galeres pouvant demeurer en corps, soit à Marcellles, soit à Toulon, elles seront toujours en estat de s'opposer à la jonction de celles d'Espagne, tellement séparées par la situation de ce Royaume, qu'elles ne peuvent s'assembler sans passer à la veüe des Ports & des Rades de Provence; & mesme sans y mouiller quelquefois, à cause des tempestes qui les surprennent à demi-Canal, & que ces Vaisseaux legers ne peuvent supporter sans grand hazard,

dans un trajet fâcheux où elles sont assez fréquentes.

Le golfe de Leon est le plus périlleux trajet qui soit en toutes les Mers de Levant ; l'inconstance & la contrariété des vents qui y regnent d'ordinaire, font qu'il est difficile d'en trouver le passage assuré, en quelque façon qu'on puisse l'entreprendre.

Tout temps forcé y est très-dangereux ; & si nos côtes ne sont point favorables à ceux qui les passent, rarement font-ils le trajet sans peril.

La vraie raison du hazard qui se trouve en ce passage, vient de la contrariété des Vents, causée par divers aspects des côtes.

Plus une côte est montueuse & élevée, plus jette-t-elle de vents, lors que la chaleur de la terre est combattue par la froideur & par l'humidité de l'eau, ou de la neige dont elle est couverte.

De là vient que les côtes de Provence qui sont de cette nature, étant toujours pendant l'Hyver abruvées de la pluie ou des neiges, ne sont jamais sans vents, qui venans de la terre, sont toujours contraires à ceux qui veulent les aborder.

Or comme ces vents sont contraires à l'abord des Vaisseaux, aussi ne sont-ils pas assez puissans pour les reparter jus-

ques aux lieux dont ils sont partis , parce qu'il se trouve d'ordinaire d'autres vents de terre qui les en chassent ; d'où il arrive que par la contrariété des vents de nos côtes & de celles d'Espagne, les Vaisseaux sont jettés dans le Golphe, où le plus souvent par un temps forcé leur perte est inévitable.

Pour venir d'Espagne en Italie, les Vaisseaux & les Galeres sont toujours leur partance du Cap de Quiers, & du Golphe de Rose, & attendent d'ordinaire le Ponant & Maïstral pour arriver heureusement à la côte de Gennes, ou à Morgues, qui est le premier abord qu'ils font ; mais bien qu'ils partent avec un vent favorable, ils ne sont jamais arrivés au Golphe qu'il ne se trouve changé.

Si les vents sautent au Labèche, ou Myjout & Labèche, il faut de nécessité qu'ils relâchent dans les côtes de Provence, ou s'ils passent en Siroch & Levant, il est impossible aux Galeres & Vaisseaux qui se trouvent près de nos côtes, ny d'achever leur voyage en Italie, ny de regagner l'Espagne ; & en temps forcé c'est un miracle, si elles ne se perdent sur les Dignes de nos côtes.

D'autre part les Vaisseaux qui vont d'Italie en Espagne partent d'ordinaire de Morgues, qui est le dernier Port d'Italie.

Pour faire bon voyage ils attendent le Maïstral, & Tramontane; mais jamais ils ne sont à ny-Golphe sans changement de temps, & sans peril tout ensemble, parce qu'un Siroch ou une tempeste de ny-jour rend leur perte inévitable, si nos Ports ne leur sont ouverts.

Ainsi si la France est forte en Galeres & en Gallions tout ensemble, ils ne peuvent faire aucun trajet assuré, étant certain qu'ils ne sçauoient entreprendre de faire canal pendant l'hyver, sans se mettre en hazard de se perdre ou dans nos côtes, ou dans la Barbarie, si les Vents passent tout-à-fait au Nord.

Et quand mesme le Grec & Tramontane les font courir vers Majorque & Minorque, & Maïstral & Tramontane les portent en Corse & Sardaigne, le plus souvent la violence des tempestes les brise & les perd avant que de gagner l'abry des Isles qui leur sont favorables.

Et si pour se garantir de ce peril ils se résolvent à attendre les vents favorables pour raser nos terres, encore n'arrivera-t-il pas que de vingt trajets qu'ils tenteront, ils puissent passer une fois seulement, sans qu'un si mauvais temps ne les fasse donner à travers à notre vûë.

Et quand mesme ils pourroient estre servis d'un vent si favorable qu'ils n'auroient rien à craindre de la Mer, le moindre avis que nous aurons de leur passage nous don-

nera lieu de le traverser d'autant plus assurément, que nous pouvons toujours nous mettre à la mer quand bon nous semble, & nous retirer sans péril quand le temps nous menace, à cause du voisinage de nos Ports qu'ils n'osent aborder.

Trente galeres donneront cet avantage à V. M. & si à un tel Corps elle ajoute dix gallions, vrayes citadelles de la Mer, redoutables aux galeres quand ils ont un vent favorable, à cause que leur corps n'a point de proportion avec la foiblesse de ces Vaisseaux legers, & qu'ils ne les craignent point dans les plus grands calmes, parce qu'estant pourvus d'aussi bons canons que leurs Courriers, ils sont en état de leur faire beaucoup de mal, s'ils s'en approchent de trop près.

Quand le Roy d'Espagne augmenteroit de moitié ses forces en cette Mer, ce qu'il ne peut faire sans une grande dépense, il ne seroit pas en état de reparer le mal que nous luy pourrions faire, à cause de l'union de nos forces, & de la division des siennes.

Il n'y a rien qu'un-tel corps ne puisse entreprendre : il ne peut aller attaquer les Armées d'Espagne dans leurs Ports lors qu'elles s'y assemblent, l'experience nous ayant fait voir dans la reprise des Isles de Sainte Marguerite & de Saint Honorat, que les Fortereses flottantes prévalent aux plus assurées de la Mer, lors qu'on sçait s'en servir hardiment,

Par ce moyen V. M. conservera la liberté aux Princes d'Italie, qui ont été jusqu'à présent comme Esclaves du Roy d'Espagne.

Elle redonnera le cœur à ceux qui ont voulu secouer le joug de cette tyrannie, qu'ils ne suportent que parce qu'ils ne peuvent s'en delivrer, & sementera la faction de ceux qui ont le cœur François.

Le feu Roy votre pere ayant donné charge à Mr. d'Alincourt de faire reproche au Grand Duc Ferdinand, de ce qu'après l'alliance qu'il avoit contractée avec luy par le mariage de la Reine votre Mere, il n'avoit pas laissé de prendre une nouvelle liaison avec l'Espagne: le Grand Duc après avoir ouï patiemment ce qu'il luy dit sur ce sujet, fit une réponse qui signifioit beaucoup en peu de mots, & qui doit estre considérée par V. M. & par ses successeurs: Si le Roy eût eu quarante galeres à Marseille, je n'eusse pas fait ce que j'ay fait.

La porte que donne Pignerol à V. M. dans l'Italie, estant bien conservée, si Elle s'en ouvre une autre par la Mer, le temps & la fermeté qu'on verra dans vos Conseils, dont on apprehende le changement à cause de la legereté de notre Nation, changeront les cœurs de beaucoup d'Italiens, ou pour mieux dire, donneront le moyen de faire connoistre quels ils ont toujours été.

L'Italie est considérée comme le cœur du monde, & à dire le vrai, c'est ce que les Espagnols ont de plus grand dans leur Empire, c'est le lieu où ils craignent le plus d'être attaquez & troublez, & celui auquel il est plus facile d'emporter sur eux de notables avantages, pourvu qu'on s'y prenne comme il faut.

Et par conséquent, quand même on n'auroit pas dessein de leur faire du mal, au moins faut-il être en état de leur donner un contre-coup si près du cœur, quand ils voudront faire quelques entreprises sur la France, que leurs bras n'aient plus assez de force pour tenter de malicieux dessein contre elle.

Cette force ne tiendra pas seulement l'Espagne en bride, mais elle fera que le Grand Seigneur & ses Sujets, qui ne mesurent la puissance des Rois éloignez que par celle qu'ils ont à la Mer, seront plus soigneux qu'ils n'ont été jusques à présent d'entretenir les Traitez faits avec eux.

Alger, Thunis, & toute la côte de Barbarie respecteront & craindront votre Puissance, au lieu que jusques à présent ils l'ont méprisée avec une infidélité incroyable.

En ce cas, ou les Barbares vivront volontairement en paix avec les Sujets de V. M. ou s'ils ne sont pas assez sages pour venir à ce point, on les contrain-

dra par la force à ce à quoy ils n'ont pas voulu condescendre par la raison.

Au lieu qu'à present que nous pensons n'avoir pas la guerre avec eux, nous en recevons tous les maux, & nous ne jouissons pas de la paix ny de la moisson qu'elle nous devroit causer : nous trouverons le calme & la seureté dans la guerre, tres-avantageuse avec des gens dont l'infidelité naturelle est si grande, qu'on ne peut s'en garantir que par la force.

Il reste à voir de combien peut estre la dépense nécessaire à l'entretien du nombre des Vaisseaux projettez cy-dessus, laquelle pour grande qu'elle soit, doit estre estimée petite, en comparaison des avantages que nous en recevrons ; cependant elle peut estre faite avec tant d'avantage & de ménage, qu'on pourra la soutenir avec deux millions cinq cens mille livres, selon que les états qui seront inserez à la fin de cet ouvrage le verifient.



SECTION VI.

Qui traite du Commerce, comme une dépendance de la Puissance de la Mer, & spécifie ceux qu'on peut faire commodément.

C'EST un dire commun, mais véritable, qu'ainsi que les Etats augmentent souvent leur étendue par la guerre, ils s'enrichissent ordinairement dans la paix par le commerce.

L'opulence des Hollandois, qui à proprement parler ne sont qu'une poignée de gens réduits à un coin de la terre où il n'y a que des eaux & des prairies, est un exemple, & une preuve de l'utilité du Commerce, qui ne reçoit point de contestation.

Bien que cette Nation ne retire de son pays que du beurre & du fromage, elle fournit presque à toutes les Nations de l'Europe la plus grande partie de ce qui leur est nécessaire.

La navigation l'a rendu si célèbre & si puissante par toutes les parties du monde, qu'après s'être rendu maître du Commerce aux Indes Orientales, au préjudice des Portugais qui y estoient de long-temps établis, elle ne donne pas peu d'affaires aux Espagnols dans les Indes Occidentales, où elle occupe

occupe la plus grande partie du Brest.

Comme en Angleterre le plus grand nombre de ceux qui sont les moins accommodés se maintiennent par les pêcheries ordinaires ; les plus puissans font un grand trafic en toutes les parties de la Terre par la manufacture de leurs draps, & par le débit du plomb, de l'étain, & du charbon de terre que produit leur pays : Il n'y a que le seul Royaume de la Chine, dont l'entrée n'est permise à personne, auquel cette Nation n'a pas de lieu établi pour son trafic.

La Ville de Gennes qui n'a que des rochers en partage, fait si bien valoir son négoce, qu'on peut sans contredit la dire la plus riche Ville d'Italie, si le secours d'Espagne.... *Le Manuscrit en cet endroit est defeñueux.*

La seule France pour estre trop abondante en elle-même, a jusques à présent negligé le Commerce, bien qu'elle le puisse faire faire aussi commodément que ses Voisins, & se priver par ce moyen de l'assistance qu'ils ne luy donnent en cette occasion qu'à ses propres dépens.

Les Pêcheries de la Mer Occanne sont le plus facile & le plus utile Commerce qui puisse estre fait en ce Royaume. Il est d'autant plus nécessaire, qu'il n'y a point d'Etat au monde si peuplé que la France.

Que le nombre de ceux qui s'y trou-

Q

vent dévoyez du chemin du salut est fort petit à proportion des Catholiques, qui vivans sous les Loix de l'Eglise Romaine, s'abstiennent un tiers de l'année de l'usage des viandes.

Et qu'on ne s'y sert point de dispenses pratiquées en Espagne pour manger en tout temps de la viande, sous un titre specieux.

Le commerce nous est d'autant plus aisé, que nous avons un grand nombre de Matelots, qui jusqu'à present ont esté chercher employ chez nos ennemis, pour n'en trouver pas en leur pays; & nous n'en tirons presentement que le fruit des morués & des harans. Mais ayant de quoy occuper nos Mariniers, au lieu d'estre contrainsts de fortifier nos ennemis en nous affoiblissant, nous pourrons porter en Espagne & autres pays étrangers, ce qu'ils nous ont apporté jusqu'à present par le moyen des nôtres qui les servent.

La France est si fertile en bled, si abondante en vin, & si remplie de lins & de chanvres pour faire des toiles & cordages necessaires à la navigation, que l'Espagne, l'Angleterre & tous les autres Etats voisins ont besoin d'y avoir recours.

Et pourvu que nous sçachions nous bien aider des avantages que la nature nous a procuré, nous tirerons l'argent de ceux qui voudront avoir nos marchandises qui leur sont necessaires, & nous ne nous

chargerons pas beaucoup de leurs denrées, qui nous sont si peu utiles.

Les draps d'Espagne, d'Angleterre & de Hollande ne sont nécessaires que pour le luxe ; nous en pouvons faire d'aussi beaux qu'eux, tirant les laines d'Espagne comme ils font : nous pouvons même les avoir plus commodément, par le moyen de nos grains & de nos toiles, si nous voulons les prendre en échange pour faire double gain.

† Nos Roys s'estant bien passez des draps de Berry, nous pouvons bien maintenant nous contenter du drap du Sceau & de Meünier, qu'on fait maintenant en France, sans recourir à ceux des Etrangers, dont par ce moyen on abolira l'usage, ainsi que les Râs de Châlons & de Chartres ont abolì ceux de Milan.

En effet les draps du Sceau sont si bien reçus en Levant, qu'après ceux de Venise faits de laine d'Espagne, les Turcs les preferent à tous autres ; & les Villes de Marseille & de Lyon en ont toujours fait jusques à present un fort grand trafic.

La France est assez industrieuse pour se passer si elle veut des meilleures Manufactures de ses voisins. On fait à Tours

† Les draps du Sceau se font à Reüen, & les draps de Meünier se font à Romorantin.

des Pannes si belles, qu'on les envoie en Espagne, en Italie, & autres pays étrangers. Les Taffetas unis qu'on y fait aussi ont un si grand débit par toute la France, qu'il n'est pas besoin d'en chercher ailleurs. Les velours rouges, violets & tannés s'y font maintenant plus beaux qu'à Genes. C'est aussi le seul endroit où il se fait des Sarges de soie. La Moire s'y fait aussi belle qu'en Angleterre; les meilleures Toiles d'or s'y font plus belles & à meilleur marché qu'en Italie.

Ainsi il nous sera fort aisé de nous priver de ce commerce, qui ne peut nous servir qu'à fomentier notre fainéantise, & à nourrir notre luxe, pour nous attacher solidement à celui qui peut augmenter notre abondance, & occuper nos Mariniers, de telle sorte que nos Voisins ne se prévalent pas de nos travaux à leurs dépens.

Outre ceux cy-dessus spécifiés qui sont les meilleurs de la Mer Océane, on en peut faire plusieurs autres.

Celui des Pelleteries de Canada est d'autant plus utile, qu'on n'y porte point d'argent, & qu'on le fait en contre-échange des denrées qui ne dépendent pourtant que des Ouvriers, comme sont les étuis de ciseaux, couteaux, canivets, éguilles, épingles, serpes, coignées, montres, cordons de cha peau, aiguillettes, & toutes autres sortes de merceries du Palais.

Celui de la côte de Guinée en Afrique,

où les Portugais ont long-temps occupé une Place nommée Castel de Mine, que les Hollandois de la Compagnie des Indes Occidentales leur ont enlevée depuis deux ou trois ans, est de semblable nature, en ce qu'on n'y porte que de la quincaillerie, des canevas & de méchantes toiles, & on en tire de la poudre d'or que les Negres donnent en échange.

Les Marchands de Rouën ont autrefois fait un commerce de toiles & de draps dans le Royaume de Fez & de Maroc, par le moyen duquel on tiroit une grande quantité d'or.

Si les Sujets du Roy estoient forts en Vaisseaux, ils pourroient faire tout le trafic du Nord, que les Flamans & Hollandois ont attiré à eux, parce que tout le Nord ayant absolument besoin de vin, de vinaigre, d'eau de vie, de charaigues, de prunes & de noix, toutes denrées dont le Royaume abonde, & qui ne s'y peuvent consommer : il est aisé d'en faire un commerce d'autant meilleur, qu'on peut rapporter des bois, des cuivres, du bray & du goldron ; choses non seulement utiles à notre usage, mais nécessaires à nos Voisins, qui ne les scauroient tirer d'eux sans nos marchandises, s'ils ne veulent perdre le fret de leurs Vaisseaux en y allant.

Je n'entre point dans le détail du Commerce qui se peut faire aux Indes

Orientales & en Perse, parce que l'humeur des François estant si prompte, qu'elle veut la fin de ses desirs aussitôt qu'elle les a conçus, les voyages qui sont de longue haleine sont peu propres à leur naturel.

Cependant comme il vient grande quantité de soye & de tapis de Perse, beaucoup de curiositez de la Chine, & toutes sortes d'Epicerics de divers lieux de cette partie du monde, qui nous sont d'une grande utilité, ce negoce ne doit pas estre negligé.

Pour faire un bon établissement, il faudroit envoyer en Orient deux ou trois Vaisseaux, commandez par des personnes de condition, prudentes & sages, avec Patentes & Pouvoirs nécessaires pour traiter avec les Princes, & faire alliance avec les Peuples de tous côtez, ainsi qu'ont fait les Portugais, les Anglois & les Flamans.

Ce dessein réussiroit d'autant plus infailliblement, que ceux qui ont pris pied dans ces Nations en sont maintenant fort haïs, ou parce qu'ils les ont troumpées, ou parce qu'ils les ont assujetties par force.

Quant à l'Occident, il y a peu de commerce à faire. Drax, Thomas Caudich, Sperberg, l'Hermitte, le Maire, & le feu M. Comte Maurice qui y envoya douze Navires de cinq cent ton-

neaux, à dessein d'y faire commerce ou d'amitié ou de force, n'ayant pu trouver lieu d'y faire aucun établissement, il y a peu à espérer de ce côté-là, si par une puissante guerre on ne se rend maître des lieux que le Roy d'Espagne y occupe maintenant.

Les petites Isles de Saint Christophe, & autres situées à la teste des Indes, peuvent rapporter quelque Tabac, quelques Pelletteries, & autres choses de peu de consequence. † Il reste à voir ce qui se peut faire dans la Méditerranée.

† COMMERCE DE LA MER MÉDITERRANÉE.

Memoire des divers Commerces qui se font au Levant.

Napoli de Romanie.

Les François y portent quelques marchandises & argent, & en raportent des soyes, des maroquins, des laines, de la cire & des fromages, dont partie se distribue & se débite en Italie.

Satalie.

Les François n'y portent que de l'argent, & raportent des colons, des cires, des maroquins de toutes sortes.

Smyrne.

Les François y portent beaucoup plus de marchandises que d'argent, d'autant qu'en y débite quantité de marchandises pour Chio, l'Archipel & Constantinople. Les marchan-

Q. iiii.

dises que l'on y porta sont Papiers, Bonnets, Draps de Paris, de Languedoc, Bois de Breuil, de la Cochenille, des Epiceries, des Sains qui se fabriquent à Lion, & on en rapporte quelquefois des soyes de Perse, & des Rhubarbes que les Persans y amènent, des cotons filés en laine, des cires, du mastie, & des tapis grossiers.

Près de Smyrne il y a un Port nouvellement découvert, & nommé . . .

Scala Nova.

Quelquefois nos Vaisseaux y chargent des blés & des legumes.

Constantinople.

Les François y portent quantité de marchandises qui sont les mesmes qu'on apporte à Smyrne, hormis des étoffes d'or, d'argent & de soye, desquelles il y a grand débit, & fort rarement de l'argent; ils en rapportent des cuirs & des laines, n'y ayant autre chose; & souvent pour ne trouver pas à employer des marchandises qu'on a vendues, on en envoie l'argent à Smyrne pour y estre employé, ou bien on le remis par Lettres de change à Alep, où il y a toujours quantité de marchandises à acheter pour porter en la Chrestienté.

Ile de Chipre.

Où il y a divers Ports, on y porte de l'argent, quelques draps & bonnets; & on en rapporte des cotons filés en laines, des soyes qu'on fait en ladite Ile, & quelques draps.

Alexandrette & le Port d'Alep.

De France on y porte grande quantité de marchandises & d'argent. Ces marchandises sont toutes les mesmes qu'on porte à Smyrne : & on en rapporte grande quantité de soye & drogues, toutes sortes de cotons, des gales, des marabouts, qu'on appelle de Levant, rouges, jaunes & bleus, des Toiles de coton, & quelquefois des marchandises des Indes qu'on y apporte par la voye de Perse. auparavant que les Anglois & les Hollandois alloient aux Indes, toutes les soyes, drogues & autres marchandises de Perse venoient à Alep, d'où on les portoit à Marseille, qui après les debitoit par toute la France, l'Angleterre, Hollande & Allemagne. Et maintenant les Anglois & Hollandois nous ont ôté ce commerce, & pourvoyent toute la France non seulement de marchandises de Perse, mais encore des Terres du Grand Seigneur, qu'ils font passer par la Perse pour aller à Goules où ils chargent.

Les marchandises qu'on apporte du Levant, se débitent en Sicile, Naples, Gennes, Eibourne, Maierque, & par toute l'Espagne, Flandres & Allemagne.

A Seyde, au Port de Tripoly, Barut & S. Jean d'Acre.

On y porte de France quelque peu de marchandise, & presque tout en argent : on en rapporte force soyes, cotons filés, des cordons propres à faire du savon des dro-

gues qui viennent de Damas, quelquesfois il s'y charge du Ris. Et quand la recolte des blés est bonne, on en laisse charger sur nos Vaisseaux.

Alexandrie, le Port d'Egypte, & le Grand Caire.

Les François y portent quelques marchandises de France, comme draps, papiers, bresil, cochenilles, mais plus d'argent que de marchandises; on en rapporte du Naron, des drogues de diverses sortes, Et la plupart des marchandises qui se débitent en Italie, ou en Espagne.

Autrefois à Alexandrie par la Mer Rouge venoient toutes les épiceries qui se portoient à Marseille; Et maintenant que les Anglois Et Hollandois vont aux Indes, il faut que nous les tirions de leur pays.

Thunis.

On y porte de Marseille du vin, du miel, du tartre, des draps, des papiers, Et autres marchandises, Et rarement de l'argent; Et on en rapporte des cuirs Et des cires.

Alger, & Ports voisins.

On y porte quelquesfois des mêmes marchandises qu'à Thunis; Et on en rapporte aussi des cuirs Et des cires.

J'avoue que j'ay esté long-temps trompé au commerce que les Provençaux font en Levant.

J'estimois avec beaucoup d'autres qu'il étoit préjudiciable à l'Etat, fondé sur

l'opinion commune, qu'il épuisoit l'argent du Royaume, pour ne rapporter que des marchandises non nécessaires, mais seulement utiles au luxe de notre Nation.

Mais après avoir pris une exacte connoissance de ce trafic, condamné de la voix publique, j'ay changé d'avis, sur de si solides fondemens, que quiconque les connoîtra, croira certainement que je l'ay fait avec raison.

Il est certain que nous ne pouvons nous passer de la plupart des marchandises qui se tirent du Levant, comme les foyes, les cotons, les cires, les maroquins, la rhubarbe, &c. plusieurs autres drogues qui nous sont nécessaires.

Il est certain que si nous ne les allons querir, les Etrangers nous les apportent, & tirent par ce moyen le profit que nous pourrions faire par nous-mêmes.

Il est encore certain que nous portons beaucoup moins d'argent en Levant que de marchandises fabriquées en France : nos chauxres, nos toiles, nos bois à faire des Vaisseaux, y sont plus recherchés que l'argent.

Tous ceux qui savent ce qui se passe au negoce du Levant, savent certainement que l'argent qu'on y porte n'est pas du cru de France, mais d'Espagne, d'où nous le tirons par le trafic des mêmes marchandises que nous apportons du Levant ; ce qui est grandement à remarquer.

Q. vj.

Ils sçavent que plus la Ville de Marseille a fait le negoce du Levant, plus elle d'argent.

Que les Soyes & les Corons filez qui sont les principales marchandises qui viennent du Levant, se manœuvrent en France, & se transportent après aux pays étrangers, avec le profit de cent sur le prix de l'achat de la manufacture.

Qu'il nous conserve beaucoup de Manelots utiles dans la Paix, & necessaires dans la Guerre.

Enfin que les Droits d'entrée & de sortie que l'on y reçoit de ce commerce sont grands.

Et partant il faudroit estre aveugle pour ne connoistre pas que ce trafic n'est pas seulement avantageux, mais qu'il est tout-à-fait necessaire.

Quelque utilité que puisse apporter le Commerce des deux Mers, jamais les François ne s'y attacheront avec ardeur : si on ne leur fait voir les moyens aussi aisés, que la fin en est utile.

Un des meilleurs expédiens que l'on puisse prendre pour les animer à leur propre bien est, qu'il plaise à V. M. leur vendre à bon marché tous les ans de ses Vaisseaux, à condition qu'ils s'en serviront au trafic, & ne les pourront vendre hors du Royaume.

Ce moyen remédiant à leur impatience, qui ne leur permet pas d'attendre qu'un

Vaisseau soit fait pour s'en servir, sera d'autant plus convenable, qu'il leur donnera lieu de moissonner presque aussitôt qu'ils auront semé.

Outre le profit des particuliers, l'Etat recevra un grand avantage d'un tel ordre, en ce que les Marchands se trouveront dans six ans considérables par le nombre de leurs Vaisseaux, & en état d'assister le Royaume s'il en a besoin, ainsi qu'il se pratique en Angleterre, où le Roy se sert en cas de guerre de ceux de ses Sujets, sans lesquels il ne seroit pas si puissant qu'il est sur la Mer.

Au reste le nombre des Vaisseaux que V. M. desire entretenir, ne diminuëra pas, puisque les ateliers publics qu'Elle a trouvé bon qu'on rétablisse, en feront tous les ans autant qu'Elle voudra.

Il n'y a point d'Etat plus propre en Europe à construire des Vaisseaux que ce Royaume, abondant en chanvres, toiles, cordages, & en ouvriers que nos voisins nous débauchent d'ordinaire, faute de leur donner occupation en cet Etat.

Les rivières de Loire & de Garonne ont des lieux si commodes aux ateliers destinés à cette fin, qu'il semble que la nature l'ait eüe devant les yeux en les formant.

Le bon marché des vivres pour les artisans, & la commodité de diverses rivières qui s'y déchargent, & apportent toutes choses nécessaires, justifient cette proposition.

Si ensuite de cet expédient V. M. trou-
ve bon d'accorder au trafic quelque prero-
gative qui donne rang aux Marchands,
au lieu que vos Sujets le tirent souvent
de divers Offices, qui ne sont bons qu'à
entretenir leur oisiveté, & flatter leurs
femmes, Elle rétablira le commerce jus-
ques à un tel point, que le public & le
particulier en tireront un grand avan-
tage.

Enfin, si outre ces deux graces on a un
soin particulier de tenir les Mers de ce
Royaume nettes de Corsaires, ce qui se peut
faire aisément; la France ajoutera dans
peu de temps à son abondance naturelle,
ce que le commerce apporte aux païs les
plus stériles.

Pour assurer l'Océan, il ne faut que
six Gardes-Côtes de deux cens tonneaux,
& six Pinasses bien armées, pourvu que
ce nombre de Vaisseaux soit toujours à la
Mer.

Et pour nettoyer la Mer du Levant,
il suffira de faire partir tous les ans vers
le mois d'Avril une Escadre de dix Gale-
res, qui tiennent la route des Isles de
Corse & de Sardaigne, & qui côtoient
la Barbarie jusques vers le détroit, & re-
viennent par la même route, pour se
retirer seulement lors que la saison les y
contraindra, auquel cas cinq ou six Vais-
seaux bien équipés prendront leur place
pour faire leur caravane pendant l'hiver.

SECTION VII,

*Qui fait voir que l'or & l'argent sont une
des principales & plus nécessaires puis-
sances de l'Etat: Qui met en avant de
rendre puissant ce Royaume en ce genre :
Qui fait voir quel est son revenu présent,
& quel il peut être à l'avenir, en dé-
chargeant le peuple des trois quarts du
faix qui l'accable maintenant.*

ON a toujours dit que les finances
sont les nerfs de l'Etat ; il est vrai
que c'est le point d'Archimède, qui estant
fermement établi, donne moyen de mou-
voir tout le monde.

Un Prince nécessairement ne sauroit entre-
prendre aucune action glorieuse ; & la ne-
cessité engendrant le mépris, il ne sauroit
être en cet état, sans être exposé à
l'effort de ses ennemis, & aux envieux de
sa grandeur.

L'or & l'argent sont les tyrans du mon-
de ; & bien que leur empire soit de soy-
même injuste, il est quelquefois raison-
nable, qu'il faut en souffrir la domina-
tion, & quelquefois il est si déréglé, qu'il
est impossible de n'en détester pas le joug
comme du tout insupportable.

Il faut qu'il y ait, ainsi que je l'ay déjà
remarqué, de la proportion entre ce que
le Prince tire de ses Sujets, & ce qu'ils

Iuy peuvent donner, non seulement sans leur ruine, mais sans une notable incommodité.

Ainsi qu'il ne faut point excéder la portée de ceux qui donnent, aussi ne faut-il pas exiger moins que la nécessité de l'Etat le requiert.

Il n'appartient qu'à des Pedans, & aux vrais ennemis de l'Etat, de dire qu'un Prince ne doit rien retirer de ses Sujets, & que ses seuls tresors doivent estre dans les cœurs de ceux qui sont soumis à sa domination.

Mais il n'appartient aussi qu'à des flatteurs, & de vrayes pestes de l'Etat & de la Cour, de souffler aux oreilles des Princes, qu'ils peuvent exiger ce que bon leur semble, & qu'en ce point leur volonté est la règle de leur pouvoir.

Il n'y a rien de si aisé que de trouver des raisons plausibles pour favoriser une levée, lors mesme qu'elle n'est pas juste; ny rien aussi de plus facile, que d'en produire d'apparentes, pour condamner celles qui sont les plus nécessaires.

Il faut estre entierement dépourvû de passion, pour bien juger & decider ce qui est raisonnable en telle occasion, & il n'y a pas peu de difficulté à trouver certainement le point d'une juste proportion.

Les dépenses absolument nécessaires pour la subsistance de l'Etat, estant allouées, le moins qu'on peut lever sur le peuple est

Pour n'estre pas contraint à faire de grandes levées , il faut peu dépenser , & il n'y a pas de meilleur moyen pour faire des dépenses moderées , que de bannir toutes les profusions , & condamner tous les moyens qui vont à cette fin.

La France seroit trop riche , & le Peuple trop abondant , si elle ne souffroit point la dissipation des deniers publics , que les autres Etats dépensent avec régles.

Elle perd plus , à mon avis , que des Royaumes qui prétendent quelque égalité avec elle , ne dépensent à leur ordinaire.

Un Ambassadeur de Venise me dit une fois un fort bon-mot à ce propos , en parlant de l'opulence de la France , & il me dit , que pour la rendre heureuse du tout , il ne luy souhaitoit autre chose , sinon quelle sçût aussi bien dépenser ce qu'elle dissipoit sans raison , que la Republique sçavoit bien n'employer pas un seul quadrain sans besoin & sans beaucoup de ménage.

Si l'on pouvoit regler l'appetit des François , j'estimerois que le meilleur moyen de ménager la bourse du Roy , seroit de recourir à cet expedient ; mais étant impossible de donner des bornes à la convoitise des esprits déreglez , comme sont les nôtres , le seul moyen de les contenir est de les traiter com-

me les Medicins font les malades affamez, qu'ils contraignent à l'abstinence, en leur retranchant toutes sortes de vivres.

Pour cet effet il faut reformer les finances, par la suppression des principales voyes par lesquelles on peut tirer illicitement les deniers des coffres du Roy.

Entre toutes il n'y en a point de si dangereuses que celles des Comptans, dont l'abus est venu jusqu'à tel point, que n'y remédier pas, & perdre l'Etat, est une mesme chose.

Bien qu'il soit utile d'en user en quelques occasions, & qu'il semble nécessaire en d'autres: néanmoins les grands inconveniens & les abus qui en arrivent surpassent tellement leur utilité, qu'il est absolument nécessaire de les abolir.

Argent en Coffres.

On épargnera par ce moyen des millions entiers, & on remédiera à mille profusions cachées, qu'il est impossible de connoître tant que les voyes secretes de dépenser les trefors publics seront en usage.

Je sçay bien qu'on dira, qu'il y a certaines dépenses étrangères, qui par leur nature doivent estre secretes, & dont l'Etat peut tirer beaucoup de fruit, duquel il sera privé toutes les fois que ceux en faveur de

qui elles pourront estre faites, penseroient n'en pouvoir plus tirer d'argent.

Mais sous ce pretexte il se fait tant de voleries, qu'après y avoir bien pensé, il vaut mieux fermer la porte à quelque utilité qu'on peut en recevoir en quelques occasions, que la laisser ouverte à tant d'abus qui se peuvent commettre à tous momens à la ruine de l'Etat.

Cependant pour n'interrompre pas les moyens de faire quelques dépenses secretes à son avantage, on peut laisser la liberté à un million d'or pour les Comptans, à condition que l'employ soit signé par le Roy mesme, & que ceux qui en auront été participans en donnent quittance.

Si on met en avant que les Comptans sont nécessaires pour faire passer les remises qui sont en usage, je dis que c'est une des raisons pour laquelle il les faut ôter.

Si on a vécu aux siècles passez sans les Comptans, on vivra bien encore sans eux & si en bannissant l'usage, on bannit aussi celui des Partis en temps de paix, tant s'en faut que ce soit un bien qui en cause un mal, ce sera un bien qui en causera un autre.

On demandera peut-estre, pourquoy connoissant l'usage des Comptans mauvais, je ne l'ay pas fait retrancher de mon temps.

Le Grand Henry connoissoit le mal

établi du vivant de son Predecesseur, & ne l'a pu ôter.

Les troubles & les émotions intestines, les guerres étrangères, & par conséquent les grandes dépenses, & les partis extraordinaires qu'il a fallu faire n'ont pas permis de penser à l'exécution d'un si bon conseil.

Ruiner le Party. Huguenot, ravaler l'orgueil des Grands, soutenir une grande guerre contre des ennemis puissans, pour assurer enfin par une bonne Paix le repos pour l'avenir, sont tous moyens dont on s'est servi pour parvenir aux fins qu'on se propose, puisque c'est retrancher les causes de la tolérance de ces abus.

Le sujet des Comptans m'ayant donné lieu de parler des Partis extraordinaires, il m'est impossible de ne pas dire, que tant s'en faut que les grandes augmentations du revenu qu'on peut faire par cette voye soient avantageuses à l'Etat, qu'au contraire elles sont préjudiciables, & l'appauvrissent au lieu de l'enrichir.

Peut-être que d'abord cette proposition sera tenue pour un paradoxe ; mais il est impossible de l'examiner soigneusement, sans en connoître la justice & la vérité.

L'augmentation du revenu du Roy ne se peut faire que par celle de l'impôt qu'on met sur toutes sortes de denrées, & partans il est clair que si on accroît par ce moyen la recette, on accroît aussi la dépense, puisqu'il faut acheter plus cher ce qu'on

avoit auparavant à meilleur marché.

Si la viande enchérit, si le prix des étoffes & de toutes autres choses augmente, le Soldat aura plus de peine à se nourrir & entretenir, & ainsi il faudra luy donner plus grande solde; & le salaire de tous les Artisans sera plus grand qu'il n'estoit auparavant, ce qui rendra l'augmentation de la dépense bien approchante de l'accroissement de la recette, & causera une grande perte aux particuliers, pour un gain fort médiocre que fera le Prince.

Par là le pauvre Gentilhomme, dont le bien ne consiste qu'en fonds de terre, n'augmentera point son revenu par tels impôts; les fruits de la terre demeureront presque toujours à un mesme prix, principalement à son égard; & si le cours du temps les fait enchérir, l'exces du prix en rendra le debit bien moindre, ce qui fera qu'au bout de l'an la pauvre Noblesse ne trouvera pas d'augmentation en son revenu, mais bien en sa dépense, tant que les nouveaux subsides auront de beaucoup encheri toutes choses nécessaires à l'entretienement de sa famille, qu'il pourra bien encore faire subsister sans sortir de chez luy, quoiqu'avec nécessité, mais non plus envoyer ses enfans dans les Armées pour y servir le Roy & son País, selon l'obligation de leur naissance.

S'il est vray, comme c'est une chose bien certaine, que le debit de ce qui est en com-

mercé parmy les Sujets, diminue à mesure qu'on en augmente les impôts : il pourra arriver que telles augmentations diminueront les droits du Royaume, au lieu de les augmenter.

S'il est question de ce qui se consomme dans le Royaume, il est certain que, lors que les marchandises sont à un prix raisonnable, on en achète davantage, & qu'en effet on dépense plus ; au lieu que si le prix en est excessif, on s'en retranche même les plus nécessaires.

Si d'autre part il s'agit des denrées qui sortent du Royaume, il est clair que les Etrangers attirez jusqu'à présent à enlever nos marchandises pour la médiocrité du prix, se pourvoient ailleurs s'ils trouvent leur avantage, ce qui laissera bien la France pleine de fruits de la terre, mais dépourvue d'argent : au lieu que si les impôts sont modérés, la grande quantité de fruits qui seront enlevés par les Etrangers, récompensera la perte qu'on pourroit estimer estre causée par la moderation des subsides.

Il y a plus, l'augmentation des impôts est capable de reduire un grand nombre des Sujets du Roy à la fainéantise, étant certain que la plus grande partie du pauvre peuple & des artisans employez aux manufactures, aimeront mieux demeurer oisifs & les bras croisez, que de consommer toute leur vie en un travail ingrat & inutile, si la grandeur des subsides empêchant

le debit des fruits de la terre & de leurs ouvrages, les empêche aussi par mesme moyen de recevoir celui de la sueur de leur corps.

Pour reprendre le fil de mon discours, après avoir condamné l'abus des Comptans; & fait voir que l'augmentation, est quelquefois non seulement inutile, mais souvent préjudiciable; je dis qu'il doit y avoir une proportion geometrique entre les subsides & les necessitez de l'Etat; c'est à dire, qu'on ne doit imposer que ce qui est du tout necessaire pour la subsistance du Royaume, en sa grandeur, & en sa gloire.

Ces derniers mots signifient beaucoup, puis que non seulement ils font voir qu'en peut lever sur les peuples ce qui est requis pour conserver le Royaume en quelque état qu'il puisse estre, mais qu'on en peut encore tirer ce qui luy peut estre necessaire pour le maintenir avec lustre & reputation.

Cependant il faut bien se donner garde d'étendre ces dernieres conditions jusqu'à tel point, que la seule volonté du Prince soit sous ce pretexte la regle de ses levées, la raison seule le doit estre; & si le Prince outrepasse les bornes, tirant plus de ses Sujets qu'il ne doit, bien qu'en ce cas ils luy doivent obeïssance, il en sera responsable devant Dieu, qui luy en demandera un compte exact.

Au reste il n'y a point de raison poli-

quelque qui puisse souffrir qu'on augmente les charges du peuple, pour n'en tirer aucune utilité. C'est cependant s'attirer les malédiction^s publiques, qui traînent après elles de grands inconveniens : étant très-certain que le Prince qui tire plus qu'il ne doit de ses Sujets, ne fait autre chose en épuisant leur amour & leur fidélité, bien plus nécessaires à la subsistance des Etats, & à la conservation de sa personne, que l'or & l'argent qu'il peut remettre en réserve dans ses coffres.

Je sçay que dans un grand Etat il faut qu'il y ait toujours des deniers en réserve pour subvenir aux occasions imprévues ; mais cette épargne doit être proportionnée à la richesse de l'Etat, & à la quantité d'or & d'argent monnoyé qui court dans le Royaume ; & si elle n'estoit faite sur ce pied, la richesse du Prince seroit en ce cas la pauvreté, puisque ses Sujets n'auroient plus de fonds, soit pour entretenir le commerce, soit pour payer les droits qu'ils doivent légitimement à leur Souverain.

Comme il faut être soigneux d'amasser de l'argent pour subvenir aux necessitez de l'Etat, & religieux à le conserver, lors que les occasions ne se présentent pas à le dépenser, il faut être libéral à l'employer, lors que le bien public le requiert, & le faire à temps & à propos, autrement le retardement en telles occasions coûte sou-
vent

vent cher à l'Etat, & fait perdre du temps qu'on ne recouvrera jamais.

On a vu souvent des Princes, qui pour conserver leur argent ont perdu & leur argent & leurs Etats tout ensemble ; & c'est chose certaine, que ceux qui dépensent mal-volontiers, dépensent assez souvent plus que les autres, parce qu'ils le font trop tard. Il ne faut pas peu de jugement pour connoître les heures & les momens les plus importants ; & tel est capable l'accumuler, qui pour n'estre pas propre à la dépense, peut causer des maux indicibles.

Or parce que les maximes generales sont toujours inutiles, si on ne sçait bien les appliquer aux sujets particuliers ; il reste à voir :

Quel peut estre le revenu de ce Royaume.

Quelle peut estre sa dépense.

Quelle reserve de deniers il faut avoir en ses coffres, & jusqu'à quel point le Peuple peut & doit estre soulagé.

Le revenu de ce Royaume peut estre considéré en deux façons.

Où comme il peut estre en temps de Paix, sans changer l'avant des deniers qui se tirent presentement des Receptes & des Fermes generales, ny faire autre augmentation que celle qui se peut, par la reduction au denier seize, des vieilles rentes qu'on voudra conserver, & des gages de certains Officiers, qui en souffrent

plus volontiers la diminution, que la suppression de leurs Charges avec remboursement.

Où, comme il peut estre, en faisant certains changemens, estimez à raisonnables & utiles par ceux à qui j'ay veu manier les Finances, qu'à leur jugement on n'a rien à craindre d'autre opposition que celle de la nouveauté.

† Sur le premier pied, l'Epargne peut faire compte de recevoir tous les ans trente-cinq millions, selon l'état qui s'ensuit.

De la Taille, dix-sept millions, trois cens cinquante mille livres.

De toutes les Gabelles, cinq millions deux cens cinquante mille livres.

† Rentes créées sur la Ville au dernier denier.

Sol, un million deux cens trente-un mille quatre cens onze livres.

Aydes, huit cens cinquante-un mille l.
Receptes generales, quatre cens soixante & quatorze mille cens quatre-vingt quatre l.

Toutes ces rentes ont esté constituées depuis l'an 1551. jusqu'en 158.

Du Regne de Henry IV. ny mesme de Henry III. il n'a esté créé aucunes Rentes.

Il y a vingt trois Generalitez, en chaque Bureau vingt quatre Officiers, qui sont au tout 552. chacun desquels ayant mille écus de gages, le tiers d'iceux revient à cinq cens cinquante deux mille livres.

Des Aydes, un million quatre cens mille livres.

De la reduction des Rentes au denier seize, un million.

De la reduction des Tresoriers de France, aux deux tiers de ce qu'ils perçoivent de leurs Charges, laquelle ils souffriront volontiers, pourvu qu'ils soient assurez d'être delivrez de nouvelles taxes desquelles ils sont accablez à tous momens, cinq cens cinquante mille livres.

Des Parties Casuelles, deux millions.

De la Ferme de Bourdeaux, huit cens mille livres.

De trois livres par msuid de Vin entrant à Paris, sept cens mille livres.

De trente sols anciens, & nouveaux dix sols de Vin, cinq cens trois mille livres.

De la Ferme des quarante-cinq sols au lieu des Peages, cinq cens trois mille livres.

Des neuf livres dix-huit sols pour tonneau de Picardie, cent cinquante-quatre mille livres.

De la Ferme de Broûage, 250. mille livres.

De la Traite-Foraine de Languedoc, Epicerie & Drogueries de Marseille, & deux pour cent, d'Arles, trois cens quatre-vingts mille livres.

Du Tiers Surtax de Lion, soixante mille livres.

Des cinq grosses Fermes, deux millions quatre cens mille livres.

Des nouvelles Impositions de Normandie, deux cens quarante mille livres.

De celles de la Riviere de Loire, deux cens vingt-cinq mille livres.

Du la Ferme du Fer, 80. mille livres.

Des Ventes des Bois ordinaires, cinq cens cinquante mille livres.

Des Domaines, cinq cens cinquante mille livres.

Sur le second pied, en déchargeant entièrement le Peuple de dix-sept millions de livres, qui reviennent maintenant aux coffres du Roy des levées de la Taille, la recette peut monter à cinquante millions, ainsi que l'état suivant le justifiera clairement.

De l'Impost à mettre sur le Sel, soit sur les Marais, en toutes les Provinces du Royaume, il en peut revenir au Roy, tous frais faits, vingt millions.

Du sol pour livre de toutes les marchandises & denrées du Royaume, douze millions.

Des Aides, un million quatre cens mille livres.

De la réduction de l'achat des rentes constituées à l'Hôtel de Ville, six millions.

De la réduction des Tresoriers de France, cinq cens cinquante mille livres.

Des Parties Casuelles, deux millions.

De la Ferme de Bourdeaux, dix-huit cens mille livres.

Des trois livres pour muid de Vin en-

trant dans Paris, de nouvelle imposition, sept cens mille livres.

Des trente sols anciens, & nouveaux dix sols d'entrée pour chacun muid de vin à Paris, cinq cens quatre-vingts mille livres.

De la Ferme des 45. sols au lieu des Peages & Ostrois, cinq cens trente mille livres.

Des 9 l. dix-huit sols pour Tonneau de Picardie, huit-vingts quatorze mille liv.

De la Ferme de Broüage, 254. mille livres.

De la Traite-Foraine de Languedoc, Epicerics & Drogueries de Marseille, & deux pour cent d'Arles, trois cens quatre-vingts mille livres.

Des Surtaux de Lion, soixante mille livres.

Des cinq Grosses Fermes, deux millions quatre cens mille livres.

Des nouvelles Impositions de Normandie, deux cens cinquante mille livres.

De celles de la Riviere de Loire, deux cens vingt-cinq mille livres.

De la Ferme du Fer, 80. mille livres.

Des Ventes & des Bois ordinaires, cinq cens cinquante mille livres.

Des Domaines, cinq cens cinquante mille livres.

Somme totale, cinquante millions quatre cens quatre-vingt trois mille livres.

Je sçay bien que cet établissement bien entendu sera trouvé juste & raisonnable par tous ceux qui auront experience & capacité en la conduite des Etats.

Entre les divers Surintendans des Finances qui ont esté de mon temps, j'en ay vu des plus entendus en ce qui est du Fisc, qui égaloient le seul Impost du Sel sur les Marais aux Indes du Roy d'Espagne, & qui conservoient ce secret comme le vray fondement du soulagement du Peuple, de la reformation & de l'opulence de l'Estat.

Et en effet, pour peu de sens qu'ayent les plus grossiers, ils seront contraints de reconnoistre qu'on ne sçauroit estimer la décharge & le contentement qu'auroit le peuple, s'il luy estoit permis d'user du sel comme du bled, chacun n'en prenant qu'autant qu'il en voudroit & pourroit consommer.

Il est certain que la suppression que l'on feroit du grand nombre d'Officiers qui sont établis pour l'impost du Sel, & la delivrance des Chicaneurs, & de la procedure qu'ils font quelquefois par le devoir de leurs Charges, & souvent par malice, pour contraindre les peuples à prendre le sel auquel ils sont imposez, leur causeroient un soulagement indicible.

Il est certain de plus, qu'on pourroit bien justement recompenser les Provinces, qui jusqu'à present ont joüi de l'exemption du Sel, par une telle décharge de Tailles, que si à l'avenir ils l'achetoient plus cher qu'ils n'ont fait par le passé, la diminution de la Taille seroit équivalente à l'aug-

mentation du prix du Sol à laquelle ils seroient sujets, bien qu'ils l'achetaissent librement.

Il est certain encore, que bien que l'on puisse dire que la diminution de la Taille ne touche que le peuple, & que l'augmentation du prix du Sel, que l'on a jusqu'à présent vendu dans les Provinces exemptes de l'impôt, interesseroit les Ecclesiastiques, la Noblesse, & les Exempts; tous recevroient l'effet & la diminution des Tailles, tant que le revenu des Tailles n'estant plus, le revenu des heritages augmenteroit à proportion que les Fermiers qui les font valoir seroient déchargés des impôts qui sont mis sur les heritages qu'ils tiennent à ferme.

Il est certain enfin, que bien que les difficultés d'un tel établissement fussent grandes, si est-ce toutefois qu'on pourroit les surmonter.

Si après avoir considéré cet établissement du Sel, on examine celui du Sol pour livre, on le trouvera d'autant plus juste, qu'il est établi en divers Etats, & qu'il a été déjà deux fois résolu en corps d'Etat sous le grand Roy François; & en l'Assemblée des Notables à Rouen sous le grand Henry d'immortelle memoire.

Cependant parce que les soupçons sont si naturels aux Peuples & aux Communautés, qu'elles établissent d'ordinaire leur principale sécurité en leur méfiance

qui les porte toujours à craindre que, ac-
qui leur est le plus utile, leur soit desavan-
tageux, & que les grands changemens soit
quasi toujours sujets à des ébranlemens
fort dangereux. Au lieu de conseiller un tel
établissement, j'ose en détourner; & le fais
d'autant plus hardiment, que telles nou-
veautés ne doivent jamais être entreprises,
si elles ne sont absolument nécessaires.

Or tant s'en faut que la France soit en
ce terme, qu'au contraire j'estime beau-
coup plus aisé de rendre le peuple à son
aise, & mettre l'Etat en opulence, sans
avoir recours à tels expédiens, qu'en les
pratiquant; vu que bien qu'il ne s'y trouve
aucune difficulté qui ne puisse être surmon-
tée, il y en a sans doute de beaucoup plus
grandes, de recourir à de tels changemens.

Pour vérifier cette proposition, il ne
faut autre chose qu'examiner la dépense
dont on pourra se contenter en temps de
Paix, & voir quel profit on pourra tirer de
l'épargne que le temps permettra de faire.

La sécurité & la grandeur de ce Royau-
me ne peuvent souffrir les dépenses de la
guerre moindres que le projet porté cy-
dessus; il faut faire état qu'elles revien-
dront à près de douze millions.

La dépense des Garnisons ordinaires,
qui revient tous les ans à trois millions,
pourroit être supprimée, tant parce que
la plus grande partie des gens de guerre qui
seront lors entretenus avec l'Etat, entre-

ront en garnison dans les Places, que parce que la plus grande partie des susdits trois millions ne sort de la bourse du Roy que pour entrer en celle des Gouverneurs particuliers, qui d'ordinaire ne tiennent que dix hommes, lors qu'ils en doivent avoir cent.

Mais étant difficile qu'il n'y ait quelques Places privilégiées & de telle importance, qu'on ne peut refuser à ceux qui en sont Gouverneurs quelques garnisons particulières, dont ils puissent d'autant mieux répondre, qu'ils les choisiront à leur gré, il faut à mon avis retrancher les deux tiers de cette dépense, pour la réduire à un million.

La dépense de la Mer de Ponant & de Levant ne sauroit estre moindre que de deux millions cinq cens mille livres, ainsi qu'il paroît par les actes particuliers qui en sont dressés.

Celle de l'Artillerie reviendra à six cens mille livres.

Celles des Maisons du Roy, de la Reine, de Monsieur, à trois millions cinq cens mille livres.

Les pensions des Suisses, du payement desquelles on ne peut honorablement s'exempter, sont de quatre cens mille livres.

Les Bâtimens coûteroient 300. mille l.

Les Ambassadeurs, 250. mille livres.

Les Fortifications, six cens mille livres.

On pourroit retrancher entièrement toutes les pensions qui coûtent au Roy

quatre millions : mais d'autant qu'il est impossible de passer d'une extrémité à l'autre sans milieu, & qu'on n'est pas accoutumé en France à résister aux importunités, lors même qu'elles sont les plus injustes, je croy qu'il faut se contenter de les réduire à la moitié. Ce qui est d'autant plus nécessaire, qu'il est avantageux au Public, que l'oisiveté de la Cour ne trouve point de recompenses, & qu'elles soient toutes attachées aux périls de la guerre, partant les pensions & appointemens ne seront employés à l'avenir que pour deux millions.

Les Ordinaires du Roy, cinquante mille livres.

Les Acquis patents, quatre cens mille livres.

Les parties inopinées, & les voyages, deux millions.

Les non-valeurs, cent cinquante mille livres.

Le Comptant du Roy, trois cens mille l.

Toutes ces dépenses ne reviennent qu'à vingt-cinq millions, qui estant tirez de cent-cinq à quoy monte la recette, il en restera dix, lesquels de la première année seront employés à la diminution des Tailles.

Le vray moyen d'enrichir l'Etat est, de soulager le Peuple, & de décharger l'un & l'autre de ses charges. En diminuant celles de l'Etat, on peut diminuer les Tail-

les, & non autrement ; & pourtant c'est la principale fin qu'on se doit proposer dans le Règlement de ce Royaume.

† Pour bien prendre ses mesures en une affaire si importante, il faut sçavoir que toutes les levées qui se font en ce Royaume, reviennent à près de quatre-vingts millions ; il y en a plus de quarante-cinq en Charges, sur lesquels on peut faire un si bon ménage, qu'au lieu qu'on peut dire maintenant que lesdites Charges sont la ruine du Roy, j'ose avancer que de là viendra son soulagement & son opulence.

Beaucoup estimeront sans doute, qu'il seroit à souhaiter que l'Etat fust déchargé de tout ce faix : mais parce qu'il est impossible de faire subsister un grand corps sans diverses dépenses absolument nécessaires à son entretien ; comme le poids de toutes ces Charges ensemble ne peut estre supporté par l'Etat, la suppression entière ne peut estre désirée avec raison.

† De trente-quatre millions à quoy reviennent toutes les diverses natures de levées qui se tirent du peuple en vertu du brevet de la Taille, il y en a vingt-six millions qui s'employent au payement des Charges constituées sur la Taille, qui consistent en Rentes, ou en Gages & Taxation d'Offices, ou en Droits qui leur ont esté engagez.

Bien que la Ferme des Aydes produise tous les ans quatre millions ; si n'en revient à

R. vj

On peut proposer trois moyens pour la diminution desdites charges.

Le premier est l'imputation de la trop grande jouissance que les particuliers ont fait des deniers du Roy sur le fonds qu'ils ont déboursé pour acquérir les Rentes, les Offices, & les Droits dont ils jouissent.

Je sçay qu'il n'y auroit pas grande peine à dépouiller par ce moyen quelques particuliers des Rentes & des Droits qu'ils reçoivent, & qu'il ne faudroit faire qu'une bonne supputation des de-

l'Epargne que 400. mille livres. Les Rentes, Gages, Taxations & Droits engagez sur lesdites Aydes consomment le reste, qui est de trois millions & demy.

Bien qu'en tire de toutes les Gabelles près de 19. millions, il n'en revient à l'Epargne que 3. millions 500. tant de mille livres. parce que le reste qui revient à près de 13. millions, est employé au payement des Rentes créées sur lesdites Gabelles, ou à celui des Gages, Taxations & Droits des Officiers des Greniers à Sel, ou des Gages du Parlement de Paris, Chambre des Comptes, Cour des Aydes, Grand Conseil, ou des Secretaires du Roy.

Bien que toutes les autres Formes de l'Etat produisent 12. millions, il n'en revient que dix au Roy, parce qu'il en faut rabattre plus de deux millions affectez au payement de quelques Rentes, Gages d'Officiers Taxations & Droits alienez.

niers qu'ils ont percus, dans laquelle outre l'intérêt permis par les Ordonnances, on trouveroit sans doute le remboursement du prix de leur engagement.

Mais quand la justice de cet expédient ne pourroit estre contestée, la raison ne permettra pas de s'en servir, parce que la pratique ôteroit tout moyen à l'avenir de trouver de l'argent dans les necessitez de l'Etat, quelque engagement qu'on vouloit faire.

Il est important de bien remarquer à ce propos, que telle chose peut bien n'estre pas contre la justice, qui ne laisseroit pas d'estre contre la raison d'une bonne Politique, & qu'il faut bien se donner de garde d'avoir recours à des expédiens qui ne violant pas la raison, ne laisseroient pas de violer la loy publique.

Si quelqu'un dit que les intérêts publics doivent estre preferez aux particuliers, en avoiant la proposition je le prie de considerer qu'en la discussion de ce point, ces différentes natures d'intérêts n'entrent point en balance, mais que les publics sont seulement contrepelez par d'autres de mesme nature; & qu'ainsi que le futur a bien plus d'étendue que le present, qui passe en un instant, les intérêts qui regardent l'avenir, doivent par raison estre plus considerez que ceux du present, contre la coustume des hom-

mes sensuels, qui preferent ce qu'ils voyent de plus près, parce que la veüe de leur raison n'a pas plus d'étendue que celle de leur sens.

Si l'on garde en ce point la foy publique, ainsî que je l'estime tout-à-fait nécessaire, l'Etat en fera beaucoup plus soulagé qu'il ne seroit, quand mesme on supprimerait une partie de ses Charges sans nouvelles finances, eu ce qu'il demeurera maître des bourses des particuliers en toutes occasions, & ne laissera pas d'augmenter considerablement son revenu.

Le second moyen pour diminuer les Charges du Royaume, consiste en leur remboursement sur le pied de la finance actuellement déboursée par les particuliers : mais la verification en seroit difficile, veu que pour faciliter le debit de ce que la necessité de l'Etat a contraint d'aliéner, on a souvent donné au denier quatre, ce qui paroît engagé au denier six.

Ce moyen juste en soy-mesme, ne peut estre pratiqué, sans donner pretexte à beaucoup de plaintes, quoique mal fondées.

Le troisième moyen pour la diminution des Charges de l'Etat, consiste à rembourser celles qui ne seront pas nécessaires, au mesme prix qu'elles se debiterent entre les particuliers, remboursant sur ce pied les proprietaires des Offices

des Rentes & des Droits qu'on voudra supprimer, ils ne recevront aucun préjudice, & le Roy ne se prévaudra pas de l'avantage commun qu'il a, à des Particuliers qui peuvent se libérer à la charge de leurs dettes, lors qu'ils ont le moyen de les payer au même prix qu'elles se vendent ordinairement.

Ce moyen qui est le seul qui peut & qui doit être pratiqué, peut produire son effet en diverses façons, ou en longues années, par le seul ménage de la jouissance des Charges, ou en une seule, moyennant une somme immense de deniers qu'il faudroit avoir comptant par le supplément d'un fonds extraordinaire.

L'impatience naturelle à notre nation, ne donnant pas lieu d'espérer que nous puissions perséverer quinze & vingt années en une même résolution : la première voye qui requerroit autant de temps, n'est aucunement recevable.

Le grand fond qu'il faudroit pour rembourser tout à la fois des Charges aussi immenses que sont celles de l'Etat, fait que la proposition de cette seconde voye seroit aussi ridicule qu'impossible : ainsi la troisième reste seule praticable.

Pour s'en servir avec tant de justice que l'on ne s'en puisse plaindre, il faut considérer les Charges qu'on voudra supprimer, sur trois pieds diffetens, suivant les divers cours de leur debit.

† Les premieres Rentes constituées sur la Taille, qui se vendent d'ordinaire au denier cinq, ne doivent estre considerées ny remboursées que sur ce pied, selon lequel leur propre jouissance en fait le remboursement entier en sept années & demie.

Les autres Rentes constituées sur la Taille depuis la mort du feu Roy, qui se payent ou dans les Elections, ou dans les Receptes generales, doivent estre remboursées sur le pied du denier six, parce que c'est leur debit, sur lequel leur jouissance ne peut faire leur remboursement qu'en huit ans & demi.

Les Offices des Elections avec Gages, Taxations des Offices, & autres Droits qui leur sont attribuez, doivent estre remboursez sur le pied du denier huit, qui est le prix ordinaire de telles Charges.

* La raison oblige à prendre un mesme

† La plus grande partie de rentes constituées sur la Taille depuis 1611. sont encore à present entre les mains des Parisiens, de leurs heritiers, ou de ceux à qui ils les ont transportées, & ils les ont acquises à si bas prix, qu'ils en attendent à toute heure le retranchement, qui leur seroit bien moins avantageux que le remboursement au prix courant.

* Les nouvelles Rentes établies sur les Aides ne se vendent qu'au denier sept. & il'y en a pour deux millions.

piéd pour le remboursement des Charges constituées sur les Aydes, sur toutes les Gabelles, sur les cinq grosses Fermes, sur la Foraine de Languedoc & de Provence, sur la Douane de Lion, sur le Convoÿ de Bourdeaux, Coutume de Bayonne, Ferme de Broûge; & tels remboursemens ne peuvent estre faits par la seule jouïssance, qu'en onze années.

Je sçay bien qu'il se voit tous les jours des Rentes de cette nature à moindre prix que le denier huit, mais j'en propose le remboursement sur ce piéd pour la satisfaction des particuliers, estimant que si en une affaire de telle importance il doit y avoir de la lésion, il vaut mieux qu'elle tombe sur le Roy que sur eux.

Le piéd de tous les remboursemens que l'on peut faire, estant justement établi; il faut considérer qu'il y a certaines Charges si nécessaires en ce Royaume, ou engagées à si haut prix, qu'on ne les met pas entre celles, au remboursement desquelles on doit penser, par la voye qui se propose maintenant.

Tels sont les gages des Parlemens & autres Cours Souveraines, des Præsidaux & Sieges Royaux, des Secretaires du Roy.

Les nouvelles Rentes sur les Gabelles se vendent au denier sept & demi. Et il y en a pour cinq millions deux cens soixante mille livres.

des Tresoriers de France, & des Receveurs
Generaux.

Ce n'est pas que j'estime qu'il ne faille faire aucune suppression en ce genre d'Office ; je suis bien éloigné de cette pensée ; mais pour proceder avec ordre à la diminution des Charges du Royaume, la raison veut qu'on commence par le remboursement de celles qui sont à meilleur prix, & qui sont incommodes au public.

En cette consideration je prefere la suppression des Rentes établies sur les Tailles, & celle de beaucoup de Charges d'Elus, à tout autre.

Celle des rentes de cette nature à cause de leur bas prix, & celle des Elus, parce que ces Officiers sont la vraye source de la misere du peuple, tant à cause de leur grand nombre qui est si excessif, qu'il fait plus de quatre millions en exempts, que pour leurs malversations si ordinaires, qu'à peine y a-t-il un Elu qui ne décharge sa Paroisse, que beaucoup tirent de celles qui leur sont indifferentes, & qu'il s'en trouve de si abandonnez, qu'ils ne craignent point de se charger de crimes, en augmentant à leur profit les impositions à la charge du peuple.

Cette mesme consideration est la seule qui m'empesche maintenant de parler de la suppression de beaucoup d'Offices de Judicature, dont la multitude est inutile, leur prix étant aussi extraordinaire que

leurs gages sont petits, ce seroit un mauvais ménage que d'y toucher par la nécessité présente. Quand on voudra en diminuer le nombre, le moyen de parvenir à cette fin sera de faire un si bon règlement de la Paulette, que les Offices étant réduits à un prix modéré, le Roy puisse lors qu'ils viendront à vaquer, les rembourser aux Propriétaires, & les supprimer tout ensemble.

Je ne comprends point encore dans le nombre des suppressions, les Colleges des Secretaires du Roy, les Bureaux des Trésoriers de France, & les Receveurs Généraux, non à raison de la modicité de leurs émolumens, qui sont assez bons, mais à cause de leur finance, qui n'est pas petite.

Je n'y mets point aussi les vieilles rentes qui ont été créées du temps des Prédécesseurs de V. M. & qui se payent au Bureau de la Ville Paris, tant parce que l'actuelle finance déboursée par les acquereurs est plus grande que celle de tous les autres, que parce qu'il est bon que les intérêts des Particuliers soient en quelque façon mêlés avec ceux de leur Souverain, que parce qu'enfin elles sont passées à diverses Religions, Hôpitaux, & Communautés, à la subsistance desquelles elles sont nécessaires, & qu'ayant été diverses fois partagées dans les familles, il semble qu'elles y aient fait souche, & qu'on ne

les en puisse tirer sans troubler leur établissement.

Cependant pour n'oublier aucun ménagement qui se puisse faire avec raison à l'avantage de l'Etat, je dois remarquer deux choses en ce lieu.

La premiere est, que les Bureaux des Tresoriers de France subsistant, on peut profiter d'un tiers de leurs gages, étant certain qu'ils se trouveront bien traités en la reformation generale du Royaume, si en les asseurant de ne plus leur imposer de nouvelles Taxes, on réduit leurs gages aux deux tiers de ceux qu'ils ont eu par le passé, & par leur premiere creation.

La seconde est, qu'en ne supprimant pas les rentes établies sur la Maison de Ville du temps du feu Roy, qui sont toutes créées au denier douze, ce qui se fera avec d'autant plus de justice, que les Particuliers n'en constituent qu'au denier dix-huit, les Propriétaires desdites Rentes constituées sur la Ville se prévaudront par la grace du Roy de deux deniers, en la jouissance de celles qu'ils auront de cette nature.

Et comme ils trouveront en cela leur avantage, le Roy y trouvera le sien, en ce que les Rentes dont l'Etat sera chargé seront de meilleur debit que celles des Particuliers, supposé qu'on soit exact à les payer sans diminution, ainsi qu'on y est obligé, & qu'on le doit faire pour l'intérêt public.

Pour satisfaire tant au paiement de ces Rentes, qu'aux gages de plusieurs Officiers, ou absolument nécessaires, ou du moins non supprimables dans les temps présents, j'estime que de quarante-cinq millions dont ce Royaume est maintenant chargé, il faut se contenter d'en supprimer trente, laissant le reste pour l'acquit des Charges qui demeureront.

† Des trente millions à supprimer, il y en a près de sept dont le remboursement ne devant être fait qu'au denier cinq, la suppression s'en fera dans sept années & demie, par la seule jouissance.

Des autres vingt-quatre, il s'en trouvera encore autant, qui ne devant être remboursés qu'au denier six, qui est le prix courant de telles Charges, ils pourront être supprimés en huit années & demie, par la seule jouissance.

† Les Rentes dont le prix courant est au denier cinq, montent justement à six millions huit cent mille livres, savoir six millions qui ont été constitués des huit millions aliénés sur les Tailles au mois de Février 1634. quatre cent quinze mille livres constituées par le sieur Gaillard & ses Associés au mois de Janvier 1634. & cent douze mille livres constituées par Edict du mois de Mars de la même année, par les créanciers de Moyssé & Payen.

Mais parce qu'ainsi que je l'ay representé cy-dessus, les desseins de longue haleine ne sont pas les plus seurs en ce Royaume, & qu'en cette consideration il est expedient de reduire toutes les suppressions qu'on voudra faire à un nombre d'années, qui n'excede pas la portée de notre patience: pour faire que tous les remboursements qu'on entreprendra s'accomplissent dans le mesme temps que les Rentes qui se debiteront au denier cinq se supprimeront par leur propre jouissance, il faut faire un fonds extraordinaire de la valeur d'un sixième du prix courant desdites rentes, qui revient justement à sept millions une fois payez, pour la suppression d'autant de revenu.

Pour achever la suppression de trente millions proposez, il en reste encore seize à rembourser, qui le doivent estre sur le pied du denier huit, parce que c'est le prix courant de leur debit.

Or parce que le remboursement de ces seize millions ne scauroit estre fait qu'en douze années par leur propre jouissance, & qu'il est à propos de racourcir ce temps, pour reduire cette suppression en sept années, ainsi que celle des quatorze millions precedens, il faut de huit parts en suplérer trois par fonds extraordinaires, lesquels reviennent à quarante huit millions.

Bien que la grandeur de cette somme soit capable d'étonner d'abord ceux qui

ſçavent la facilité des affaires de cette nature en ce Royaume, ils ne doubteront pas qu'elle ne ſoit d'autant plus facile à trouver, qu'il ne la faut fournir qu'en ſept années.

Et la Paix ne ſera pas plutôt établie, que l'uſage des Partis, ordinaires en ce temps pour trouver de l'argent, eſtant aboli, ceux qui ſe ſeront nourris en cette nature d'affaires, ne pouvant perdre en un inſtant leurs premières habitudes, convertiront volontiers toute leur induſtrie à défaire ce qu'ils auront fait, par les mêmes voyes dont ils ſe ſont ſervis pour l'établir premièrement; c'eſt-à-dire, à éteindre & ſupprimer, en vertu des partis qu'ils ſeront à cet effet, les Rentes, les Droits & les Offices, de la création deſquels ils auront eſté auteurs en vertu d'autres Partis.

Ainſi le Royaume peut eſtre ſoulagé en ſept années, de trente millions des Charges ordinaires qu'il porte maintenant.

Le peuple déchargé effectivement des vingt-deux millions de Tailles, qui eſt maintenant la moitié de ce qu'il porte; le revenu du Royaume ſe trouvera de cinquante ſept millions, ainſi que l'Etat ſuivant le juſtifie.

R E C E P T E.

Des Tailles, vingt-deux millions.

Des Aydes, quatre millions.

De toutes les Gabelles, dix-neuf millions.

De toutes les autres Fermes, douze millions.

Total, cinquante sept millions.

Desquels ayant ôté vingt-cinq millions qui entreront tous les ans à l'Épargne, cette somme doit estre estimée si notable, qu'il n'y a aucun Etat en la Chrétienté qui en tire la moitié, ses charges préalablement acquittées.

Si ensuite de ces suppressions, qui assujetteront beaucoup de gens au paiement des Tailles, sans qu'ils s'en puissent plaindre, on supprime encore tous les Officiers qui s'exercent par matricule, ou par simple commission; si on regle le nombre des Notaires, non seulement Royaux, mais des Jurisdic-tions ordinaires, on procurera un soulagement indicible au peuple, tant parce qu'on le délivrera par ce moyen d'autant de sangsues qu'on luy ôtera de telles gens, que parce qu'en outre y ayant plus de cent mille Officiers à retrancher de cette nature, ceux qui se trouveront destituez de leur employ ordinaire, seront contrains de prendre celuy de la guerre, du commerce, ou du labourage.

Si

Si l'on requiert ensuite toutes les exemptions à la Noblesse, & aux Communautés de la Maison du Roy, il est certain que les Villes, les Communautés exemptes, les Cours Souveraines, les Bureaux des Trésoriers de France, les Elections, les Greniers à Sel, les Offices des Eaux & Forêts, du Domaine & des Decimes, les Intendants & Receveurs des Paroisses, faisant plus de cent mille Exempts, déchargeront les peuples de plus de la moitié de leurs Tailles : n'estant encore certain que les plus riches, sujets aux plus grands taxes, sont ceux qui s'exemptent au prix de leurs bourses.

Je sçay bien qu'on dira, qu'il est aisé de faire tels projets, semblables à ceux de la République de Platon, qui bello en ses idées, est une chimère en effet.

Mais j'ose assurer que ce dessein est non seulement si raisonnable, mais si aisé à exécuter, qui si Dieu fait la grace à V. M. d'avoir bientôt la Paix, & de la conserver à ce Royaume avec ses serviteurs, dont je m'estime l'un des moindres, au lieu de laisser cet avis par Testament. s'espere de le pouvoir accomplir.



SECTION VIII.

Qui montre en peu de mots , que le dernier point de la puissance des Princes doit consister en la possession du cœur de leurs Sujets.

LES Finances étant ménagées selon qu'il est porté cy - dessus , le peuple se trouvera tout-à-fait soulagé, & le Roy sera puissant par la possession du cœur de ses Sujets , qui considérant le soin qu'il aura de leurs biens , seront portez à l'aider par leur propre intérêt.

(a) Les anciens Rois ont fait un état si particulier du cœur de leurs Sujets, que quelques - uns ont estimé, qu'il valoit mieux pas ce moyen estre Roy des François que de la France.

Et en effet cette Nation a esté autrefois reconnuë si passionnée pour ses Princes, qu'il se trouve des Auteurs (b) qui la loient d'estre toujours prestre à repandre son sang, & dépenser son bien pour le service & pour la gloire de l'Etat.

(c) Sous les Rois de la première, seconde & troisième Race jusques à Phi-

(a) *Philippe de Valois.*

(b) *Ammian Marcellin liv. 16. & 17.*

(c) *Cette Politique estoit fondée au dire d'un grand Prince, qui pour estre privé de*

l'ippes le Bel, le tresor des cœurs a esté le bien public qui se conservoit en ce Royaume.

Je sçay bien que les temps passez n'ont point de rapport ny de proportion au present : que ce qui a esté bon en un siècle, n'est pas souvent permis en un autre.

Mais bien qu'il soit certain que le trésor des cœurs ne peut suffire maintenant, c'est chose aussi très-assurée, que celui de l'or & l'argent est presque inutile sans ce premier, l'un & l'autre sont nécessaires : & qui n'en aura qu'un, sera nécessaire dans l'abondance :

C H A P I T R E X.

Qui conclut cet Ouvrage, en faisant connaître que tout le contenu en iceluy sera inutile, si les Princes & leurs Ministres ne sont si attachez au gouvernement de l'Etat, que n'obmettant aucune chose de ce à quoy leur Charge les astreint, ils n'abusent pas de leur puissance.

P O U R terminer heureusement cet Ouvrage, il ne me reste qu'à représenter

la vraie lumiere qui consiste en la Foy, ne laissoit pas de voir si clair par celle de la raison, qu'il estimois ne pouvoir jamais manquer d'argent dans ses necessitez, puis qu'il estoit aimé de ses peuples, qui en avoient pour luy.

à V. M. que les Rois étant obligez à faire beaucoup plus de choses comme Souverains que comme Particuliers, ils ne peuvent se dispenser si peu de leur devoir, qu'ils ne commettent plus de fautes par omission, qu'un Particulier ne sauroit faire par commission.

Il est ainsi de ceux sur lesquels les Souverains se déchargent d'une partie du faix de leur Empire, puis que cet honneur les astreint aux mêmes obligations auxquelles les Souverains sont tenus.

Les uns & les autres considérez comme personnes privées, sont sujets aux mêmes fautes, comme tous les autres hommes; mais si on a égard à la conduite du public dont ils sont chargez, ils se trouveront sujets à beaucoup d'autres, veu qu'en ce sens ils ne sauroient obmettre sans pecher ce à quoy ils sont obligez par leur ministère.

En cette considération tel peut estre bon & vertueux, comme particulier, qui sera mauvais Magistrat, & mauvais Souverain, par le peu de soin qu'il aura de satisfaire aux obligations de sa Charge.

En un mot, si les Princes ne font tout ce qu'ils peuvent pour régler les divers Ordres de leur Etat :

S'ils sont negligens au choix d'un bon Conseil, s'ils en méprisent les avis salutaires :

S'ils n'ont un soin particulier de se rendre tels, que leur exemple soit une voix parlante :

S'ils sont paresseux à établir le regne de Dieu, celui de la raison, & celui de la justice tout ensemble :

S'ils manquent à protéger les innocens, à récompenser les signalez services qui sont rendus au Public, & à châtier les desobeissances & les crimes qui troublent l'ordre de la discipline, & la seureté des Etats :

S'ils ne s'appliquent pas autant qu'ils doivent à prévoir & à prévenir les maux qui peuvent arriver, & à détourner par de soigneuses négociations les orages, que des nuées àmènent aisément souvent de plus loin qu'on ne pense,

Si la faveur les empêche de bien choisir ceux qu'ils honorent des grandes Charges, & des principaux emplois du Royaume :

S'ils ne tiennent puissamment la main à établir l'Etat en la puissance qu'il doit être :

Si en toutes occasions ils ne préfèrent les intérêts publics aux particuliers ; quoi-qu'ils soient bien-vivans d'ailleurs, ils se trouveront beaucoup plus coupables que ceux qui transgressent actuellement les Commandemens & les Loix de Dieu, étant certain, qu'obmettre ce à quoy on est obligé, & commettre ce qu'on ne doit pas faire, est une même chose.

Je dois encore représenter à V. M. que si les Princes, & ceux qui sont employez sous eux aux premieres dignitez du Royaume, ont de grands avantages sur les particuliers, ils possèdent un tel bénéfice à titre bien

onereux, puisque non seulement ils sont sujets par omission aux fautes que j'ay marquées, mais qu'il y en a mesme encore plusieurs autres de commission, qui leur sont particulieres.

S'ils se servent de leur puissance pour commettre quelque injustice ou quelque violence, qu'ils ne peuvent faire comme personnes privées, ils sont par commission un peché de Prince & de Magistrat, dont leur seule autorité est la source, & duquel le Roy des Rois leur demandera au jour du Jugement un compte tres-particulier.

Ces deux divers genres de fautes particulieres aux Princes & aux Magistrats, leur doivent donner à penser qu'elles sont bien d'un autre poids que celles des particuliers, parce que comme causes universelles, elles influent leurs desordres à tout ce qui leur estant soumis, reçoit impression de leur mouvement.

Beaucoup se sauveroient, comme personnes privées, qui se damnent en effet comme personnes publiques.

Un des plus grands Rois de nos Voisins reconnoissant cette verité en mourant, s'écria, qu'il ne craignoit pas tant les pechez de Philippes, qu'il apprehendoit ceux du Roy.

Sa pensée estoit vraiment pieuse; mais il eust esté bien plus utile à ses Sujets & à luy-même, qu'il l'eût eue devant les yeux

au fort de sa grandeur & de son administration, que lors qu'en connoissant l'importance, il ne pouvoit plus en tirer le fruit nécessaire à sa conduite, bien qu'il le pût recevoir pour son salut.

Je supplie VÔTRE MAJESTÉ de penser dès à cette heure à ce que ce grand Prince ne pensa peut-être qu'à l'heure de sa mort, & pour l'y convier par exemple autant que par raison, je luy promets qu'il ne sera jour de ma vie que je ne tâche de me mettre en l'esprit ce que j'y devrois avoir à l'heure de ma mort, sur le sujet des affaires publiques, dont il luy plaist se décharger sur moy.

CENTRE DE PHILOSOPHIE POLITIQUE ET JURIDIQUE
DE L'UNIVERSITÉ DE CAEN
URA-CNRS n° 1395

Cahiers de philosophie politique et juridique

N° I : <i>Démocratie, qui es-tu ?</i> (1982)	épuisé
N° II : <i>Démocratie et philosophie</i> (1982)	épuisé
N° III : <i>Hobbes, philosophe politique</i> (1983)	épuisé
N° IV : <i>Souveraineté et citoyenneté</i> (1983)	épuisé
N° V : <i>La pensée libérale de John Locke</i> (1984)	épuisé
N° VI : <i>La tyrannie</i> (1984)	100 F
N° VII : <i>La pensée politique de Montesquieu</i> (1985)	78 F
N° VIII : <i>L'Égalité</i> (1985)	100 F
N° IX : <i>La philosophie du droit de Hans Kelsen</i> (1986)	78 F
N° X : <i>La guerre</i> (1986)	100 F
N° XI : <i>Des théories du droit naturel</i> (1987)	90 F
N° XII : <i>La loi civile</i> (1987)	120 F
N° XIII : <i>Du positivisme juridique</i> (1988)	100 F
N° XIV : <i>État et Nation</i> (1988)	120 F
N° XV : <i>La politique historique de Raymond Aron</i> (1989) (avec un texte inédit : <i>De l'existence historique</i>)	100 F
N° XVI : <i>La Révolution française entre Lumières et Romantisme</i> (1989)	120 F
N° XVII : <i>La pensée politique de Hans Kelsen</i> (1990)	120 F
N° XVIII : <i>Éthique et Droit à l'âge démocratique</i> (1990)	126 F
N° XIX : <i>L'actualité de Tocqueville</i> (1990)	120 F
N° XX : <i>La fondation des normes : tradition et argumentation</i> (1991)	126 F
N° XXI : <i>La politique et les droits</i> (1992)	126 F
N° XXII : <i>Sujet de Droit et objet de Droit</i> (1992)	130 F
N° XXIII : <i>La pensée de Leo Strauss</i> (1993)	à paraître

Bibliothèque de philosophie politique et juridique

BARBEYRAC: <i>Sur la permission des Loix</i>	à paraître	
BURLAMAQUI: <i>Principes du droit naturel</i>		120 F
BURLAMAQUI: <i>Principes du droit politique</i> (2 tomes)		180 F
CAMPANELLA: <i>Aphorismes politiques</i>		150 F
CONSTANS: <i>Du Droit des Ecclésiastiques</i>		180 F
CUMBERLAND: <i>Traité philosophique des lois naturelles</i>		250 F
DESTUTT DE TRACY: <i>Commentaire de «L'esprit des lois» de Montesquieu</i>		210 F
DOMAT: <i>Les quatre livres du droit public</i>		220 F
DOMAT: <i>Traité des lois</i>		100 F
ERHARD: <i>Apologie du Diable</i>		60 F
FICHTE: <i>Opuscules de politique et de morale</i> (traduction inédite)		120 F
GROTIUS: <i>Le droit de la guerre et de la paix</i>	tome I	260 F
(traduction J. Barbeyrac)	tome II	260 F
GROTIUS: <i>De la liberté des mers</i> (traduction A. de Courtin)		100 F
GROTIUS: <i>Le Traité du Pouvoir du magistrat politique sur les choses sacrées</i> (traduction L'Escalopier de Nourar)		210 F
HAURIU: <i>Aux sources du droit: le pouvoir, l'ordre et la liberté</i>		100 F
HOBBS: <i>Bibliographie internationale de 1620 à 1986</i> (établie par A. Garcia)		125 F
HUME: <i>Quatre discours politiques</i>		130 F
JURIEU: <i>Lettres pastorales, XVI-XVII-XVIII</i> (suivies de la réponse de Bossuet)		130 F
LABOULAYE: <i>L'État et ses limites</i>		100 F
LABOULAYE: <i>Questions constitutionnelles</i>		200 F
LOCKE: <i>Essais sur la loi de nature</i> (traduction inédite)		125 F
LOCKE: <i>Le magistrat civil</i> (traduction inédite)		39 F
MABLY: <i>Entretiens de Phocion sur le rapport de la morale et de la politique</i>		75 F
MIRABEAU: <i>Essai sur le despotisme</i>		180 F
MIRABEAU: <i>De la liberté de la presse</i>		100 F
NAUDÉ: <i>Considérations politiques sur les coups d'Etat</i>		130 F

PARADIS : <i>Philosophie des droits de l'homme / droits de la personne</i> (Bibliographie)	180 F
PORTALIS : <i>Discours et rapports sur le Code Civil</i>	100 F
PUFENDORF : <i>Les devoirs de l'homme et du citoyen</i> (traduction J. Barbeyrac) 2 tomes	180 F
PUFENDORF : <i>Le droit de la nature et des gens</i> tome I	290 F
(traduction J. Barbeyrac) tome II	290 F
RICHELIEU : <i>Testament politique</i>	150 F
VOLTAIRE : <i>L'ABC : dix-sept dialogues politiques</i>	75 F
WOLFF : <i>Principes du droit de la nature et des gens</i> (traduction Formey) 3 tomes	480 F

COMMANDE A ADRESSER A

PRESSES UNIVERSITAIRES DE CAEN

14032 CAEN Cedex - FRANCE

Tél : 31.45.55.17 Fax : 31.45.56.00

accompagnée de votre règlement par chèque libellé à l'ordre de

Agent comptable de l'Université de Caen

C.C.P. ROUEN n° 0840835 E 035

Livraison franco de port, sauf pour les expéditions par voie aérienne

